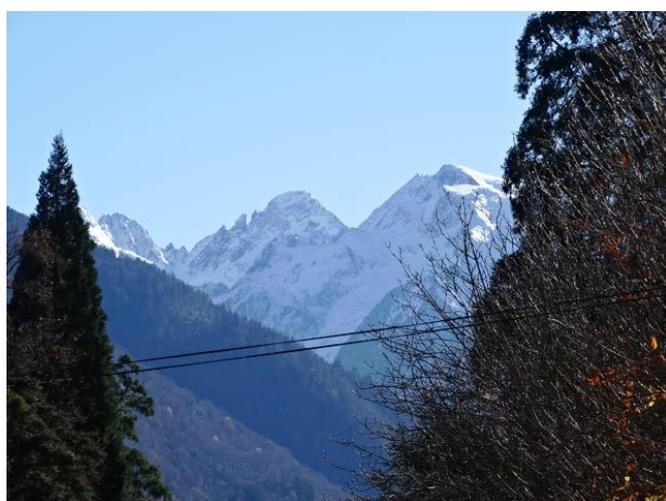


COLLOQUE INTERNATIONAL

# Refuges Pyrénéens

FRANCE · ESPAGNE · ANDORRE



## ACTES

### Colloque international sur les refuges pyrénéens

1er et 2 décembre –  
Bagnères de Luchon

Avec le soutien :



Ce projet est cofinancé par l'Union européenne. L'Europe s'engage avec le fonds européen de développement régional.



**Luchon**  
LA VILLE  
*Pyrénéz-vous !*



# Tables des matières

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>2</b>
<b>PARTIE I : LES REFUGES PYRENEENS EN 2016.....</b>	<b>16</b>
<i>Offre et demande actuelle et potentielle .....</i>	<i>16</i>
<i>Refuges et développement économique des vallées.....</i>	<i>50</i>
<b>PARTIE II : PROGRES ET INNOVATIONS.....</b>	<b>73</b>
<i>Compte rendu des ateliers en petits groupes .....</i>	<i>73</i>
<i>Synthèse de ces ateliers par Michel Rouffet.....</i>	<i>92</i>
<b>TABLES RONDES.....</b>	<b>93</b>
<i>Accueil des jeunes et des mineurs en refuges : un enjeu pédagogique dès aujourd’hui et un enjeu     pédagogique pour demain .....</i>	<i>93</i>
<i>Innovation des hébergements de montagne : à côté des refuges classiques, quelles formes innovantes     d’hébergements de montagne ?.....</i>	<i>114</i>
<i>Les Refuges face aux enjeux environnementaux : répondre aux enjeux en termes de fréquentation et de     fonctionnement tout en limitant les impacts environnementaux. ....</i>	<i>128</i>
<b>ATELIERS TECHNOLOGIQUES.....</b>	<b>142</b>
<i>Atelier communication et promotion des refuges.....</i>	<i>142</i>
<i>Construction et rénovation.....</i>	<i>157</i>
<i>Atelier Energie .....</i>	<i>169</i>
<i>Compte rendu de l’atelier traitements des déchets.....</i>	<i>181</i>
<i>Compte rendu de l’atelier sur l’eau.....</i>	<i>182</i>
<b>PARTIE III : PLAN D’ACTIONS ET PROPOSITIONS.....</b>	<b>184</b>
<i>Restitution des travaux avec les grands témoins du colloque .....</i>	<i>184</i>
<i>Politiques d’accompagnement publiques.....</i>	<i>205</i>
<i>Conclusions et propositions.....</i>	<i>213</i>

# Introduction

## Participants :

- Louis Ferré, Maire de Bagnères de Luchon
- Georges Elzière, Président de la FFCAM
- Bruno Serraz, Vice-Président du Comité Régional Occitanie de la FFCAM, Président du club alpin de Toulouse.
- Charles Pujos, Commissaire du massif des Pyrénées
- Michel Rouffet, animateur du colloque

## Michel Rouffet

Je m'appelle Michel Rouffet et on m'a confié l'animation générale de ce colloque. Je vais essayer de le faire le mieux possible avec votre aide et je laisse tout de suite la parole pour les mots d'ouverture à M Louis Ferré, Maire de Luchon. Et puis ensuite il y aura Bruno Serraz qui est le Président du CAF de Toulouse, Vice-président du Comité Régional Occitanie des clubs alpins, et Georges Elzière, Président national de la Fédération Française des Clubs Alpins de Montagne. Et ensuite Charles Pujos, qui va d'ailleurs enchaîner sur la présentation des objectifs du colloque. Voilà, donc, M. le Maire, avec toute la reconnaissance déjà qu'on vous donne.

## Louis Ferré

M. le Commissaire du Massif des Pyrénées, Messieurs les Présidents, Monsieur le Vice-président, cher Xavier Basséras, Mesdames et Messieurs. C'est un grand plaisir pour moi d'être parmi vous ce matin pour l'ouverture de ce colloque international sur les refuges pyrénéens, une première. Car en effet, il s'agit du premier exercice de ce genre sur la question. Je souhaite, avant toute chose, vous exprimer ma profonde satisfaction de voir cette manifestation organisée dans notre ville, dont l'histoire et l'avenir sont indissociables de la question du développement des activités de montagne.

A l'aune des mutations importantes auxquelles les territoires de montagne sont amenés à faire face dans un futur proche, le projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (dit autrement : acte 2 de la loi montagne), dont nous avons célébré l'an dernier les 30 ans. Donc ce projet de loi a été adopté par l'Assemblée Nationale le 13 octobre dernier. Ce texte, qui sera prochainement examiné par le Sénat, a pour objectif d'adapter l'arsenal législatif aux réalités et aux enjeux socio-économiques de demain, d'y intégrer l'évolution de notre société depuis 1985. Je trouve cette mise en perspective intéressante, car à l'instar de ce projet de loi, les travaux du présent colloque sont tournés vers l'avenir, celui des territoires de montagne, notre avenir, et cela dans une démarche résolument constructive. Les profondes évolutions de l'environnement socio-économique nous

amènent aujourd'hui à réagir collectivement, tant au niveau local qu'au niveau national ou au niveau international. Et cela vaut dans tous les domaines, dès le moment où il s'agit de trouver des solutions concrètes pour lever les défis qui se présentent à nous.

Pour ce qui est des refuges de montagne, nous sommes passés en très peu de temps de lieux où l'on venait essentiellement se restaurer et dormir à des lieux de découverte du patrimoine. Il est désormais nécessaire, dès le moment où l'on souhaite penser le refuge de demain, de l'envisager sous tous les aspects : économiques bien entendu, mais également sociaux, environnementaux ou encore agricoles. Je ne doute pas un instant que le projet du nouveau refuge du port de Venasque, que j'attends avec beaucoup d'impatience, intégrera tous ces éléments. Dans ce contexte, à la fois riche et complexe en perspective, cette construction de refuges de demain doit mobiliser toute notre attention et tous nos efforts. Au regard de la forte participation de ce colloque, j'ai la sensation que nous sommes engagés dans la bonne voie. Je tiens à féliciter et à remercier le Comité Régional Midi-Pyrénées (Occitanie) des Clubs Alpains Français, qui a initié cette rencontre, ainsi que M. le Commissaire à l'aménagement des Pyrénées et l'ensemble des partenaires qui ont contribué à la réalisation de cet évènement. Je vous souhaite à toutes et à tous un excellent colloque.

### Bruno Serraz

Bien, bonjour, merci d'être là. Donc, je suis Bruno Serraz, je suis le Vice-président du Comité Régional des Clubs Alpains Français de Montagne de Midi-Pyrénées, qui depuis le weekend dernier a changé de nom et, pour être en conformité avec la loi NOTRe, nous sommes désormais le Comité Régional de la Fédération des Clubs Alpains Français de Montagne d'Occitanie. Donc, je tenais à prendre la parole. En fait, ce n'est pas moi qui aurais dû prendre la parole. C'est Xavier Basséras qui est dans la salle et voilà, qui a mis beaucoup d'énergie pour organiser ce colloque et qui m'a délégué sa prise de parole.

D'abord je voulais vous parler un peu de l'origine de ce projet, de ce colloque. Déjà, j'évoquais ça avec Charles Pujos tout à l'heure. En fait ce colloque, ça vient d'une idée, une idée qui a émergé dans les bureaux du Commissariat à l'égalité des territoires. On était venus voir Charles Pujos avec Xavier Basséras et Thomas Bunel pour parler d'Entrepyr. Entrepyr c'est un projet qui prend de l'ampleur, qui vise à associer un certain nombre de refuges espagnols et français autour de la valorisation des itinérances et voilà c'est un projet qui a plein d'avenir et nous parlions de ce projet avec Charles Pujos et effectivement on s'est dit : ça serait bien quand même qu'on arrive un jour à associer dans une grande rencontre toutes les parties prenantes des refuges, des territoires de montagne, mais aussi des professionnels qui apportent leur expertise aux refuges. Et puis, petit à petit, je pense que c'était vraiment en novembre l'année dernière, on s'est dit : ça serait bien de faire un colloque. Oui, mais où ? Et puis très vite on s'est dit que la logique ça serait qu'on le fasse à Bagnères de Luchon.

Et voilà, un an après, cette idée, ce rêve, se réalise, et on est vraiment, enfin moi je suis vraiment très ému. Voilà, il n'y a rien de plus exaltant dans la vie d'un dirigeant d'association que de mettre de la réalité à ses rêves, de faire vivre ses rêves, et qu'ensuite que ces rêves soient utiles. Et effectivement, le bénévolat trouve sa vigueur et son sens dans l'utilité du travail de bénévole. Et à ce titre je voudrais d'ores et déjà remercier tous les bénévoles du Club Alpin Français de Toulouse, du Comité Régional, Marlène qui est un peu la personne qui fait le fil rouge de tout ce colloque, de l'organisation qui a été faite et cette préparation, et je voulais les remercier dès le début. Et voilà, donc ce colloque est aujourd'hui une réalité et j'en suis très fier. Merci pour votre présence.

### Georges Elzière

Bonjour à tous et, tout d'abord, remerciements à M. le Maire, et à la commune qui nous accueille et qui évidemment a manifesté tout l'intérêt qu'il avait au sujet même que nous traiterons.

Je voudrais d'abord vous saluer tous, et saluer tout particulièrement nos amis qui viennent de l'autre versant de la chaîne. Tout d'abord, j'espère n'oublier personne : Mariano Soriano, qui est le Directeur général des sports du gouvernement d'Aragon, Gérard Figueras qui est Secrétaire général du sport de la Généralité de Catalogne, Marc Rossel, Directeur de développement durable au Ministère de l'environnement du gouvernement d'Andorre, Luis Masgrau Gómez, Président de la Fédération Aragonaise de Montagne, Jordi Merino y Urbano, Président de la Fédération des entités excursionnistes de Catalogne, Jaume Esteve, Président de la Fédération Andorrane de montagne.

En tout cas, je suis vraiment heureux, tout particulièrement parce que j'ai découvert, même si je suis Président de la Fédération des Clubs Alpins et de Montagne, j'ai découvert la montagne dans les Pyrénées. Pas très loin, dans la vallée d'Aspe et nous avons eu une fâcheuse tendance dès la découverte à passer de l'autre côté, même si à l'époque il était plus difficile de franchir la frontière. Je suis heureux que nous ayons réussi à rassembler autour de ce projet autant de soutien et la participation d'une grande diversité d'acteurs et de partenaires, parce que la diversité des regards qui est la nôtre doit être une vraie richesse.

Nos approches ne sont pas toujours identiques, mais nous percevons tous la nécessité d'évoluer, d'innover, pour être fidèles à nos missions et à nos objectifs. Je souhaite que nous considérions que les questions quelques fois impertinentes sont très pertinentes, notamment celles sur les valeurs. Les valeurs qui inspirent nos actions vont-elles de soi ? Ne faut-il pas s'interroger de la façon dont aujourd'hui les nouvelles générations les reçoivent, les contestent parfois. En tout cas, je suis sûr qu'ensemble nous serons capables de faire à la fois émerger les vraies questions, les interrogations

et certainement des propositions. Je nous souhaite à tous un travail fructueux, mené dans la franchise et dans la convivialité. Merci.

### Charles Pujos

Bien, je vais faire un double exercice, qui est de conclure à la fois ces mots de bienvenue et puis de lancer la suite. Donc, bonjour à toutes et à tous, d'abord. Je voulais d'abord me féliciter du nombre de personnes présentes, donc qui confirme vraiment l'intérêt du sujet et puis l'intérêt de cette manifestation. Le nombre de présents confirme aussi la confiance mise dans le Club Alpin Français. Bruno a rappelé la genèse de ce colloque il y a à peu près un an. Donc, voilà, le Club Alpin Français c'est une association, beaucoup de bénévoles, on a une organisation malgré tout extrêmement professionnelle, j'étais aux rencontres dans toute la phase préalable de participation. Je voulais remercier bien sûr la ville de Luchon, en la présence notamment de son Maire Louis Ferré, et puis tous ceux qui ont participé, donc, à cette organisation et notamment évidemment le Club Alpin à travers Marlène, Xavier, Bruno et puis d'autres qui ont consacré beaucoup de temps. Voilà cet événement et puis j'aurais moi aussi, comme le Président Georges Elzière, une pensée pour nos amis étrangers : espagnols et andorrans qui sont présents ici aussi.

On sait que les refuges sont un moyen, un des moyens d'unir nos montagnes sur nos deux versants, et on sait tous aussi que quand on se promène dans les Pyrénées on trouve encore plus spectaculaires les Pyrénées quand on s'y promène sur les deux versants. Voilà, et c'est vrai que les refuges ici dans la vallée de Luchon ont une continuité évidente avec l'Espagne. Je pense notamment à la Rencluse au pied de l'Aneto, qui est situé juste derrière la frontière. Donc on est vraiment sur un sujet transfrontalier par excellence. Alors, moi je voulais dans ces mots d'introduction, évoquer trois sujets qui me sont à cœur, qui permettent aussi de resituer le contexte de ce colloque et le contexte au sujet des refuges dans un contexte plus large.

Un, d'abord, les refuges sont des hébergements touristiques, voilà, et donc, ça pose évidemment la question plus générale de l'accueil touristique dans les Pyrénées. Les Pyrénées sont une vieille terre d'accueil. J'ai lu il n'y a pas très longtemps que les soldats de François I, qui avaient été défaits à la bataille de Pavie, venaient se reposer et bénéficier des eaux thermales des Eaux-Bonnes dans la vallée d'Ossau. Luchon aussi a une histoire thermale très ancienne, et son urbanisme que l'on connaît bien date du XVIIIème siècle, donc on est vraiment sur quelque chose d'ancien. Les refuges mêmes les premiers je crois que c'est la fin du XIXe : Bayscellance, Tuquerouye, enfin je parle sous contrôle des spécialistes. On est sur des générations également anciennes et puis après il y a eu toute la génération liée au lancement du thermalisme, j'en ai parlé, mais aussi des stations de sport d'hiver et aujourd'hui il y a des interrogations, que je pense beaucoup partagent ici, sur la pérennité de tous ces systèmes d'accueil, d'hébergement, qui ont été mis en place. Il y a des lieux qui sont éventuellement moins populaires, il y a une concurrence finalement entre les systèmes

touristiques qui font que des lieux perdent des clients, d'autres en gagnent, il y a des nouvelles pratiques qui permettent de développer aussi de nouveaux lieux d'accueil.

J'ai connu par exemple l'Espagne il y a 30-40 ans, à des époques où il y avait finalement assez peu de fréquentation touristique, sur le versant sud de la frontière, j'ai vu par exemple comment en Sierra de Guara, autour du canyoning, du VTT maintenant, ou de l'escalade également, de véritables pôles touristiques s'étaient mis en place, voilà, et qui n'existaient pas il y a deux générations. Et, sur ce sujet de l'hébergement aussi ce qu'on constate chez nous, en tout cas en France, côté pyrénéen, c'est une difficulté évidemment à régénérer cette offre, qu'elle soit professionnelle (on sait que les centres de vacances, les hôtels, etc. ne sont pas tous en très bonne forme). Et puis il y a aussi tous ces lits, toutes ces locations, ces immeubles, ces appartements, ces gîtes, avec souvent des propriétaires qui habitent loin du territoire et qui ne mettent pas forcément les moyens pour régénérer cette offre. Donc voilà, une interrogation un peu sur l'avenir du modèle d'accueil dans les Pyrénées. Moi je suis très confiant dans la créativité des Pyrénées, parce qu'on est sur un territoire tout à fait remarquable, mais je m'interroge néanmoins sur la question de savoir où vont dormir demain les vacanciers qui viendront chez nous. Voilà, quels sont, est-ce qu'on va trouver des dynamiques de rénovation ou de nouvelles créations comparables à celles que je peux voir aussi quand je me déplace ou que je me balade aussi dans d'autres montagnes, dans d'autres territoires touristiques.

C'est quand même une préoccupation aujourd'hui qu'on doit avoir les uns et les autres en tête sur où seront les lieux touristiques dans 10 ans, dans 20 ans, dans les Pyrénées, et notamment les refuges, comment est-ce que l'accueil en haute montagne va évoluer. Est-ce qu'il va rester effectivement dans ces lieux actuels ou est-ce qu'il va explorer d'autres lieux, d'autres vallées. Je voulais rappeler aussi l'attractivité des refuges à s'inscrire dans une attractivité plus globale de la montagne. Michel Rouffet qui a longtemps travaillé à Atout France fait partie de ceux qui ont été à l'origine des carnets de route et qui ont montré lors de la dernière publication de ces carnets en 2011 que la montagne avait un très fort coefficient de sympathie. C'est parmi tous les sports touristiques, vraiment parmi ceux qui bénéficient d'une image vraiment assez positive. C'est le massif jugé le plus attractif. Les Pyrénées en particulier sont jugées le massif le plus attractif en été, le deuxième en hiver. Et cette situation est assez analogue avec ce qu'on voit vis-à-vis des principales clientèles européennes. Mais, malgré tout, la montagne pyrénéenne mais aussi on peut le dire plus généralement de la montagne française, a des difficultés pour transformer cette attirance spontanée en fréquentation effective. Il y a un ou deux ans quand j'ai parlé avec un journaliste de la République des Pyrénées, il y avait une image qu'il avait repris dans ses papiers car ça lui avait plu : « les Pyrénées, il y a beaucoup de croyants non pratiquants. C'est un peu comme cette vieille grand-mère vis-à-vis de ses petits-enfants. C'est-à-dire : on l'aime bien, à chaque fois qu'on va la voir elle nous accueille très bien, elle nous fait manger, des fois elle nous donne un petit billet en partant, mais pour autant c'est vrai

qu'on va pas la voir très souvent, on reste souvent avec ses copains en ville. ». C'est toute la problématique de la transformation de l'attraction ou de la sympathie en pratique effective.

Dernier élément pour resituer ce colloque et la problématique des refuges. Les refuges font partie de la haute montagne, ils sont entre 2000 et 2500 m d'altitude. Je constate un peu à ma grande surprise que la haute montagne et ses sommets ne sont finalement pas très populaires dans les Pyrénées. Je me suis rendu assez récemment par exemple dans des parkings qui sont au départ de grands sommets : au pied du Néouvielle, au pied du Mont Perdu, au pied du Maubermé, au pied du Balaitous, à aucun endroit on ne m'a jamais indiqué que je pouvais accéder à l'un ou l'autre de ces sommets. J'étais au parking d'Aubert il y a 3 semaines. Vous avez le Néouvielle qui est 900 m de dénivelé plus haut, ce n'est quand même pas très loin. Ce n'est pas une ascension non plus d'une incroyable difficulté. Il y a aucun panneau qui indique comment monter sur ce sommet. Je constate aussi que dans les publications des Offices de Tourisme on ignore globalement les Pyrénées. On promeut une montagne accessible, familiale, ludique finalement. Le côté imaginaire de la haute montagne est un petit peu évacué, y compris sans doute d'ailleurs à Luchon. Je ne suis pas sûr que l'Aneto soit mis en avant à la hauteur de ce qu'il représente et en conformité aussi avec l'histoire, car je crois que les premiers vainqueurs de l'Aneto, y compris aussi ceux qui sont morts juste avant, sont partis de Luchon pour escalader cette montagne. \*

Ma dernière surprise en préparant cette introduction : je suis allé sur certains sites internet et j'ai constaté que même les gardiens de refuges, pas tous, parce qu'il y a des sites internet qui offrent pleins d'informations, mais sur d'autres sites les gardiens ou les gestionnaires ou les propriétaires de refuges mettent très peu en avant finalement qu'à partir de leur refuge on peut accéder à des sommets. L'exemple c'est le refuge de Venasque : on ne vous dit pas comment aller à l'Aneto à partir du refuge de Venasque alors que pourtant on a déjà fait presque la moitié du chemin quand on y est. Voilà cette idée que les refuges interrogent un peu la place qu'on veut donner à la haute montagne qui est un peu sapé du site des Pyrénées alors qu'elle en fût il n'y a pas si longtemps l'un des principaux motifs d'attraction. On n'imaginerait pas que Chamonix ou Zermatt ne communiquent pas sur l'image du Mont Blanc ou du Cervin qui les domine. Or, dans les Pyrénées, et sans doute aussi le cas dans d'autres montagnes finalement, on a vraiment ce sentiment qu'on ne parle pas énormément de la haute montagne.

C'est vrai qu'on ne parle peut-être pas suffisamment des refuges. Or, moi ce que je constate aussi c'est que les refuges c'est l'image des Pyrénées aussi. Ça fait partie des termes ou des lieux identitaires effectif du massif. Généralement de n'importe quelle montagne. Bien accueillir dans les refuges c'est bien accueillir dans les Pyrénées de manière plus générale. Moi je connais bien la montagne corse qui a fini par s'incarner dans l'esprit du public une fois qu'on a créé le GR20, et le GR20 c'est un ensemble de

refuges qui ont été reliés entre eux. Donc, voilà, le rôle des refuges dans l'incarnation d'un territoire de montagne est extrêmement important.

Je crois que même si les refuges en termes de capacité représentent une fraction relativement minime par rapport à la capacité d'accueil, leur rôle, leur puissance symbolique vont évidemment bien au-delà. C'est pour ça que je trouve important pour nous de pousser des efforts de réflexion, un travail collectif pour penser l'avenir de ces refuges, parce que penser l'avenir de ces refuges c'est penser l'avenir des Pyrénées de manière générale.

J'en reviens maintenant au lancement proprement du colloque, et des discussions, des tables rondes qui vont avoir lieu le jour et demi qui nous attend. Je vais enfoncer des portes ouvertes : les rôles potentiels des refuges sont multiples et dépassent très largement les rôles fonctionnels classiques. Quelqu'un parlait du rôle d'hébergement. C'est vrai qu'on peut dormir et manger dans un refuge mais un refuge ça sert aussi à bien d'autres choses : ce sont l'incarnation de l'image de notoriété d'une destination, à l'instar d'autres types d'hébergement. Par exemple, les hôtels aussi. L'hôtellerie de montagne c'est quelque chose d'important. Pour moi, hôtel et refuge c'est ce qui fait un peu la carte d'identité de l'hébergement et de l'accueil dans un massif de montagne. Les refuges sont aussi des lieux d'expérience. Atout France aussi, je me retourne vers Michel, a beaucoup évoqué à un moment l'idée que le tourisme aujourd'hui il lui faut des expériences. C'est devenu, dans le marketing touristique, le mot à la mode de ces dernières années. Ce ne m'est pas banal d'aller dormir dans un refuge, ou de monter simplement dans un refuge.

La singularité de ces hébergements mérite d'être davantage employée. Les refuges sont un maillon d'une filière d'acteurs touristiques qui sont variés, nombreux. C'est un lieu évidemment d'activité et de vie professionnelle. Avec des potentiels de développement de cette activité professionnelle, qui sont forcément limités parce qu'il y a des saisons, il y a des conditions climatiques qui ne permettent pas de venir n'importe quand mais en tout cas il y a des potentiels au regard notamment de l'explosion du marché de certaines pratiques : la randonnée, le trail. On dit toujours les gens, le renoncement à l'effort, les gens veulent être... je crois qu'il y a mille ans, il y a deux mille ans on disait toujours que les jeunes faisaient beaucoup moins d'effort que leurs parents. Je crois que c'est une vieille histoire. C'est une histoire aussi vieille que l'humanité. Or, moi je constate quand je vais en montagne qu'il n'y a jamais eu autant de gens qui courent. On voit vraiment des gens qui sont dans une logique d'effort assez important, assez impressionnant. Il y a aussi aujourd'hui un appétit pour la nouveauté : la haute montagne, les refuges, ça peut incarner même si ce sont des choses très anciennes, mais comme elles avaient été un peu oubliées, on peut éventuellement inventer une nouvelle histoire sur le sujet.

Et je voulais rappeler aussi que l'itinérance qui a besoin de lieux d'hébergement et notamment de refuges est un des 3 éléments forts du contrat destination Pyrénées qui

est une démarche nationale pour essayer de promouvoir les Pyrénées en tant que territoire touristique y compris à l'international. Dernière chose : un refuge c'est aussi un prestataire. Un gardien de refuge ou un refuge c'est un lieu de prestation de service. La sécurité c'est souvent la première chose à laquelle on pense mais aussi un lieu d'information. Je le rappelle ou je le rappelais à travers l'anecdote tout à l'heure qu'on a encore des progrès significatifs à faire pour avoir une information qui donne plus envie aux gens de venir rejoindre les refuges et puis qui leur donne ensuite plus d'idées de savoir qu'est-ce qu'ils pourront faire une fois qu'ils seront arrivés là-haut. Les deux séquences de la matinée vont permettre d'aborder tous ces points. Une séquence sur l'état de l'offre et de la demande actuelle et potentielle, la place des refuges par ailleurs dans le développement économique des vallées. Donc, nous aurons un exposé aussi qui fait une photographie de l'offre pyrénéenne des deux côtés de la frontière, avec aussi quelques éléments sur le poids économique de la filière, avec les limites aussi de l'absence finalement d'observation fine dédié à ces questions-là. Et puis une conclusion sur l'intervention prospective sur les clientèles à 10 ans.

Pour conclure moi je voudrais évoquer les défis spécifiques qui vont être abordés dans la suite du colloque. Les défis pour les refuges de trouver leur place dans un contexte où les acteurs et les relations entre les acteurs sont multiples, parfois compliquées : les propriétaires sont variés, les gestionnaires sont également variés, les professionnels, guides-accompagnateurs, tour-opérateurs, prestataires divers, sont variés. C'est vrai que faire travailler ce monde ensemble ça ne va pas tout seul. J'espère que la preuve de cohésion qu'on montre aujourd'hui en étant tous ensemble ici peut se traduire dans un certain nombre de vallées par des actions collectives, un travail de volontariat et volontariste, où on peut effectivement développer la formation ou les prestations, où l'itinérance utilisant les refuges. Sera évoquée aussi évidemment un sujet complexe et assez essentiel qui est l'enjeu de l'accueil des clientèles de demain, les jeunes, les mineurs, avec toutes les difficultés que l'on connaît pour effectivement permettre cet accueil dans de bonnes conditions. La question environnementale, qui est compliquée, qui est quasi infinie aussi. Je discutais avant le début du colloque avec la Commission Syndicale du Saint-Savin qui s'attaque en ce moment à la rénovation du refuge du Marcadau. Thierry (*Percie du Sert*) connaît bien ce lieu et toutes les questions qui sont attachées. On est dans un Parc National, il y a des problématiques d'assainissement qui sont compliquées à résoudre, des problématiques d'eau potable, des problématiques de risque, des problématiques d'insertion d'un bâtiment nouveau, en tout cas qui sera profondément transformé dans un environnement. Des problématiques d'intégration environnementales et architecturales complexes. Ces questions-là sont loin d'être banales.

Dernier point : Michel a évoqué la question des nouveaux types d'hébergement, moi je suis très attaché à l'innovation en matière d'hébergement, parce que d'abord je ne crois pas qu'on fera le neuf de demain uniquement à partir du vieux. On le voit,

d'ailleurs, déjà aujourd'hui quand on se promène dans les Pyrénées il y a des lieux qui ont été très touristiques à un moment et qui le sont plus devenu. Il y a des mutations qui font qu'il y a des lieux qui deviennent populaires, d'autres qui perdent leur attractivité. Il y a la nécessité aujourd'hui d'inventer des propositions nouvelles ou des concepts nouveaux d'accueil. Les Pyrénées ne sont pas le lieu où les innovations ont été très importantes, en tout cas les Pyrénées françaises. Je pense que les Espagnols, les Andorrans ont parfois été plus audacieux que nous. Après on peut en penser ce qu'on veut, mais c'est vrai que par exemple en matière d'innovation architecturale il se fait plus de choses un peu originales côté sud que côté nord. Je pense qu'aujourd'hui l'innovation touristique devient répandue en ville. Toutes les évolutions du secteur amènent aujourd'hui les opérateurs à se poser pleins de questions et à partir sur des choses complètement nouvelles, donc la ville est un lieu d'innovation touristique et j'espère demain que la montagne, que les Pyrénées aussi deviendront un lieu d'innovation touristique.

Je discutais tout à l'heure avec Fredi Meignan en aparté sur l'avenir de la montagne ou l'avenir des systèmes économiques et touristiques montagnards en France, dans les Alpes ou dans les Pyrénées. On voit que, les pratiques évoluant, on va aussi accueillir de manière sans doute assez différente dans les 10 ans, dans les 20 ans qui viennent. Aujourd'hui on ne sait pas trop quels sont les modèles (on est un peu dans une phase intermédiaire) qui vont se dégager ou qui vont connaître leur succès dans les années qui viennent. Pour terminer, je souhaite que ce colloque puisse, in fine, et c'est un vœu aussi que partagent les organisateurs et puis d'autres qui sont ici dans cette salle, puisse ouvrir sur la nécessité de construire ensemble une politique collective, une politique cohérente, une politique pyrénéenne, qui ait du sens à l'échelle de cette belle montagne. Au travers des exemples qui vont être développés dans les interventions de demain matin on verra qu'il y a des projets de réhabilitation qui existent, parfois d'envergure. Il a été évoqué la perspective de rénover le refuge de Venasque au-dessus de Luchon, il y a le refuge de la Brèche dont les premiers coups de pioche ont été donnés il y a quelques semaines en début d'été. On est dans des démarches qui restent encore assez localisées et dépendant de quelques volontés individuelles, que je veux féliciter aussi parce que ce sont des projets qui sont compliqués donc pour trouver l'énergie et les moyens nécessaires ça nécessite beaucoup de persévérance. Rappeler aussi qu'il y a une formation ad hoc aux gardiens de refuge qui a été montée afin de répondre aux évolutions du métier de gardien. Ça c'est une initiative qui a déjà plus de 10 ans et qui est extrêmement intéressante. Voilà encore une bonne pratique évidemment à encourager et à maintenir. Il y a les actions de mise en réseau et de promotion. Bruno a parlé d'Entrepyr à l'échelle transfrontalière qui est la bonne échelle pour ces questions-là. Il y a aujourd'hui de bonnes pratiques, il y a des exemples qui parlent, qui sont convaincants mais au-delà de ces exemples en cours et au-delà aussi des outils publics d'accompagnement, vous avez une chance extraordinaire, c'est que les refuges c'est un sujet assez populaire en matière de politique publique. Les stations, par exemple, c'est un sujet très conflictuel,

parce qu'il y a ceux qui disent « les stations ça pollue, il faut passer à autre chose » et puis d'autres qui disent « au contraire il faut garder c'est le poumon économique des vallées », donc c'est tout de suite très conflictuel et c'est sans coopération possible parfois entre les acteurs qui sont opposés. Les refuges c'est un sujet complètement consensuel. Si vous voulez créer, rénover un refuge, etc. il y aura toujours des problèmes ou des difficultés mais enfin, on peut y arriver. Il y a des outils de politiques publiques, des moyens financiers, notamment les moyens qui sont mis en œuvre dans le cadre de la convention de massif avec des moyens de l'État, de la Région, de l'Europe, les départements aussi interviennent, donc sur ces politiques publiques. On est dans quelque chose de relativement consensuel, donc il faut amplifier l'utilisation de ces moyens, amplifier la mobilisation des énergies et, in fine, j'espère que ce sera la conclusion de demain, travailler sur un projet fédérateur encore plus puissant que ce qu'on est arrivé à conduire jusqu'à présent. C'est le challenge ou l'occasion de ces rencontres. Je vous souhaite une très bonne rencontre. Bons travaux à tous. Merci.

### Michel Rouffet

Merci Charles, je crois que Monsieur le Maire voulait apporter une petite précision

### Louis Ferré

Oui, je ne veux pas abuser de votre temps mais je me permets de prendre la parole parce que malgré tout l'intérêt que je porte à vos travaux, je ne vais pas pouvoir rester parmi vous. Je voudrais apporter deux éléments : le premier il a été évoqué, le fait que les hauts sommets pyrénéens ne sont pas suffisamment mis en avant. J'ai envie de dire que pour ce qui concerne notre territoire, ce n'est pas tout à fait le cas puisque, et j'en profite pour saluer nos amis espagnols et andorrans, nous travaillons depuis plusieurs années avec nos amis de Benasque et depuis quelques mois avec nos amis de Vielha sur un projet, un programme européen, un POCTEFA qui s'appelle el Reine del Aneto, le Royaume de l'Aneto. Alors, on aurait peut-être pu préférer nous, côté français, que ça s'appelle la République de l'Aneto mais ça s'appelle le Royaume de l'Aneto et l'idée justement c'est de développer des produits touristiques, de développer aussi des échanges de population, des échanges d'expériences entre ces populations, entre les élus, entre les associations autour de l'Aneto et lorsqu'on parle de produits touristiques l'idée c'est justement de mettre en place des synergies.

On a créé une route qui s'appelle la route 3404, 3404 c'est l'altitude de l'Aneto, donc c'est un chemin, des chemins qui existaient déjà mais maintenant qui sont identifiés comme tels, qui vont de Bagnères de Luchon jusqu'à Benasque, en passant par l'hospice de Venasque, en passant par l'Hospital de Benasque où dans les deux endroits il y a des espaces muséographiques qui rappellent justement la présence de l'Aneto et justement le projet de ce refuge du port de Venasque va venir renforcer cet itinéraire.

Alors du coup le 3404 c'est aussi un outil numérique, parce que ça aussi c'est important. C'est inscrit dans une démarche de tourisme numérique où les gens qui vont utiliser ces sentiers vont trouver des informations, ils vont être alertés par des bips. Ce sont des applications qui sont sur smartphones et qui vont leur donner des informations sur ce qu'ils vont découvrir sur le territoire. Alors, la bonne nouvelle c'est qu'on a travaillé avec Benasque pendant plusieurs années et aujourd'hui on travaille avec Vielha pour mettre en place vraiment un produit touristique autour de l'Aneto.

Le deuxième point que je voulais évoquer, qui n'a pas été évoqué, c'est qu'au niveau des Pyrénées il y a quand même des choses qui se passent actuellement avec notamment le contrat de destination Pyrénées qui est porté par la Confédération Pyrénéenne du Tourisme qui est un acteur majeur des Pyrénées. Ce contrat Pyrénées doit nous interpeller parce que dans les réflexions qui sont menées on voit bien que la difficulté que l'on peut avoir sur nos territoires c'est celui de l'hébergement, c'est celui de l'offre d'hébergement et à ce titre-là, alors c'est l'offre d'hébergement vous l'avez évoqué M. le Commissaire de Massif, que ça concerne les hôtels, les résidences de tourisme mais je crois que le parc des refuges de montagne fait partie justement de cet hébergement et doit faire partie de la réflexion, c'est-à-dire qu'on doit avoir une véritable montée en gamme pour correspondre aux attentes de nos visiteurs internationaux puisque le contrat de destination Pyrénées a pour objectif de faire venir des touristes du monde entier et notamment des pays émergents sur nos territoires. Je crois que c'est important d'avoir ça aussi en tête, de l'intégrer à la réflexion. Je vous souhaite encore de très bons travaux et une très bonne journée.

### Michel Rouffet

Merci M. le Maire. Je crois qu'on est ravis que Luchon se prête à ce travail ensemble et même s'engage dans la voie d'un développement des activités dans la haute montagne, donc ça va tout à fait dans le sens de colloque. Merci aussi à Charles qui, avec sa pertinence bien connue, a su nous montrer que les Pyrénées ont une grande attirance mais qu'il y a encore des marges de progrès pour que cette attirance se traduise en fréquentation. Merci aussi à nos amis du club alpin et il me revient maintenant très rapidement, parce qu'autrement je vais me faire rappeler à l'ordre par Thierry, de vous rappeler le déroulé de la manifestation. Permettez-moi de saluer dans la salle un certain nombre d'amis et d'anciens collègues du temps où j'étais en charge des Pyrénées dans les services de l'État et je pense que beaucoup d'entre eux sont un peu à l'origine de la démarche que nous menons aujourd'hui. Je ne sais pas si Jacques Guiu est déjà arrivé, je pense aussi à Dominique Giard, vraiment un ami et collègue de longue date, à Pierre Torrente, avec tous ses projets de formation. Je pense aussi à quelqu'un qui est discret mais qui a été très important au départ : c'est Didier Lacaze, l'ancien gardien de Bayscellance, ancien président du syndicat des gardiens, qui est parmi nous, et d'autres encore.

En fait, derrière notre démarche d'aujourd'hui il y a tout un travail et maintenant il semble qu'il y ait un moment fort pour que ce travail sur la haute montagne puisse s'éclorre et prendre de l'ampleur. Le programme c'est 3 demi-journées, donc ce matin, cet après-midi et demain matin. Ce matin, ce sera consacré à l'état des lieux. Cet après-midi c'est une discussion en petits groupes pour travailler sur un bilan que vous ressentez, le bilan vécu, des propositions venant de vous. Donc c'est un travail en petits groupes, la parole est complètement à vous. Et demain matin ce sera un peu une synthèse et des propositions pour nous projeter vers l'avenir.

Alors pour en venir à ce matin : ce matin, comme ça s'affiche, c'est l'état des lieux avec deux séquences. Une première séquence où nous allons parler de l'offre des refuges pyrénéens, que ça soit en France, en Espagne ou en Andorre. Et puis on va parler aussi de la fréquentation existante, on va parler des projections en termes de clientèle. Voilà ça sera la première séquence. La deuxième séquence ça va être lié autour du développement économique des vallées et des refuges. Vous avez senti que l'approche qu'on a un peu privilégié dans ce colloque c'est celle-là, c'est l'approche relationnelle, l'approche économique. Ça va être ce matin.

Ensuite nous serons tous conviés à un buffet dans le magnifique casino où nous sommes, avec sa verrière splendide, et juste avant que vous partiez pour vous restaurer Marlène pourra donner quelques consignes peut-être pour que ça se passe bien, comme on est nombreux, dans ce repas. Cet après-midi, de 14h15 à 16h00, on a fait le pari que tout le monde ici présent va pouvoir donner son avis sur cet avenir, l'état, le constat des refuges et leur avenir. Donc on a fait un choix compliqué c'est de vous proposer de travailler en petits groupes de maximum 12 personnes. Il va y avoir 19 petits groupes et que chacun puisse dire ce qu'il pense, son constat à partir du vécu et puis fasse part de ses projets. C'est un peu un pari d'organisation, vous l'avez compris. Nous vous convions à vous reporter sur les affichages qui sont en face de l'accueil, dans le hall d'accueil. Donc vous verrez il y a la liste de ces 19 groupes avec les personnes qui sont dedans. On a fait de façon autoritaire, excusez-nous, une répartition de vous-mêmes dans de différents groupes, en essayant de mettre ensemble des gens de milieux totalement différents, ou très différents, pour que les échanges soient le plus vivants possible. Donc repérez bien sur ces tableaux le numéro de votre groupe. Il y a un numéro de 1 à 19. Et les lieux, les lieux sont indiqués aussi. De telle façon qu'après le repas vous alliez rapidement rejoindre ce lieu-là. Ça commence à 14h15, s'il vous plaît souciez-vous en déjà à 14h, parce que c'est quand même un petit peu compliqué. Il y a bien de la signalétique donc vous allez y arriver, mais qu'on ne prenne pas de retard. Il y a peut-être parmi vous des gens qui ne sont pas inscrits sur ces groupes, qui se sont inscrits au dernier moment, donc n'hésitez pas à vous rajouter. Vous en prenez un à peu près au hasard et puis vous vous rajoutez et vous rejoignez le lieu du groupe en question. Le thème de ces groupes est très ouvert. Ça tourne tout de même un petit peu autour du développement économique, les refuges dans la vallée, mais aussi l'accueil, la promotion, voir la formation des acteurs,

donc libre cours à vous pour vous exprimer. Il y aura un compte rendu de ces ateliers sous forme de fiche. Tout ça a été mis au point et j'espère qu'on pourra mettre en œuvre les petites mesures concrètes qui sont prévues pour qu'on puisse tirer tout le profit de vos avis.

Suivront après de 16h15 à 17h30 des tables rondes. Les tables rondes, il y en a 3, c'est bien affiché. Donc, la première c'est effectivement sur l'accueil des jeunes et des mineurs. C'est un sujet fondamental tant en termes d'éducation qu'en termes de clientèle future. L'accueil des jeunes et des mineurs dans les refuges. Parallèlement vous aurez une table ronde sur les nouveaux hébergements, un thème qu'a évoqué Charles. Bon, il faut avoir l'esprit inventif, ouvert, les refuges eux-mêmes doivent évoluer dans leur conception, dans leur gestion sans doute, mais on peut imaginer d'autres formes d'hébergement qui desservent la haute montagne ou la moyenne montagne naturelle on pourrait dire. Donc là vous aurez un certain nombre d'intervenants très intéressants qui donneront leur expérience. Et la troisième table ronde c'est autour des refuges et de l'environnement, avec à la fois les contraintes que peut créer le milieu montagnard à la réalisation des refuges mais aussi le rôle pédagogique que peuvent avoir les refuges par rapport à l'environnement. Donc 3 ateliers parallèles, vous vous êtes déjà inscrits dans votre fiche d'inscription sur l'un d'entre eux. Il suffit simplement de rejoindre, toujours en temps voulu, le lieu de ces tables rondes.

Et puis, à la suite, ça va être vraiment une grande après-midi, on a choisi de vous informer, de vous faire partager, les innovations et les côtés un peu technologiques. Donc, là, il y a 5 ateliers technologiques en parallèle. Vous êtes déjà inscrits normalement sur un de ces 5 ateliers et sinon vous rejoindrez celui qui vous convient le mieux. Donc, vous avez vu : eau, énergie, construction, déchets, communication. La communication M. le Maire de Luchon en a déjà parlé et je crois que dans cet atelier l'expérience de Luchon va pouvoir être aussi exposée. Vous choisirez celui qui vous convient le mieux, si vous ne l'avez pas déjà fait et là aussi il y aura des comptes rendus qui pourront être intégrés aux actes du colloque.

Ensuite il y a un petit temps mort, enfin, et je vous rappelle qu'au Pavillon Normand, le magnifique bâtiment qui a été démonté de l'exposition universelle, de 1900 et remonté à Luchon, bâtiment en structure bois. Magnifique, juste à côté il y a l'exposition de documents et de matériels innovants mis en place dans les refuges, avec des innovations tout à fait extraordinaires, en particulier je pense en termes d'énergie et l'apparition dans les refuges de l'utilisation de l'hydrogène, par exemple, comme ressource énergétique apparemment tout à fait extraordinaire et tout à fait correspondant à la situation des refuges. Cette exposition sera en place encore demain matin. Le soir, pour les personnes inscrites, dans la magnifique verrière du casino, le repas montagnard et la soirée.

Et le lendemain, trois séquences : d'une part une table ronde avec de grands témoins autour des travaux de la veille et dans l'idée de dresser un constat partagé sur l'état des refuges et leur environnement et puis de commencer à élaborer des propositions d'actions pour un futur plan Refuges Pyrénéens. Ensuite une petite séquence dont a aussi parlé Charles sur les politiques d'accompagnement public qui pourraient appuyer un tel plan et enfin une table ronde conclusive avec les élus ici présents ou qui arriveront je pense incessamment pour donner un peu une conclusion officielle et pour donner aussi un avenir un peu officiel à nos travaux. Vous l'avez compris, l'idée c'est d'enclencher un grand travail collectif sur les Pyrénées autour de la haute montagne qui pourrait être conclu en 2017 ou 2018. Je rappelle aussi que la ville de Luchon nous propose des activités sur place, gratuitement, gracieusement, en particulier monter à Superbagnères et visite commentée de Superbagnères, visite architecturale aussi de la ville de Luchon et aussi visite des installations hydroélectriques. C'est un peu plus technique, très intéressant. N'oubliez pas de vous inscrire à l'accueil si vous ne l'avez pas déjà fait. Il est souhaitable que vous soyez inscrits avant le repas de midi, au moment du repas au plus tard pour que la ville de Luchon puisse s'organiser.

Le programme copieux, vous le voyez, certains thèmes malgré cela ne seront pas abordés complètement, comme la sécurité, les secours, la formation ; mais vous l'avez compris, on est appelés à se revoir. Si vous ne l'avez pas fait, pensez à émarger la feuille de présence, respectez les horaires, ce que je ne fais pas. Soyez concis dans vos interventions, n'oubliez pas de prendre et de rendre vos appareils de traduction. Les appareils vous les avez pour la journée contre une carte d'identité et vous les rendrez ce soir et vous les reprendrez demain matin. Je vous rappelle que le canal 2 c'est pour la langue française et le canal 3 pour l'espagnol. Ce devrait être un magnifique moment de progrès, d'échange et de convivialité pyrénéenne. Bon colloque à tous.

# Partie I : les refuges pyrénéens en 2016

## Offre et demande actuelle et potentielle

### Participants :

- Pierre Torrente, Directeur adjoint de l'ISTHIA
- Philippe Godard, Responsable de la formation des gardiens de refuges
- Carmen Maldonado, Gérante de la FAM
- Olivier Hoibian, Sociologue, Université Toulouse 3
- Christophe Revéret, Directeur bureau d'étude Versant Sud Développement
- Michel Rouffet, modérateur

### Michel Rouffet

J'appelle à la table les intervenants de la première séquence sur l'état de l'offre et de la demande. Pierre Torrente est le Directeur adjoint de l'ISTHIA, l'Institut supérieur du tourisme, de l'hôtellerie et de l'alimentation. C'est la branche Tourisme de l'Université de Toulouse Jean Jaurès. Pierre va d'abord vous faire un petit rappel de la formation de gardien, qui est en place depuis une dizaine d'années, puis après il va exposer le résultat d'un travail qui a été confié à un stagiaire de l'ISTHIA, qui s'appelle Dorian Jauneau. Son travail pourra être disponible, pour ceux qui le demandent, sur l'état de l'offre et de la fréquentation actuelle des refuges. Ensuite Carmen Maldonado, qui est la gérante de la Fédération Aragonaise de la Montagne, nous exposera en 15 minutes l'état de la randonnée et des refuges en Aragon. Suivra Olivier Hoibian, qui est sociologue à l'Université de Toulouse III et nous résumera les résultats de l'étude qu'il a menée sur l'approche socio-économique de la fréquentation des refuges dans 3 vallées pyrénéennes. Pour nous projeter mieux encore vers l'avenir, Christophe Revéret, expert bien connu du bureau d'études Versant Sud, vraiment spécialisé sur les études sur la montagne, nous dira à quoi nous pouvons nous attendre en termes d'évolution probable de clientèle. Suivra ensuite un temps d'échange et puis, peut-être, quelques conclusions partagées.

COLLOQUE INTERNATIONAL / COLOQUIO INTERNACIONAL

# Refuges Pyrénéens

FRANCE · ESPAGNE · ANDORRE

Quelles dynamiques pour le développement du massif ?

Pierre TORRENTE – Philippe GOUARD  
ISTHIA – Université Toulouse Jean Jaurès

BAGNÈRES DE LUCHON - FRANCE  
<http://colloquepyrenees.refuges-montagnes.fr/> • Tél. 09 63 07 95 37

1<sup>er</sup> & 2 DÉCEMBRE 2016

Logos: ISTHIA, CITS, Luchon, Pyrénées, Institut français des Hautes Pyrénées et de montagne.

COLLOQUE INTERNATIONAL / COLOQUIO INTERNACIONAL

## Introduction

# Refuges Pyrénéens

Quelles dynamiques pour le développement du massif ?

- **Contexte de la commande**  
Cet état des lieux à l'initiative de la FFCAM doit constituer un élément de cadrage lors du colloque sur les refuges de montagnes pyrénéens organisé en Décembre 2016 à Bagnères de Luchon. Il comprend :
  - Un diagnostic de l'offre
  - Un diagnostic de la demande
  - Une évaluation de la fréquentation
  - Une évaluation du chiffre d'affaireL'objectif principal de cet état des lieux est, à partir d'une « photographie » des refuges Pyrénéen à un instant T, d'avoir un aperçu, ou une évaluation de la situation actuelle de l'offre pyrénéenne en refuge gardé, de la fréquentation qu'elle entraîne et du chiffre d'affaire généré.
- **Suivi méthodologique a été assuré par la FFCAM**  
Le travail a été réalisé par Dorian Jeaneau, Etudiant en Master 1 Tourisme et Développement ISTHIA – UT2J
- **Quelques éléments de méthodologie**  
Méthode de collecte  
Mode de traitement

BAGNÈRES DE LUCHON - FRANCE  
<http://colloquepyrenees.refuges-montagnes.fr/> • Tél. 09 63 07 95 37

1<sup>er</sup> & 2 DÉCEMBRE 2016

## Les structures retenues pour l'étude INTERNACIONAL



Source : [www.refuges.info](http://www.refuges.info) Refuges gardés, non gardés et cabanes

pour le développement du massif ?

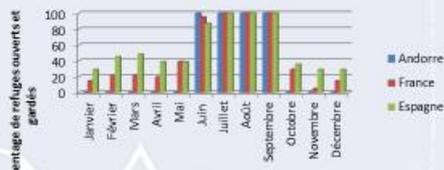
Pays	Nombre refuges gardés	%	Capacité d'accueil	%	Capacité d'accueil moyenne
France	41	54 %	1983	50.1 %	48
Espagne	30	42 %	1784	46.4 %	59
Andorre	3	4 %	142	3.5 %	47
<b>Total</b>	<b>75</b>	<b>100 %</b>	<b>3909</b>	<b>100 %</b>	<b>52</b>

Propriétaires	France	Espagne	Andorre	Navarre
Privés		1 refuge		
Associatifs	CAF : 18 refuges ASPTT : 1 refuge	FAM : 6 refuges FEEC : 8 refuges CEC : 4 refuges UEC : 1 refuge		FNM : 1 refuge
Publics	22 refuges	7 refuges	3 refuges	

BAGNÈRES  
<http://colloque...>

## Les principaux résultats 1 : Quelques chiffres clés COLLOQUE INTERNACIONAL / COLOQUIO INTERNACIONAL

Pourcentage de refuges ouverts et gardés sur l'année



Proportion du nombre de lits par région



Nombre de refuges par altitude



Temps d'accès des refuges gardés



BAGNÈRES DE LACORTZ FRANCE  
<http://colloquepyrenees.refuges-montagnes.fr> • Tél. 09 43 87 95 37

1<sup>er</sup> & 2<sup>e</sup> DÉCEMBRE 2016

## Les principaux résultats 2 : La fréquentation

Fréquentation des refuges par type de propriétaires<sup>[1]</sup>

Gestionnaire	Nombre de refuges	Nombre de nuitées 2015
CAF	18	52 491
FAM	7	48 327
FEEC	9	15 913
TOTAL	34	116 731

Evolution de la fréquentation des refuges français



Distribution de la fréquentation des refuges CAF par type de clientèle<sup>[1]</sup>

Typologie de clientèle	Individuels	Membres CAF	Membres d'Association réciprocitaire	Membres STD	Nuitées hors gardiennage
Part des nuitées	47,0%	7,3%	13,5%	3,0%	0,5%
Typologie de clientèle	Groupes >= 9	Groupes scolaires	Jeunes <18 ans	Jeunes (<18ans) membre CAF	Tarif famille
Part des nuitées	12,0%	2,0%	0,5%	0,5%	6,8%

Evolution de la fréquentation des refuges FEEC en 2015



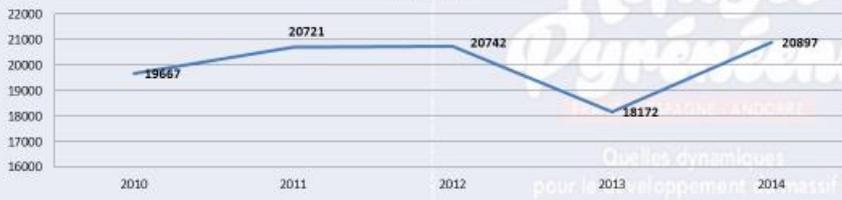
BAGNÈRES DE LUCHON - FRANCE

<sup>[1]</sup> Données issues du CAF

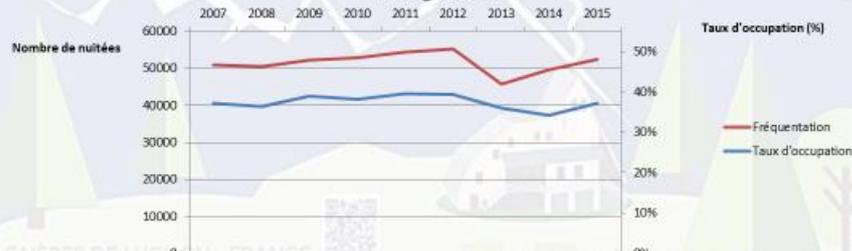
<http://refuges-montagne.fr> • Tél. 09 63 07 95 37

1<sup>er</sup> & 2 DÉCEMBRE 2016

Evolution de la fréquentation des refuges non CAF en nombre de nuitées



Evolution du nombre de nuitées et du taux d'occupation des refuges CAF



BAGNÈRES DE LUCHON - FRANCE

<http://colloquesymmes.refuges-montagne.fr> • Tél. 09 63 07 95 37

1<sup>er</sup> & 2 DÉCEMBRE 2016

## Les principaux résultats 3 : Les tarifs

Tableau récapitulatif des moyennes de tarifs

	France	Espagne	Andorre
Nuitée fédéré adulte	9,81 €	9,10 €	11,00 €
Nuitée fédéré jeune	4,89 €	6,44 €	
Nuitée adulte non fédéré	16,53 €	16,28 €	15,00 €
Nuitée jeune non fédéré	10,84 €	10,96 €	
DP adulte fédéré	33,73 €	30,04 €	35,25 €
DP adulte non fédéré	40,23 €	40,76 €	38,25 €
DP jeune non fédéré	32,89 €	34,03 €	
PC fédéré		40,14 €	
PC non fédéré	50,45 €	51,32 €	
Repas adulte	17,32 €	15,12 €	
Pique-nique	9,18 €	10,94 €	10,25 €

Les moyennes sont calculées à partir des données issues des sites internet des refuges, des sites des propriétaires ou gestionnaires de refuges.

Chiffre d'affaires estimé

Pays	Gestionnaire	Chiffre d'Affaires estimé 2014
France	CAF	2 371 640,59 €
	Non CAF	874 377,46 €
Espagne	FAM	2 075 354,69 €
	FECC	731 700,20 €
<b>Total</b>		<b>6 053 072,94 €</b>

Evolution de la fréquentation et du chiffre d'affaires des refuges CAF



BAGNÈRES DE LUCHON - FRANCE  
<http://colloquepyrenees.org>

## Les principaux résultats 4

### Encore quelques chiffres...

92% des gardiens répondants (12 des 13 gardiens) ont fait évoluer leurs menus durant les 5 dernières années

En France, environ 30% des refuges ne dispose pas de douche

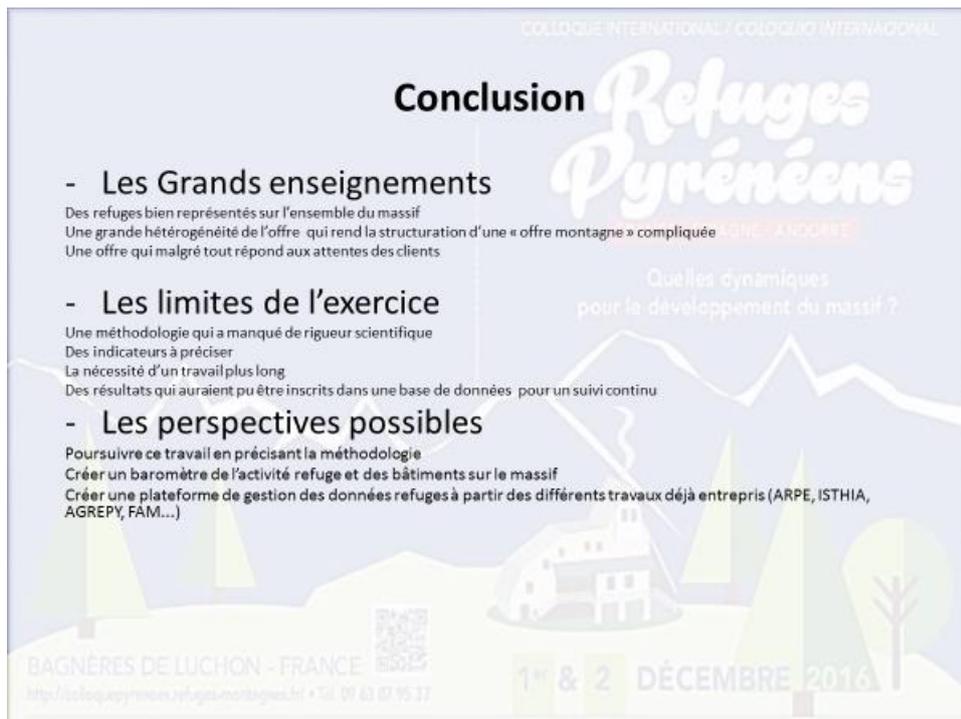
L'Aragon elle, a mis en place des règles très strictes. Toutes les chambres/dortoirs de moins de 6 places doivent comporter des toilettes, un lavabo et une douche

Sur un échantillon de 20 refuges français et espagnols dont nous avons pu avoir les informations (site internet, réponse aux questionnaires), 14 d'entre eux programment différentes animations

En France, l'utilisation d'internet est majoritairement réservée aux gardiens des refuges, Côté espagnols, les refuges reliés au réseau électrique étant plus nombreux, le partage de connexion est plus répandu

BAGNÈRES DE LUCHON - FRANCE  
<http://colloquepyrenees.org/refuges-montagne.html> • Tél. 09 63 03 95 37

1<sup>er</sup> & 2 DÉCEMBRE 2016



Je vais faire un exercice que je n'ai encore jamais fait. Je vais vous présenter un travail dont je ne suis pas à l'origine, que je ne n'ai pas suivi, mais dont j'en porte les résultats. Donc pardonnez-moi, sauf la conclusion où là j'amènerai un élément. Le contexte, je le rappelle, la FFCAM a sollicité l'ISTHIA et un étudiant de l'ISTHIA. Dorian qui était en Master I, a réalisé son stage cet été sur l'état de l'offre en refuge et de la demande. Le suivi méthodologique pour faire simple a été assuré par Michel et Xavier, et Marlène. C'est quand même un élément essentiel. En termes de méthodologie, on va y venir, et vous me corrigez si je me trompe, ça a été essentiellement réalisé à partir d'entretiens, de collectes de données internet et ensuite de recueil de documents et d'études diverses et variées qui existent déjà sur le massif. Donc un ensemble de ces données existaient déjà et ensuite un complément a été apporté grâce au travail de terrain de Dorian.

Le travail a été réalisé sur la France, l'Espagne, l'Andorre et la Navarre. C'est au total 75 refuges qui ont été repérés : un certain nombre de refuges privés, pas beaucoup, associatifs majoritairement, et des refuges publics. On voit bien la différence entre chaque pays. On voit que du travail a été fait, mais ensuite, et on l'a vu lorsqu'on avait mis en place la formation, en fonction des spécificités de chaque pays, le travail ensemble, la volonté y est, mais ensuite la réalité de mise en œuvre est plus complexe et ça fait partie des pistes de travail, pour harmoniser nos pratiques. Si on regarde les principaux résultats, on voit bien sur le premier graphique, le pourcentage de refuges ouverts et gardés sur l'année. Il est intéressant de voir qu'effectivement l'été j'allais dire, que l'on soit n'importe où, tout fonctionne et on voit bien une symétrie presque parfaite entre l'ensemble des vallées et l'ensemble des vallées sur le massif.

Par contre, que dès que l'on sort de la saison estivale (donc intersaison et hiver) on commence à voir un certain nombre de différences apparaître et force est de constater, comment l'Espagne notamment a pris conscience de l'importance de l'ouverture des refuges en hiver et là on voit que les statistiques ne trompent pas, c'est le premier élément. Aujourd'hui, quand on pense « refuge facteur de développement » et donc « tourisme facteur de développement » on voit bien la forte saisonnalité. Parmi les pistes de travail : est-ce qu'aujourd'hui cette activité de tourisme en haute montagne peut constituer un enjeu de développement, je dirais, sur l'ensemble de l'année, est-ce que c'est un leurre total ? Ça fait 30 ou 40 ans que j'entends dire que pour que le tourisme soit facteur de développement il faut allonger la saison touristique.

Je m'aperçois que les statistiques que l'on reçoit cette année nous montrent qu'on n'a pas réglé grande chose. Peut-être qu'il faut se rendre à l'évidence que le tourisme ne peut pas se développer, au moins en France, puisqu'on voit que nos amis espagnols, eux, semblent avoir trouvé un certain nombre de réponse. Je crois que là on aura un certain nombre d'éléments à revoir.

Proportion du nombre de lits par région. On voit la place et la force de l'Occitanie. J'allais dire : elle n'y est pas pour grande chose. La montagne s'étant installée là où elle s'est installée, ensuite les refuges sont présents en haute montagne. Nombre de refuges par altitude. On voit bien là aussi, et c'est un petit peu une évidence, mais ça va mieux en le disant, que l'altitude se situe entre 1500 et 2500 m dans les Pyrénées, même si on s'aperçoit que sur la question des refuges le traitement par l'Espagne est atypique mais au sens propre du terme, on n'est pas tout à fait sur les mêmes registres. Il y a une peut-être une meilleure répartition en fonction de l'altitude sur l'Espagne.

Le temps d'accès aux refuges. Là on voit bien qu'il y a à peu près une bonne répartition : si on va jusqu'à 3h de marche on atteint à peu près les  $\frac{3}{4}$  des refuges. Ce qui est un peu normal sur les Pyrénées. On ne serait pas dans le même registre sur les Alpes. Deuxième type de résultat : la fréquentation. On voit bien la fréquentation des refuges par type de propriétaire. Il faut la corrélérer ensuite avec le nombre de refuges et la capacité de places. Ce tableau mériterait d'être précisé mais plus on a de refuges plus on se retrouve avec une fréquentation des refuges importante et par type de propriétaire.

Evolution de la fréquentation des refuges français. On peut dire qu'elle est à la fois relativement stable mais peut-être qu'il aurait été intéressant de remonter avant 2008, parce qu'il y a eu un certain nombre de modifications au moins côté français, mais je pense aussi côté espagnol. La crise de 2008 avait un petit peu modifié, les résultats, je parle sous couvert des gardiens. Il doit y avoir un avant 2008 et après 2008.

Distribution de la fréquentation par type de clientèle, entre les individuels, membres du CAF, membres d'associations et on voit qu'évidemment il y a encore 2 catégories :

les individuels, ce qui est d'un côté une excellente nouvelle, que les individuels sans organisation quelconque viennent dans les refuges, parce que ça veut dire qu'on a potentiellement un marché relativement intéressant. Après, la contrepartie, c'est que les individuels il faut aller les chercher et ensuite il faut essayer de les fidéliser et ça c'est plus compliqué. On voit quand même, si je peux me permettre et je parle sous couvert des associations, le chiffre membre d'associations et membre CAF qui fait à peu près 20%, voilà, il y a quelques années on était sur des chiffres plus élevés. C'est un chiffre qui tend à diminuer et là il faut peut-être s'interroger sur comment on reconstruit cet élément-là.

Évolution de la fréquentation des refuges, donc c'est Catalogne, c'est ça ? Ce qui serait intéressant, je n'ai pas les éléments, mais vous avez vu l'inversion de la courbe par rapport à la France. C'est pour ça que j'ai mis ces 2 éléments dont je n'ai pas exactement l'explication. Je vous rappelle que je n'ai pas réalisé cette étude, je n'ai pas trouvé les éléments. Ça sera un élément de débat, parce que : est-ce que c'est simplement une corrélation qui s'est mise en place ? Evolution de la fréquentation des refuges CAF en nombre de nuitées. Evidemment le chiffre suit le précédent avec cette chute en 2013 qui est liée si je ne me trompe pas à des problèmes de météo essentiellement. On est sur un phénomène strictement conjoncturel et d'ailleurs on voit bien que l'année suivante ça repart et je pense que si vous aviez été jusqu'en 2015-2016, pour avoir discuté avec un certain nombre de gardiens, vous criez si je me trompe, je crois que 2016 a été une saison relativement intéressante pour des refuges. Je n'ai eu que des gardiens qui m'ont dit : « on a bien travaillé mais on a démarré, il me semble bien avoir entendu la date du 23 juillet ou quelque chose comme ça, autour du 20 juillet. On a démarré un petit peu plus tard mais on a très bien travaillé, et dans l'arrière-saison notamment ».

Évolution du nombre de nuitées, taux d'occupation des refuges CAF, on retrouve toujours les mêmes types de résultats et la similitude entre les différents graphiques. C'était un petit peu juste s'il y avait une information à obtenir, on voit bien que quel que soit l'angle par lequel on attaque la fréquentation, on voit bien qu'il y a ce phénomène conjoncturel mais on voit qu'on est quand même sur une progression relativement constante ces dernières années.

La question des tarifs, c'est juste pour information, il me semble bien qu'en termes de méthode, et j'en parlerai dans la conclusion, ce n'est pas toujours simple d'aller récupérer les informations économiques dans une structure, qu'elle soit refuge ou qu'elle soit autre. Mais quel que soit le territoire il me semble avoir travaillé cette question-là dans de nombreuses régions, sur de nombreux secteurs d'activité et dans de nombreux pays et il me semble que ce problème reste un problème constant. Donc à prendre avec précaution. Mais je pense si je peux me permettre un petit message à lancer, qu'il faut que l'on démystifie cette histoire des données économiques. Il n'y a pas toujours dans la recherche de données économiques, quelles qu'elles soient, mais là on est sur le cas des refuges, l'idée que ça va servir à un contrôle. Ça sert aussi à

prendre de bonnes décisions pour que les mêmes chiffres deviennent meilleurs et c'est vrai qu'aujourd'hui on a du mal à convaincre parce qu'aujourd'hui dire qu'un refuge ça rapporte tant, ça génère tant, ça permet de faire telle ou telle chose, ce n'est pas aussi simple que ça. On voit bien que l'évolution du chiffre d'affaires est liée à la fréquentation, ça, je ne vous invente rien. Encore quelques résultats : j'ai mis quelques chiffres qui étaient sortis, je les trouve très intéressants. 92% des gardiens qui ont répondu ont fait évoluer les menus. Là je crois que l'apport de la formation et de la professionnalisation de ce secteur fait qu'aujourd'hui certes il y a des attentes de la clientèle mais aussi on voit des gardiens qui sont très à l'écoute des tendances du marché et qui ont bien compris ce qu'attendaient les clients et ce qui était à moment donné présenté comme impossible, quand on voyait un certain nombre de gardiens tout était impossible et aujourd'hui on est plutôt dans une démarche hyper dynamique et très souvent il y a des initiatives (il y aura l'innovation demain) et les gardiens sont très réactifs et ce qui était impossible devient possible et ça pour moi c'est une excellente nouvelle.

Alors, pour rester dans les temps quelques grands renseignements : la carte du début que j'ai passée rapidement mais que vous connaissiez tous par cœur, on voit bien quand même qu'il y a certaines anomalies locales. Je ne citerai aucun endroit mais peut-être vers le tour du Néouvielle il y a peut-être quelques points encore qui manquent, mais comme ça c'est un exemple au hasard. Mais globalement il y a une représentation des deux côtés de la chaîne, il y a une bonne représentation des refuges et c'est un enseignement intéressant. Dans la salle, certains sont à l'origine de la création des refuges mais il y a quelques générations qu'il y en a qui avaient eu l'idée de couvrir la montagne en refuges et on a toujours intérêt à s'inspirer de ce qu'ont fait des anciens parce que peut-être qu'ils avaient une idée du développement qui n'était pas si futile que ça.

La grande hétérogénéité de l'offre. Là on a travaillé sur les refuges et à l'intérieur des refuges, je vous ai passé rapidement, mais entre ceux qui sont équipés de sanitaires, de douches, ceux qui ne le sont pas, etc. Il y a un certain nombre de disparités, sans présager d'ailleurs si cette disparité est un inconvénient ou une force. Je sais que c'est des débats que l'on a souvent eus et c'est d'ailleurs des limites que l'on posait à la formation des gardiens : est-ce que la formation ne va pas standardiser l'offre en refuges et on s'aperçoit que 10 ans après la mise en place de la formation l'hétérogénéité est toujours présente. Je pense que là, au moins, ensemble on a réussi à régler cette question. Les limites de l'exercice, ça c'est important, une méthodologie qui a peut-être manqué un peu de rigueur, c'est-à-dire qu'elle a été abordée presque de manière factuelle et il aurait fallu, peut-être, avec plus de temps, avoir une méthodologie un peu plus rigoureuse et peut-être un peu plus qualitative parce que j'ai lu le résultat. Mais le temps était compté aussi.

Peut-être un certain nombre d'indicateurs sont à préciser et tout à l'heure, on le voit bien, on parle de l'offre mais la particularité d'un refuge, ce n'est pas simplement une

offre en termes d'hébergement, le refuge a vraiment d'autres fonctions et là je pense qu'une des poursuites de l'étude c'est aller vers une étude de l'offre mais au sens large, le refuge dans sa mission de sécurité, peut-être service public, etc. et là il y a sans doute à creuser : la dimension environnementale qui n'est pas abordée dans le travail. Il me semble que ce travail a eu le mérite d'exister et bravo à la FFCAM d'avoir eu cette initiative. Peut-être qu'il faudrait poursuivre en précisant la méthodologie. Peut-être le rendre systématique, sans monter des usines à gaz, mais faut-il aller vers peut-être un observatoire de refuges pour avoir une lecture un petit peu plus précise. Il y a des expériences. Là on est sur les Pyrénées, mais on a déjà travaillé par exemple avec des collègues de l'Université de Turin. Ils ont des méthodes d'observation des refuges qui sont assez pointues et peut-être que là il y aura des prolongements mais certains connaissent parce que c'est Riccardo Beltramo qui a souvent été parmi nous. Peut-être, sans aller à l'observatoire, je parlais d'un baromètre et pour finir peut-être créer une plateforme de gestion des refuges parce qu'il existe un certain nombre d'éléments. Rappelez-vous il y a eu la base initiée par Randonnée Pyrénéenne qui a été reprise par l'Arc, mais aujourd'hui il y a un certain nombre d'éléments qui sont numérisés ici et là et peut-être qu'il faudrait imaginer une base de données à disposition, je dirais quasiment de toute l'assistance pour pouvoir suivre un peu mieux l'activité des refuges et anticiper je crois demain les bonnes décisions pour l'évolution de ce secteur. Voilà quelques pistes rapides sur l'état de l'offre. Je vous remercie.

### Philippe Godard

Pour rappel la formation des gardiens de refuge existe depuis une douzaine d'années mais le processus remonte beaucoup plus en arrière. C'est à peu près il y a une vingtaine d'années où on a une réflexion sur la mise en place d'un référentiel métier avec l'ensemble des acteurs, et notamment cette partie des Pyrénées. L'Université de Toulouse Jean-Jaurès était acteur dans ce référentiel métier et donc ça a débouché sur le DU<sup>1</sup> Gardien de refuge. Ce DU Gardien de refuge a une particularité, c'est qu'il se déroule à la fois dans les Alpes et à la fois dans les Pyrénées une année sur deux. Donc pour reprendre l'ensemble des acteurs et ne pas montrer aux alpins que ça se passe dans les Pyrénées et vice-versa. Ça a une autre particularité c'est que moi je suis responsable de la formation mais je suis accompagné de deux responsables pédagogiques qui sont des gardiens de refuge, notamment dans les Pyrénées Stéphane Amiel qui est le gardien de refuge du refuge des Estagnous et Guillaume Bailli dans les Alpes. Le programme de cette formation, on est au plus proche du terrain parce que ce sont ces responsables pédagogiques avec l'équipe des enseignants qui décident de l'orientation de la formation. Une autre particularité c'est qu'il y a un comité de pilotage qui a été mis en place il y a une vingtaine d'années pour les débuts de la réflexion autour du référentiel métier et ce comité de pilotage existe

---

<sup>1</sup> Diplôme Universitaire

encore. On gravite autour de la formation mais on gravite aussi autour de toutes les questions qui ont trait aux refuges ou aux hébergements dans les Pyrénées.

Depuis une douzaine d'années, un certain nombre de chiffres : 143 étudiants ou stagiaires qui sont passés par la formation qui ont été diplômés. Sur ces 143 étudiants il y en a à peu près 75 qui sont gardiens ou aide-gardiens. Alors, pas forcément dans les Pyrénées, c'est Alpes ou Pyrénées. Les gardiens qui étaient en place quand la formation s'est montée, certains gardiens désiraient avoir le diplôme universitaire qui est devenu un titre professionnel par la suite et donc 70 gardiens, que ce soit Alpes ou Pyrénées ont suivi cette formation en validation d'acquis professionnels. C'est un dispositif particulier où on leur validait un certain nombre d'UE, ou ils assistaient à un certain nombre de formations. Ensuite le diplôme universitaire est devenu un titre professionnel, c'est-à-dire qu'il est reconnu par l'État en tant que titre. Quand vous êtes gardien de refuge et que vous avez le diplôme universitaire, vous avez le titre de gardien de refuge. Ce titre nous a permis depuis 2009 d'ouvrir cette formation à la validation d'acquis de l'expérience. Donc on a à peu près une dizaine de gardiens qui ont eu le diplôme par ce dispositif et cette année, c'est à souligner, on en a 6 qui sont inscrits dans la VAE. Quand on ne connaît pas le système on peut penser que ce n'est pas beaucoup mais à l'Université pour un diplôme, 6 personnes en VAE c'est énorme. D'ailleurs on est le diplôme qui a le plus de demande de VAE cette année à l'Université de Toulouse Jean-Jaurès. Pour le souligner, un est Pyrénéen.

Ensuite, cette formation qui a débuté en France, on l'a ouvert à l'international notamment grâce à deux programmes européens dans le cadre du POCTEFA : le programme FOREMON et le programme TRANSVERSALIS. En lien avec l'Université de Saragosse on a pu former une trentaine de gardiens français et espagnols. On a des gardiens qui sont formés du côté nord de la chaîne et du côté sud de la chaîne. De ce côté-ci en France on a à peu près 64% de gardiens actuellement en poste qui ont le diplôme. Il y en a eu plus mais certains sont partis, se sont réorientés. Et on ne comptabilise pas nécessairement les aide-gardiens à l'intérieur. Mais déjà 64% c'est assez important. Ensuite ce diplôme universitaire c'est un diplôme de l'Université mais diplôme de l'Université ce n'est pas des diplômes d'État donc ils ne sont pas financés comme une licence classique ou un master. Donc on doit chercher les financements et donc chaque année on doit chercher les financements sinon la formation, que ce soit dans les Alpes ou dans les Pyrénées, n'existerait pas. C'est un processus qui fragilise un peu la formation parce que d'année en année ce n'est pas forcément évident de reconduire ces financements, sachant qu'au bout de 12 ans un certain nombre de partenaires nous font confiance et notamment les 3 régions. Eux, ils se basent sur le taux d'insertion et sur les retombées économiques du fait de voir former une personne voire concrètement est-ce qu'il y a un « retour sur investissement » le territoire. Chaque année on remplit des appels d'offre, un certain nombre de bilans et donc depuis 12 ans ils nous font confiance sur cette formation, sauf que la

restructuration de ces différentes régions peut poser des problèmes parce qu'on n'est pas le seul secteur d'activité concerné par la formation.

Ensuite la FFCAM depuis le début participe au financement, ainsi que les parcs nationaux et l'État. J'oubliais l'État. Ensuite il y a des moyens humains autour du financement, il y a d'autres moyens humains qui sont mobilisés et notamment entre l'ISTHIA, l'Université de Toulouse, et notre partenaire dans les Alpes qui est la FRATE, qui reçoit la formation dans le Vercors une année sur deux. Pareil, c'est un système original, qui n'existe pas forcément dans les formations à l'Université. Ensuite, comme je vous parlais tout à l'heure, on a mis la formation en Espagne. Ça c'est grâce aux financements européens. Donc cette formation n'aurait pas été possible sans ces fonds européens.

Enfin, il y a certains étudiants ou stagiaires grâce au dispositif de ce qu'on appelle le congé individuel de formation ou maintenant le compte personnel de formation. C'est un peu technique. Au-delà de la formation du DU Gardien de refuge, ça nous a permis de mettre en place un certain nombre de formations continues et donc se servir du pôle de formateurs qu'on avait, qui sont à la fois des universitaires mais aussi des professionnels, de proposer aux gardiens des Pyrénées, en relation avec l'AGREPY<sup>2</sup>, et avec un financement essentiellement de l'ADEPFO<sup>3</sup> mais aussi des gardiens eux-mêmes, de mettre en place un certain nombre de formations depuis une dizaine d'années. L'idée ce n'est pas que le gardien est uniquement formé ou a le diplôme, c'est qu'il bénéficie aussi d'un accompagnement en fonction des évolutions, qu'elles soient techniques, technologiques... par exemple, il y a la formation incendie qui doit être renouvelée assez souvent, la formation HACCP<sup>4</sup> sur l'hygiène alimentaire, les contrats des gardiens, sur le droit, etc. Donc un certain nombre d'éléments de réflexion autour de cette thématique. Les énergies renouvelables, le permis d'exploiter qui est une obligation, le management en environnement de montagne, le webmarketing. Donc là je vous ai dressé une liste non exhaustive mais voilà, on traite de tous les éléments qui ont trait à l'évolution de l'activité du métier de gardien de refuge et de l'évolution des refuges en tant que telle.

Donc en relation avec l'AGREPY, s'ils ont besoin d'une formation spécifique, voilà, on en discute ensemble et on va monter ce dispositif qui vient en plus de ce diplôme universitaire. Cette formation continue ne pourrait pas exister si le diplôme universitaire n'était pas en place. Simplement parce que ça nous permet de mobiliser un certain nombre d'enseignants, de réfléchir sur la question des refuges et donc de répondre au mieux à la demande des professionnels. Enfin et ça n'existe pas forcément à l'Université, on met un accompagnement spécifique pour la validation des acquis de l'expérience professionnelle. Donc c'est en relation avec le Syndicat national des gardiens de refuge. C'est le syndicat qui communique auprès de ses

---

<sup>2</sup> Association des Gardiens de Refuges des Pyrénées

<sup>3</sup> Association Développement des Pyrénées par la Formation

<sup>4</sup> Hazard Analysis Critical Control Point : Analyse des Risques et Maîtrise des Points Critiques.

adhérents et des gardiens de refuge et nous ça nous permet de prendre le relais derrière et ce relais n'existe pas dans les autres formations. Ça a eu du mal à démarrer mais là on commence à voir que ça apporte ses fruits parce qu'il y a déjà 6 inscrits en VAE pour cette année. C'est un effort assez important.

Pour conclure, la formation a 12 ans, on a formé, en comptant les validations et tous les étudiants, à peu près 210 à 220 gardiens. On ne peut pas aller beaucoup plus loin. Il y a à peu près 350 refuges en France, donc on est dans la réflexion, on est dans la réflexion également au niveau du financement, les financements chaque année il faut qu'on les renouvelle, surtout au niveau des régions, là, avec leurs dispositifs de formation professionnelle. Donc on est en train de réfléchir à l'avenir de cette formation. Cette formation peut évoluer, en intégrant d'autres formules d'hébergement, elle peut évoluer d'un diplôme universitaire à une licence professionnelle, par exemple, donc les pistes sont ouvertes et le comité de pilotage réfléchit à cette question. On a commencé à ouvrir ce diplôme avec l'Espagne grâce à des programmes POCTEFA. L'idée serait de l'ouvrir aussi à l'Italie, à la Suisse, à l'Autriche, à l'Allemagne, à d'autres partenaires européens. On travaille notamment avec l'Université de Turin mais pour trouver les financements et modes de partenariat des fois c'est un peu compliqué. On espère que ça va aboutir au fur et à mesure. Et enfin, dernier point, avant que je me fasse clocher, donc les gardiens sont formés, la formation a évolué dans le temps, c'est-à-dire ce qu'on propose maintenant ce n'est pas forcément la même chose que ce qu'on proposait il y a 12 ans, c'est-à-dire qu'on a mis des éléments complémentaires dans cette formation pour répondre à la demande des professionnels et donc le gardien qui sort diplômé ou le gardien qui a suivi le système de formation continue, il est spécialisé sur un certain nombre de domaines, il connaît un certain nombre d'éléments. On a maintenant un vrai spécialiste du refuge, le gardien de refuge au-delà de sa première mission qui était d'accueillir et la restauration, on a un spécialiste sur un ensemble de domaines. Et donc la réflexion pourrait se porter aussi sur la formation des propriétaires. C'est-à-dire que les gardiens sont formés. Est-ce que pour qu'il y ait des échanges notamment sur tout ce qui est management environnemental, tout ce qui est énergies renouvelables, des éléments assez techniques, voilà la question se pose et on avait commencé à travailler avec la FFCAM sur ce sujet donc c'est un sujet qui va arriver dans l'avenir. Merci.

### Carment Maldonado

Bonjour tout le monde, je ne sais pas si vous savez qu'en Espagne la fédération de montagne a réuni la montagne et la randonnée. La randonnée pour nous est une base très importante pour nos membres et aussi pour les usagers de nos refuges. Donc ça nous a paru une bonne idée de combiner ces deux options et de voir comment on peut arriver à atteindre plus de personnes pour l'utilisation des refuges.

Je vais vous raconter comment fonctionne le réseau des refuges en Aragon et comment est le réseau des sentiers en Aragon. En Aragon, les refuges qui sont gérés

par la Fédération Aragonaise de Montagne, c'est 15 refuges de montagne, beaucoup d'entre eux de haute montagne et deux écoles de formation. L'ensemble offre à l'année presque 1 200 places à l'année et ce sont des refuges gardés toute l'année. Nous avons un réseau très large de sentiers. En 2013 on a fait un état des lieux et on a environ 11 000 km de sentiers balisés : GR, petits parcours, etc. et on travaille sur un décret pour en faire un produit touristique.

C'est stratégique pour le gouvernement de l'Aragon. Ça garantit les investissements et on peut investir dans les aménagements de ces sentiers. Ici vous pouvez voir les derniers travaux que nous avons réalisés, qui sont centrés sur le sud de l'Aragon et sur le nord sur la chaîne pyrénéenne. Vous pouvez voir le GR11 en vert et blanc. Nous avons marqué aussi les refuges associés à ce parcours. Sur ces deux questions, aussi bien sur les sentiers que sur les refuges, nous avons fait des études extérieures basées sur nos données : une étude sur l'incidence économique sur les localités où les refuges se trouvent, faite par l'Université de Saragosse, et une étude des sentiers réalisée par la Fédération Aragonaise à travers Prames. Quant à la randonnée en Aragon, nous avons vu qu'il y a 1,5 millions de randonneurs par an. C'est une quantification faite à travers les activités qui se font dans les Fédérations, dans les clubs. Il y a des compteurs dans les espaces naturels et les réseaux touristiques, mais nous savons par une quantification un peu plus indirecte que l'Aragon reçoit environ 4 millions de visites liées à la randonnée. Ça veut dire 20% environ de la moyenne annuelle. On a fait des enquêtes aussi au pied des sentiers. On sait que les frais moyens par jour par randonneurs sont de 58€. 69,2% sont venus en Aragon pour faire de la randonnée. 85% ne sont pas fédérés.

C'est un sport assez égalitaire entre hommes et femmes et 80% d'entre eux ont entre 30-60 ans. Ici nous avons les données de localisation et d'occupation des refuges qui dépendent de la Fédération. Sur la première colonne vous avez le nombre de places. Sur la deuxième vous avez les nuitées que chacun d'entre eux a reçu en 2015. Vous pouvez voir que Llauset est en blanc parce qu'on l'a inauguré en 2016. Et sur la dernière vous avez le pourcentage d'occupation de chacun d'entre eux et vous avez en noir ceux qui coïncident avec le GR11. Ici vous avez une analyse depuis 1985 de l'occupation de nos refuges. Vous avez une tendance qui a un peu stagné pendant les dernières années mais elle est quand même croissante malgré la crise. Il y a des années meilleures, des années pires, qui coïncident avec des météos moins bien mais l'évolution est stable. Quant aux données d'occupation, nous avons les nuitées et les écoles de formation, les refuges et les écoles de formation. Les personnes qui fréquentent les refuges en Aragon, en Catalogne, au Pays Basque et à Madrid, ça suppose 65% environ. Le reste de l'Espagne 14%, les Français c'est 12% et les autres pays 7%. Pour les écoles c'est un peu différent car on a beaucoup d'occupation locale, de collèges, etc. Quant à l'analyse saisonnière, il est vrai que c'est concentré sur les mois d'été mais on a de l'occupation aussi sur le reste de l'année car les refuges sont

ouverts à l'année. Il y a des mois meilleurs et des mois pires mais le ski de randonnée, les raquettes, etc. ça fait augmenter l'occupation pendant la période hivernale.

Avoir un refuge associé à un sommet emblématique est un atout pour l'occupation car rien que la Rencluse qui est associé à l'Aneto et Goriz qui est associé au Mont Perdu font 25% de nos nuitées. Sa localisation vis-à-vis d'un sentier très occupé comme le GR11 assure 68% presque de nos nuitées. Quant aux mois d'été ils représentent 60% de l'occupation mais il y a des refuges spécifiques car le ski de randonnée et les raquettes permettent une approche beaucoup plus populaire. Le refuge de Pineta qui apparaît sur la photo, qui s'associe beaucoup à l'escalade sur glace. L'évolution est positive mais elle a stagné pendant les dernières années, mais pendant la période d'été on occupe 100% des places donc on ne peut pas grandir, grandir ça voudrait dire agrandir aussi le refuge et ça c'est difficile à obtenir pour l'instant.

Quand on a fait des enquêtes sur la satisfaction des clients, nous avons vu que c'est très lié au confort qu'ils vivent dans le refuge. Il y a une différence entre un refuge où on a pu très peu investi pendant les 10 dernières années qu'un refuge récemment construit. Si on croise les données les plus significatives des refuges et de la randonnée, nous pouvons voir que 46% des personnes qui dorment dans les refuges sont fédérés et les non fédérés représentent 54%. Il faut rappeler que les randonneurs non fédérés étaient à 66%, donc peut-être qu'on aurait une possibilité de croissance sur les randonneurs non fédérés. 46% des usagers des refuges ont entre 30 et 45 ans, et 40% sont des randonneurs. Les gens qui viennent en refuge sont plus jeunes. On est optimistes. 30% d'entre eux font des activités en famille. 80% des usagers des refuges pratiquent la randonnée. Donc je pense que les randonneurs sont une bonne option pour augmenter le nombre de nuitées.

Les défis qui nous attendent nous conduisent à quelques conclusions. On pense aménager les sentiers de randonnée, créer des produits spécifiques autour des refuges et adaptés aux randonneurs, comme les tours circulaires, comme la route du Mont Perdu, car elle touche les deux versants des Pyrénées. En plus, il faudrait adapter l'offre aux randonneurs, avec des installations plus confortables qui permettent aux familles d'aller en refuges car on fait aussi une éducation vis-à-vis des plus petits. On devra créer une image propre du produit refuge adressée non seulement au montagnard aguerri qui est capable de dormir dans une cabane et qui est très content mais aussi toucher un public beaucoup plus large qui va valoriser des installations confortables. Ensuite des outils seront proposés à un public étranger à la montagne pour que ce soit accueillant. Donc nos défis sont la possibilité de la réservation en ligne et également des outils en ligne comme un nouveau trekking qu'on crée autour du massif de l'Aneto.

Nous avons aussi mis en place la possibilité d'intégrer le refuge dans le monde du trail en créant des zones d'entraînement en montagne qu'on fixe autour d'un refuge. On marque des parcours d'entraînement, on offre des informations, des tracts de

parcours. Pour 3€ on offre une douche chaude et une consommation qu'ils peuvent prendre. C'est une façon de faire connaître nos refuges et d'attirer un public différent et c'est tout. Merci beaucoup.

### Olivier Hoibian

Je vais donc commencer cette présentation par remercier tous ceux qui ont pu venir nous aider à réaliser cette étude, à commencer par ceux qui l'ont financée, à savoir la Région Midi-Pyrénées, Occitanie aujourd'hui, et puis les trois territoires qui ont été partenaires de cette étude, à savoir Luchon, Cauterets et Auzat. Je veux aussi remercier tous ceux qui nous ont aidés dans la réalisation de cette étude elle-même, en particulier les gardiens des 12 refuges qui nous ont reçus pour réaliser cette étude. Je vais être contraint d'aller assez vite dans la présentation de cette étude, mais vous avez dans votre pochette un article qui a été publié dans la revue La Montagne et l'Alpinisme en septembre de cette année et qui reprend une partie des résultats si vous souhaitez y revenir. Dans ma présentation aujourd'hui je vais passer sous silence les aspects plutôt économiques de l'étude, parce que les résultats sont relativement partiels. Je vais plutôt privilégier les données sociologiques. Dans la présentation de l'étude je vais rappeler que l'objectif de cette étude, son ambition principale consistait à chercher à éclairer un point aveugle de la connaissance sociologique.

Il n'y avait pas en effet jusque-là des études de ce type sur les usagers des refuges qui soient disponibles en France. Du point de vue de la définition de l'objet de l'étude, on entend par usagers tous ceux qui vont halte dans un refuge, soit pour une simple consommation, soit pour y passer la nuit ou dormir à proximité. Les objectifs de cette étude ont été déterminés à partir d'un double constat : d'une part le décalage croissant entre l'augmentation considérable des activités de plein air au sein de la population française ces dernières années et parallèlement la relative stagnation voire la baisse de la fréquentation des refuges, du côté français des Pyrénées en tout cas, durant cette même période. D'autre part, le développement d'un point de vue théorique d'approches sociologiques qui annoncent désormais la totale indétermination sociale des pratiques culturelles, notamment dans le domaine des loisirs sportifs. Les questions posées étaient les suivantes : la première, comment comprendre que le succès des loisirs de plein air ne bénéficie pas davantage à la fréquentation des refuges des Pyrénées ? Deuxième question : observe-t-on aujourd'hui une présence plus marquée des représentants des classes moyennes et populaires ou bien la fréquentation des refuges reste-t-elle l'apanage des catégories plutôt aisées et cultivées ?

Les résultats présentés sont tirés de l'exploitation d'environ 700 questionnaires, donc réalisés sur site de manière simultanée. Cette enquête conserve cependant un caractère ponctuel, elle présente plutôt une photographie à un instant T, sans prétendre pour autant à l'exhaustivité. Du point de vue des résultats, la répartition par âge montre que les usagers des refuges appartiennent majoritairement à la catégorie

des seniors. La tranche des 30 ans et plus représente plus de 70% de ce public. La moyenne d'âge est de 45 ans environ. Contrairement à une idée largement répandue, la présence des enfants et des adolescents est loin d'être négligeable, puisqu'ils représentent environ 20% des usagers. Si on s'intéresse maintenant à la répartition selon les sexes : on voit que la répartition homme-femme est assez conforme à celle de la randonnée pédestre. Donc la randonnée en montagne ne semble pas différer, du point de vue en tout cas de ceux qui s'arrêtent dans les refuges, sensiblement de la randonnée pédestre.

Par contre, on se rend compte que les écarts se creusent, il y a des variations en fonction de l'usage du refuge. Par exemple, ceux qui restent dormir en montagne sont davantage des hommes, pour 65%. Cet écart est encore plus significatif pour ceux qui réalisent des randonnées itinérantes : 67%. Et surtout lorsqu'une course d'alpinisme est au programme puisque là ça devient très majoritairement, quasiment hégémonique des hommes, avec 80%.

Répartition selon les origines géographiques : on voit d'une part une proportion d'étrangers qui est de l'ordre de 18% avec très logiquement un très fort contingent originaire d'Espagne. En ce qui concerne les résidents en France, c'est la Région Midi-Pyrénées et plutôt la France de l'ouest qui constitue le bassin de recrutement des refuges pyrénéens, avec 11% tout de même pour la région parisienne. Au point de vue de la répartition selon le type de fréquentation, on observe que la fréquentation est principalement familiale. On regroupe dans ce terme à la fois les couples et les familles. La pratique avec les amis représente environ 25%, les randonneurs, les usagers qui sont seuls ou en groupe organisé, soit en club soit en tour-opérateur, sont relativement minoritaires. Répartition maintenant selon les usages des refuges. On se rend compte que 37% des personnes qui s'arrêtent dans les refuges le font pour une simple halte avant de redescendre le jour même. Les autres, donc 63%, viennent pour dormir en montagne et 15% pour bivouaquer. Pour 30% d'entre eux il s'agit d'une première expérience de nuit en montagne.

Si on s'intéresse maintenant aux objectifs de ceux qui restent dormir dans les refuges ou à proximité, on se rend compte que pour 13% d'entre eux la nuit en montagne constitue l'objectif principal de la randonnée. 40% ont prévu de passer au moins une deuxième nuit en montagne et 36% viennent pour réaliser une randonnée le lendemain, avant de redescendre. Enfin, environ 9% d'entre eux viennent pour une course d'alpinisme. Si on s'intéresse maintenant aux catégories sociales, on se rend compte d'une part que finalement l'ensemble des catégories sociales est représenté parmi les usagers. On ne peut pas conclure pour autant de ce constat qu'on assiste à une démocratisation de la fréquentation des refuges. En effet, on se rend compte que certains groupes ont des effectifs nettement supérieurs à leur poids dans la population française lorsqu'on se réfère aux indicateurs de l'INSEE. Il y a donc manifestement certains groupes qui sont surreprésentés. C'est le cas pour les professions intermédiaires, qui sont à +6% de leur poids dans la société française, et surtout pour

la catégorie des cadres et professionnels intellectuels supérieurs, avec +38% de surreprésentation. A contrario certaines catégories sociales apparaissent nettement sous-représentées. En particulier, les employés à -13%, et les ouvriers -14%. On peut tirer de cette observation, ce constat, que finalement le coût financier de la randonnée en montagne et de la fréquentation des refuges ne peut être ignoré du point de vue de l'explication, de l'interprétation de ces disparités entre les groupes sociaux. Cela se vérifie dans l'enquête, notamment par les réponses des étudiants et des inactifs, qui sont les plus nombreux parmi les adeptes du bivouac, donc qui privilégient le bivouac par rapport à la nuit en refuge, et aussi des ouvriers et des employés parmi les randonneurs à la journée, c'est-à-dire sans coût d'hébergement supplémentaire.

Si on regarde maintenant le niveau de diplôme, la détention du diplôme est encore plus discriminante, les écarts sont encore plus marqués, puisque parmi les usagers des refuges les titulaires du bac se situent environ à 11% de ce public, 18% d'entre eux détiennent un bac +2 et 57% un bac +3 ou supérieur. Si on agrège l'ensemble de ces titulaires d'un bac et + parmi les usagers des refuges, on obtient un score de 87%, contre 41% seulement dans la population française, soit un écart de 46%. L'écart est encore plus marqué pour les titulaires d'un bac +2 et supérieur, avec un pourcentage de 73% parmi les usagers des refuges contre 25% pour l'ensemble de la population française. On voit donc à travers ces deux indicateurs que le statut socio-économique prenant en compte à la fois le niveau des revenus et le niveau d'études se révèle très différenciateur dans la fréquentation des refuges, comme sans doute dans la fréquentation de la moyenne et de la haute montagne. Les dimensions culturelles et symboliques ne sont donc pas à négliger dans l'analyse de ces publics.

Un autre résultat très important de cette étude montre que ces usagers, malgré leurs différences de catégorie sociale, d'origine sociale, présentent une grande homogénéité culturelle. Bien que l'ensemble de ces catégories soit représenté, on observe effectivement qu'il y a une proximité dans les valeurs et les représentations culturelles qui sont partagées par ces usagers. Du point de vue des raisons qui attirent les usagers à la montagne, lorsqu'on leur pose la question de pourquoi est-ce qu'ils viennent en montagne. Il n'y a pas de différence significative dans les réponses, selon les catégories sociales, selon les sexes et selon les âges. Donc il y a une grande proximité dans ces représentations. En effet, 90% d'entre eux évoque une même sensibilité à la beauté des paysages de montagne, 64% souligne le plaisir de l'effort, 54% indique leur intérêt pour la faune et la flore, 53% apprécie particulièrement le calme de la montagne. Ces valeurs et ces représentations communes se manifestent également pour les pratiques culturelles privilégiées pendant les vacances. Les usagers obtiennent pour les visites de sites touristiques, de musées, d'expositions ou de concerts, des scores très nettement supérieurs à la population française. Il en va de même pour les pratiques de loisirs physiques durant l'année, puisque 87% des usagers s'y adonnent au moins une fois par semaine contre 65% des français. La randonnée fait partie intégrante de leur pratique régulière, 60% s'y adonnent de manière

régulière pendant l'année contre 25% seulement pour la population française. Ces résultats montrent que, malgré les différences sociales, les usagers des refuges sont porteurs d'une même vision du monde et en particulier du monde de la montagne. Elles se caractérisent parce qu'ils s'apparentent à une forme d'ascétisme électif associé à un goût de l'effort, curiosité intellectuelle pour la nature, sensibilité esthétique aux paysages, plaisir du jeu avec les éléments naturels. Cette population, bien que composite socialement, partage certaines dispositions culturelles, éthiques et esthétiques, qui ont été incorporées dès l'enfance ou au cours de leur trajectoire sociale.

Pour répondre aux questions soulevées en introduction, on peut donc retenir qu'il existe certaines barrières financières et culturelles à la diffusion de la fréquentation des refuges et de la montagne. D'autre part, les logiques de distinction s'avèrent toujours à l'œuvre, avec une surreprésentation des catégories sociales, de certaines catégories sociales par rapport à d'autres. Les cadres et professions intellectuelles supérieures, les professions intermédiaires, mais aussi certaines fractions des classes moyennes et populaires présentent des dispositions culturelles en harmonie avec les conditions de la fréquentation des refuges et de la montagne. Ces résultats permettent déjà d'identifier une population particulièrement susceptible d'être réceptive à des campagnes de promotion des refuges. Dans la situation actuelle, ces groupes qui présentent des dispositions favorables sont loin de s'orienter tous vers la montagne pour leurs loisirs. Il y a donc auprès de cette population une marge de progression notable, populations qui sont prédisposées à s'intéresser à la montagne, mais qui peut-être n'ose pas franchir le pas. Un des enjeux, qui pourrait être celui des politiques de développement de la fréquentation des refuges, pourrait consister à essayer de les convaincre que la montagne c'est aussi pour ces catégories. D'une certaine manière cette étude permet de montrer que la population cible est relativement bien identifiée.

Cependant il faut être prudent dans les campagnes de promotion des refuges. Dans le domaine des pratiques culturelles, les logiques sociales reposent sur des pratiques de distinction, de démarcation sociale et culturelle. Lorsqu'une pratique dépasse un certain degré de banalisation, elle tend à être abandonnée par les fractions sociales qui se l'étaient appropriée. On a des exemples multiples dans les domaines des loisirs sportifs. En particulier, la question de l'aménagement des refuges est une question extrêmement sensible. Certains aménagements de confort, comme les chambres individuelles, le wifi, les douches chaudes, etc. peuvent peut-être attirer un nouveau public. Elles risquent simultanément de dissuader certains usagers déjà familiarisés des refuges aujourd'hui et qui sont attachés à cette sociabilité particulière, à la singularité des refuges. Les refuges ne sont pas des produits de consommation courante, ils ont une identité forte, caractérisée notamment par cette convivialité. C'est ce qui ressort des appréciations portées par les usagers sur les refuges. Parmi les appréciations les plus négatives, la question de la promiscuité et du bruit qui

rassemble avec la question des dortoirs et des ronfleurs la majorité de l'expression des avis négatifs. Par ailleurs, ces deux ensembles de critiques rassemblent les suffrages de plus de 60% des usagers, donc il y a certainement des améliorations à apporter dans ce domaine. Les autres remarques majeures portent sur le manque d'hygiène et de confort. Contrairement à certaines affirmations très répandues, les douches ne sont pas une demande prioritaire. Les demandes concernent plutôt la mise à disposition de quelques lavabos isolés avec un simple robinet d'eau chaude. Seul 11% des usagers réclament des douches et il s'agit principalement de randonneurs itinérants. Enfin la question des tarifs apparaît relativement secondaire, avec un score de 6% seulement des usagers. Elle s'exprime surtout chez les étudiants et les itinérants, catégories pour lesquelles des tarifs préférentiels ou une carte de fidélisation seraient certainement incitatifs.

Appréciations positives maintenant portées sur les refuges. Les deux items qui arrivent largement en tête c'est d'une part la dimension d'abri et sécurité que présente le refuge pour ces usagers. Donc c'est un lieu où on peut se mettre au sec, à l'abri, où on sait qu'on va être en sécurité. Deuxième élément essentiel : la convivialité. Les usagers désignent par ce terme à la fois l'ambiance, la chaleur humaine, les échanges, les rencontres, l'accueil des gardiens, la simplicité. Cette forme originale de sociabilité est partagée par l'ensemble des catégories sociales, sans distinction. Elle participe manifestement d'une des dimensions fortes de l'identité des refuges. Enfin, de manière moins marquée, l'opportunité et le plaisir de dormir en montagne, dans la nature, sous les étoiles, face à des paysages exceptionnels, vient ensuite. Enfin l'aspect plus directement utilitaire de raccourcir les étapes, d'alléger le sac, de se rapprocher des sommets, arrivent en dernier. Pour aller plus loin dans la question de la mise en tourisme, terme qu'on utilise fréquemment aujourd'hui, des refuges, à l'égard d'un public qui ne se perçoit surtout pas comme des clients mais plutôt comme des usagers, il s'agit manifestement de faire preuve d'une certaine prudence. On est dans ce domaine de la fréquentation de la montagne et des refuges dans le domaine de ce qui relève de ce qu'on appelle des styles de vie. Le refuge n'est pas un produit de consommation ordinaire que l'on peut vendre comme ça avec des campagnes de promotion un peu généralistes. Peut-être qu'une bonne manière de procéder pourrait consister à avoir une approche différenciée de la politique des refuges, en tenant compte de ce qui ressort de notre étude, à savoir une typologie sociale des refuges. Cette typologie sociale, elle permet de mettre en avant une différenciation sociale sensible des publics selon le type de refuge. Les refuges de proximité attirent principalement des randonneurs à la journée, le public est plus féminin que pour les autres types de refuges, avec une présence plus marquée des plus âgés et aussi des plus jeunes. C'est une destination privilégiée pour les familles, avec une forte proportion de grands-parents accompagnant de jeunes enfants dans leurs premières expériences de la montagne. Des refuges de moyenne montagne : ces refuges sont ceux où la mixité sociale est la plus forte, de même que celle des différentes expériences de la montagne. Ils représentent donc un enjeu important en termes de

socialisation, aux habitudes et aux usages de la montagne. Ça peut être l'occasion notamment pour des néophytes de découvrir d'autres formes de pratiques de la montagne, notamment d'être confrontés, parce que cette sociabilité des refuges le favorise, à des randonneurs itinérants, à des grimpeurs, à des alpinistes. Enfin les refuges de haute et de très haute montagne accueillent plutôt un public de montagnards déjà habitués à la sociabilité des refuges, c'est une population plus masculine avec une forte représentation des 20 à 39 ans. Les refuges de haute et de très haute montagne sont fréquentés par des groupes d'amis ou des couples.

En conclusion, dans l'élaboration des politiques de promotion des refuges et de la montagne en générale, il importe de bien percevoir que les refuges ne sont pas des produits de consommation ordinaires. Je l'ai répété un certain nombre de fois. Il relève de l'univers des styles de vie qui obéit à d'autres logiques sociales, avec une importance particulière pour les dimensions culturelles et symboliques. Il est donc utile de bien comprendre les logiques sociales à l'œuvre lorsqu'on s'intéresse à cette fréquentation parce qu'il faut comprendre quelles sont les logiques qui orientent les comportements en matière de pratiques culturelles et de loisirs physiques. Il semble donc souhaitable d'adopter des approches différenciées des prestations proposées dans les refuges en fonction de leur typologie et de leur public. Des outils d'analyse plus précis seraient également utiles dans le pilotage de ces politiques. La mise en place d'un observatoire national des refuges serait sans aucun doute souhaitable. Je vous remercie de votre attention.

### Christophe Revéret

Bonjour à toutes et à tous. Premièrement, je suis aussi content de voir qu'il y ait autant de monde aujourd'hui et en espérant que ça continue. Je travaille depuis un certain temps sur ces thématiques avec le bureau d'étude Versant Sud mais bien qu'étant Versant Sud je ne vais pas vous parler de la partie espagnole des Pyrénées. Les éléments que je vais vous présenter sont plutôt assis sur ce qu'on observe depuis un certain temps en France mais il serait très intéressant de voir ce qui correspond côté espagnol et ce qui a été dit tout à l'heure à ce sujet-là en Aragon était très intéressant. Je suis chargé de vous proposer des éléments de réflexion sur l'évolution à laquelle on peut s'attendre, et qu'on voit déjà de toute façon apparaître dans nos refuges sur les clientèles. C'est un prolongement naturel de ce qui a été dit sur cette table ronde, notamment la dernière intervention d'Olivier Hoibian, parce que vous verrez qu'il y a des choses qui vont dans le même sens, mais sous un angle de justement mise en tourisme ou en tout cas de développement plus largement des refuges.

Pour commencer, un petit point d'actualité sur le contexte : on est sur le marché, quoi qu'on en dise, de la montagne, sur le renouvellement de la fréquentation de la montagne. La montagne dite estivale, alors qu'en fait on doit parler de la montagne hors neige. Les frontières sont un petit peu plus floues maintenant. On nous a donné très récemment des chiffres qui sont plutôt encourageants sur le retour à la

montagne ? On ne sait pas tellement si c'est une embellie passagère ou si c'est la fameuse inversion de la courbe, donc le débat durera jusqu'à ce qu'on ait des chiffres un peu plus précis sur la tendance. Atout France donnait un été 2016 plutôt encourageant, avec la montagne comme étant le 2<sup>e</sup> espace touristique le plus fréquenté par les Français. Je le disais, on a des incertitudes sur les facteurs explicatifs. On en a quelques-uns qu'on subodore pour le recul du tourisme urbain, notamment les attentats, etc. Il y a une donnée qui est en tout cas très importante, c'est que la montagne estivale reste talonnée de très près par la campagne. L'espace rural qui a progressé plus vite que la montagne cette année.

La vraie réflexion qu'il faut se faire c'est qu'est-ce qui fait que la campagne est plus dynamique sur la réponse aux besoins de naturalité des gens qui cherchent des loisirs et est-ce que la montagne n'a pas fait une erreur en essayant de communiquer en étant un peu moins la montagne et en disant simplement je suis de la campagne mais en pente. C'est-à-dire en se différenciant que très peu. Ça, je considère que la montagne elle a une carte à jouer en disant autre chose que je suis de la campagne en pente. On a besoin de trouver des valeurs ajoutées pour relancer en général la montagne. S'il y a une chose qui différencie la montagne d'une campagne en pente c'est le refuge. Trouver un hébergement qui reste isolé, qui offre une immersion dans la nature en secteur rural même très dynamique et on en trouve très très peu. La nouvelle intéressante qui n'en est pas une, car ça fait longtemps qu'on le dit, on est content que ça passe dans les axes, on serait contents que ça passe plus dans les axes et que les refuges ont quelque chose à dire, ils ont quelque chose d'autre à dire et ils peuvent tirer ou amener avec eux le reste de la montagne. On a un côté emblématique, ça a été dit, du refuge. Je prends souvent l'exemple de la piste noire, puisqu'on nous oppose très souvent à des modèles de développement, une station sans piste noire n'est pas une station, ce n'est pas pour ça que tout le monde va skier dans les pistes noires. Si on continue, alors là on est dans les tendances, les tendances je le disais on commence à les voir venir, elles sont mesurées par les études comme celle qu'a présenté Olivier Hoibian, et vous verrez des choses, vous reconnaîtrez certainement des types de fréquentation que vous avez vus. Il faut simplement se dire « elles sont à surveiller ». Alors elles sont à surveiller soit parce qu'elles sont positives soit parce qu'elles peuvent représenter une menace ou en tout cas il va falloir regarder d'assez près pour savoir de quelle manière on va pouvoir les utiliser dans le développement des refuges. De quelle manière on va en tenir compte ? Ça c'est des choses qui seront certainement abordées dans pas mal des ateliers.

Un des premiers constats c'est qu'on a d'une part effectivement une sportivisation des pratiques. On nous dit « plus personne ne fait du sport », on n'est pas tout à fait à ce niveau-là. On voit des extrêmes qui s'expriment de plus en plus, le trail on en a beaucoup parlé. Je suis intéressé par les initiatives que développent les refuges aragonais sur des espaces trail et des relations tarifaires avec les refuges. C'est très intéressant. Le fast trekking, donc marcher vite, lui donner un nom américain, sortir

une ligne de produits chez des équipementiers, ça propulse des pratiques qu'on voit arriver ou qu'on a déjà vu arriver, comme le ski de randonnée qui revient, qui revient par tout un tas de bouts mais qu'on a vu revenir beaucoup au printemps cette année dans un certain nombre de refuges et qui est de nouveau à surveiller. On en parlera sur la configuration des bâtiments. C'est des clientèles ou des pratiquants qui sont très dépendants de la logistique de l'étape et donc qui ont un intérêt particulier pour les refuges.

Et puis à l'autre opposé, si tant est qu'on puisse opposer la sportivisation et l'immersion en nature, on a des gens qui sont plutôt sur ce qu'on appelle le sous-tourisme, ce n'est pas nouveau, mais c'est quelque chose qui se développe de plus en plus. Si on fait le parallèle avec ce qu'on propose à des groupes de mineurs, c'est l'éducation à l'environnement. Les attentes sont un petit peu les mêmes mais on aura ces profils qui arrivent et qui ont souvent besoin de cohabiter. Des rythmes différents, avec les approches différentes mais peut-être parfois dans le même bâtiment. Ensuite, tendance importante, l'autonomie à l'engagement. On parlait de bivouac, le bivouac paraît-il par souci d'économie, le bivouac pour tout un tas de raisons mais globalement on attache ça à une notion plutôt d'autonomie ou un engagement ou les deux en même temps. La marche ultralégère, la fameuse MUL, donc ce n'est pas la mule qui porte les bagages, c'est vous, mais ils sont légers. Il y a des communautés qui se développent là-dessus. Le bivouac, la randonnée nordique, donc là on revient sur la dessaisonalisation et la re-saisonalisation du refuge, donc une immersion y compris sur des périodes qui sont plus délicates en termes de déplacement.

Et puis on a aussi les néophytes, ceux qui ont franchi le pas, ceux à qui on a réussi à tendre la main et puis ceux qui ne franchissent pas le pas et c'est peut-être plutôt ceux-là qui nous intéressent en matière d'attentes puisqu'ils ont besoin d'une prise en charge beaucoup plus importante. L'objet refuge, ils ne le connaissent pas, ils ne sont pas initiés, etc. Cela a été assez bien décrit mais gardons-les bien en tête, puisqu'on a quand même quelque chose qui reste relativement difficile d'accès au sens très large. On en reparlera.

Sur la couleur socio-professionnelle des pratiquants, les chiffres qu'ont été présentés, les données, sont très intéressants, puisqu'effectivement on a encore un caractère un petit peu sélectif sur ces aspects-là qui sont maximisés dans l'alpinisme, dans le pyrénéisme. Je vais pyrénéiser mes propos pour ne pas que ça me soit reproché, même si je sais qu'il n'y a pas de reproches dans notre milieu. Le trail aussi, il y a une enquête qui est sortie sur le trail, le symptom trail, qui sur 2 000 traileurs il y a plus de 50% qui a des ressources professionnelles plus et puis je crois que c'est 20% qui ont des ressources au-dessus de 50000€/an. Ils ne vont pas forcément tous aller en refuge mais on a ces gens-là. Et puis à l'autre bout, c'était un petit peu un sujet sur la montagne d'été, on considérait que beaucoup de gens aller sur la montagne d'été parce que c'était une alternative économique, sans jeux de mots sur la presse spécialisé mais une alternative puisqu'ils y allaient par défaut pour chercher des tarifs.

Le problème est que lorsqu'ils ont leur logement en vallée, une fois qu'ils ont payé leur nuitée, effectivement ils vont monter au refuge, ils vont consommer la journée mais ils ne vont pas en plus rajouter une nuitée en refuge alors qu'ils payent déjà leur studio en bas. Il y a des initiatives, on en parlera peut-être dans les ateliers, sur la Savoie, sur Nuit des cimes, etc. qui sont intéressantes à ce niveau-là. Pour toujours la même raison faire passer le pas.

Et puis on aura beaucoup parlé, on en reparlera certainement beaucoup de la montée ou la remontée des pratiques itinérantes sous d'autres variantes avec une vague relativement forte sur la randonnée itinérante avec une diversité très forte à la fois dans les modes de déplacement, dans les attentes de ces usagers qui arriveront dans les refuges. Selon ces différentes tendances, la place du refuge sera plus ou moins vitale dans l'exercice de la pratique ou dans la motivation ou l'attente, le refuge peut-être une attente en tant que tel. Mais dans tous les cas on va avoir des attentes qui vont être beaucoup plus spécifiques que ce qu'on avait jusqu'à maintenant, avant on avait des refuges sur lesquels on commençait à voir arriver des randonneurs. Il y avait aussi des alpinistes, il fallait concilier ça. Maintenant ça devient un petit peu plus complexe, à la fois en gestion et en configuration du bâtiment. Forcément il y a des choses qui vont avoir un impact là-dessus.

Autres données importantes : bien qu'on dise qu'on n'arrive pas à se mettre au tourisme, les gens qui montent en refuge et nous-mêmes et vu l'évolution de la société, on peut le déplorer mais elle est comme ça, on a des clientèles de plus en plus touristiques au sens de leurs attentes, leurs attentes par rapport au rapport qualité-prix, à ce que j'ai trouvé en bas, le comparatif que j'ai fait. Les refuges sont sur Tripadvisor, de plus en plus. Là vous faites une petite recherche, vous trouvez le meilleur refuge des Pyrénées. Je n'ai pas mis lequel c'est. Et je précise c'est un vrai refuge. Ce n'est pas une espèce de bâtiment qui s'appelle le refuge au milieu des alpages mais qui est au bord de la route ou un restaurant qui s'appelle le refuge. C'est un refuge isolé, dans la définition donnée de refuge ça en est un. Donc une tendance à prendre en compte et les étrangers notamment sont très sensibles à cet aspect des choses, c'est-à-dire est-ce que j'aurai une garantie que la promesse est tenue. Si tant est qu'on ait fait une promesse claire, mais on y reviendra.

On a par ailleurs dans ces clientèles touristiques des attentes normales. On va en vacances, on cherche autre chose. L'émerveillement, ce n'est pas rien, c'était d'ailleurs bien décrit dans le carnet de route, ré-enchanter la montagne, la récompense, etc. On a aussi des choses à dire, même si effectivement l'attente est parfois plus du niveau de l'imagerie folklorique que d'une authenticité qu'on pense aussi connaître mais qu'on ne connaît pas forcément. Moi je ne suis pas alpagiste, donc peut-être que je m'imagine l'alpage d'une certaine façon alors que l'alpagiste tous les jours il le vit d'une autre façon. Et puis il y a cette dimension familiale, l'expérience on en a parlé, effectivement le marketing expérientiel, le storytelling, etc. On peut en parler beaucoup mais c'est vrai qu'on veut vivre quelque chose d'autre, qu'on veut vivre à

plusieurs puisque c'est le moment où on se retrouve. D'une part on a besoin de beaucoup plus affirmer une qualité de service, une qualité d'infrastructure et puis besoin aussi d'avoir des offres qui soient attractives pour toutes les différentes classes d'âges, les différentes attentes. On n'est plus sur une pratique, un bâtiment technique pour une attente technique. On est sur des choses beaucoup plus larges et heureusement parce qu'on a beaucoup de choses à dire sur la diversité des refuges, le côté hors standard est une richesse à cultiver pour pouvoir répondre à ces différentes attentes.

Evolution importante : il y a une nouvelle temporalité sur les refuges. On l'a un petit peu abordé. La question qui était posée par Pierre Torrente est intéressante à ce niveau-là, qu'est-ce qu'on peut faire sur la temporalité du refuge ? D'une part il y a des choses qu'on est obligé de faire, notamment sur l'alpinisme, la réduction de terrain de jeu en termes de glaciers concentre beaucoup les choses, et on est en tension sur certains secteurs parce que l'enjeu du calendrier d'ouverture et de la réservation est important. Donc ça peut être très ponctuel mais ce sont des données qu'il faut prendre en compte pour certains types de refuges très spécifiques. De plus en plus les clientèles ont une forte réactivité à la météo parce que d'abord on connaît mieux les dates de ce qui va se passer, on est connectés, on va se dépêcher de réserver parce que demain il y a une fenêtre et puis après-demain il n'y aura plus de fenêtre. On aura besoin de réagir beaucoup plus vite à ces tendances-là, à ces comportements. Et globalement la nouvelle temporalité des refuges s'exprime à différents niveaux : l'alpinisme, le pyrénéisme. Il y a un camp citoyen de la montagne sur les Pyrénées où les guides des Pyrénées disaient « nous, on aimerait bien que les refuges soient ouverts à d'autres périodes parce que pour faire de la neige ou de la glace juin c'est déjà trop tard ». La saison de ski de randonnée qui est élargie, puisqu'effectivement ce n'est plus du ski de printemps, ça fait longtemps que ce n'est plus du ski de printemps mais comment est-ce qu'on répond à cette attente-là ? On a parlé de la raquette c'est aussi intéressant. Moi je suis sur un massif dans lequel aucune itinérance raquette ne peut se mettre en place parce qu'il n'y a pas de refuge ouvert en hiver. Donc ça se cantonne à la vallée.

On a une grosse opportunité avec les nouveaux entrants qui viennent du free, speed touring, donc qui se fait normalement dans des stations mais ils vont s'émanciper vraisemblablement pour une partie et aller dans la pleine montagne. Il faut arriver à accueillir cette pratique-là comme la saisonnalité des scolaires qui n'est pas la même ni à l'échelle des jours ni à l'échelle des mois. Il y a des contemplatifs naturalistes. On voit beaucoup de brames du cerf dans beaucoup d'endroits. En fait le refuge est le meilleur endroit pour être au meilleur moment en contact avec la faune alpine. Et avec tout ce que l'environnement alpin a à proposer, y compris des nuits et des levers de soleil.

Il y a des amateurs de refuges, hors périodes gardées, il y a ceux qui regardent : « est-ce qu'il y a encore un gardien ? ». Et puis dès qu'il n'y a plus de gardien, il y a du

monde dans le refuge. Donc il faut trouver aussi des solutions par rapport à ces attentes-là, y compris le refuge non-gardé, qui sont aussi un espace pour justement une fréquentation notamment sur des publics jeunes. L'ajustement des périodes d'ouverture et la réactivité, la souplesse d'exploitation de l'objet refuge c'est quelque chose qu'il faut travailler de plus en plus. Autre aspect sur les clientèles: les accessibilités de demain au sens très large, je ne parle pas d'accessibilité PMR, etc. C'est un autre débat, mais on a une population qui vieillit. Les courbes France-Espagne comparées montrent que les deux sont dans la pente. La pente est rude comme disait l'autre et on parlait aussi de la condition physique de nos enfants. La France n'est pas la moins bien placée là-dessus mais on constate tous les 10 ans -2% de capacité en aérobie des enfants. Ça ne veut pas dire qu'on ne peut pas les amener. Ça veut juste dire qu'il va y avoir un frein psychologique de tout un tas de gens qui se disent « oh là là ! on nous dit que nos enfants sont moins physiques donc je ne vais pas les amener dans un refuge qui est trop loin ». Il va falloir dire d'autres choses à tous ces gens-là. Il va falloir parler plutôt à des enfants, parler de la récompense après l'effort. Pour ça, en disant « c'est très chouette là-haut, on y va », donc pour ça on supporte l'effort pour voir ça. L'effort n'est pas une fin en soi pour une certaine partie de la population. Ce n'est pas le rouleau compresseur, tout le monde n'est pas sur ces profils-là, mais c'est une tendance à avoir en tête. Autre aspect, qu'on nous fait aborder régulièrement quand on parle de refuges ou de l'itinérance, les générations XYZ, les digital natives, ceux qui ne peuvent pas se passer du smartphone, etc., qu'est-ce qu'on en fait ? Je rejoins tout à fait les points de vue qu'ont été évoqués. Il y a une limite à l'application du marketing générationnel dans les refuges. Tous les refuges ne sont pas forcément à connecter. On n'est pas dans une réponse standard, par contre pour autant il faut la prendre en compte mais on y reviendra aussi. Là si on est sur un marketing orienté 100% demande on va dans une impasse. Ça a été dit sur la banalisation, etc., le wifi peut en faire partie. Il n'y a pas une réponse unique, mais il faut garder en tête ces éléments-là. Donc on a besoin de segmenter et on en a parlé.

L'étagement des refuges c'est aussi des critères d'accessibilité physique et technique, par contre, on doit se donner l'impératif d'accessibilité au moins à l'information de la réservation. Le refuge c'est vraiment un truc d'initié, ne serait-ce qu'au stade de l'information. Où est-ce que j'ai l'info ? Où est-ce que j'ai une base de données où il y a tous les refuges ? À part [refuge.info](http://refuge.info)<sup>5</sup>, il n'y a rien au niveau national. Ça c'est sûr, donc c'est une démarche qui reste à construire. Comment on fait pour tenir compte de tout ça ? Ça a été dit aussi mais si on remet ça en termes de marketing. C'est en priorité garder un positionnement typé. Pas de banalisation. On a un esprit refuge qui est relativement délimité, ça a été dit sur l'analyse sociologique, il faut rester différent, il faut se garder de rentrer dans les standards, par contre on se doit de rendre cet objet emblématique plus accessible au sens très large du terme parce qu'il faut prouver des choses aux financeurs, parce qu'on peut toujours dire qu'on a une vocation, on en a

---

<sup>5</sup> [www.refuges.info.com](http://www.refuges.info.com)

des vocations socio-éducatives mais on a besoin à un moment de donner des chiffres. C'est un piège s'il est mal utilisé, ne tombons pas dans le piège, mais ayons les chiffres et je rejoins tout à fait l'appel à une observation des refuges, ne serait-ce que pour qu'on sache où on met les pieds.

Le positionnement collectif des refuges c'est autre chose. Et c'est mieux de dire c'est autre chose » que de dire je suis comme tout le monde et je réponds à la même attente que celle qui est exprimée par tout le monde et que celle à laquelle répond tout le monde parce qu'on arrivera à des réponses qui sont standardisées. Il y a donc le côté insolite. Le refuge est le premier hébergement insolite de l'histoire des hébergements. On ne va pas parler des hébergements insolites mais le refuge en soi ça en est un. Il est exemplaire, donc il rejoint des valeurs de sobriété, renouvelables, l'ascétisme électrique c'est aussi ça. Il offre tout ce qu'on n'a pas en ville. En ville on est isolé dans une masse, dans un environnement urbain. Dans un refuge on est dans du collectif chaleureux. On a parlé de convivial, mais ce n'est pas anonyme. On est isolé et on est en pleine nature. On est à l'abri, tout ce qui a été évoqué.

On peut s'appuyer dessus pour avoir un positionnement hors standard et que chacun des refuges, puisqu'on est hors standard, utilise ça pour se différencier tout en étant en cohérence avec le positionnement global du territoire sur lequel il est, dont on ne peut pas le dissocier. Donc il faut être clair, justifier, valoriser sa différence, notamment vis-à-vis des néophytes, on doit être clair sur la promesse, qu'il n'y ait pas d'ambiguïté. Je sais ce qu'il y a là-haut, donc quand j'y suis et si on me l'explique encore mieux, j'accepte qu'il n'y ait pas tout, j'accepte que ça soit autre chose. Sur les autres aspects, on a progressé sur la professionnalisation, on a parlé de la formation qui est un élément très important. Je pense que le cran au-dessus c'est la collaboration et je pense que là il y a beaucoup de progrès à faire. Entre les acteurs des refuges. Avec les acteurs des refuges et les acteurs du tourisme. Moi je déplore le fait que certes c'est très bien qu'on se voie de manière conviviale et qu'on soit nombreux à des rendez-vous ponctuels mais quand est-ce qu'on a des réseaux refuges ? Qui discutent régulièrement entre acteurs, on n'est pas tous là, il faut rajouter quelques-uns mais par vallée ou par secteur. Mais que ça soit du continu.

En termes d'outils et de services, la digitalisation est très importante si on veut effectivement que les gens montent en refuge il faut qu'on leur offre cette information-là. Il faut qu'on leur offre cette possibilité-là. Ça ne veut pas dire que le téléphone disparaît. Là on est pareil, on n'est pas dans les standards, selon le type de fréquentation qu'on peut avoir, la place du téléphone elle est à garder, mais il n'empêche que quand je cherche un endroit je vais aller à celui qui m'offre la plus grande facilité pour réserver. Je peux avoir à minuit à cliquer pour réserver et le lendemain je téléphone au gardien pour avoir l'info, pour valider les choses, etc. donc on peut trouver tout un tas de manières. On ne peut pas y échapper si on veut moderniser le refuge tout en gardant ce qu'il est. On le gardera mais il ne sera plus du tout dans le paysage, ça c'est sûr. La réservation combinée sur les itinéraires

importants, la carte bancaire ça avance, la numérisation, c'est aussi la ludification du refuge, le géocaching<sup>6</sup>, les accès, des contenus qui peuvent être des découvertes, ce qui n'empêche pas le contact gardien parce que c'est aussi ça qui fait l'intérêt du refuge. Des services basiques : dépôt/transfert bagages. Je ne dis pas partout tout le temps mais quand on peut le faire c'est un élément qui permet d'avoir un certain type de clientèle, des tour-opérateurs qui passent.

J'ai bossé longtemps comme guide de trekking et les étapes elles sont données par ces éléments-là. On ne peut pas non plus faire autre chose que d'en tenir compte. Les bâtiments, bien sûr, le hard doit suivre aussi. Je reviens sur le basique. Il y a 15 ans on le disait déjà. Enfin montons encore d'un cran. Avançons toujours pour que la prestation de base soit tenue. La base c'est on est reposé, on est restauré, on est réchauffé, on est informé, on est séché. Son matériel, ses peaux de phoque, etc. Et puis on a passé une « étape confortable », c'est-à-dire qu'on est à l'abri, point. Enfin, on n'a pas besoin de pousser très loin, mais ce minimum-là on ne l'a pas partout. Je rejoins tout à fait ce qui a été dit. Moi je suis sur l'hygiène, je suis pour le coin lavabo dans un coin si on ne peut pas faire autrement mais on offre toujours ce que le refuge est capable de donner dans cette gamme-là. Les aménagements, les locaux dédiés, ça peut être dédié à du matériel, ça peut être dédié à de la pédagogie sur l'environnement dans une salle un petit peu à part, des choses comme ça. Je ne détaille pas mais on n'est pas que dans le technique et on n'est pas que dans le sportif.

La souplesse d'usage c'est dans les Pyrénées que j'ai vu le plus souvent un marabout à côté du refuge. Dernièrement j'ai travaillé sur une problématique de refuge avec une évolution de son accueil. Pour accueillir des camps de mineurs c'est aussi une façon de ne pas tomber dans toute la rigueur de la réglementation qui imposerait d'adapter le bâtiment mais un bloc toilettes extérieur au bâtiment, enfin un marabout dédié, et vous avez votre dortoir à part, vous n'avez pas d'énormes investissements, vous pouvez garder la clientèle habituelle dans le refuge, le groupe de mineurs à l'extérieur. Il y a plein de choses dont on pourra débattre certainement. Est-ce qu'il faut des refuges à la norvégienne, entre le non-gardé et le gardé, avec du self-service et puis je peux me servir ? Ça résoudrait pour certains secteurs une partie de la question de la saisonnalité et puis je poserais la question des refuges éphémères puisqu'effectivement il y a de la variation et du changement. Il y a peut-être des hébergements qui ne sont qu'en saison quelque part. On hélicoptère des cabanes d'alpage pour les bergers, elles ont parfois des vocations doubles. Exemple sur les Écrins : pour le passage des bivouaqueurs ou bergers. Je pense que dans les hébergements insolites on en parlera. Et puis dans le refuge-bâtiment, réactivité pour ouvrir le refuge, l'eau et l'énergie. Je monte un weekend parce que je sais qu'il y aura de la fréquentation mais si je mets deux jours à ouvrir mon refuge, 3 heures à fermer

---

<sup>6</sup> Le géocaching (ou geocaching) est un loisir qui consiste à utiliser la technique du géopositionnement par satellite (GPS) pour rechercher ou dissimuler des « caches » ou des « géocaches », dans divers endroits à travers le monde.

les volets, ça ne passe pas. On n'est pas un service comme les autres, j'aime bien finir par ce dessin de Samivel. « Ça serait bien plus beau si je pouvais le dire à quelqu'un » : le refuge c'est un abri, c'est une main tendue pour partager la montagne, donc qu'on garde bien cette spécificité-là et qu'on la mette en avant. Voilà, merci.

### Michel Rouffet

Bon, merci énormément aux 4 intervenants. Je trouve que c'était d'excellente qualité et dans tout ce qu'ils ont dit il y a une richesse à exploiter qui devrait nous permettre de progresser. On a un quart d'heure maximum de temps de discussion avec la salle, 10 minutes me dit le maître du temps, ce que je propose c'est qu'on va prendre un premier lot de quelques questions.

### Questions

- Oui, une question toute simple : est-ce que l'ouverture des refuges l'hiver va avec la formation des gardiens ?
- **Gardien de refuge (Julien Militon)** : J'aimerais connaître la caractéristique qui a été prise en compte pour les refuges espagnols dans l'étude de l'ISTHIA, parce qu'en Espagne et en France on a des bâtiments bien différents.
- **Pierre Torrente** : Oui, alors, je ne sais pas s'il y a une vraie relation entre les deux, si ce n'est par contre que dans le cadre de la formation l'activité hivernale du refuge est enseignée dans la formation et il y a une partie du stage pratique qui est réalisée au printemps. C'était une évolution d'ailleurs, il n'était que l'été au début de la formation et ensuite il a été mis en place au printemps pour avoir des conditions hivernales. Après, la question de l'ouverture des refuges en hiver, si je peux me permettre, c'est de rebondir aussi sur l'ensemble des interventions et peut-être par rapport à ça il me semble qu'il y a 3 questions essentielles à se poser par rapport à ce qu'on a entendu pour ne pas je dirais embellir trop vite le tableau. Premièrement, on est parti du postulat dans les interventions qu'il fallait augmenter la fréquentation dans les refuges. Bien, il faut le valider, ça. Parce que les petits tableaux que l'on a montrés les uns les autres ce n'est que juillet, août et septembre. Augmenter la fréquentation dans les refuges je ne sais pas si c'est, dans certains peut-être, mais je ne sais pas si c'est à l'ordre du jour. Ça rebondit sur la question qui a été posée, par contre on voit bien la différence entre notamment l'Espagne et la France que l'hiver par contre la fréquentation, le hors saison, c'est comme ça qu'on va l'appeler « le hors saison ». Faut-il ouvrir les refuges en hiver ? À la fois parce qu'il y a des usagers qui sont intéressés mais à la fois est-ce que dans le cadre des politiques de développement territorial et de la montagne, est-ce qu'il est judicieux d'ouvrir les refuges en hiver ? J'ai mon idée mais j'ouvre le débat. Deuxièmement, cette question rebondit aussi sur la place que l'on donne au refuge et ça a été évoqué et j'ai bien aimé, je vais utiliser le terme qui est à nuancer mais le refuge est un peu le lieu de sacralisation du tourisme en

montagne. Donc plus on va l'ouvrir, plus on va permettre l'accès, plus on va le désacraliser. Quid de l'ensemble de l'activité touristique ? Deuxièmement, attention dans les propos que l'on a tenus, il me semble, c'est qu'on oublie, mais c'est encore un peu tôt, on oublie, je l'ai dit rapidement tout à l'heure, il y a avant 2008, après 2008. Et notamment dans les espaces de montagne, d'abord au niveau français nous avons perdu 10 à 15 points de taux de départ en vacances. Et on voit bien que ceux qui sont liés à la crise, ceux qui partent moins en vacances c'est quand même les classes les plus défavorisées. Donc il faut peut-être pondérer un peu les résultats, les CSP+, etc. Si on les regarde sur l'ensemble de l'offre touristique on a eu aussi cette tendance, je crois qu'il faut laisser le temps au temps. C'est-à-dire sur ça, donc il faut le regarder peut-être de près et lié à l'augmentation de la fréquentation, moi je pose une question : à force de côtoyer, les gardiens qui sont de grands professionnels mais ont quand même choisi pour la plupart ce métier par choix de vie. Et augmenter l'offre ça va être fatalement modifier leur vie en refuge. Donc jusqu'où on peut aller dans l'augmentation de l'offre sans perturber le choix de vie sociétal des gardiens de refuge ? Il faudra qu'on interroge, parce qu'on peut se retrouver, à terme, si l'affaire marche bien, peut-être par des manques de gardiens ou des gardiens qui ne sont plus avec la même perspective. Aujourd'hui quand on va dans un refuge, il y a certes le bâtiment mais il y a le gardien qui fait une partie de l'accueil, j'allais dire une grande partie de l'accueil et qui est lié à son choix de vie. Ces trois questions me paraissent être à mettre en perspective des propos que l'on a tenus aujourd'hui.

- **Michel Rouffet :** Pierre, juste, si tu permets un petit complément. Sur la question de la compatibilité de la formation avec la période d'ouverture hivernale. D'abord rappeler qu'on ne forme à l'heure actuelle qu'au maximum 15 gardiens par an parce qu'on n'a pas voulu trop développer la formation par rapport au turnover des gardiens et former des gardiens qui ne seraient pas employés dans les refuges, vous voyez ? Donc ça ne concerne que peu de gardiens. Deuxièmement, la formation se déroule généralement à partir de fin mars. La formation en salle fin mars jusqu'à fin juin, avec une période en refuge de 15 jours en avril. Juste début avril. Evidemment il faut mettre la formation à un moment donné de l'année et ça recouvre une période et on essaye chaque année de mettre en place cette période avec les gardiens pour trouver là où ça gêne le moins le métier de gardien. Dans l'étude, faite par Dorian Jeuneau, on était confrontés effectivement aux réponses, aux définitions différentes que revêt le terme « refuge » en France et en Espagne. En Espagne les refuges sont une catégorie d'auberge. Nos amis espagnols nous le diront mieux. D'ailleurs c'est intéressant pour eux. Il y a une espèce de continuité quelque part entre les auberges et les refuges. Chez nous les refuges, d'après le dernier décret de 2007, sont quand même des bâtiments isolés en pleine nature, non accessibles par route ou par moyen mécanique et puis avec un certain nombre aussi de problèmes, de critères de sécurité, au moins une partie de l'année. On a fait le

choix très arbitraire de prendre dans la définition française, excusez-nous nos amis espagnols, et puis de prendre dans toute l'offre de refuges et d'auberges espagnols les bâtiments, parce qu'on les connaît pour les fréquenter, les bâtiments qui correspondaient à peu près à la définition française, pour avoir une étude un peu homogène. Mais évidemment tout ça peut être revu. Le choix de l'Espagne de faire un lien avec des auberges est intéressante. En France on a des gîtes d'étape mais il n'y a aucune définition officielle des gîtes d'étape. On n'est pas vraiment capables, d'ailleurs, de les repérer. On a quelques idées mais donc on a battu en retraite et on s'est limités à la définition française. Voilà ce que je voulais dire.

- **Christophe Revéret** : ouvrir plus les refuges, c'est aussi une question par rapport au gardien de disponibilité, de contrat, puisqu'effectivement on a déjà cette situation-là. Les opportunités d'ouverture sur le printemps ne sont pas possibles parce qu'il n'y a plus de réactivité : « je suis pris par mon autre métier donc je ne peux pas y aller ». Donc est-ce que c'est des successions de gardiens, est-ce que c'est un gardien à certains moments qui est sur une période plus longue, donc quid de son complément d'activité sur le reste de l'année. C'est vrai que ça pose beaucoup de questions. Donc à observer sur ces différents axes.
- **Philippe Godard** : La formation pour le traitement du refuge en hiver : la formation ne reprend pas en hiver parce que tout simplement les stagiaires ou les étudiants qui participent à cette formation font les saisons en hiver. Ils travaillent dans la restauration ou dans les activités de la montagne en hiver. On y a déjà réfléchi et même à ouvrir la formation un peu plus tôt que la dernière semaine de mars mais très vite on est confrontés à cette problématique où les étudiants et les stagiaires ne peuvent pas entrer en formation parce qu'ils sont encore en saison.
- **Gardien de refuge, (Cortalets, Thomas Dulac)** : Je ne posais pas une question, je voulais juste parler en tant que gardien. Je me présente, je suis gardien. Voilà il y en a un qui existe dans la salle des Pyrénées Orientales, au bord de la Mer Méditerranée. Un refuge qui a été créé en 1890 par le Club Alpin Français et qui depuis vit sa route jusqu'à aujourd'hui et qui a des perspectives d'avenir pour le CAF et j'espère pour les gardiens aussi. Vous parliez des gardiens, je vais vous expliquer. C'est mon cas, peut-être pas celui de tous les gardiens, je ne sais s'il y en a beaucoup dans la salle. Je suis ouvert de mi-mai à mi-octobre, donc ça fait 5 mois. Sur 5 mois si vous calculez à 39 heures, je fais 13 mois de travail, sans les journées de congés. Je me vois mal attaquer en plus une saison d'hiver. Du point de vue du gardien il faut à être à tout moment agréable avec la clientèle. Au bout de 5 mois je suis épuisé, si je continue je pense que la clientèle elle ne s'y retrouvera pas et moi non plus. Deuxième chose, c'est que l'été et l'hiver ce ne sera pas du tout la même chose. J'ai une autre facette, je suis guide de haute montagne et un gardien l'été ce n'est pas un gardien l'hiver. Ça n'a aucun rapport. Ce n'est pas les mêmes risques, ce

n'est pas les mêmes dangers. Ce n'est pas le même approvisionnement et d'un point de vue du bâtiment mon refuge actuellement il a une impossibilité d'être ouvert l'hiver, puisqu'il n'est pas construit pour être ouvert l'hiver. C'est des problèmes de gel, d'approvisionnement d'eau, de chauffage à l'intérieur puisqu'autant l'été on peut avoir un refuge sans chauffage autant l'hiver ce n'est pas possible. Voilà, donc, pour ma part un refuge en hiver c'est... il faut transformer le bâtiment et il faudra trouver, je pense, un deuxième gardien qui correspond aux activités.

- **Michel Rouffet** : Merci, l'Aragon, dans les groupes de travail cet après-midi, l'Aragon devra nous expliquer comment ils font puisque leurs refuges sont ouverts toute l'année et ils ont effectivement plusieurs gardiens qui se succèdent pour gérer le refuge. Autres questions.
- **Florian Chardon, Syndicat mixte du Canigou** : Oui, bonjour, massif du Canigou également, Florian Chardon. Juste un élément de réflexion, je m'interroge quand on parle de refuge et de nuitées, on ne parle jamais de taux de remplissage qui est une donnée qu'on utilise couramment dans les gîtes, dans un certain nombre d'autres structures d'hébergement et c'est juste une question : pourquoi ? Parce que si on mettait en relation aux périodes d'ouverture, je pense que c'est une donnée qui peut être assez significative. Par rapport à des périodes de haute fréquentation et des périodes où il y aurait peut-être des marges et voilà, c'est juste un élément de réflexion.
- **Olivier Hoibian** : **Oui**, je crois qu'effectivement c'est une donnée qui manque parce qu'il y a des informations sur les taux de remplissage pour chaque refuge mais il n'y a pas d'uniformisation du mode de calcul. Comme les périodes d'ouverture ne sont pas les mêmes, en fait on n'a pas de possibilité pour l'instant de comparaison. Donc ça, ça relève tout à fait de données dont on aurait besoin pour aller plus finement dans les analyses de fréquentation. Voilà, ça, ça fait partie aussi de ce que pourrait faire un observatoire, c'est-à-dire harmoniser finalement les données dont on dispose, les manières, les méthodes de calcul, etc. de façon à ce qu'on ait des données comparables pour l'ensemble des refuges.
- **Sergio Rivas, Responsable refuges de la FAM** : Je suis le responsable de la Fédération Aragonaise. Simplement vous dire que ce n'est pas la même chose la dimension ou la conception d'un refuge pensé pour l'été que pensé pour toute l'année et ce n'est pas la même chose non plus, on ne peut pas appliquer la même politique si on garde un refuge l'été ou toute l'année. Nous appliquons une politique économique avec des conditions différentes pour chaque refuge en fonction de l'occupation habituelle, la capacité, la fréquentation. On ajuste un peu les conditions économiques du gardien, de l'équipe de gardiens (il y a souvent 2-3 personnes) et on essaye qu'à la fin tout le monde ait des conditions adéquates pour qu'économiquement le refuge soit bien, qu'il y ait les possibilités pour y travailler et qu'il y ait un équilibre

concernant la Fédération. Pour l'instant on y est arrivé. Nous avons besoin d'argent des collectivités publiques pour créer le refuge mais on maintient avec nos propres ressources les refuges, et on le fait toute l'année. Les conditions en hiver sont plus compliquées, le travail des gardiens est plus compliqué mais il y a une équipe, il y a des tours et ce n'est pas une continuité toute l'année les mêmes personnes mais on combine les périodes.

- **Michel Rouffet** : Merci de cette réponse. Là ça justifie qu'on se rencontre et qu'on travaille ensemble. Moi je propose, comme on est tenus par l'horaire, on s'arrête là. Il y a encore une question ? Oui, peut-être l'ultime, l'ultime. Et puis on passe à la deuxième série d'interventions.
- **Comité départemental FFCAM (David Savoye)** : C'était juste par rapport à la première étude qui a été présentée, sur le chiffre d'affaires estimé. Je n'ai pas fait le calcul, vous pouvez nous donner un petit peu sur quelle base vous vous êtes appuyé ? Parce qu'effectivement dans l'étude de l'Aragon c'était 58,73€. Voilà, ce serait intéressant de connaître un peu le panier moyen. Ça reste quand même une grosse question qui posée.
- **Michel Rouffet** : J'ai un peu surveillé son étude, la base ça a été les sites internet des différents refuges pour connaître les tarifs et ensuite pour estimer le chiffre d'affaires, le calcul n'a pas été donné parce qu'il est sujet à caution. On considère qu'il est de l'ordre de 10M€/an, le chiffre d'affaires global des refuges du massif, en cumulant les chiffres d'affaires directs, indirects, les travaux, etc. Ça mériterait une étude beaucoup plus importante. Et là on l'a fait avec des ratios. On est partis par exemple pour les refuges CAF des nuitées déclarées et du prix de la demi-pension. Quelqu'un a parlé du fait qu'il faudrait un jour dépasser les problèmes des secrets, il faudra y arriver un jour. Et puis on a rajouté un pourcentage selon les refuges pour les autres recettes. Donc on a fait un calcul très approximatif mais on partait de peu de choses. Et puis comme on l'a dit on fera mieux quand tous les partenaires nous donneront vraiment leurs chiffres.
- **Olivier Hoibian** : Juste un mot, donc dans l'étude qu'on a réalisée, qui est en fait plus vaste que ce que j'ai présenté aujourd'hui puisqu'elle comprenait en fait la relation entre la fréquentation des refuges et le développement territorial. Une des questions qui nous étaient posées c'était justement de savoir, de mesurer plus précisément quelles étaient les retombées économiques des refuges pour les territoires. Je pense que pour les gardiens eux-mêmes il y a un vrai enjeu d'arriver à un moment donné à le dire. On a fait des entretiens avec un grand nombre de gardiens à l'occasion de cette enquête, manifestement ce sont des acteurs économiques importants pour les territoires. Mais on a compris aussi que la période ne se prêtait pas trop à une mise sur la table des données, donc on a pris en compte la période de négociation habituelle avec la Fédération des Clubs Alpins qui est en cours pour essayer de préciser la nature des contrats, etc. On n'a pas cherché à aller

au-delà. Je pense qu'à terme tout le monde a intérêt à ce que ces chiffres deviennent plus transparents, donc on espère nous du côté de la recherche qu'assez vite les questions de relations entre les gardiens et les gestionnaires puissent se régler de la manière la plus satisfaisante possible. Tout le monde a intérêt à développer l'activité des refuges, que ça se passe dans le plus de transparence, de façon à ce qu'on puisse dans les années qui viennent démontrer aux territoires et aux responsables des grandes institutions qu'effectivement il y a un vrai enjeu autour de l'activité des refuges parce qu'ils contribuent manifestement au développement des territoires. Mais à un moment donné, on ne peut pas se contenter d'à priori, à un moment donné il faut le démontrer.

- **Pierre Torrente** : Juste un chiffre, il y a quelques années, avec Philippe, nous avons réalisé une étude sur l'impact économique de la randonnée et on avait constaté une chose. C'est que plus on allait vers un randonneur spécialisé, plus la part consacrée à l'achat de matériel est importante et elle atteignait 75% de la dépense totale. Conclusion : il faut des spécialistes mais il faut surtout des clients qui consomment davantage sur le territoire. Ceux qui achètent moins, consacrent moins de budget dans le matériel. On voyait bien que plus on allait vers un randonneur spécialisé, plus la durée du séjour sur le territoire était importante, moins elle avait d'incidence sur sa dépense. C'est-à-dire qu'il arrivait avec un budget déterminé, qu'il reste 2 jours, 3 jours, 4 jours, il faisait avec. Donc il rognait sur l'alimentation, et sur un certain nombre de choses. Par contre, le budget matos, lui ne diminuait jamais. Ça c'est quand même à méditer parce que le refuge est aussi confronté à ce type de public.

## Refuges et développement économique des vallées

### Participants :

- Vincent Fonvieille, PDG et fondateur de la Balaguère
- Bruno Abadie, Directeur de la Communauté de Communes de la Vallée de Saint-Savin
- Manolo Bara Alos, Président du club Peña Guara en Aragón
- Julien Militon, Président de l'AGREPY
- Patrick Lagleize, Président de la Compagnie des Guides des Pyrénées
- Thomas Bunel, Chargé de mission pour le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires

### Thomas Bunel

Bonjour à tous. Je voulais déjà me féliciter, enfin nous féliciter collectivement d'être aussi nombreux. Les rencontres pyrénéennes sur les sujets qui concernent la montagne ne sont pas si fréquentes à cette échelle internationale, donc on en est ravis. Je dis « on » collectivement. Personnellement, je suis Thomas Bunel, je travaille pour le Commissariat de massif des Pyrénées. J'accompagne des projets, en particulier touristiques et transfrontaliers, donc totalement dans le sujet. Je pourrais féliciter beaucoup de personnes qui ont contribué à l'organisation de ce colloque. Je voulais en féliciter qu'une seule sans quoi rien n'aurait été possible, c'est Marlène. Voilà, on va faire un truc, on va l'applaudir, si vous voulez bien. Voilà, elle a fait un travail extraordinaire, donc bravo à Marlène. Et évidemment bravo aux autres.

Pour la deuxième séquence, j'ai volontairement demandé à nos intervenants de faire des interventions courtes pour faciliter justement l'échange entre participants de la table ronde et évidemment avec la salle on va pouvoir échanger beaucoup parce qu'il y avait déjà pas mal de questions, peut-être que les échanges étaient un peu rapides, donc on va pouvoir revenir sur des sujets, évidemment qui sont intimement liés à la première séquence. On va avoir peut-être une approche, un peu plus sensible dans le sens où on a autour de la table différents points de vue, différentes approches qui vont pouvoir s'exprimer. A un moment ils vont se retrouver ou pas, ils se présenteront eux-mêmes, des entrepreneurs, des clubs sportifs, une collectivité territoriale, des représentants des gardiens ou des représentants des guides. Ils présenteront évidemment leur structure ou ce qu'ils représentent et puis comment ils voient la place des refuges dans le développement économique d'un territoire, des territoires touristiques pyrénéens. Ou alors en tant que lieu pour la pratique de leurs activités. On reviendra évidemment sur certains sujets qu'on a pu voir sur la première séquence mais en développant peut-être certains autres. On va commencer avec Vincent Fonvieille, je te laisse te présenter.

C'est quoi la Balaguère ?

**Vincent Fonvieille**

La Balaguère, c'est une entreprise de tour-opérateurs spécialisée dans la randonnée depuis 32 ans, installée dans le Val d'Azun, qui, comme chacun sait, est la plus belle vallée des Pyrénées.

**Thomas Bunel** : Evidemment, tout le monde sait ça, Vincent. Alors, pour toi dans ton activité professionnelle depuis plus de 30 ans, c'est quoi le marché des refuges, qu'est-ce que ça a été, qu'est-ce que c'est ou qu'est-ce que ça va devenir ?

**Vincent Fonvieille** : Si tu veux bien, si vous voulez bien, je vais parler du marché sur lequel nous sommes placés, qui est le marché de la randonnée et qui est quand même quelque chose de très différent du marché des refuges. Mais c'est celui que je connais. Moi le constat que je fais c'est que depuis 30 ans qu'on évolue sur cette activité-là, d'abord la clientèle, a beaucoup évolué, a vieilli, ça a été dit, avec tout ce que l'on peut en déduire et notamment en termes d'attentes, de confort, etc. Peut-être qu'on y reviendra. Et du coup si les randonnées que nous programmions il y a 30 ans étaient principalement sur le massif montagneux, avec des nuitées en refuge qui constituaient la majeure partie de l'hébergement de la semaine, aujourd'hui la part de l'hébergement en refuge dans les randonnées que l'on programme c'est 20%. Et dans les séjours que les gens achètent on est à 5% de nuitées en refuge sur l'ensemble de ce que l'on propose. Ce sont juste deux chiffres qui montrent à quel point en l'espace de 20 ans la randonnée, moi j'emploie cette image, la randonnée est descendue de la montagne. C'est-à-dire on a à faire à des randonneurs qui sont beaucoup d'ailleurs des randonneurs de plaine mais qui se baladent davantage dans les coteaux, dans les littoraux plus qu'en montagne.

**Thomas Bunel** : Même s'il y a un petit sursaut, je ne sais pas si vous l'avez remarqué en matière d'activité touristique ?

**Vincent Fonvieille** : Sur l'été 2016 on a un regain d'intérêt pour la montagne par rapport aux autres secteurs touristiques.

**Thomas Bunel** : Alors, comment tu expliques qu'elle soit descendue de la montagne cette randonnée ?

**Vincent Fonvieille** : Parce que la randonnée en 30 ans a connu un boom incroyable, c'est-à-dire qu'il y a le nombre de pratiquants, je regarde Michel<sup>7</sup> de la Fédération Française de Randonnée, je ne sais pas comment a évolué la courbe, mais on est sur un véritable phénomène de succès. C'est-à-dire qu'on parle de la marche, on ne parle plus de la montagne, on parle de la marche et de la randonnée. Elle s'est développée considérablement, elle s'est démocratisée, on trouve tout un tas de gens qui

---

<sup>7</sup> Michel Busvelle, délégué de la Fédération Française de Randonnée

pratiquent la marche à pied mais qui ne sont pas des montagnards. Et c'est vrai qu'on s'adresse aujourd'hui davantage à ces gens-là qu'à des montagnards qui pour moi, ceux qui fréquentent véritablement les refuges, sont plus une élite. Ça a été dit, pas de cette façon-là, pas avec ce mots-là mais ce sont plus une élite qui fréquentent la montagne et la haute montagne que les randonneurs à qui l'on s'adresse nous en tant que tour-opérateurs.

**Thomas Bunel** : Et tes clients pourquoi est-ce qu'ils n'y vont pas ? Est-ce qu'ils ont des « griefs » ou alors ?

**Vincent Fonvieille** : Je pense que la montagne et le refuge font toujours rêver et d'ailleurs on l'a dit tout à l'heure, je crois que c'est Pierre qui a dit que le refuge bénéficiait d'un fort capital de sympathie notamment localement et même au niveau régional, et notamment de la part des financeurs. Mais l'âge moyen de nos clients est plus proche du mien que du tien d'ailleurs et donc ce sont des gens qui sont en attente de confort, en termes de sommeil notamment. L'hébergement en dortoir fait fuir nos clients. Clairement, le fait dont on a parlé tout à l'heure, le coin toilette et nos clients veulent se doucher. Je ne sais pas qui l'a dit mais il y avait une attente de douche plutôt dans les gens qui faisaient du séjour itinérant. Donc nos clients veulent dormir plutôt bien, donc pas dans un dortoir, peut-être dans une chambre à 4, par exemple. Ils veulent se doucher et ce sont des prestations qu'ils ne trouvent pas dans les refuges. Je pense que c'est essentiellement ça parce que tout le reste, toutes les prestations touristiques que l'on trouve dans un refuge, se sont considérablement améliorées. Je pense que si on est là aujourd'hui c'est bien qu'il y a une vraie prise de conscience de la part des refuges, enfin des gardiens et des propriétaires qu'il fallait se remettre en question et il fallait évoluer. Et c'est vrai qu'on a une amélioration de l'accueil, des prestations de restauration, même si ce n'est pas parfait, il y a encore pas mal de choses à dire, mais de ce côté-là nos clients sont très contents. C'est surtout à ces notions de confort qu'ils sont sensibles.

**Thomas Bunel** : Je vais peut-être poser une question un peu rude mais est-ce qu'ils ont encore besoin d'intermédiaires aussi ? Parce que tout à l'heure on a vu que sur quelques enquêtes un peu monographiques il y a beaucoup de clientèle individuelle, avec une pratique touristique qui se développe de plus en plus de « faire tout seul », notamment en particulier la clientèle française. Est-ce qu'il y a aussi le constat que peut-être qu'ils n'ont plus besoin de la Balaguère pour se débrouiller ?

**Vincent Fonvieille** : La concurrence c'est le client lui-même. Ça c'est notre métier qui veut ça et il est vrai que à nous d'être suffisamment imaginatifs pour apporter une valeur ajoutée, mais c'est vrai que peut-être on a plus de facilité à faire valoir cette valeur ajoutée quand on va plus loin, à l'étranger ou autre et puis il reste aussi la valeur ajoutée de notre métier, celle de l'accompagnateur en montagne notamment. Il est vrai que l'on constate effectivement cette tendance pour les randonneurs, les

montagnards, à se débrouiller par eux-mêmes. Ça c'est évident. Mais pour autant je ne sais pas si ces gens-là fréquentent davantage les refuges.

**Thomas Bunel** : Les clients de la Balaguère ou les futurs clients de la Balaguère, est-ce que tu crois qu'on peut les faire remonter en montagne ?

**Vincent Fonvieille** : Je l'espère parce que quand on a créé cette entreprise il y a 30 ans, c'est parce qu'on avait la passion de la montagne. Moi-même je suis accompagnateur en montagne et c'était véritablement pour développer une activité économique dans nos vallées. Et c'est vrai que lorsque je vois aujourd'hui que la majorité de nos circuits se déplacent vers le littoral méditerranéen ou le littoral basque, c'est bien parce que ça nous fait de l'activité mais c'est quand même dommage qu'on n'arrive pas à attirer chez nous, dans les montagnes, davantage de clients. C'est évident.

**Thomas Bunel** : On va passer la parole peut-être à Manolo Bara, qui lui est organisateur aussi mais à un autre niveau pour peut-être d'autres types de publics. Il va nous l'expliquer. Manolo est-ce que vous pourriez nous expliquer en quelques mots l'activité du club dont vous faites partie ?

**Manolo Bara** : Bonjour à tous, je suis le Président d'un club de montagne fondé en 1932 même s'il existait depuis 1927 en faisant des activités de montagne sans papiers. Nous représentons une masse sociale de 4 300 adhérents et nous sommes dans une population de 50 000 habitants, donc 10% sont membres de notre club. Concernant les licenciés, nous avons 1 400 licences de montagne qui représentent 17% et tout le volume de l'Aragon. Sur les 100 000 licenciés espagnols, nous représentons 1,4%. Nous avons beaucoup de sportifs et nous pouvons planifier ces activités sportives. J'aime bien parler avec des exemples et pour parler de la dynamisation des refuges je vais vous donner deux exemples.

Ces chiffres que je vous ai donnés c'est pour favoriser l'activité mais nous avons des points négatifs. C'est la distance, notre club est loin des installations. Donc un exemple : vous pouvez imaginer que le panneau du colloque international qui annonce la journée se trouve entre le refuge et nous voyons que si nous avons un petit trou entre le refuge et le panneau les citoyens de Huesca pourraient venir en moins de trois heures. Donc, vous de Luchon, vous pourriez aller à Huesca parce que nous avons des hébergements avec des 3 étoiles Michelin. Un autre exemple sur notre situation à la montagne. Nous depuis Huesca nous partons à 3h du matin et à 11h nous pouvons goûter dans notre ville et ça c'est un handicap pour pouvoir planifier les activités de montagne. Nous avons une philosophie, nous y croyons, nous n'avons aucun titre officiel, mais nous sommes les premiers dynamiseurs des refuges d'Aragon. Un athlète a un stade d'athlétisme, un joueur de basket un terrain de basket et quel est notre terrain sportif ? C'est la montagne. Quels sont nos atouts ? C'est les vestiaires, c'est ça qui nous donne de la commodité pour la pratique de notre sport.

Donc avec cette philosophie, quand on programme les activités sportives, il est très facile de cadrer ou de mettre un refuge dans nos sorties en Aragon.

Pourquoi aussi ? Parce que ce sont nos installations, la gestion en Aragon des refuges, pour la plupart d'entre eux qu'ils soient une propriété d'une municipalité ou du gouvernement d'Aragon, est assurée par notre Fédération, c'est là que se trouvent tous les clubs. Donc c'est nous-mêmes qui devons dynamiser nos propres maisons, leur donner vie. Un aspect très important est le confort que cette installation nous fournit. D'ailleurs, on ne doit pas perdre de vue un mot, en perte de vitesse dans notre société, c'est un mot qui est la convivialité. Quand un groupe commence à dire « oh, c'est joli, c'est bien, c'est vraiment magnifique, quelle météo magnifique » et que ça fait 2h qu'on marche, quelle est la phrase suivante ? « Ouf, c'est long ». Quand ça fait 4h qu'on marche, quel est le mot typique ? « Il reste combien ? ». De quoi parle-t-on dans une randonnée ? Quand va-t-on vraiment échanger ? C'est en bas dans les refuges. C'est pour ça que les clubs doivent être des promoteurs de l'usage de ces refuges, de nos refuges.

Comment on peut les dynamiser ? C'est très simple : on prévoit les activités avec l'utilisation de ces refuges. Lors d'une randonnée d'un ou deux jours, on peut mettre un refuge pour passer la nuit. On peut aussi décider que le refuge est l'endroit où l'on va manger. Rendre les randonnées attractives c'est très simple. On peut faire ce que quelqu'un tout seul ne peut pas faire. Qu'est-ce qu'on fait, nous ? On fait des randonnées d'un point à un autre, où il est obligatoire d'utiliser un bus parce qu'avec une voiture particulière c'est impossible et ce qui est très intéressant aussi c'est de faire des randonnées nord-sud ou est-ouest. On va de l'Espagne à la France ou vice-versa. Pour dynamiser le refuge, une autre possibilité c'est de planifier des randonnées pour aller à des sommets difficiles pendant deux jours. Comme ça tu es obligé d'utiliser un refuge pour pouvoir dormir de samedi à dimanche. Une autre façon, c'est quelque chose qu'on fait beaucoup dans les Pyrénées à Huesca, ce sont des activités de ski de randonnée et comme ça on donne de la vie aux refuges en hiver. Un autre aspect très important pour dynamiser un refuge et pas en août, parce qu'on n'organise jamais d'activité en août dans les refuges parce que les refuges ont assez d'occupation déjà avec les clients ordinaires en. On organise des colonies de vacances avec des jeunes. 20 personnes pendant 10 jours, donc 200 nuitées, 200 menus complets, c'est vraiment un bon plan. On doit vraiment parier pour ces choses-là.

Il faut aussi organiser des événements sportifs en montagne. Nous organisons le grand trail Aneto-Posets. Nous avons 3 100 coureurs, 12 000 personnes qui visitent la Vallée de Benasque pendant ce weekend. On optimise, on dynamise nos 5 refuges qu'on a dans ce circuit. C'est une autre formule moderne de dynamisation.

Autre façon pour générer tous ces travaux : un petit exemple très simple : un groupe des Canaries nous a demandé de les accompagner dans des randonnées organisées qu'ils avaient prévues dans les Pyrénées et puis on a dit « mais non, on a des amis

professionnels et on doit les utiliser ». Et eux ils ont répondu : « oui, oui, on a des guides, mais les guides ils finissent leurs journées et après ils ne parlent plus avec nous ». Ainsi les montagnards amateurs génèrent de la sociabilité, on parle avec les gens, etc. Quand les gens sont organisés c'est des avantages pour le refuge. D'abord l'argent que donne les clubs aux refuges c'est important et en plus, il y a un risque 0 d'impayé. Ensuite la facilité de l'organisation des groupes. Les activités sont organisées avec des responsables, ça facilite énormément la vie des gardiens en refuge. Un petit exemple : pour une colonie faite dans un refuge pyrénéen, je suis allé voir si les enfants étaient bien ou pas et je vois un moniteur qui a un chronomètre et je lui dis « mais qu'est-ce que tu fais ? » et il me dit « ils ont 2 minutes pour se doucher ! ». Et comme ici, ils sonnent la cloche, là ils avaient 2 minutes pour se doucher et ils ne dépassaient pas les 2 minutes. Les filles qui sont plus malignes que les garçons se douchaient en groupe de trois, comme ça elles avaient 6 minutes au lieu de 2. Donc toutes les trois elles occupaient un tiers chacune. Vous voyiez un peu l'avantage que signifie pour un refuge qu'un groupe soit organisé déjà avec des responsables. A la fin, imaginez pour la dynamisation... imaginez une toile d'araignée dont le refuge est le point central. Plus de mouches tomberont sur cette toile d'araignée, la mouche sera plus grosse et plus grosse sera la toile, donc il faut que la toile d'araignée soit grosse pour qu'il y ait plus de mouches à l'intérieur. Donc ça c'est un travail de gardien et j'espère être rentré dans le temps de parole. Merci beaucoup.

**Thomas Bunel** : On a un son de cloche plutôt sportif, avec des attentes particulières et une façon particulière de fonctionner. Peut-être qu'on va voir, avec Patrick Lagleize, d'autres types de groupes.

**Patrick Lagleize** : Oui bonjour à tous, je suis Patrick Lagleize, Président de la Compagnie des guides des Pyrénées. J'ai fait ma carrière en secours en montagne dans la Gendarmerie. J'ai cette dualité-là. En fait on n'a pas mal parlé de la rando, de la montagne, donc je vais prendre le parti de me placer plutôt en haute montagne. Quand je remplis cette fonction de guide, j'ai un chiffre qui m'a vraiment interpellé : il y a 1 750 guides qui travaillent en France : on en a 100 dans les Pyrénées et sur les 100 il y en a 50 qui vont passer 2 mois à Chamonix pour pouvoir faire bouillir la marmite. On se rend compte que nos Pyrénées ont perdu cette image de haute montagne. Alors, comme disait Michel, les pistes noires tout le monde n'y va pas, mais une station de ski sans pistes noires, il n'y en a pas beaucoup et ça marque l'imaginaire des gens et donc nous on a perdu cette image de haute montagne. Effectivement, on en est un peu responsables, parce qu'on dit que l'alpinisme c'est trop dur, c'est trop cher, c'est trop loin, mais je pense qu'il nous faut redynamiser cette image. Paradoxalement, les guides sont très proches des gardiens. On a souvent les mêmes problématiques et cette image-là je pense qu'on peut y travailler ensemble pour la dynamiser. Une autre chose que j'ai remarqué c'est que nous dans les Pyrénées, nos 3 000, pratiquement tous, sont hyper accessibles. Ce n'est pas de la randonnée, c'est de l'alpinisme, il faut mettre les crampons ou il faut mettre un peu les mains. Et si on communique là-dessus,

on se rend compte que tous les randonneurs et les gars qui aiment marcher dès le moment où ils prennent un professionnel (alors, je prends un professionnel dans le sens large : un club, le CAF, la FFME, la Fédération de Rando) ... en fait ces gens-là qui aiment marcher, on va les amener sur le sommet.

Je viens sur une autre découverte qui m'a frappée vivement quand j'ai pris ce métier de guide. Quand j'étais secouriste, j'étais avec les gens dans la peine, dans la douleur. Les familles qui arrivent, elles n'ont que vous. La mère qui a perdu son fils, c'est terrible. J'avais développé une certaine empathie pour aider ces gens-là à passer ce moment. Et quand j'ai quitté ce métier je me suis dit que ce travail-là un temps ça allait me manquer et en fait j'ai découvert un métier où en fait j'amenais les gens et leur regard, les yeux des gens quand vous les amenez au sommet c'est fantastique. Donc en fait la montagne, ça nous donne du bonheur, du bonheur et du plaisir. Je pense qu'il faut qu'on communique là-dessus, parce que c'est quelque chose d'énorme et surtout les citadins qui repartent chez eux avec ce coin de ciel bleu dans la tête et qui vont repasser leur semaine comme ça. Donc ça c'est une parenthèse que je voulais faire, que je trouve importante sur ce sujet-là.

**Thomas Bunel :** Oui, alors, effectivement tu parles du bonheur, oui on peut l'applaudir, allez-y. Il y a de petits plaisirs agréables pour tout le monde. Sur ton métier et l'activité justement de guide, parce que la thématique de la table c'est le refuge au cœur d'un système, un système économique d'une certaine manière et qui va aider à faire travailler tout le monde. Toi, comment tu vois le refuge au sein de ton écosystème en tant que guide ou les guides que tu représentes ?

**Patrick Lagleize :** Sur les retombées économiques, pour nous il n'y a pas de doute. Ça contribue de manière importante, déjà ça permet de faire une activité de plusieurs jours, même pour les accompagnateurs, ça permet de multiplier le nombre de jours de travail et pour nous les guides pour la haute montagne il n'y a pas d'autre solution, à part peut-être le Néouvielle où on y va à la journée, pratiquement tout le reste il faut passer par les refuges. Les sommets, on y va si on peut.

De nouveau, je ferai la parenthèse dont on a parlé, sur le lien entre la fréquentation de la montagne et les retombées économiques dans les vallées. C'est dommage, M. le Maire de Luchon est parti, mais vous êtes là. En fait il y a eu beaucoup d'études et toutes sont unanimes là-dessus. On en a parlé dans l'état des lieux. Les gens qui viennent en montagne génèrent d'énormes retombées économiques dans les vallées. Je ne prendrai qu'un seul chiffre, celui du Conseil Général de l'Ariège qui a fait une étude : pour 1€ investi en montagne, il retombe entre 4€ et 40€ de retombées économiques suivant la renommée de l'itinéraire. Je prends l'exemple ici nous on a l'Aneto, c'est le phare. Quand on veut amener quelqu'un au Perdiguère ou au Maupas c'est la galère. Et donc il faut arriver à redonner du prestige à ces sommets-là, qui sont aussi intéressants que l'Aneto.

Thomas Bunel : Ok, on va peut-être passer la parole à Bruno Abadie en tant que directeur de la Commission Syndicale de la vallée de Saint-Savin. Il va nous expliquer en 2 mots ce qu'est une commission syndicale pour ceux qui ne sauraient pas et surtout le rôle d'une collectivité, pourquoi une collectivité propriétaire de certains refuges investit sur ces refuges et le travail qui est fait est finalement autour de ces refuges.

Bruno Abadie : Je suis directeur de la Commission Syndicale de la Vallée de Saint-Savin. Ce qui nous a semblé intéressant c'était de vous présenter rapidement ce que pouvait être une commission syndicale puisque là dans le titre c'est bien une structure ancestrale, pourquoi ? Parce que, elles sont très typiques aux Pyrénées. Il n'y en a que dans les Pyrénées et de moins en moins. Du moins comme celle de la Commission Syndicale de Saint-Savin il doit y en avoir 4 sur le massif pyrénéen et c'est une structure intercommunale qui existe depuis, au moins pour la nôtre, 1840. Comme vous voyez, ce sont des collectivités territoriales. La commission syndicale est propriétaire de 5 refuges sur le secteur de Cauterets. C'est une collectivité territoriale mais qui gère de la propriété indivise. Je ne vais pas rentrer dans le détail parce que c'est compliqué. En fait, la commission syndicale n'est pas propriétaire. C'est un syndic de copropriétés et ce sont les communes qui composent la commission syndicale qui sont propriétaires du patrimoine. Et notamment des fameux refuges dont on va parler tout à l'heure. C'est une loi de 1837 qui a constitué les commissions syndicales et dont la mission principale c'est d'équiper la montagne, notamment pour tout ce qui est pastoralisme avec les abreuvoirs, les cabanes et autre, la plupart des commissions syndicales font exclusivement ça mais celle de Saint-Savin est un peu différente puisqu'elle a un patrimoine immobilier qui est relativement important.

Dans les Hautes-Pyrénées, il y a 22 commissions syndicales et la première est celle de la vallée du Barèges créée en 1839. Pour celle de Saint-Savin, elle existe, ce n'est pas la première mais c'est à mon avis la deuxième au moins. Elle a été créée en octobre 1840 et les 7 communes qui composent cette commission syndicale se trouvent comme son nom l'indique dans la vallée de Saint-Savin, c'est un peu en dessous de Lourdes, avec Adest, Cauterets, Lau-Balagnas, Pierrefitte-Nestalas, Saint-Savin, Soulom et Uz, et la commission syndicale a en charge la gestion de près de 15 000 hectares avec des forêts, des estives et ce qui est assez intéressant avec l'Espagne, c'est une indivision avec le quignon de Panticosa notamment pour ce qui concerne le pastoralisme. Bon, je ne vais pas m'y attarder dessus mais c'est intéressant de le noter. Et enfin un patrimoine bâti important. Donc vous voyez il y a les établissements thermaux qui sont quand même assez importants sur Cauterets, le casino de Cauterets et bien entendu les refuges. Donc nous avons le refuge d'Illhéou, le refuge d'Estom, le chalet du Clôt, la Fruitière qui n'est pas vraiment un refuge et les hôtelleries et notamment hôtellerie du lac de Gaube.

Tout à l'heure le commissaire de massif parlait des hôtelleries qui sont importantes. C'est vrai que lorsque on parle de l'hôtellerie du lac de Gaube, elle est quand même

en montagne, c'est une hôtellerie qui se situe au-dessus du Pont d'Espagne, au bord d'un lac mais ce n'est pas un refuge. Ce qui est important pour une collectivité, par rapport à un autre type de collectivité comme une communauté de communes ou autre, la commission syndicale ne lève pas l'impôt, c'est-à-dire que ses seules ressources sont celles qui lui sont données par ses loyers. Ce qui fait que pour nous il y a beaucoup de bâtiments et donc il y a beaucoup de loyers qui vont avec, avec des modes de gestion très variés. Ça peut aller des fonds de commerce à des locations de gérance, à des délégations de service public. Je vais vous expliquer pourquoi les élus ont choisi pour la plupart de leurs refuges la location gérance. Parce qu'à certains moments on a été confrontés à des travaux importants, qu'il fallait réaliser, que ce soit en assainissement, mise en sécurité, sécurité incendie et autre, et à l'époque tout n'était pas en location gérance. Il y avait des fonds de commerce, la commission syndicale a racheté les fonds de commerce parce que les gérants, les propriétaires de ces fonds-là n'avaient pas les moyens de faire face à ces nouvelles dépenses et le risque était que les refuges ferment.

Nous avons un gros projet en cours, c'est le refuge du Marcadau, qui est un gros projet pour la commission syndicale. Si on n'avait rien fait, l'année prochaine il serait fermé à cause justement de toutes ces mises aux normes et autres rénovations qui étaient absolument indispensables. Ce fût vraiment un choix des élus, qui ont décidé de reprendre à leur compte et de tout racheter, de racheter tous les fonds quasiment, les uns après les autres. Des travaux quelques fois importants, ont permis ensuite à des gardiens, via la location gérance, de gérer ces bâtiments. Effectivement les modes de gestion ont été adaptés aux nouvelles attentes. Je ne vous cache pas que c'est un peu compliqué quelques fois pour une petite structure, parce que malgré tout la commission syndicale, n'a que 4 000 habitants sur le territoire de la vallée de Saint-Savin. Le budget est quelques fois un peu tendu et c'est un peu compliqué malgré tout de faire face à toutes ces dépenses. Mais pour le moment on y arrive.

**Thomas Bunel** : Donc là on voit qu'on a une collectivité qui finalement agit comme une entreprise, puisqu'elle est obligée d'investir ce qu'elle retire des fruits de la location de ses biens.

**Bruno Abadie** : Il y a quand même une petite nuance, c'est que les membres de la commission syndicale sont des communes... comme je vous l'ai dit et elles sont propriétaires. Si jamais il y avait vraiment un gros souci au niveau du budget syndical, les communes ont l'obligation normalement de combler le déficit ou de faire face aux dépenses de la commission syndicale et à ce moment-là, comment elles vont trouver le financement ? C'est, en général, par l'augmentation des impôts. Mais, jusqu'à présent, ça ne s'est pas passé.

**Thomas Bunel** : Donc c'est bien géré alors.

**Bruno Abadie :** Pour le moment c'est bien géré, oui. On va peut-être en parler rapidement des investissements. Sur ces 10 dernières années sur tout ce patrimoine que vous avez vu, la commission syndicale a réalisé environ 5M€ de travaux. En 10 ans. Et là on va voir que pour le Marcadau, le fameux projet dont je vous parlerai à la fin mais très rapidement, ces fameux 5M€ il va falloir les mettre en 2 ans. Ça va être une autre paire de manches.

Les refuges au cœur de l'offre touristique du territoire. On est à côté de Lourdes avec Gavarnie, le Pont d'Espagne, donc plusieurs grands sites. Cauterets Grand Site, c'est 327 000 visiteurs par an. C'est quand même un gros pôle touristique sur le territoire. Avec le projet Entrepypyr on a mis en place une boucle de refuges et d'itinérance, avec la réservation en ligne. Vous pouvez sur le site internet aller regarder si les refuges sont disponibles ou pas et c'est assez intéressant. On est en train de travailler avec Entrepypyr donc avec le CAF pour essayer d'intégrer justement des boucles beaucoup plus larges et d'offrir un type d'itinérance plus intéressant.

Quelques chiffres sur nos refuges : refuge du Clôt, vous voyez il a été rénové en 2012 par la commission syndicale donc pour un coût environ de 800 000€. Le refuge d'Estom avec 850 nuitées, des travaux d'assainissement, transport en eau, etc. donc quasiment 300 000€. Le refuge d'Illhéou, lui aussi travaux d'assainissement, de l'eau potable, photovoltaïque, on en a environ pour 330 000€, et la Fruitière pour 340 000€. Le Wallon-Marcadau, que vous voyez là, est un des plus gros refuges sur la chaîne des Pyrénées et il fallait absolument envisager des travaux. C'est notamment les travaux de sécurité qui ont tout déclenché parce que la commission de sécurité est venue il y a deux ans et nous a dit « bon c'est très simple, si vous ne faites pas les travaux on le ferme ». Donc vous n'aurez pas l'autorisation d'exploiter. Le Maire de Cauterets a dit « moi je suis la commission de sécurité, je vous le ferme ». On a engagé tout un tas de démarches et on a effectivement des travaux qui vont démarrer l'année prochaine. Le coût de l'opération est de 5M€, mais c'est vrai qu'on a quand même des financements à hauteur de 70% sur cette opération. Donc c'est quand même intéressant. Le commissariat a été d'une grande aide là-dessus d'ailleurs et la Région également. J'ai mis 2017-2019 parce que les travaux vont durer au moins deux ans.

**Thomas Bunel :** Merci Bruno, on va passer à Julien. Le meilleur pour la fin, Julien. Les gardiens.

**Julien Militon :** Je parle sous couvert de certains gardiens qui sont dans le métier depuis plus longtemps que moi. Ça ne fait qu'une petite quinzaine d'années que je suis gardien de refuge et je note quand même une forte évolution dans les 10 et 15 dernières années en matière de demande de la clientèle et des compétences des gardiens. Pour illustrer ce propos j'aimerais lire un extrait du texte d'introduction de notre assemblée générale de notre ex cher président : Pierre-Jean Pradalier, gardien du refuge d'Ayous, dont l'épouse est avec nous, merci Soize d'être là.

« 1974-1975 je vendais la soupe au refuge du Maupas pour 5 francs l'assiette. Les toilettes, une cabane en bois, au-dessus du ruisseau, offraient une vue imprenable sur la vallée. J'avais alors 18 ans. 1983, et bien 7 saisons plus tard passées au refuge d'Arrémoulit, me donnent l'occasion de m'installer dans la profession de gardien de refuge. Le métier bouge, s'affirme. La profession s'organise, se dynamise et j'ai le plaisir et la motivation pour participer à ce bouleversement. 2005, je sirote une bière froide avec mes camarades de la deuxième promotion de la VAE. Nous refaisons le monde des gardiens et de cette excitation naît l'AGREPY en 2006. 2011, la soupe à Ayous est à 6€. Les montagnards d'antan sont minoritaires et nous sommes devenus des chefs d'entreprise. Les normes nous rattrapent, les toilettes sont sèches, la douche minutée et les paraboles fleurissent sur notre toiture. Le gardien de refuge a muté. Nous ne sommes plus les gardiens de 4 murs, nous sommes devenus un réel maillon dans l'économie montagnarde, des gestionnaires et gérants d'hébergement, des restaurateurs dont l'activité n'a rien d'accessoire, des employeurs avec la rigueur et la responsabilité que cela oblige, les garants d'un équilibre environnemental. Dans tous ces domaines, nous nous sommes engagés avec l'objectif de toujours s'améliorer. Et personnellement je rajouterai de donner le meilleur de nous-mêmes. Donc, en ce qui me concerne, une des questions qui se posent aujourd'hui pour les gardiens c'est comment est-ce que le gardien arrive à s'inscrire durablement et autant économiquement qu'humainement dans son activité pour pouvoir la développer et tisser un réseau de connaissances avec les professionnels de la vallée que sont les offices de tourisme, les tour-opérateurs, les responsables chargés de missions de montagne et toute autre structure participant à la vie et à l'activité des refuges ? »

**Thomas Bunel :** Merci Julien. On peut les applaudir. Je vais lancer la discussion mais évidemment vous pourrez réagir et demander la parole. Je réagis sur la dernière intervention de Julien sur le changement de monde qui induit un changement de métier d'une certaine manière. J'ai trouvé le texte de Pierre-Jean très beau au-delà de ce qu'il raconte (il est aussi esthétiquement très beau) et qui porte ce sentiment « comment on concilie le refuge devenant un produit touristique et en même temps en gardant son esprit ? ». Parce que tout à l'heure on a parlé d'esprit, on a parlé d'enchantement, de bonheur, comment on arrive à concilier tout ça en tant que gardien de refuge, avec de grosses journées. Les gardiens dans la salle peuvent répondre s'ils le veulent. Il y en a quelques-uns.

**Julien Militon :** C'est vrai qu'étant 14, 15 ou 16 heures par jour au travail, des fois on oublie qu'on est justement au milieu d'un symbole. Quelqu'un parlait du symbole qu'est le refuge dans la montagne et ce n'est pas toujours évident de faire transparaître ce côté-là du bâtiment, étant donné que nous on est vraiment au cœur de l'activité et sur le terrain. Après, quand on est disponibles, les gardiens qui ont le temps parlent avec les randonneurs qui passent. Les gardiens de refuge n'ont pas toujours le temps parce qu'il y a beaucoup de monde, et je pense que c'est à ce moment-là qu'on peut essayer de faire partager ces moments de gardiens de refuge.

Le problème est que l'évolution va plus vite que ce qui existe. J'ai un refuge qui a été rénové en 2007 et quand j'écoute les tour-opérateurs j'ai l'impression qu'il va falloir encore une fois que le propriétaire investisse rapidement, alors qu'il n'a pas 10 ans, pour faire les chambres. Du coup je pense qu'il faut à un moment donné qu'on arrive à faire partager ce plaisir collectif. Peut-être arranger les dortoirs pour qu'ils soient plus agréables. Il y a des moyens simples mais essayer de faire accepter cet aspect collectif par les randonneurs ou la clientèle, en attendant qu'ils soient rénovés.

**Thomas Bunel** : Alors Vincent, tu veux intervenir ? Vendre l'insolite de l'hébergement.

**Vincent Fonvieille** : Je pense qu'il faut préserver l'insolite, il faut préserver l'authenticité et tout ce qu'est le refuge dans son côté symbolique. Mais, et je comprends qu'on ne peut pas transformer comme ça un dortoir en une chambre avec des rideaux, mais quand (et là je parle plus à Bruno ou à d'autres), quand il s'agit de rénover en profondeur un refuge comme celui du Marcadau ou comme celui de la Brèche de Roland, là je pense qu'il faut intégrer ces notions et penser confort, penser douche, voilà. Enfin, moi c'est le souhait que je formule. Maintenant je ne sais pas si c'est possible mais je voudrais faire une autre proposition, et être un peu provocateur, mais c'est pour moi finalement sur le marché sur lequel je suis, le produit ce n'est pas le refuge. Le produit c'est le circuit, c'est l'itinéraire. Je pense que dans les Pyrénées on manque de grands itinéraires comme on en trouve ailleurs, comme le tour du Mont Blanc, le tour du Queyras. C'est quelque chose que nous avons évoqué quand on avait réfléchi au schéma de massif, je crois qu'il faudrait véritablement créer des itinéraires pour qu'ils deviennent peut-être des itinéraires mythiques comme le tour du Balaïtous, le tour de l'Aneto, pour véritablement créer des produits d'appel sur les Pyrénées. Je crois que ça c'est une chose sur laquelle on doit travailler. On a vu dans le témoignage de Bruno qu'il y a encore du progrès là-dessus, et on a aussi des expériences. Ça peut être intéressant de répondre sur le tour des Pérics que vous avez mis en place depuis quelques années ?

**Patrick Lagleize** : On est en train de faire le tour de l'Aneto avec le POCTEFA dont parlait le Maire de Luchon avec Venasque et Vielha, essayer de dynamiser un itinéraire qui sera important, historique. C'est ce qu'on disait, c'est sur ces itinéraires-là qu'on arrive à fidéliser des gens.

**Julien Militon** : Effectivement, nous on a créé avec Sylvain mon collègue et les autres gardiens autour des Pérics, une boucle, mais on n'est pas initiateurs de l'idée, il y a déjà deux boucles en Ariège, qui sont Pass'Aran et la Porta del Cel et on a initié ce projet-là pour justement développer l'activité parce qu'il y avait une réelle demande par rapport à ça. Maintenant les gens ils aiment bien partir en montagne, rester plusieurs jours en itinérance sur des boucles organisées et sans forcément louer de gîte ou aller en camping en vallée. Du coup, ils se prennent une semaine de vacances complètement en montagne.

**Thomas Bunel** : Je reviens sur une question qui a été posée sur les deux séquences, notamment sur l'ouverture hivernale. On a compris qu'il y a des problématiques fortes, qu'on ne peut pas peut-être ouvrir partout tout le temps, et ça se discute. Surtout je voulais demander, en particulier à Manolo peut-être, est-ce que pour vous c'est un frein à la pratique d'activités sur des itinérances transfrontalières le fait que les refuges en France soient fermés ?

**Manolo Barra** : En vérité c'est oui. Surtout en hiver avec le ski de randonnée, on pourrait faire comme on a expliqué dans le syndicat, on pourrait combiner Panticosa-Bachimaña avec la partie française. On pourrait faire ça mais on ne peut pas le faire dans des zones où nous on a des structures ouvertes mais dans la partie nord il y en a pas. Donc on ne peut pas faire ces activités très jolies nord-sud et sud-nord qu'on pourrait faire et qu'on peut faire au printemps et l'été ou l'automne. Donc on doit jouer sur la partie est-ouest ou faire des boucles à l'intérieur de la partie sud des Pyrénées. Si on avait d'autres installations ouvertes, nous c'est sûr, on les utiliserait. L'hiver, avec le ski de randonnée, notre cadre pyrénéen ne doit pas nous faire peur. J'ai entendu mes camarades de table parler de grands circuits dont on a besoin dans les Pyrénées. On parle de l'été mais aussi de l'hiver. Nous avons un potentiel dans le ski de randonnée important. On parle de l'hiver, d'activité de risque, de concepts autres où on devrait appliquer des sujets de sécurité aussi. Mais c'est là, on va dans les Alpes, on fait des traversées dans les Alpes impressionnantes et ici on a un cadre pour le faire donc il faut qu'on soit courageux, rêveurs et il faut oser ouvrir, je sais que c'est problématique mais c'est mon souhait en tant qu'utilisateur. Plus de maisons ouvertes on a, et plus on les visitera.

**Bruno Abadie** : Quant à l'ouverture l'hiver, par exemple nous sur le Marcadau, vous voyez là cette partie est une partie ouverte l'hiver, mais non gardée. Là, sur le nouveau programme, on est en train de réfléchir à une ouverture l'hiver. Ça ce n'est pas des choses qui se font comme ça, donc il faut vraiment réfléchir avec les gardiens, à savoir est-ce qu'on leur demande ou est-ce qu'ils sont d'accord surtout pour y être tout l'hiver ou alors est-ce qu'on met à disposition une partie non gardée comme ça. Sur nos autres refuges c'est un peu plus compliqué, parce que, il y a un gardien qui le disait tout à l'heure, c'est vrai que l'hiver ils ne peuvent pas être ouverts parce qu'ils ne sont pas faits pour et que ça nécessiterait beaucoup d'investissements qu'à l'heure actuelle la commission syndicale ne peut pas envisager. Mais c'est sûr que pour une clientèle, enfin les espagnols ils sont un peu présents l'hiver, et ce serait intéressant. Mais pour le moment ce n'est pas à l'ordre du jour. Pour nous en tout cas.

**Julien Militon** : Je voulais juste apporter un élément. Je pense que les espagnols ont une autre pratique de la montagne que les français, notamment l'hiver. Peut-être c'est un a priori, donc on pourra peut-être confirmer ou infirmer. J'ai l'impression qu'il y a quand même plus de pratiquants en montagne côté espagnol qu'en France. Donc il y a certainement plus de demande.

Patrick Lagleize : Je rebondis sur ce que tu dis, effectivement les espagnols pratiquent beaucoup plus la montagne. Mais il y a réel élan de nature, de ski de randonnée, de raquettes. Les accompagnateurs vous le diront aussi. On sent que ça démarre. Certes, je vois nous aussi, on est obligés de sortir des fois avec 2 clients, 3. Ce n'est pas rentable la sortie. Mais ça ne fait rien, ça donne une dynamique et ça va venir. Je suis intimement persuadé que l'ouverture l'hiver de nos refuges, côté français, va être indispensable. Après, il faut être conscient comme disait Thomas que : les refuges ne sont pas prévus pour, et que financièrement pendant longtemps ce ne sera pas rentable donc le chauffage il faut que les collectivités aident les gardiens pour qu'on puisse pérenniser cette activité, et aussi qu'il y a pas mal de refuges, c'est des coupe-gorges, avant d'y arriver. En fait il faut qu'il y ait un avis technique pour l'accès aux refuges parce que nos vallées sont des vallées profondes avec un risque d'avalanche l'hiver qui est réel. Tout ça démarre, on va en parler, on va en discuter et on va trouver des solutions.

Thomas Bunel : On va peut-être ouvrir les questions, j'en vois une déjà. Au quatrième rang.

Gardiennne de refuge andorran : Je voudrais, un peu par rapport aux questions que tu te poses, savoir comment pouvoir unir le développement économique des refuges avec la capacité des personnes qui peuvent entretenir ce lieu. Par exemple, moi je m'occupe du refuge le plus petit avec Sylvie, pas loin de l'Andorre, et c'est un lieu qui n'a pas beaucoup de fréquentation. Mais le gardien voisin se trouve dans le refuge le plus grand de la vallée des Pyrénées. Les possibilités qu'il a pour moi ce n'est pas possible de les avoir. Je peux essayer d'augmenter le développement économique d'un seul lieu. C'est un petit peu difficile pour pouvoir élargir et étendre les installations mais on peut voir que Patrick a déjà parlé de l'environnement parce qu'il y a une réduction de la possibilité d'occupation humaine et on peut éviter beaucoup de déchets dans la montagne. Je ne sais pas quelle est la perception des français par rapport à nous mais, de mon point de vue, la perception que nous avons des français avec la montagne c'est qu'il y a un petit peu plus de sensibilité. Parce qu'il y a des nouvelles routes qui s'ouvrent et on voit très facilement qu'elles sont défavorisées par l'utilisation des gels et des poches plastiques qui sont jetées par les pistes, par les chemins et c'est le gardien qui doit être en train de nettoyer tout cet environnement. Tout ce développement économique doit aussi faire que la génération initiale avec l'attrait, comment vous gérez cette conciliation, le fait de faire les routes et comment vous pouvez valoriser, lorsque vous ouvrez des nouvelles routes avec des refuges et les différentes caractéristiques.

Thomas Bunel : Non, il n'y a pas de réaction sur la table ? Il y avait une question, si vous pouvez passer le micro...

Participant : Je voulais revenir sur la question des grands circuits et des grands itinéraires, qui peuvent devenir du coup des possibilités d'attraction de clientèle sur

les circuits à itinérance qui met en jeu du coup l'hébergement en refuge. On parlait dans les Pyrénées de la question des grands itinéraires, qu'on en avait peu, je trouve que pourtant on en a déjà pas mal qui se dessinent. Je fais le lien moi tout de suite avec la pratique du trail, donc de la course dite en montagne, même si je pense que le terme montagne demande à être redéfini. On a par exemple, je vois, la commission syndicale Saint-Savin, on a Cahus le trail des deux chapelles, on a aussi la course des refuges à Cauterets qui a eu lieu pour la première fois cette année. Course des refuges à Cauterets c'est 5 refuges traversés, c'est 1 000 personnes sur une journée qui viennent souvent la veille voire l'avant-veille, qui restent le dimanche, qui vont aux thermes, qui dorment au camping, à l'hôtel, qui consomment dans les restaurants. Effectivement ça a un impact économique, touristique peut-être très ponctuel mais qui permet du coup de faire découvrir des circuits, parfois de les rendre permanents, s'ils ne le sont pas déjà par l'intermédiaire des GR ou des choses comme ça, qu'ont un impact sur les refuges du coup. On a le grand raid des Pyrénées qui propose des tours qui sont assez importants, tours de cirques, tour des lacs, 120 km, 85 km. Il y a un circuit balisé temporairement mais donc balisable qui fait 160 km, donc on peut aussi le faire en marchant sur plusieurs jours. On n'est pas obligés de mettre des chaussures de trail pour le faire et avoir un petit sac à dos. En tout cas, voilà, moi la question c'est comment le développement de cette activité est appréhendé au sein des différents acteurs du monde socio-économique-professionnel actuel ? Puisque forcément cette pratique vient interroger les cultures professionnelles existantes, je pense de différentes manières, en créant un débat, voilà moi je m'intéresse particulièrement à ces questions-là. Et je la renvoie du coup à des gardiens de refuge concernés, à la Balaguère qui y réfléchit. Je pense qu'avant de savoir courir en montagne, il faut savoir marcher en montagne, donc le lien aussi avec les accompagnateurs et voilà et les collectivités. Je pense que c'est... Le trail comme outil de développement territorial, qu'est-ce que ça vous évoque, à vous ?

**Manolo Barra :** Je vais essayer de te répondre en tant qu'organisateur technique des courses en montagne. Notre club organise deux courses en montagne, l'une c'est un circuit très tranquille comme le Pic de Guara et un autre dans le Pic de l'Aneto, le cirque de l'Aneto. Donc, tu parlais du développement de ces activités, moi je suis très défenseur du monde rural car j'y crois. Et j'habite en ville. Mais il faut qu'on se rende compte qu'on est au XXIe siècle et que la pratique des montagnes change et on doit être capables d'être en accord avec ce changement. J'aime bien parler avec des exemples comme j'ai dit tout à l'heure. A Ordesa, tout le monde connaît, pendant les années 50 il y avait 40 000 têtes de bétail et ils mangeaient tout. Maintenant il y en a 4 000 d'animaux. Donc il y a des herbes partout, des arbres partout. Ce que je veux dire avec ça c'est qu'il y a eu des montagnes qui ont été capables pendant des périodes très longues de supporter 40 000 animaux, qu'un jour ou deux jours ils supportent la pression de 1 000 personnes qui courent, si cette action est faite avec toutes les précautions de contrôle environnemental, etc., ça enrichit les montagnes du XXIe siècle. Nous, dans nos courses, ce qu'on veut c'est que les coureurs soient contents,

que les participants soient satisfaits, qu'il y ait un rapport qualité-preuve-prix d'inscription qui soit bon. Donc nous on dédie beaucoup de temps à éviter ce que vous venez de dire : le gel sur le chemin, de la saleté sur la montagne, nos courses, nos contrôles, quand ils descendent, ils ramassent tout mais la semaine après, lundi et mardi il y a des équipes qui font à nouveau le circuit dans le sens contraire car des fois on n'est pas parfait. Il y a des choses qui restent sur le chemin. Donc je reviens à la même chose, pensez que depuis les villes c'est très facile de parler d'environnement, d'écologie, mais il faut aller sur le terrain. Moi je souffre beaucoup avec les vallées en montagne où il y a des périodes de temps où il n'y a pas de vie car on n'est pas capables d'amener des humains. Les exploitations traditionnelles, que ça nous plaise ou pas, vont disparaître. Ce matin il y a eu une intervention très importante. On a dit qu'on a vu des villages voués à leur fermeture et qui grâce à des activités sportives ont été récupérés. C'est vrai, grâce à l'escalade, aux eaux vives, etc. on est en train de les récupérer. Il faut les récupérer en vie pour une autre exploitation des montagnes et on arrive à faire que des activités traditionnelles comme le fromage, les confitures, l'amande ou autre... et ce commerce grandit petit à petit en fonction de la nouvelle population qu'on amène avec la nouvelle utilisation des montagnes. Je ne sais pas si je réponds mais c'est un peu ce que je voulais dire par rapport aux courses de montagne. Si on les fait de façon responsable, moi je n'en ai aucune peur si on les fait de façon responsable.

**Vincent Fonvieille** : Pour essayer de répondre, je vois deux questions : celle des grands itinéraires, je crois qu'effectivement on a tout un tas de grands itinéraires dans les Pyrénées et chacun a le sien, mais quand je parlais de grands itinéraires en tant que produit, pour moi il s'agit là d'une démarche territoriale, c'est-à-dire qu'un territoire ou peut-être 2-3 territoires décident de créer ensemble un produit qui devienne le produit qu'on va mettre en avant, qu'on va promouvoir de différentes façons, peut-être en créant un évènement, un trail ou je ne sais quoi et je crois que s'il y en a trop il y en a plus. Donc je pense qu'il faut avoir quelques grands itinéraires comme cela qui vont tirer l'ensemble de l'activité. C'est mon avis. Maintenant ça suppose de la concertation sur chacun des territoires et les territoires entre eux parce qu'en général forcément ces itinéraires traversent plusieurs territoires administratifs différents. Après il y a la question du trail, je ne suis pas spécialiste, bien sûr comme tout le monde, on voit évoluer cette pratique, on s'y intéresse, on s'y intéresse aussi commercialement. Moi ce que je pense c'est que pour le moment c'est une, ça met en lumière, c'est une niche. Ça donne de la visibilité et c'est très bien. C'est très difficile pour nous de nous adapter en termes de produit mais je crois qu'on peut aussi imaginer de rendre possible cette activité au plus grand nombre, un peu comme l'a fait Carros de Foc, par exemple, c'est-à-dire que cette activité-là puisse être pratiquée par des gens de façon individuelle en liberté. Et à mon avis c'est un peu comme ça qu'on imagine développer l'activité sur notamment notre territoire. Voilà, c'est tout ce que je peux dire par rapport à ça.

**Julien Militon** : Je vais me permettre un petit mot quand même. Sur la pratique du trail, évidemment les évènements c'est intéressant s'ils sont responsables. Après il y a quand même une forte progression de la pratique individuelle. On le voit dans certains refuges, dans le mien cette année il y a eu beaucoup de traileurs parce que notamment on a organisé une boucle en trail permanent, où les gens d'une manière personnelle cette boucle. Donc c'est forcément un public dont on doit tenir compte à l'avenir, parce qu'ils vont avoir des demandes particulières, notamment en matière de restauration, peut-être de pique-niques ou autre. Parce que c'est une pratique sportive qui est particulière.

**Guide espagnol** : Je crois que concernant le sujet qu'a mentionné Patrick sur les grandes montagnes, le Mont Blanc et l'Aneto, je crois qu'en France vous avez un potentiel de montagne très important. C'est vrai que les gens pensent que si la montagne est très haute elle est très belle, mais je crois qu'il y a de très belles montagnes ici et en France vous avez en hiver, c'est très beau, avec un refuge à 2 400m, qui est à côté. Je l'ai déjà visité et c'est vraiment une merveille et tous les gens auxquels j'ai demandé le trouvent bien. C'est un petit refuge mais c'est parmi les meilleurs que j'ai fréquentés, donc je crois que concernant les guides de montagne de la France, je pense que vous devriez favoriser, même si c'est vrai que dans les Alpes il y a beaucoup d'activité et de l'alpinisme mais la route pour aller au Vignemale c'est une route qui est très dure. Je pense que vous avez beaucoup de routes et beaucoup de montagnes en France qu'on peut favoriser et dynamiser. Je pense que les gens doivent être attirés pour aller à la montagne, c'est quelque chose qui peut permettre d'ouvrir l'hiver et je pense que nous pouvons aider du côté des gardiens et des guides. On peut développer ce secteur des Pyrénées françaises.

**Sylvain Freche, gardien du refuge d'En Beys** : Bonjour à tous, oui, moi je suis Sylvain, gardien de refuge, je suis le collègue de Julien. Donc deux choses pour compléter un peu les dernières interventions : sur l'ouverture hivernale des refuges, il y a aussi quand même souvent pas mal de conditions l'accès qui sont délicates au niveau du risque d'avalanches, mais aussi il y a des volontés au niveau des communes ou des communautés de communes sur l'enneigement des routes et d'accès qui rendent les accès impossibles ou alors avec dans des conditions qui sont très difficiles et ce qui fait qu'on ne peut pas ouvrir et qu'il y a un manque de fréquentation. C'est aussi un travail collectif à avoir, parce que certains gardiens ont la volonté d'ouvrir en hiver mais n'ont pas des accès suffisamment dégagés. Après par rapport au trail, on a eu une assemblée générale à l'association des gardiens de refuge et on a remarqué cette année particulièrement quelques petits soucis avec des organisations d'évènements, où du coup on arrive un petit peu à de l'extrême trail, où on voit de plus en plus de gens tous seuls en montagne, en autonomie et tout ça et en fait ces gens-là ne sont finalement pas tant que ça en autonomie. Ils arrivent un petit peu en zone rouge au niveau personnel et on les retrouve en refuge un peu à n'importe quelle heure de la journée et de la nuit et ça peut poser souci au niveau de la gestion de l'accueil du

refuge ou ils peuvent déranger aussi les autres randonneurs qui sont au refuge en arrivant en plein milieu de la nuit, en cherchant des emplacements et tout ça. Ça sera peut-être aussi une réflexion à avoir un peu plus tard. Plus avec les gardiens, sur les organisateurs de trail comme ça, parce que ça a été relevé par beaucoup de refuges cette année. Donc il faudra, voilà, à voir dans l'avenir si ça se confirme ou si ça s'atténue.

Thomas Bunel : D'accord, merci Sylvain.

Patrick Lagleize : En attendant, je fais juste une parenthèse, effectivement, il faut vraiment, il faut qu'on crée des ponts entre les responsables du trail et les responsables de la montagne. Parce qu'en fait c'est deux pratiques complètement différentes, et donc le trail, dans une compétition le traileur est sécurisé par la compétition, mais la pratique du trail ne permet pas de se rapprocher de l'alpinisme parce que le matériel et la philosophie de légèreté qui est absolument géniale. On est légers, on va vite, c'est superbe. Mais cette philosophie-là ne peut pas s'appliquer à la montagne et là je parle en tant que secouriste en montagne. Il y a à l'heure actuelle une recrudescence d'accidents en montagne et c'est cette population-là, qui n'a pas le fonds du sac nécessaire si par hasard il fait mauvais. Alors on a de la chance, on n'est pas au Mont Blanc. On a quand même des conditions extrêmes qui sont moins dures qu'au Mont Blanc ou si vous voyez le film l'Himalaya. Mais quand on part en trail on n'a pas le matos nécessaire pour supporter la haute montagne et donc je pense que c'est un lien qu'on doit faire, de manière à ce que le gars qui fait du trail connaisse les limites de son activité, de manière à pouvoir continuer à se faire plaisir.

Thomas Dulac, gardien du refuge des Cortalets : Moi je voulais répondre à la balle de ping-pong entre l'Espagne et la France par rapport aux montagnes. Quand j'ai démarré l'alpinisme, pour être guide, je me suis entraîné dans les Pyrénées et je trouvais pratiquement que des espagnols dans les parois ou en hiver surtout dans les couloirs. Et en fait je me suis posé la question pourquoi et je me suis rendu compte que les espagnols, quand ils regardent leurs montagnes, ils ont les Pyrénées et que nous français, quand on regarde les montagnes, on a le Mont Blanc. Du coup les Pyrénées deviennent un petit stade d'entraînement pour après aller dans les Alpes. Et je crois que la culture d'alpinisme, elle n'est pas trop présente d'un point de vue des Pyrénées et, quand j'ai essayé d'ouvrir le refuge que j'ai pris en hiver, je me suis aperçu qu'il y avait pratiquement personne qui venait parce qu'il n'y avait pas cette culture-là. Et après, j'ai été un peu élevé à une école un peu traditionnelle de la montagne et c'était un peu le vivre ensemble et donc ce qui m'intéressait en refuge c'est qu'on mangeait tous à la même table, on parlait avec des gens qu'on ne connaissait pas, il y avait une convivialité et en fait on se retrouvait en montagne, on s'attendait. Au niveau du sommet on s'attendait aux endroits où il y avait des risques, même s'il y avait des gens qu'on ne connaissait pas. Et aujourd'hui on passe sur une société beaucoup plus individuelle où on veut le wifi pour parler avec des gens qui ne sont pas en face de nous et je crois que c'est un petit souci. On veut avoir des traileurs qui courent et en

fait ils ne peuvent pas se parler. Ils sont les uns derrière les autres et quand il y a des courses, c'est un peu le summum de l'individualisme parce qu'en fait ils travaillent, ils sont là un par un et ils courent l'un derrière l'autre et il y a un point A et un point B mais entre eux il n'y a pas trop de discussion. Quand ils arrivent en refuge c'est une espèce de pit stop de formule un, il leur faut vite quelque chose pour repartir et c'est vrai qu'on doit s'y adapter, mais après quelle est la philosophie, est-ce qu'on va finir par faire des hôtels avec le wifi et des pit stop ? Il n'y aura plus de lieu de rencontre. C'est la question que je me pose. Est-ce que je favorise la rencontre et c'est ce qui m'a fait venir à la montagne ou est-ce que je fais un environnement commercial pour des individualistes ?

Thomas Bunel : Je crois qu'on va prendre une dernière intervention. Pour réagir sur ce que tu dis, Thomas, effectivement je crois qu'on est tous d'accord qu'il faut arriver à garder un certain esprit de montagne et un certain esprit collectif et de convivialité, tout en s'adaptant aussi à certaines demandes et c'est ça l'équation peut être impossible mais en tout cas qu'il faut arriver à développer.

Jean Tardos, UNAT Occitanie : Jean Tardos, je suis représentant de l'UNAT Occitanie, dont le CAF fait d'ailleurs partie en tant qu'adhérent. Xavier siège dans notre Conseil d'Administration. Je complèterai ce qui vient d'être dit. Effectivement, on voit que le colloque des refuges déborde plus sur aussi l'accès à la montagne tout simplement et pour ce qui nous concerne donc au niveau de l'UNAT, qui semble-t-être filière de ce tourisme associatif, on voit bien qu'on est pris en tenaille ou en ciseaux si on peut dire entre les normes qu'il faut pour l'accueil collectif et les refuges en font partie, comme les centres de vacances. La disparition très rapide des centres et des colonies de vacances, donc là aussi c'était un peu le vivre ensemble que d'accepter de venir dans des lieux insolites avec un minimum de confort mais sans être dans un confort absolu et aussi pour avoir une accessibilité au niveau des tarifs et je crois que ça c'est aussi très important. Si on veut avoir des pratiquants de la montagne dans les années qui viennent il va falloir aussi qu'on fasse aimer la montagne à ce public d'enfants. Et là aussi, pour avoir géré des structures collectives en montagne, on a vu l'évolution de la réglementation et c'est vrai qu'on fait appel à des professionnels mais des fois on ne peut pas faire appel à des professionnels pour des raisons tout simplement de budget. Parce que là aussi on voit que les aides publiques se réduisent de plus en plus pour permettre le départ en colo sur des périodes importantes. On faisait dans la pédagogie et je crois que là c'était important, on développait l'esprit montagne et si on voulait appliquer la réglementation à la lettre, pour aller au-dessus de 1 500 m, il faut obligatoirement, on ne peut plus faire avec des BAFA, il faut passer par des brevets d'État et ça bloque pas mal l'accès à la montagne. Pour prendre mon exemple, à part faire le tour du lac de Génos-Loudenvielle, puisque je suis louronnais, c'est la deuxième meilleure, plus belle vallée, après le val d'Azun. C'était juste une petite boutade. Voilà un peu cette problématique de faire que la montagne soit accessible au plus grand nombre et également en termes de tourisme

avec des aides de saison, et je crois que c'est un réel problème que l'on voit. L'ouverture des refuges, je pense qu'il y a des tentatives qui vont être faites cette année encore, notamment en vallée d'Aure, pour pouvoir monter vers le Néouvielle.

Thomas Bunel : Merci, Jean. De toute façon c'est un sujet, en particulier sur l'accueil des jeunes et des mineurs, qui pourra être revu cet après-midi lors d'un atelier spécifique. Difficile de conclure. Pas mal de sujets, en tout cas, peut-être pour faire une transition avec ce qui suivra cet après-midi sur les petits groupes. Donc je vous invite, avant peut-être de déjeuner, de regarder si vous ne l'avez pas encore fait, dans quel groupe vous vous situerez cet après-midi puisque les groupes sont constitués. En tout cas cette question qui sera abordée dans les groupes, surtout comment on travaille ensemble, en particulier quand on est effectivement, tout à l'heure on parlait de l'accessibilité, ça mène évidemment beaucoup, beaucoup d'acteurs et comment on permet de créer des boucles, créer des accès, etc. Ça, c'est des sujets sur lesquels chacun pourra exprimer son opinion de son point de vue. Il y avait une information peut-être pour le repas. C'est derrière, c'est ça Michel ?

## Réponses aux questions. Document préparé par Patrick Lagleize en collaboration avec les guides Espagnols

### Que pensent les guides et accompagnateurs de l'offre refuges dans les Pyrénées ?

L'offre refuges dans les Pyrénées est très variée et il n'est pas facile d'en faire une synthèse. Toutefois, cette offre nous semble correcte par rapport à son nombre et sa localisation.

En fait, nos préoccupations sur la haute montagne sont très proches de celle des gardiens.

Les pratiques de la montagne évoluent fortement, mais de manière ambivalente. On constate des baisses d'activité estivale significatives dans certaines zones, mais aussi un développement intéressant des pratiques hivernales. Des tendances favorables à la pratique du ski de randonnée, des raquettes, de l'escalade et des activités de pleine nature se dessinent dans la société. Certainement une aspiration à un retour vers la nature, ou encore la valorisation d'un corps sportif. Celles-ci représentent des facteurs positifs pour l'évolution de nos activités.

À l'inverse, nous constatons une distance des jeunes générations par rapport à une image de la Haute Montagne « trop dure, trop chère, trop risquée », que nous avons d'ailleurs certainement véhiculée.

Au fond, nous avons deux pistes communes pour l'avenir :

« Quelles sont les demandes des pratiquants et comment y coller ? »

« Comment donner envie de (re)parcourir la Haute Montagne ? »

Pour cela il faut réinventer l'image de la montagne et la diffuser. Communiquer ensemble pour redonner l'envie de la montagne, en répondant aux aspirations de la société et attirer les clientèles de demain. Insister sur le plaisir et le bonheur que l'on trouve en montagne.

#### ➤ Satisfaction

- Il nous semble important que les gardiens conservent l'esprit montagne qu'ils ont actuellement et ne bascule pas dans un système d'hôtellerie.
- La nourriture est en général excellente, souvent bio, locale et bien cuisinée.
- Les refuges sont souvent correctement indiqués et balisés.
- Les tarifs sont raisonnables.

#### ➤ Points d'amélioration d'une manière générale

- Il faut que les gardiens aient du poids dans les instances décisionnaires.
  - La majorité des refuges restent fermés durant l'hiver et ouvrent peu au printemps. Il y a un travail de concertation et d'innovation par rapport aux dates d'ouverture.
  - Avoir des refuges permettant une offre famille accessible.
  - Certains regrettent une hausse générale des prix sans comprendre le vrai prix de revient et la complexité de ce que l'on trouve en refuge.
  - Un réseau radio dans la chaîne pyrénéenne qui serait veillé, entre autre, par les gardiens de refuge, fait réellement défaut.
- Points d'amélioration d'une manière pratique
- Les gens apprécient particulièrement les casiers pour ranger et sécuriser leurs affaires.
  - Divisés sur la nécessité de la douche. Par contre ceux qui la veulent, la veulent vraiment.
  - Plus de facilité de règlement par CB.
  - On n'aime pas les refuges « passe-plats ».
  - Avoir plus d'intimité pour dormir, le confort de certains refuges laisse à désirer (ce n'est d'ailleurs pas propre aux Pyrénées).
  - Certains gardiens connaissent peu leur secteur, c'est alors difficile pour eux de renseigner le public et les pratiquants de la montagne.
  - Certains refuges tiennent peu compte de l'approche écologique (eaux usées, sanitaires,...).

En quoi les refuges contribuent-ils au développement économique des activités des professionnels de montagne (retombées économiques) ?

Il n'y a pas de doutes, pour nous professionnels, ils y contribuent de manière importante. Ils permettent de réaliser des activités de plusieurs jours et d'accéder à la haute montagne. Du coup, le nombre de jours travaillés augmentent.

- Pour les professionnels de la montagne dans les Pyrénées, les approches et itinéraires en haute et moyenne montagne sont souvent longs, la haute randonnée, les sommets, ascension et escalade éloignés des vallées. Il est donc essentiel de pouvoir s'appuyer sur des refuges (hébergement et restauration).

- Un réseau de refuges mieux équipés, plus confortables, ouverts plus longtemps notamment en hiver et au printemps permettrait sans doute de développer les activités professionnelles en montagne (ski de randonnée, raquette, cascade de glace, pratiques hivernales de la montagne,.....).
- D'une manière plus générale sur la montagne.

De nombreuses études sont unanimes sur le rapport entre la fréquentation de la montagne et d'importantes retombées économiques dans les vallées.

Je citerai juste celle du Conseil Général de l'Ariège estime qu'à l'échelle du département, chaque euro investi dans le développement de la randonnée en faisait rentrer entre 4 € et 40 € dans les caisses de l'économie locale en fonction de la renommée de l'itinéraire.

L'Espagne a aussi bien compris tout l'intérêt qu'elles pouvaient retirer de la venue de randonneurs. Des villages ont ressuscités, d'autre réussissent à garder une épicerie ou un café, également, les producteurs locaux arrivent à survivre.

#### Bref focus sur l'enjeu des refuges pour la sécurisation de la montagne.

Comme son nom l'indique, le refuge est un acteur majeur dans la sécurisation de la montagne.

On constate un énorme travail de prévention et d'information réalisé par les gardiens, en collaboration avec les professionnels et le secours en montagne.

Les nouveaux gardiens doivent donc conserver cet esprit montagne avec la capacité à informer et à cadrer la pratique autour de leur refuge.

En cas d'égarement, le refuge est un véritable phare et le gardien un Saint Bernard.

Quand l'accident est là, c'est un point de communication sûr. Disposant de radio ou de téléphone, le gardien peut faire le lien et coordonner l'urgence. Parfois c'est même la 1<sup>o</sup> personne à pouvoir avoir l'accès à la victime quand les secours organisés ne peuvent arriver rapidement.

## Partie II : Progrès et innovations

### Compte rendu des ateliers en petits groupes

<u>Table ronde n°</u>	1
<u>Modérateur</u>	Michel Rouffet
Propositions d'actions	
<u>ACTION 1</u> : le groupe s'est posé la question fondamentale <ul style="list-style-type: none"><li>- Faut-il qu'il y ait plus de monde en montagne ?</li><li>- Surcharger les territoires : milieux fragiles/ représentation d'un espace peu habité et naturel</li></ul>	
<u>ACTION 2</u> : Constat d'une évolution des pratiques de la montagne → comment le refuge peut-il répondre à ces nouvelles pratiques ?	
<u>ACTION 3</u> : Importance majeure de la personnalité du gardien qui donne son empreinte au refuge.	
<u>ACTION 4</u> : Réconcilier les bergers et les touristes. <ul style="list-style-type: none"><li>- Rencontre entre gardiens et bergers</li><li>- Animation des refuges par les bergers</li><li>- Visite des cabanes pastorales (histoire locale)</li></ul>	

Remarques : les discussions ont surtout abordé des questions fondamentales sur la fréquentation de la montagne et les représentations sociales. Sur leurs évolutions et le rôle que le refuge peut jouer dans ce contexte.

<u>Table ronde n°</u>	2 ¿Cómo dinamizar las relaciones económicas con mejoras, acogida?
<u>Modérateur</u>	Manola Bara Alos
Propositions d'actions	
<p><u>ACTION 1</u> : Améliorer les itinéraires et les circuits</p> <p>Deportivos sendas, caminos entre refugios para incrementar pernoctas y pensiones alimenticias</p>	
<p><u>ACTION 2</u> : Mejora de plataformas de reservas online para numerotar y consolidar clientes y mejora de comunicaciones en los refugios</p>	
<p><u>ACTION 3</u> : mejorar condiciones de habitabilidad para la guardería esto mejorara sin duda el carácter y ambiente del guarda y del personal.</p>	
<p><u>ACTION 4</u> : trasmisión de consignas e instrucciones fáciles a los usuarios para que al llegar al refugio sepan de antemano el tipo de instalación que se van a encontrar y las dificultades de trabajo que tienen sus guardas y personal.</p>	

<u>Table ronde n°</u>	3
<u>Modérateur</u>	Josep Illusa Roca
Propositions d'actions	
<u>ACTION 1 :</u> sin inversión (investissement) no hay posibilidad de mejora; es la clave (solution)	
<u>ACTION 2 :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer les possibilités de déjeuner le midi et que ce soit éventuellement un motif de montée au refuge.</li> <li>- Développer les terrasses et servir des boissons spéciales (ex : gin-tonic)</li> </ul>	
<u>ACTION 3 :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rutas de senderismo</li> <li>- Dar informacion al cliente de cómo funciona un refugio</li> </ul>	
<u>ACTION 4 :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Interacción con el cliente. Leur demander comment ils sont venus.</li> </ul>	

<u>Table ronde n°</u>	4
<u>Modérateur</u>	Quim Pons Casadesus
Propositions d'actions	
<p><u>ACTION 1 : Mejorar acogida:</u> el guarda como un guía y como alguien que dedique una atención personalizada a los usuarios; Importante descondo del guarda para poder estar condiciones.</p>	
<p><u>ACTION 2 : Abrir refugios todo el ano:</u> defnir un protocolo para poder abrir los refugios y determinar los refugios que se puedan abrir.</p>	
<p><u>ACTION 3 : Mayoras en los refugios.</u> Mantener la esencia de los refugios. No avanzar con las comodidades que pidan usuarias pero mejorar condiciones de instalación.</p>	
<p><u>ACTION 4 :</u> información <b>ILLISIBLE</b>: abrir debate sobre los reservación on line. Programa de gestión conjunta online puedo la personalización del guarda de la información.</p>	

<u>Table ronde n°</u>	5
<u>Modérateur</u>	Thomas Bunel
Propositions d'actions	
<p><u>ACTION 1 : Temática invernal</u></p> <p>Estudiar cada refugio por separado, pues el acceso, la vivencia durante el proceso de viajes, el mantenimiento del edificio y los precios del servicio serán diferentes. Tener periódicamente la información de la meteorología y el riesgo de aludes sobre el acceso de estos.</p>	
<p><u>ACTION 2 : Concienciar a los visitantes</u></p> <p>Respecto por el espacio</p> <p>Respetar la convivencia con los demás visitantes</p> <p>Favorecer el acercamiento del refugio a las familias con niños.</p>	
<p><u>ACTION 3 : Poner el servicio del cliente</u></p> <p>Un buen servicio de parte del refugio</p> <p>Tener a disposición del cliente, guías de montaña e información sobre las condiciones de las rutas.</p>	
<p><u>ACTION 4 : .Facilitar las señalizaciones</u></p> <p>Rehabilitar las señales de los distintos recorridos para un mayor entendimiento y orientación de los visitantes.</p>	

<u>Table ronde n°</u>	6
<u>Modérateur</u>	Guilhem Garrigues
Propositions d'actions	
<p><u>ACTION 1 :</u></p> <p>Boucle itinérantes inter-refuges avec centralisation des réservations en ligne. Voir événement ponctuel. Escalade, trail.</p>	
<p><u>ACTION 2 :</u></p> <p>Réservation et informations en ligne. sur le net : meilleurs sites, meilleure ergonomie.</p>	
<p><u>ACTION 3 :</u></p> <p>Développement des énergies renouvelables afin d'améliorer le confort.</p>	
<p><u>ACTION 4 :</u></p> <p>Amélioration du confort dans les dortoirs principalement. Mais aussi d'un minimum d'intimité pour se laver.</p>	

<u>Table ronde n°</u>	7
<u>Modérateur</u>	Sergio Rivas
Propositions d'actions	
<p><u>ACTION 1 :</u></p> <p>Promoción de refugios a través de rutas de enlace entre ellos. Principalmente rutas temáticas vinculadas con aspectos culturales, naturales y con valores locales (gastronomía, otras alojamientos, productos, etc.)</p>	
<p><u>ACTION 2 :</u></p> <p>Promoción de los refugios utilizando Internet, acercando al usuario a través de la web toda la información útil para reservas y llegar al refugio, hacer actividades, etc. Incluso información de los transportes públicos.</p>	
<p><u>ACTION 3 :</u></p> <p>Adaptar las instalaciones de los refugios para poder plantearse aperturas durante mas días al año, e incluso para poder acoger a escolares en aquellos refugios que sean mas propicios para ellos.</p>	
<p><u>ACTION 4 :</u></p> <p>Formación de los guardas sobre todo en aspectos prácticas, que ayudar a mejoras los servicios que prestan y a mejorar la promoción propia del refugio.</p>	

<u>Table ronde n°</u>	8
<u>Modérateur</u>	José Andres Pintado Galan
Propositions d'actions	
<p><u>ACTION 1 :</u></p> <p>Coloaboracion y sinergia con otros establecimientos y productos locales.</p> <p>Eventos para desestacionalizar la temporada como elementos de promoción del destino para un futuro.</p>	
<p><u>ACTION 2 :</u></p> <p>Resencia en web regionales/locales de promoción turística y presencia en web de reservas online y de circuitos de varios refugios de montaña.</p>	
<p><u>ACTION 3 :</u></p> <p>Redes sociales e información prestaciones y servicios en los refugios. Estado y acondicionamientos de accesos.</p>	
<p><u>ACTION 4 :</u></p> <p>No hay protocolo de encuestas satisfacción de clientes.</p> <p>Conflictos en menús y elaboración de picnic (repetición mismas cenas).</p> <p>Horario desayunos según época del año.</p> <p>Dedicar tiempo a conocer lo que un a hacer y por asesoramiento en la seguridad de montaña.</p>	

<u>Table ronde n°</u>	9
<u>Modérateur</u>	Josep Naudi
Propositions d'actions	
<p><u>ACTION 1 :</u></p> <p>Adaptación administrativa de la gestión de los refugios y técnica del local para ofrecer una</p>	
<p><u>ACTION 2 :</u></p> <p>Intercambios entre administraciones, universidades, profesionales de relativas a la montaña, senderismos y los refugios, a nivel local, regional y pirenaico.</p>	
<p><u>ACTION 3 :</u></p> <p>Adaptar los refugios a la cualidad de vida del/de los guardas, y para mejorar la acogida de los usuarios.</p>	
<p><u>ACTION 4 :</u></p> <p>Desarrollar el producto, importancia de la visibilidad del refugio, itinerarios...</p>	

<u>Table ronde n°</u>	10
<u>Modérateur</u>	Matthieu Cruège
Propositions d'actions	
<p><u>ACTION 1 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre le refuge au cœur du projet d'un territoire. Améliorer l'apport économique dans son territoire.</li> <li>- Organiser la concertation entre tous les acteurs</li> <li>- Améliorer la communication et animer les réseaux : gardiens, propriétaires, élus et techniciens des collectivités, offices de tourisme, etc.</li> </ul>	
<p><u>ACTION 2 :</u></p> <p>Respecter la cohérence du refuge : lien avec le site, architecture-équipement, accueil individualisé (non anonyme), limitation des impacts, exigence sur certains points : approvisionnement, etc.</p> <p>Ex concret : favoriser circuits courts produits locaux.</p>	
<p><u>ACTION 3 :</u></p>	
<p><u>ACTION 4 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prendre en compte la diversité des situations des refuges : situation, caractéristiques, territoires publics, etc.</li> <li>- Chercher les spécificités propres à chacun des refuges.</li> </ul>	

<u>Table ronde n°</u>	11
<u>Modérateur</u>	Julien Militon
Propositions d'actions	
<p><u>ACTION 1 : Architecture</u></p> <p>Impliquer tous les intéressés au projet.</p> <p>Adapter les refuges pour une meilleure consommation énergétique (cave fraîche, espace lumineux, plus d'ouverture).</p>	
<p><u>ACTION 2 :</u></p> <p>Communication sur les services disponibles au refuge souvent disparates (douche, eau chaude, tel, salle hors sac, dortoir...).</p> <p>Information pour les randonneurs sur la bonne pratique de la montagne. Relai culturel.</p>	
<p><u>ACTION 3 :</u></p> <p>Budget et accessibilité sociale, prise en compte des cartes, jeunes, étudiants et chômeurs. Partenariat avec les hébergements de la vallée pour organiser un tarif préférentiel.</p>	
<p><u>ACTION 4 : Valoriser l'eau</u></p> <p>Problématique énergétiques et environnementales, qualité et usages potentiels de l'eau.</p>	

<u>Table ronde n°</u>	12
<u>Modérateur</u>	Joël Combes
Propositions d'actions	
<u>ACTION 1 :</u> Partenariat avec les hébergements valléens (campings) pour inclure une nuit refuge dans le séjour.	
<u>ACTION 2 :</u> Partenariat producteurs locaux repas/ Boutique/Souvenirs	
<u>ACTION 3 :</u> Définir un positionnement produit client → déclinaison pour garantir promesse client	
<u>ACTION 4 :</u> Produit de découverte du patrimoine.	

Remarques : Connaissance des produits refuge et du métier de gardien.

<u>Table ronde n°</u>	13
<u>Modérateur</u>	Nicolas Huguet
Propositions d'actions	
<p><u>ACTION 1 :</u></p> <p>Travailler en synergie des différents acteurs sur un territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser les réseaux</li> <li>- Avec une stratégie, démarche partagée,</li> <li>- Structurer des produits</li> </ul>	
<p><u>ACTION 2 :</u></p> <p>Améliorer le confort pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les clients</li> <li>- Les gardiens (outil et conditions de travail).</li> </ul>	
<p><u>ACTION 3 :</u></p> <p>Transmettre l'envie, la culture montagne, les valeurs (tourisme expérientiel).</p>	
<p><u>ACTION 4 :</u></p> <p>Etre plus visible et oser la commercialisation</p>	

- Synergie :
  - o Une politique incitative (rôle collectivité)
  - o Des acteurs en réseaux
  - o Un produit commun
  - o Des actions d'accompagnement
- Oser le partenariat station de ski hiver/ été refuge
- Gardiens : acteurs en tête de pont mais besoin de relais en vallée

<u>Table ronde n°</u>	14
<u>Modérateur</u>	Isabelle Roux
Propositions d'actions	
<p><u>ACTION 1 :</u></p> <p>Avoir une personne référente dans chaque office de tourisme pour les former et les informer.</p>	
<p><u>ACTION 2 :</u></p> <p>Soulager le gardien de refuges dans certaines tâches au travers du bénévolat (fédérations, associations locales, ...).</p>	
<p><u>ACTION 3 :</u></p> <p>Renforcer l'information sur la sécurité en se rendant sur le terrain (sur le modèle du pastoralisme, EDF...)</p>	
<p><u>ACTION 4 :</u></p> <p>Communiquer sur le modèle économique du refuge aux usagers et aux acteurs locaux.</p>	

Actions: renforcer l'accueil des itinérants bivouacs en leur faisant bénéficier des mêmes services que les usagers du refuge (ex: douche + WC pour 3 euros). Le bivouaqueurs du jour sera un usager du refuge plus tard.

<u>Table ronde n°</u>	15
<u>Modérateur</u>	Stéphane Amiel
Propositions d'actions	
<p><u>ACTION 1 :</u></p> <p>La problématique de l'approvisionnement des refuges est rarement posée. Comment faciliter les circuits courts de produits locaux ? comment permettre l'expérimentation d'un approvisionnement mutualisé, soit en identifiant un prestataire ressource commun soit en rapprochant le gardien des réseaux Restaurateurs, commerces de bouches, producteurs locaux.</p>	
<p><u>ACTION 2 :</u></p> <p>Dans le cas de rénovation et/ou construction d'un refuge, ne pourrai-on pas instaurer une commission consultative en amont associant aux décideurs et bailleurs des représentants de l'expérience et du savoir-faire : gardiens, usagers pour qu'ils puissent contribuer à l'élaboration du cahier des charges ?</p>	
<p><u>ACTION 3 :</u></p> <p>Il serait essentiel d'intégrer les refuges aux réseaux et acteurs du tourisme (ADT, OT...). L'enjeu de la formation des personnels et agents est crucial. L'information en amont de l'utilisateur tout autant à commencer par l'accès à la vie en refuge dès les sites web en vallées...</p>	
<p><u>ACTION 4 :</u></p> <p>Etre plus visible et oser la commercialisation</p>	

<u>Table ronde n°</u>	16
<u>Modérateur</u>	Thierry Percie du Sert / rapporteur Eloïse Deutsch
Propositions d'actions	
<p><u>ACTION 1 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la communication/sensibilisation sur le partage de l'espace avec le pastoralisme (développer les produits issus du pastoralisme)</li> </ul>	
<p><u>ACTION 2 :</u></p> <p>Mettre en place un maillage réfléchi dans la globalité des refuges en lien avec le projet de parlement de la montagne du Conseil Régional d'Occitanie.</p>	
<p><u>ACTION 3 :</u></p> <p>Améliorer la concertation entre les acteurs et les usagers de la montagne.</p>	
<p><u>ACTION 4 :</u></p> <p>Proposer une offre touristique globale en termes de services (complémentarité), de saisonnalité et des offres d'hébergements complémentaires.</p>	
<p><u>ACTION 5 :</u></p> <p>Poursuivre la professionnalisation des gardiens de refuges pour améliorer la qualité d'accueil (repas, ambiance, convivialité) et former les jeunes à la culture de la montagne.</p>	

<u>Table ronde n°</u>	17
<u>Modérateur</u>	Bruno Serraz
Propositions d'actions	
<p><u>ACTION 1 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Structurer les réseaux d'acteurs (OT, gestionnaires, gardiens, professionnels de la montagne) sur des niveaux territoriaux pertinents, avec des structures dédiées animées professionnellement.</li> </ul>	
<p><u>ACTION 2 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire des refuges des lieux d'animation et les communiquer</li> </ul>	
<p><u>ACTION 3 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer des circuits d'itinérances à partir ou intégrant les refuges : les animer, les mettre en produit, les communiquer.</li> </ul>	
<p><u>ACTION 4 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Structurer la communication digitale sur les refuges : la recentrer sur des sites d'itinérance.</li> </ul>	

<u>Table ronde n°</u>	18
<u>Modérateur</u>	Fredi Meignan
Propositions d'actions	
<p><u>ACTION 1 : Faire rêver</u></p> <p>Valoriser l'image, les valeurs et l'esprit de la montagne. Faire de la particularité du territoire un atout. Gardien : ambassadeur de la montagne</p>	
<p><u>ACTION 2 : Faire ensemble</u></p> <p>Travailler ensemble sur le territoire. Le refuge fait partie d'un système d'acteurs et ils participent ensemble au développement du territoire.</p>	
<p><u>ACTION 3 : Révéler le poids économique du refuge</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire un travail pour connaître le poids économique (consommation, retombées directes et indirectes, etc.)</li> <li>- Valoriser ce poids économique (auprès des politiques, territoires, acteurs économiques,)</li> </ul>	
<p><u>ACTION 4 : Faire mieux</u></p> <p>-améliorer et adapter les refuges en fonction de leurs objectifs (usagers, consommateurs, énergie, accueil, ...)</p> <p>Mais attention à ne pas faire « plus ».</p>	

<u>Table ronde n°</u>	19
<u>Modérateur</u>	Pierre Torrente/Alice Mellac
Propositions d'actions	
<p><u>ACTION 1 :</u></p> <p>Repenser le refuge comme équipement structurant (relevant des collectivités), et son articulation avec un statut de gardien de refuge revisité (condition de vie, autonomie d'exploitation, etc.)</p>	
<p><u>ACTION 2 :</u></p> <p>Sensibilisation des jeunes pour réamorcer la connaissance de la montagne et redévelopper la culture de la montagne en milieu scolaire en profitant de la nouvelle législation permettant aux refuges l'accueil des enfants.</p>	
<p><u>ACTION 3 :</u></p> <p>Structuration de l'offre autour du refuge</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contexte atomisé des activités de pleine nature dans la montagne estivale (produit d'appel)</li> <li>- Garder le côté « sacré » de la Haute montagne en hiver (produit d'appel) en développant les services dans les vallées (élitisme montagnard en hiver).</li> </ul>	
<p><u>ACTION 4 :</u></p> <p>Repenser les politiques publiques de l'itinérance (articulation), définition des compétences entre les Fédérations FFCAM/FFME/FFR et les collectivités publiques dans le contexte de réorganisation de la loi NOTRe.</p>	
<p><u>ACTION 5 :</u></p> <p>Fédérer les acteurs socioprofessionnels et collectivités (OT) autour de la montagne et du refuge.</p>	

# Synthèse de ces ateliers par Michel Rouffet

Introduction :

Différents échos très positifs sur ce principe de travail par petits groupes rassemblant des compétences et expériences variées. A prouvé à chacun de s'exprimer en profondeur. Grande qualité humaine d'écoute.

Les comptes rendus révélant quelques points communs mais aussi une belle variété de préconisations qui couvrent l'ensemble des préoccupations liées aux refuges.

## Concernant l'équipement des refuges et des itinéraires

- Pas de recettes générales, s'adapter au site et aux clientèles potentielles (répondre aux nouvelles pratiques. (Lien avec la segmentation évoquée par Olivier Hoibian. Chaque refuge a ses particularités et son « positionnement ». A noter que le gardien imprègne aussi sa personnalité. Il doit être concerté par le propriétaire lors de projets de rénovations.
- Intégrer les progrès technologiques, notamment en matière de fournitures et de stockage d'énergie renouvelables
- Améliorer la signalisation des sentiers
- Améliorer de façon spécifique le confort des refuges : dortoirs plus petits, sanitaires individuels, douches mais pas systématiquement
- Ne pas oublier un meilleur confort de l'espace de vie des gardiens
- Communiquer en amont avec les clients potentiels pour leur expliquer le pourquoi du confort des refuges
- Faire mieux plutôt que plus

## Concernant les activités autour des refuges

- Cibler et développer les activités, les produits et valeurs qu'offre chaque refuge
- Retrouver le contact avec le milieu pastoral, pas toujours facile mais possible
- Refuge : lieu de cristallisation des différentes histoires de la montagne

## Communication

- Etre plus visible : comment ? faut-il faire venir plus de personnes
- Ré enchanter la montagne, communiquer sur ses valeurs, notamment auprès des jeunes. Lien avec l'éducation citoyenne qui redevient une nécessité y compris en ville « tourisme expérientiel »
- Développer un positionnement cohérent avec la promesse.
- Expliquer la vie en refuge avant et au cours du séjour : respect des lieux, convivialité, « vivre ensemble »
- Ne pas abandonner les relations humaines
- Développer des événements

## Tables rondes

### Accueil des jeunes et des mineurs en refuges : un enjeu pédagogique dès aujourd'hui et un enjeu pédagogique pour demain

#### Participants :

- Isabelle Roux, Directrice Réseau Educ'alpes
- Boris Laurine, DDJS Hautes-Pyrénées
- José Andrés, gardien du refuge de Riglos
- Roger Foucault, Président du Comité Départemental FFCAM de Savoie
- Nicolas Raynaud, Vice-Président de la FFCAM

Nicolas Raynaud : on va essayer d'être un petit peu synthétique mais de ne pas occulter cette problématique absolument fondamentale de la place des jeunes en montagne, et de la place des jeunes en refuge. On a un peu discuté tous les quatre, Isabelle Roux, José Andrés, et Boris. On a un peu échangé par mail et par téléphone. Chacun se présentera un peu plus quand vous interviendrez comme ça on pourra vous expliquer toutes les structures que nous représentons. On s'est dit qu'on allait consacrer notre petit temps d'échange de cet après-midi en quatre temps.

Rappeler d'abord les enjeux, pourquoi cela nous paraît pertinent d'amener des jeunes en refuge. C'est quelque chose que certains organismes nous disent, « les jeunes si vous leur faites faire de la montagne, vous n'avez qu'à les amener à la journée. C'est déjà bien suffisant. » Pourquoi ça nous paraît vraiment important de leur faire passer une nuit là-haut. Dans un deuxième temps essayer de brosser un rapide tableau, en faisant circuler la parole aussi, des actions qui existent. Il y a tout un tas d'initiatives qui existent en Espagne, en France et tout un tas de gens, de structures qui mouillent la chemise pour amener des gamins passer une nuit en refuge. Dans un troisième temps on va essayer d'identifier les freins qui pourraient expliquer qu'il n'y a pas plus d'initiatives aujourd'hui. D'abord les freins culturels, sociétaux, les freins réglementaires, financiers. Et puis enfin, on essaiera de redonner la parole à ceux qui mènent des actions et d'imaginer aussi des pistes de développements possibles, à la fois pour déjouer les freins et surtout pour redonner envie aux éventuelles personnes qui auraient pu être démotivées durant ces dernières années, en tout cas en France, pour amener des jeunes en refuge. Voilà les quatre temps qu'on vous propose. On va peut-être commencer avec toi Isabelle, sur cette question, pourquoi c'est important d'amener des jeunes en refuge et de leur faire passer une nuit là-haut ? Je te laisse te présenter par la même occasion.

Isabelle Roux : je suis la responsable du réseau Educ'alpes qui est un réseau d'éducation à la montagne. On traite de thèmes très variés. Les jeunes et les refuges sont deux gros axes au sein du réseau. Sur les refuges, ça fait depuis 2008, sur l'accueil des jeunes en refuge, qu'on est mobilisés là-dessus. A partir de 2012 et je vais bien sûr m'inspirer en partie de ça, on a réalisé avec la Coordination montagne un guide qui s'appelle « Jeunes en refuges » qui est un guide pratique. On vous expliquera un peu la motivation d'avoir fait ce document. Justement, on veut relancer l'accueil des mineurs sur un plan pratique. Et donc on a réuni sur ce travail-là, il y a quand même une quarantaine d'acteurs très variés. C'est une rédaction en écriture collective. Ce n'est pas tout simple mais c'est très riche. C'est un document qui a connu un réel succès. On est en logique de réédition actuellement.

Sur les enjeux et l'intérêt pédagogique d'emmener des jeunes en refuge, j'ai quelques éléments à partager avec vous. Le principal, c'est de se focaliser sur la valeur ajoutée de la nuit en refuge. En particulier par rapport à juste y aller à la journée. Si on regarde ça sous cet angle, on s'aperçoit qu'on n'est pas seulement dans un état de « parcourir la montagne » mais on va s'y arrêter et s'y arrêter ça va permettre de « vivre la montagne » et ça va permettre « d'être en montagne ». Si j'insiste un peu sur le mot « être », c'est qu'en pédagogie de l'environnement, on a trois objectifs. On a l'objectif d'apporter des connaissances, des savoirs, je sais reconnaître un bouquetin. L'objectif d'apporter des savoirs être. Je sais me servir d'une longue vue, je sais gérer mon effort. Et on a des objectifs de savoir-faire. Et on a l'objectif final qui est la réalisation de l'objectif éducatif qui est d'apporter des savoirs être. La nuit en refuge permet de se poser et de donner des conditions pour atteindre cet objectif-là de meilleure façon. On a d'ailleurs une formule mathématique très fautive qui dit que 2 c'est supérieur à 2X1 parce qu'en fait... Je suis très mauvaise en math. Mais ma formule est juste dans ma démonstration. « 2 c'est supérieur à 2X1 », passer deux jours en refuge, c'est supérieur à passer deux fois une journée. C'est vous dire, c'est juste pour illustrer l'importance de la nuit.

Un des enjeux et des intérêts importants, c'est de permettre une rupture totale avec le cadre de vie habituel des jeunes. Faire ce changement, quitter la famille, être dans un milieu tout à fait différent, pédagogiquement c'est très intéressant parce que ça va nécessiter forcément une adaptation à un nouveau milieu de vie. C'est là où la notion de refuge prend tout son sens puisqu'on est en milieu d'altitude, en milieu particulièrement différent. Du coup la notion de refuge devient particulièrement intéressante en termes d'abri, en termes d'espace où on va être ensemble dans un univers vraiment différent et ça va nourrir la notion d'expérience et d'aventure collective. Ça va obliger à prendre des nouveaux modes de vie, à découvrir justement ce qu'est un refuge qui est en site isolé, qu'il y a une gestion des ressources différentes, ça va apprendre à se servir de toilettes sèches, toutes ces choses-là qui sont très en rupture par rapport au cadre de vie particulier des jeunes. C'est tellement une rupture de cadre de vie que ça peut permettre des bouleversements assez forts. J'étais, il y a

trois semaines à une rencontre qui s'appelle « Montagne partagée », organisée par tout un collectif d'associations liées à la pauvreté. Il y avait le témoignage de nombreux jeunes. Un en particulier racontait qu'il était dans la rue, que des associations spécialisées lui ont tendu la main et qui organisent des séjours en montagne. C'est vrai que quand on n'a pas forcément à manger, aller en montagne, c'est peut-être pas la priorité pour les jeunes et ils expliquaient en quoi, si, c'était une priorité parce que ce jeune-là témoignait et nous expliquait qu'il a tellement été dans des conditions positives, de réalisation qu'il a fait des efforts qui lui ont coûté très cher. Il était assez amusant quand il racontait : « je ne vais jamais monter là-haut » et puis, il le faisait. « Je ne vais jamais redescendre » et puis, il le faisait. Quand il est redescendu en vallée, il s'est remobilisé dans sa vie et ça lui a permis de passer son bac et de trouver un emploi. Il dit : « c'est ce séjour qui a fait qu'il y a eu une bascule quand je suis redescendu. » C'était juste pour illustrer sur des publics spécifiques l'intérêt de la sortie en montagne.

Un autre intérêt, peut-être un peu original, c'est qu'il peut aussi se créer dans la dynamique de groupe des références différentes. Il y a une expérimentation en Savoie qui s'appelle « Temps collègue à la montagne », qui se passe en 6ème dont le but est de faire l'agrégation en classe en début d'année. Ça donne vraiment des résultats très intéressants. Oui, Roger<sup>8</sup>, tu détailleras. Dans cet esprit-là, ce qui est intéressant, souvent dans un groupe il y a toujours le leader, le souffre douleur et le séjour en montagne peut rééquilibrer ces valeurs, cette hiérarchie du groupe et on peut avoir un groupe montagne totalement différent au groupe cour d'école. Pour l'enseignant, l'encadrant, l'éducateur, ça permet aussi d'avoir un rapport différent avec l'élève, de les voir différemment et d'accompagner ce processus d'évolution qui se passe du coup, en montagne. Je voudrais revenir sur la notion, la petite formule mathématique, sur l'intérêt de passer la nuit en refuge, c'est que ça donne du temps. Quand on fait juste une activité à la journée, on n'est que sur du temps utile. C'est-à-dire, j'ai un objectif, je monte, je mange, je descends, j'ai le bus à prendre, etc. Quand on reste en refuge, c'est vraiment rester et du coup on peut bénéficier et utiliser les moments libres, laisser les gamins jouer, faire des batailles de polochons, découvrir leur univers par eux-mêmes. Ça va favoriser une appropriation personnelle de l'espace. Pédagogiquement, c'est des temps très riches parce que là, les jeunes vont où eux ont envie, découvrir plutôt tels ou tels éléments du refuge ou de la montagne et ça donne des résultats intéressants qui sont souvent un peu sous-estimés. Ça nous laisse aussi le temps de l'immersion et on peut se focaliser sur la partie nuit en refuge. Exploiter la soirée avec les veillées, les animateurs n'aiment plus trop qu'on dise ce mot-là. On n'en a pas trouvé de meilleur. C'est aussi utiliser le crépuscule et utiliser l'aube, et par exemple emmener, une des actions qui a le plus de succès, c'est d'emmener les jeunes voire les levers de soleil en se levant vraiment tôt. Une des activités classiques, c'est de les laisser un peu tout seul chacun dans la montagne sur

---

<sup>8</sup> Roger Foucault, Président du Comité Départemental de Savoie de la FFCAM

des petits moments personnels. Roger a vécu ça d'ailleurs, même en formation adulte ça marche bien. C'est des temps vraiment intéressants. Ce qui est intéressant aussi sur deux jours aussi, c'est qu'en pédagogie ça permet, le premier jour d'aborder un sujet et le lendemain de faire une piqûre de rappel donc du coup, les apprentissages sont mieux ancrés.

Pour terminer, je voulais juste vous balayer un peu les champs éducatifs qui étaient couverts par la nuit en refuge. Simplement, c'est très rapide, c'est juste pour balayer. Il y a toute la partie spécifique à l'éducation à l'environnement donc la découverte du milieu naturel, la gestion des ressources en site isolé. Ça va être aussi l'éducation de territoire, on n'en parle pas assez mais monter en refuge, ça permet aussi d'appréhender dans une vallée l'organisation spatiale, les activités humaines, les notions de patrimoine. On va aussi avoir les questions de citoyenneté. On vit en groupe, l'entraide, la solidarité. On va voir l'éducation motrice et physique, le rapport à l'espace, mon corps dans l'espace, faire des roulades dans l'herbe, des petites choses comme ça. Ça prend cinq minutes et quand même le rapport à la plante et du coup le rapport à son corps, il y a des apports intéressants là-dessus y compris pour les pratiques sportives d'alpinisme, etc. Et un tout petit truc sur lequel je m'arrête deux minutes, c'est tout ce qui est éducation à la sécurité et au risque. Nous, dans notre communauté éducative, on est très attentifs à ça. On considère que l'éducation à risque fait partie de notre responsabilité est qu'aller en montagne c'est un bon moyen de répondre à cette éducation. Pour une simple raison, dans le développement personnel de l'enfant et de l'adolescent, se confronter aux risques, tester ses limites, c'est une étape qui a lieu de toute façon. On touche même à la survie de l'espèce. C'est une étape importante que le cadre familial n'apporte pas toujours, cet espace de « je teste mes limites », etc. C'est de la responsabilité du temps collectif encadré, donc de l'école et du temps de loisir encadré, que d'apporter ce test de ses limites dans des conditions de sécurité parce que si on ne le fait pas, après c'est des conduites addictives, des conduites à risque, parce que les jeunes vont eux-mêmes aller chercher cette limite de sécurité. C'est quelque chose maintenant qu'on intègre de plus en plus dans les projets éducatifs. Même si on est dans l'éducation à l'environnement à la base, ça fait partie du projet pédagogique autour des jeunes et c'est un souci qui est très partagé avec les services Jeunesse et Sports. Donc ça nous semble une piste intéressante pédagogiquement sur les séjours éducatifs en refuge. Voilà pour ce balayage.

**Boris Laurine** : Boris Laurine, service Jeunesse et Sport dans les Hautes-Pyrénées. J'ai eu l'occasion de travailler notamment sur la rénovation du cadre réglementaire. Notamment avec Yves ici, Isabelle et un certain nombre de personnes, sur ce fameux REF7 qui a fait grand débat et qui, on l'évoquera, fait partie des freins qu'on a évoqué d'un point de vue réglementaire et désormais peut être une piste de développement. On en parlera tout à l'heure. Je ne vais pas revenir sur l'intérêt éducatif tel que l'a évoqué Isabelle parce que je pense que sur la thématique dont on parle aujourd'hui

et je connais un certain nombre de visages dans la salle, je pense qu'on est plus ou moins tous convaincus, de plus ou moins près, mais on est tous là et convaincus des intérêts éducatifs des jeunes en montagne. Globalement, parce que je m'inscris plus comme ça a été le cas ce matin, ça a été déjà dit, je crois que l'accès des jeunes à la montagne est une vraie priorité, avant tout. Et du coup, au fur et à mesure des débats, on est là pour en discuter, mon point de vue c'est que les jeunes doivent revenir à la montagne et effectivement, le refuge dans ce contexte là puisqu'il est question de refuge doit servir réellement, doit être positionné comme un outil pédagogique et pas simplement l'objectif d'un refuge mais réellement qu'il devienne et qu'il prenne sa place d'outil pédagogique au service de l'éducation pour renforcer ces processus éducatifs que tu disais.

Pour continuer, je crois que sur les intérêts éducatifs, je ne vais pas m'étendre mais effectivement quand on regarde tous les documents qui existent et qui aujourd'hui vont dans le sens de promouvoir les sports de nature, les activités montagne en particulier auprès des jeunes, que ce soit à travers les travaux de la GTA sur la montagne, les carnets de route, le guide sur les refuges que vous avez fait, le dernier document en date « Sports de nature en séjour scolaire » donc voilà, je ne cite que ceux-là mais effectivement, il y a aujourd'hui foison de documents qui se destinent à être des guides pratico-pratiques où l'on reprend les intérêts éducatifs d'amener des jeunes en milieu naturel, d'une part, et bien sûr en montagne, en particulier voire en refuge aussi. Je crois que l'intérêt éducatif est compris, admis mais quand même si vous vous souvenez de ce qui a été présenté ce matin par Christophe Revéret, c'était très intéressant.

Je le cite, la problématique des refuges selon lui, il l'a dit, il fallait rester différent, ne pas banaliser ce qu'était un refuge, pour autant, il fallait prouver ses vocations, notamment sur ses intérêts éducatifs, c'était noté entre parenthèses. Malgré tous les guides, tout ce qu'on se raconte là qui semble être des banalités, tous les guides qui sortent, on est tous conscients qu'il n'y a pas à remettre en cause cette vocation éducative mais malgré tout, il semblerait qu'il faille encore la prouver au travers des diverses institutions. Moi, mon propos, on en reparlera un peu plus tard mais je crois qu'on a tous notre rôle à jouer là-dedans pour prouver justement qu'il y a un intérêt éducatif à la fois, du côté de l'administration d'État, on en reparlera, à la fois des professionnels de l'animation, professionnels de l'encadrement du sport et des gardiens de refuges bien sûr et puis, aussi, des professionnels des activités touristiques ou de l'organisation de séjours de tourisme qui soient associatifs ou autre. Mon propos, c'était juste ça après, ce qui me semblera intéressant c'est d'échanger sur ce qui se fait en France, pas en qu'France, quels sont les pistes, les freins de développement.

**Nicolas Raynaud :** Attaquons la deuxième partie avec quelques panels d'actions. José, tu peux nous expliquer un peu ce que vous avez mis en place ? Je crois que tu nous as ramené quelques petites images sympas.

José Andrés : je suis José Andrés, je suis guide accompagnateur de moyenne montagne. Gardien de refuge de la fédération aragonaise de montagne à Mallos de Riglos sur le versant sud des Pyrénées du côté Aragon. On travaille beaucoup avec des activités de jeunesse. Nos saisons de travail dans l'année, c'est le printemps, l'automne, c'est très important parce que pendant la semaine où il n'y a pas de randonneurs nombreux, il n'y a pas beaucoup de groupes qui viennent chez nous, de remplir ou travailler avec la jeunesse, des écoles, des clubs de montagne, des lycées, des associations qui viennent pour faire un petit séjour thématique sur lequel on travaille. Il y a certains refuges en Aragon, des refuges en hauteur où l'accessibilité par la route est plus difficile. Mais les refuges de montagne qu'on a à pied, au pied des petits villages, dans la vallée ou qui sont accessibles non seulement en voiture mais aussi en autocar, ça nous permet de faire des propositions pour travailler avec la jeunesse. Ça nous intéresse comme logement parce que ça fait plus de nuits et plus de monde qui arrive et même pour l'activité pédagogique qu'on fait au niveau de la découverte de... l'initiation à la montagne, la découverte de la nature. Il y a des classes découverte nature. Il y a des séjours linguistiques qu'on fait, à thème, le patrimoine, la nature, l'environnement, la géologie. Tout est mis en place, les valeurs naturelles de la montagne, ce qui nous permet de travailler avec les jeunes, ce que l'on verra parce qu'il y a certaines images qui nous permettent de voir, de vous expliquer ce que l'on fait.

Dans notre région, tous les refuges ont une belle ressource de chemins qui sont bien balisés, côté Aragon. On n'en a déjà parlé avant, il y a plus de 10 000 km qui sont bien indiqués, qui ont de bonnes indications. Et on a toute l'information par rapport à la difficulté, au niveau technique, si on peut le faire en famille avec des enfants. On profite sur l'aire du refuge pour faire des activités de plusieurs jours. Ce qu'on travaille beaucoup avec les gardiens et certaines compagnies de guides, certaines accompagnatrices de l'éducation à l'environnement et certains guides touristiques, c'est de profiter de notre installation, notre refuge comme la base, la maison de la nature sur place depuis cet endroit, on commence à travailler plusieurs activités, la rando comme initiation à la technique d'exploration de la montagne. On fait des activités de découverte, d'initiation à la géologie du patrimoine des Pyrénées, du Piémont. On fait des activités du patrimoine historique culturel pour découvrir l'histoire très riche de notre région, sur le Piémont et la montagne, sur les cultures du Xe ou XIe siècle, le royaume arabe, le royaume catharien, le néolithique, plusieurs sujets au niveau culturel et historique.

Et si tout le patrimoine, même dans notre piémont, notre massif extérieur aux Pyrénées entre le côté sud et le côté nord, à l'intérieur, ça n'a rien à voir le moyen de vie, les techniques en maçonnerie, les techniques de jardin, les métiers mêmes sont très différents. En distance, c'est peut-être une heure à pied d'un versant à l'autre mais c'est deux mondes vraiment tout différents. Et ça nous permet de mettre en valeur, pas seulement les valeurs directes mais les connaissances, les outils, les moyens de vie

traditionnels dans la région. Ça permet de voir, au niveau didactique, pas seulement de faire la marche mais de marcher comme un prétexte pour voir la faune, la flore, avec des jeux de piste, avec plusieurs sentiers autoguidés interprétatifs qui permettent, par groupe, de travailler et même de faire des visites guidées par rapport au petit village où nous sommes, ou sur un élément du patrimoine plus remarquable ou célèbre du coin. Tout ça, on essaie de le faire le plus possible.

Le printemps c'est surtout des écoles. Le week-end, dans les refuges de montagne, il y a déjà les clubs de montagne d'Aragon qui commence à développer un petit département, c'est des petites balades en famille qui permettent de faire une initiation à la montagne. Les parents avec les instructeurs de chaque club, ça permet aux enfants à partir de 3/4 ans de faire des petites balades pour découvrir que la montagne c'est joli, qu'il y a de beaux endroits à faire. Ça permet de faire de la sociabilité entre les plusieurs qui arrivent. Et surtout, il y a beaucoup de petites initiatives au niveau de chaque refuge. Moi, je peux parler des trois avec lesquels on travaille le plus. Ils sont tous les trois sur le versant le plus au sud de la chaîne des Pyrénées, qui sont spécialistes du travail avec des groupes des écoles parce qu'on a des activités très célèbres dans notre région et en Espagne. Ce sont des activités sportives comme les aquatiques canyoning ou rafting sur lesquels ils font des séjours en fin d'année scolaire qui permettent de rester 2/3 jours. D'habitude, plus précisément, ce sont des séjours en hôtel mais nous on a la capacité, parce que vous connaissez les refuges d'Aragon c'est un peu différent par rapport à la capacité, la plupart ont environ 80 places. Ça veut dire qu'on a la possibilité d'amener un autocar, un groupe important à la fois, et travailler avec eux sur plusieurs jours logés sur place et permettre de faire des activités. Initiation à la nature, initiation patrimoine, des activités sportives, la plupart du temps c'est de la rando, les petites balades, il y a même une initiation à l'escalade, la via ferrata, la voie ferrée, les échelles, du canoë, plusieurs disciplines sportives, ce qui permet de faire un programme multi-activités dans lequel on essaie d'être logés avec nous.

De plus en plus, avec des écoles, des clubs de montagne, même des clubs spécialistes comme pour l'observation des oiseaux ou des clubs par rapport à la famille qui sont 3/4 ou plus. Ça veut dire qu'on fait des accords pour faire en sorte qu'ils viennent chez nous le week-end, et faire une première expérience, une première soirée en famille dans un refuge de montagne de deux nuits. Ça leur permet de voir comment ça marche un refuge, ce que l'on peut faire autour, sentir un peu l'esprit des montagnards, l'esprit des randonneurs pour l'initiation. On peut parler d'écotourisme, de tourisme slow, du calme. Ça, c'est important pour nous parce qu'il y a certains refuges comme à Riglos ou Alquezar, d'autres refuges qui sont plus accessibles, des endroits vraiment charmants, touristiques de la Sierra de Guara, de Mallos de Riglos ou de certaines vallées dans les Pyrénées accessibles qui nous permettent de travailler plus au niveau peut-être touristique, initiation de randonneurs, faire des petites balades pendant le séjour qu'ils font, que vraiment des montagnards ou des

randonneurs vraiment qui profitent même de tous les circuits, tout le réseau de chemins qu'on a. Mais notre expérience là, c'est ce qu'on va voir sur la vidéo, c'est comment profiter des petits chemins balisés le GR 11, et donner la possibilité de plusieurs options en fonction du type de client ou de groupe, famille, jeunesse, adultes, des jours en étapes, des jours en boucle qui permettent de profiter de l'infrastructure qu'on a du refuge, pour permettre de faire le plus possible de nuits chez nous ou dans le réseau de refuges qu'on a en Aragon.

C'est une vidéo qui fait un petit résumé de trois installations où on fait des colonies de vacances. C'est très important pour nous pendant l'été. Dans les refuges qui ne sont pas en haute montagne, qui nous permettent de rendre compatibles les randonneurs, les touristes, les groupes des enfants. La deuxième vidéo est sur le GR 11.

**Nicolas Raynaud** : Roger, Tu peux nous expliquer en deux mots l'opération « ton collège à la montagne » puisque Isa nous en a parlé un tout petit peu, même si ce n'est pas dans les Pyrénées.

**Roger Foucault** : je me fais un peu le porte-parole du conseil départemental de la Savoie. En Savoie, il y avait un plan ski qui avait été démarré en 2005–2006. On a été plusieurs à demander au conseil général de l'époque, de faire la même chose pour la montagne estivale. Et donc, en 2011 ils ont mis en place ce qu'ils appelaient à l'époque « les collégiens à la montagne » et qui s'appelle maintenant « le plan montagne », et qui permet à tous les collèges qui le souhaitent, d'envoyer leurs classes de sixième en montagne avec une nuit en refuge. Actuellement, il y a 23 collèges sur une quarantaine qui sont dans le dispositif. On avait un plateau de 1 600 jeunes chaque année. Cette année, on a pu augmenter un peu le nombre de jeunes puisqu'ils étaient presque 2 100 à pouvoir aller deux jours en montagne. On a la chance d'avoir pas mal de refuges en Savoie, des refuges privés, des refuges communaux, des refuges du CAF et des refuges du parc de la Vanoise. Un certain nombre sont sur l'arrêté préfectoral pris après le REF7. Et puis, il y en a environ 16–17 qui sont sur une liste établie par la direction académique qui permet aux jeunes de primaire d'aller dans ces refuges. Le conseil départemental s'appuie sur cette liste pour pouvoir emmener les collégiens, les sixièmes. C'est un coût qui est non négligeable mais qui est accessible à beaucoup de départements. L'opération revient à 140 000 € et le conseil départemental met dans le pot 80 000 €. Le conseil départemental prend en charge l'intégralité du transport en car pour ne pas défavoriser les collèges distants. Et ils prennent en charge une partie de l'hébergement et une partie de l'encadrement. Parce que l'encadrement est fait soit par des socio-pros des AMM, soit par des bénévoles du club alpin.

Que dire de plus ? Sur l'intérêt pédagogique, Isabelle en a parlé. Il y a quand même deux intérêts, c'est ce que cherche le conseil départemental. C'est que tous les jeunes du département puissent avoir une connaissance du milieu et de leur territoire. Et puis le deuxième intérêt, c'est la classe d'intégration. Aux dires des professeurs, à la suite de ce séjour, simplement deux jours en montagne et une nuit en refuge, ils gagnent

deux mois dans la connaissance des jeunes et dans la cohésion du groupe. L'intérêt, ça a été dit, c'est la socialisation, la cohérence, la cohésion, c'est aussi savoir aider son collègue qui est un petit peu en surpoids en allégeant son sac. Pour nous, c'est précieux parce qu'il y a une connaissance de la montagne qui se fait. Et puis, aux dires des gardiens de refuge, ils voient régulièrement des jeunes remonter avec leurs parents pour leur faire visiter le bâtiment, voir la balade qu'ils ont faite.

**José Andrés :** Il y a une première vidéo qui dure une seule minute. C'est un résumé sur le GR 11. C'est une grande randonnée qui traverse le massif extérieur des Pyrénées. Entre le joli coin de Mallos de Riglos et Alquezar. Sur la base de cette vidéo qu'on voit, c'est un GR sur lequel on fait beaucoup d'activités, de la rando et de l'initiation à la montagne sur la journée, voir le patrimoine des petits villages abandonnés côté nord, le patrimoine, les canyons, la formation des massifs calcaires, la nature, la vie des vautours. Sur lequel, sur une journée ou une demi-journée, on mélange avec des visites culturelles. On profite pour faire de la rando autour. C'est vrai, c'est un paysage qui a beaucoup de contraste. Jusqu'au bijou de notre région dans le massif de Guara, c'est Alquezar, le petit village médiéval. Une petite vidéo, parce qu'il n'y en a une autre plus longue, c'est pour voir... Ça c'est un résumé des activités que l'on fait pendant les colonies de vacances au niveau de l'initiation à la montagne, les activités de montagne. Sur le refuge. On va essayer. Si ça arrive, on le verra après.

**Nicolas Raynaud :** Peut-être rapidement, est-ce que vous avez envie de nous faire part d'autres initiatives ou d'autres actions qui existent ou qui malheureusement n'existent plus ?

**Sylvain Freche, gardien du refuge d'En Beys en Ariège.** C'est un refuge qui emblématiquement a toujours accueilli des scolaires. Il y a eu plusieurs périodes avec des refus, des textes qui ont changé et tout ceci. Dernièrement, on accueille à nouveau des scolaires et en particulier les primaires. Depuis le nouveau REF7, on est principalement sur l'accueil estival donc on n'a pas trop de soucis. Mais on a quand même un souci avec les primaires avec le problème de la réglementation spécifique à l'inspection académique qui est toujours remise en question à chaque changement d'inspecteur qui arrive tous les 2-3 ans. Et qui peut, à tout moment dans l'année, dire : « non, je ne veux plus », « oui, je veux bien », « je veux bien cette date-là, pas cette date ». Ça, c'est un peu toujours contraignant. On a de la chance, historiquement on a beaucoup de scolaires qui viennent chez nous, sur le mois de juin, par exemple, on n'a pas assez de dates disponibles pour les écoles. En plus parce que dernièrement, il avait restreint l'année dernière à partir du 15 juin simplement. Il ne prenait pas en compte forcément les conditions météo, c'était juste simplement les dates qui étaient déterminées. C'est vrai qu'on est toujours un peu confrontés à ça. On essaye de chercher du soutien au niveau des élus, de tout le monde, pour essayer de faire bouger les choses mais les inspecteurs académiques ne sont pas trop réceptifs. C'est un peu délicat.

**Nicolas Raynaud :** Je te rassure, il y a plusieurs exemples aussi dans les Alpes où d'un seul coup, du jour au lendemain tout est supprimé.

**Sylvain Freche :** C'est un peu le discours, parce qu'on essaie d'aller les rencontrer, discuter avec eux, c'est de nous dire : « attention, soyez contents de ce que vous avez, ça pourrait changer ».

**Elyse Marty :** Bonjour, Élise de la communauté de communes de la vallée d'Ax sur le même territoire que Sylvain. Et oui, tu as de la chance parce que nous on a deux refuges qui ont les agréments du DDCSPP et qui ont le refus de l'inspecteur. Et donc justement, c'était ça la question, de savoir quelles étaient les procédures pour essayer de motiver les inspections d'académie.

**Boris Laurine :** Sur ce sujet... je pense que là, on rentre dans le vrai sujet. C'est bien beau, là on va voir une vidéo, on voit que du côté espagnol il se passe des choses sur la découverte. On voit, il y a des choses qui se font sauf que moi, je suis tenté de dire qu'en France il y en a aussi. Ce matin, on a vu, on regarde les Pyrénées soit du côté nord soit du côté sud. Si on reste du côté français, il y a des gens ici dans la salle qui proposent des produits pour les jeunes aussi, et de découverte de la montagne au sens large, dans le cadre éducatif, jeunesse et sports, par exemple, et aussi dans le cadre de l'éducation nationale. Donc, il se fait des choses en France aussi. Pour revenir sur le sujet plus particulièrement, l'évolution du REF7. Vous savez que ce REF7, il est sorti, il y avait un tas de textes contradictoires qui permettaient, qui interdisaient... Il y a eu un contexte réglementaire assez particulier au niveau de la réglementation française qui a rendu les choses très floues avec du coup à la sortie, finalement des appréciations complètement différenciées sur les territoires. Et à juste titre, un certain nombre d'acteurs ici présents ont dit : « non, ce n'est pas possible ».

Si on veut que les jeunes reviennent à la montagne, il faut se mettre au travail. Il faut essayer d'avoir un texte qui corresponde à une réalité pour développer des activités de montagne et qui soit harmonisé sur les territoires. Et là, j'entends effectivement, sur les Pyrénées pour que je connais le mieux, il y avait des différences, des approches selon nos territoires de montagne, nos départements montagnards complètement différentes. Avec pour certains coups, des aberrations. Je ne cite pas de département, mais interdire à des gamins de faire de la raquette dans un endroit complètement aseptisé dans les Pyrénées, alors qu'il n'y avait aucun risque. C'était ubuesque. Sur ce sujet, je ne vais bien sûr pas revenir sur l'idée des mutations des inspecteurs d'académie, ce n'est pas mon ministère de tutelle donc je ne vais pas me permettre, en plus. Par contre, quand même, pour revenir plus particulièrement, juste donner un exemple sur ce qu'il se passe en Ariège. Ce qu'il se passe en Ariège, je ne vais pas dire c'est bien, c'est mal, bien que je vais dire que c'est mal, si je dis que c'est mal, pourquoi ? Parce que l'objectif de cette rénovation du REF7, encore une fois, c'était d'avoir des pratiques harmonisées. Et du coup, c'était suffisamment, et pour moi c'était dans les pistes de développement que ce texte évolue pour aller plus loin

notamment sur la notion de période estivale ou de période enneigée, parce que la période enneigée pause quand même un souci d'appréciation. Ce n'est pas facile au départ mais il faut que ça s'améliore là-dessus.

En ce qui concerne l'exemple par les jeux, moi je vais vous donner un autre exemple que je connais mieux puisque c'est dans les Hautes-Pyrénées. Au regard des locaux, que ce soit des locaux qui accueillent des mineurs, donc les centres de vacances classiques ou des refuges, Nous avons réussi à travailler avec l'inspection d'académie pour utiliser une même base de locaux, ce qui est déjà un point. Et donc, que ce soit pour des refuges ou des centres de vacances, quand il y a un séjour en colo où deux heures après qui est en éducation nationale, on utilise la même base. Ça veut dire qu'il y a de la communication, on travaille sur les mêmes bases, ce qui n'est pas facile dans l'administration. Il faut être très clair, vous le savez sur vos territoires. Ensuite, par rapport à ça, il y a un dialogue permanent notamment sur cette question de la période enneigée. Donc, s'il y a un souci et une demande sur ce sujet-là, il y a un dialogue automatiquement qui se met en place pour pouvoir apprécier au mieux, ce qu'il est possible de faire. Je vous donne le contre-exemple, dans les Hautes-Pyrénées, l'administration a réussi sur ce sujet-là, à travailler et à essayer de tenir un discours harmonisé entre les deux services de l'État compétents sur le domaine, des mineurs en refuge, en l'occurrence, pour avoir une approche la plus homogène possible. Donc, ce que je veux dire par là, c'est que dans les pistes de développement quand même, il serait bon qu'il y ait, effectivement, de la part des services de l'État, une harmonisation à l'échelle des massifs, des pratiques, on est bien d'accord. Mais, je pense qu'il y a d'autres pistes aussi de travail, mais en ce qui concerne l'État, effectivement il y a une piste de travail là-dessus à développer pour qu'on ait tous la même approche et que surtout, tous les enfants pyrénéens qu'ils soient du 31, du 09, du 65 ou du 64 puissent aller dans les mêmes conditions en montagne.

**Nicolas Raynaud :** En termes d'harmonisation, on en est loin parce qu'au niveau du territoire national il y a même le refuge du Goûter qui est accessible sous certaines conditions aux mineurs, alors vous avez qu'à voir entre la Haute-Savoie et l'Ariège... Isabelle, tu veux compléter sur cette question des freins réglementaires et peut-être aussi d'autres freins ?

**Isabelle Roux :** Signaler l'importance, pour qu'il n'y ait pas de confusion entre ce qui relève du REF7 et ce qui relève de la réglementation administrative. Le REF7, c'est un texte statique, il pose des choses. Après, la question de la lecture par des inspecteurs d'académie ou des services jeunesse sports, c'est de l'interprétation administrative, c'est pour tout ce qu'il n'est pas dans le REV7. C'est là, c'est ça qui va générer des interprétations différentes selon les personnes, leur culture, est ce qu'ils ont déjà vécu des catastrophes. On sait que ceux qui ont été soumis à des grandes catastrophes

genre le DRAC<sup>9</sup> après, ils sont comme ça avec plein de réserve. Les différentes interprétations qu'on a pu voir dans les Alpes, c'est assez savoureux quand même. Il y a cette interprétation un peu bizarre du 15 aux 30 juin qui est très irraisonnée. Le REF7 autorise deux nuits en refuge. Il y a un département des Alpes où c'est autorisé deux nuits. Le département voisin, c'est autorisé qu'une nuit. Pas de raison objective à ça, deux c'est trop, bon d'accord. Et puis, le dernier cas de figure un peu atypique, c'est un autre département qui interdit d'aller en refuge dans les classes de découverte. Il interdit en intra, dans le département. Et il donne des avis défavorables pour des classes qui viennent de l'extérieur et souvent, cet avis est suivi par le département de départ. Ce qui est un peu amusant, parce que je pense qu'on touche plutôt à de la psychologie là, c'est que chacun visse et puis dit : « ma vis elle est bonne, mais la vis du gars d'un côté, elle est un peu bizarre quand même ». C'est de l'interprétation personnelle un peu psychologique, peut-être l'impression que le ministère de l'éducation nationale qui n'est pas signataire donc ce n'est pas un texte de référence directe, est peut-être dans une logique de dire bon : « je maîtrise quelque chose dans le texte ». Là où je rejoins Boris, c'est qu'aujourd'hui, ça ne sert à rien d'écrire à un inspecteur et de lui dire : « ce n'est pas bien ce que vous faites ». Ça touche à son extraordinaire légitimité d'interpréter un texte comme il veut. On peut faire toutes les lettres que l'on veut, même écrire au ministère, l'inspecteur, il a le droit de faire ça. Donc on ne peut pas l'attaquer de ce côté-là. Là où on peut par contre travailler, c'est dire : « Regardez, vous êtes tout seuls à faire ça ». Donc c'est plutôt dans la logique de Boris, de dire, harmonisons les références au niveau national et on travaille sur un guide pratique là-dessus, sur l'interprétation pédagogique du REF7 pour essayer de pousser toutes les limites. Chaque fois qu'on va pouvoir gratter des séjours, sur ces interprétations, on va le faire. Chaque fois qu'on va pouvoir isoler une interprétation un peu surréaliste, on va le faire. On n'en espère quand même des bons résultats.

**Participant** : je dois être le seul dans l'assemblée à ne pas savoir ce qu'est le REF7.

**Nicolas Raynaud** : Le REF7 est un texte qui est écrit par le ministère de l'intérieur qui en gros parle des risques incendie dans les établissements pouvant interdire du public.

**Boris Laurine** : C'est important de le savoir, parce que ce n'est pas anodin dans l'approche qui est sur ce sujet-là. L'approche REF7 est une approche liée au règlement incendie. Vous qui connaissez bien le milieu des centres de vacances, vous savez bien que ça renvoie à des catégories d'ERP, une catégorisation d'ERP et d'un traitement

---

<sup>9</sup> Le 4 décembre 1995 en début d'après-midi, 22 élèves avec leur enseignante et une accompagnatrice cheminaient sur le lit du Drac, pour aller observer l'habitat des castors dans le site de la Rivoire. Après avoir traversé à gué une partie de la rivière, en passant sur des gravières, en franchissant des bras à sec et après avoir atteint la rive gauche (endroit où les animaux avaient laissé des traces de leur présence), le groupe rebroussait chemin lorsque sa retraite a été coupée par la montée des eaux. D'emblée le courant a bousculé les enfants âgés pour la plupart de 7 à 8 ans. Voyant que les premiers étaient emportés par le flot auquel ils ne pouvaient résister, l'accompagnatrice s'est élancée pour les retenir, mais fut elle-même entraînée. L'enseignante, quant à elle, réussit à rattraper les autres élèves. Six élèves décédèrent, ainsi que l'accompagnatrice de la ville de Grenoble.

du sujet au regard du risque incendie. Donc on est loin des vertus éducatives dont on parlait en préliminaire. On est dans un établissement qui reçoit du public et qui doit donc, par sa catégorie, répondre à un certain nombre de règles du point de vue de la sécurité incendie, ce qui n'est pas anodin dans le traitement du dossier et dans la façon dont on l'approche et qui n'est pas anodin du coup derrière pour le quotidien et la gestion des gardiens.

**Roger Foucault ?** Je pense qu'ils doivent être dans la cinquième catégorie ou la quatrième catégorie. Les refuges, ça dépend aussi de la capacité. Et là, c'est les lieux, je sais aussi dans ces histoires-là. Si on se met sur uniquement l'accueil des classes qui dépendent de l'éducation nationale, on va oublier d'autres jeunes, parce que j'ai vu que c'était des jeunes et des mineurs. Déjà, il faut se mettre d'accord sur quels jeunes, quelles tranches d'âge, est-ce qu'on balaye tout ? Je pense que c'est déjà un point important. Et il y a également des jeunes qui viennent, pas individuellement, avec les familles, on n'en a juste parlé un peu. Il y a aussi un autre angle d'approche qui pourrait être aussi les jeunes qui font partie de clubs sportifs, que ce soit les Alpes ou les Pyrénées. Je pense au Ski club, quand vous avez parlé du ski. Et pour être aussi dans des clubs de ski et de montagne, d'arriver à faire partir ces jeunes vers le refuge. C'est fini l'histoire où autrefois, on mettait un sac à dos, des tennis et on montait passer une nuit en refuge parce que souvent aussi, c'est l'âge qui me permet de faire ce témoignage, il y a 30, 40 ou 50 ans, il n'y avait pas le canyoning, il n'y avait pas le VTT, il n'y avait pas l'escalade. Si on voulait faire de l'escalade, il n'y avait pas les rochers d'escalade donc il fallait partir en montagne, donc on montait. On allait vers la montagne. On était habitué à marcher. Actuellement, pour avoir géré aussi des centres de vacances, si on voulait faire partir des ados en montagne, leur dire tu vas voir on va monter là-haut, c'est super, il y a une belle vue, tu vas t'oxygéner, tu vas être en pleine forme. Il ne voulait pas y aller. D'où également, le développement qu'il y a eu de la cani-rando, par exemple. Ou d'associer pour monter sur des randos avec un animal, il y avait ce côté-là de la montagne ludique. Je crois qu'effectivement la question de comment amener des jeunes en montagne et notamment en refuge.

Souvent, quand on veut les amener en refuge, c'est pendant la période estivale de juillet et août quand on a des centres de vacances. Et là, souvent, c'est une cohabitation qui est difficile pour des jeunes qui viennent dans ces refuges de montagne. Si vous voulez amener des jeunes sur la Vanoise, par exemple, à Félix Faure vers le Grand marché ou ailleurs, faire monter des ados qui vont séjourner avec des familles ou avec des adultes, ce n'est pas évident. Je reconnais que c'est très intéressant au niveau pédagogique, et ça, il faut vraiment le développer. Il n'y a pas que la réglementation qui pose problème. Je crois que ça, c'est important de le souligner, déjà, à quels jeunes on s'adresse ?

**Boris Laurine :** Pour rebondir, effectivement, je m'attendais bien, entre guillemets, le sujet principal, le frein, c'est toujours la réglementation. On est d'accord qu'il y a un gros frein à lever. Par contre dans cette réglementation, il y a des améliorations parce

qu'il y en a une qui clarifie les choses. Mais notamment, il faut améliorer, de mon point de vue puisque la réglementation en place du REF7 par rapport aux catégories d'âge, parce que selon les gamins, il faut pouvoir différencier les âges et du coup les endroits, où on a le droit d'aller ou pas. Il y a de l'amélioration à faire sur les catégories d'âge et pas simplement dire en dessous de 11 ans, on n'a pas le droit d'aller en refuge en période hivernale. Pour moi, c'est une piste qu'il faut travailler. Il y a aussi une amélioration à faire sur la durée puisque vous avez parlé de la durée. Dans le texte il est prévu pas plus de deux nuits consécutives, sauf quand on est dans une fédération sportive de montagne, aujourd'hui, on peut aller jusqu'à cinq. Aujourd'hui, il y a de l'amélioration qui est en cours et Isabelle vous en parlera sûrement, sur tout ce qui a une forte valeur pédagogique qui dépasse aussi, qui peut concerner d'autres structures que les fédérations de montagne. Il y a des améliorations à faire là-dessus.

Par contre, moi, ce qu'il me semble intéressant aussi c'est d'aborder, peut-être dans les freins, oui, je ne sais pas si on peut appeler ça un frein. En tout cas vous en avez parlé, c'est sur l'idée du produit. Le produit, j'aimerais bien qu'on échange un peu là-dessus, parce que l'on dit oui, la réglementation, la réglementation mais les produits ? Moi, je me rappelle, il y a un article intéressant d'une personne qui s'appelle Cornolu qui est quand même pour les universitaires quelqu'un d'assez référent et qui pose une question qui est réelle, qui est intéressante du moins pour moi. Est-ce qu'il existe vraiment une montagne des jeunes ? Est-ce qu'il existe une montagne des jeunes et moi je rebondis, je vous pose la question puisque vous êtes tous acteurs dans la salle. Est-ce qu'elle existe vraiment, au-delà de la réglementation ? Est-ce qu'aujourd'hui les prescripteurs, qu'ils soient prescripteurs, accompagnateurs, guides, vendeurs de séjours touristiques, gardiens. Tous les acteurs que nous sommes autour de la montagne. Existe-t-il une montagne pour eux qui réponde à leurs attentes ? Sans dénaturer, puisqu'on est tous sur le passé : « La montagne, on l'a vécue comme ça ». Il ne faut pas trop que ça change mais malgré tout il faut s'adapter aux clientèles. On veut faire du refuge un outil économique pour le développement territorial. Du coup, on l'a entendu ce matin, ça demande certaines adaptations, sans perdre pour autant son essence. Maintenant, est-on prêt notamment, parce que j'en vois dans la salle. Moi, je peux répondre du côté de la formation des professionnels accompagnateurs. Je trouve que jusque-là, on n'allait pas assez loin. Vous, professionnels, pensez-vous qu'aujourd'hui on monte des produits adaptés aux attentes des clientèles jeunes.

**Gardienne de refuge (La Glère, Béatrice Caucat) :** Juste une remarque, maintenant, ce n'est plus la montagne qui est devenue un milieu hostile, on a l'impression que c'est le refuge qui est devenu un milieu hostile. Je suis un peu surprise. C'est la réglementation qui veut ça.

**Nicolas Raynaud :** Je te rassure il y a quand même des jeunes qui vont en refuge. Sur les 125 bâtiments gérés par la fédération des clubs alpins, on estime à peu près à 40 000 nuitées par an de jeunes et ce sont des jeunes mineurs, moins de 18, pour

répondre à ta question. Donc il n'y en a quand même qui vont en montagne et qui vont en refuge.

**Béatrice Caucat** : Je suis gardienne du refuge de la Glère, je recevais l'hiver et l'été et maintenant le refuge n'est plus habilité à recevoir l'hiver des jeunes. Et ça c'est les secours qui ont dit qu'ils n'étaient pas, en caravane lourde, ils n'étaient pas au refuge en moins de 2h ou 1h45, je n'ai plus le temps en tête. C'est les secours, les deux ont dit non, on n'y sera pas en caravane lourde. Donc, c'est effectivement dommage parce que avant il y en avait. J'avais une question, les clubs sportifs avec des jeunes, est-ce que c'est la même réglementation, c'est une question.

**Nicolas Raynaud** : Le REF7 sur cet aspect-là, il s'adresse à tout le monde. Il s'adresse même à un groupe de mineurs non encadrés.

**Béatrice Caucat** : D'accord, donc même les clubs sportifs genre CAF qui organisent des sorties initiations ou autres. Donc, il n'y a plus le droit.

**Nicolas Raynaud** : Si les refuges ne sont pas sur la liste, ça concerne tous les mineurs. Sauf accompagnés par leurs parents.

**Boris Laurine** : pour information sur la chaîne des Pyrénées, il y a à ma connaissance un refuge sur la liste qui est dans les Hautes-Pyrénées, qui est le Clot. C'est tout. Et je le regrette fortement parce que c'est un réel outil aussi éducatif. Il aurait fallu au moins avoir un outil de travail dans chaque département.

**Béatrice Caucat** : Oui, parce que c'est énorme pour l'avoir vécu. N'est-ce pas Vincent. Donc même une sortie jeune encadrée FFCAM ne peut pas venir au refuge l'hiver.

-Je te rassure, il y en a beaucoup qui le font quand même, ils ne sont toujours pas en prison.

-Je le fais, oui.

-Beaucoup d'initiateurs et d'encadrant qui le font, d'enseignants qui le font et ils ne sont toujours pas en prison.

**Roger Foucault** : Sur les freins et sur le produit, il y a l'aspect, bon je suis actif un peu en Savoie, vous l'avez compris. Sur les freins, l'aspect réglementaire a été cité. On a réuni des encadrants de structures socio-éducatives, structures jeunesse de communes et de communautés de communes et on a pu identifier trois freins principaux plus un. Les trois premiers, c'est l'aspect réglementaire, le deuxième c'est l'aspect économique, le coût d'une sortie en refuge ça fait peur aux structures, le troisième c'est le manque de culture des passeurs et des encadrant et des responsables de structures. On a, pour franchir ce frein si je puis dire, on a fait un éduc'tours à l'automne où on a emmené une dizaine de responsables de structure en montagne et vraiment ils ont été enchantés. Ils ont découvert un milieu et ils nous ont

promis de ramener des jeunes en montagne. Le quatrième frein, c'est vendre la montagne aux jeunes et c'est l'aspect produit. Comment on peut expliquer à des jeunes qu'ils vont devoir monter pendant 400 m ou 800 m, qu'ils vont transpirer, que ça va être dur et voilà. Comment passer ce frein, c'est l'aspect ludique. On essaye d'installer et on le fait, des parcours géocaching pour l'accès à nos bâtiments. Et on essaye de trouver une dimension vers le jeu, vers la ludification si on peut dire, des itinéraires.

**Nicolas Raynaud :** Isabelle, tu voulais rajouter quelque chose.

**Isabelle Roux :** Oui, juste sur la question des produits, en une phrase, il y a deux idéologies de l'approche des jeunes pour la montagne. Il y en a une actuellement des acteurs touristiques en tout cas dans le massif alpin qui vise à je cite : « offrir une montagne scénarisée et numérisée aux jeunes ». La communauté éducative, en tout cas la nôtre, n'est pas tout à fait raccord avec ça, essaie plutôt de dire, pas de scénarisation, de la montagne normale, naturelle, pas de numérisation, on va en montagne sans. C'est pour vous dire que c'est, l'approche produit de la montagne, voilà, il y a quand même, on arrive à des positions assez extrêmes. Et par rapport à ça, sur la question globalement justement de renforcer la capacité des passeurs à s'approprier toutes ces démarches-là. Pour rejoindre sur les facteurs de frein, il y en a un qui est important, c'est la complexité de monter un projet pour les enseignants, pour les animateurs. D'autant plus si... qu'est-ce que c'est que d'aller en refuge ? Avec un gros niveau de méconnaissance qui est lié à l'absence de réglementation pendant de nombreuses années qui fait qu'il n'y a que quelques départements où ça a bougé. Il y a eu une espèce de décrochage de beaucoup d'encadrants pédagogiques de ça. Aujourd'hui, une des façons de réactiver, c'est vraiment un levier pour répondre à ce frein, c'est de redonner envie et c'est de faciliter. Faciliter, bien sûr, c'est le fameux guide qui ne vise qu'à ça parce que cette très pratique. Il y a plein de petites anecdotes, de petites choses comme ça qui sont issues des expériences précédentes. Aujourd'hui, un des axes de travail, c'est la formation. Nous, on encadre la formation du module montagne des gardiens de refuge. Le Réseau Pyrénées Vivantes fait la même chose dans les Pyrénées. Et là récemment, on a sept jours d'interventions, on a une demi-journée entière qui est consacrée aux jeunes. Justement, pour que les gardiens eux-mêmes aient bien compris tous ces enjeux-là, bien compris le REF7, bien compris ce que c'est que d'accueillir un jeune, que peut-être ce n'est pas pareil que d'accueillir un public classique. C'est de la formation aussi des encadrants, des responsables pédagogiques des accueils collectifs de mineurs. C'est très intéressant de les emmener en refuge, eux-mêmes vont vivre pendant trois jours l'expérience. Là, ils se sentent très à l'aise et on a même pu mesurer l'évolution des séjours en refuge après ces formations donc il y a un impact direct. On s'attaque au mammoth de l'éducation nationale pour essayer aussi mais voilà là, c'est des cadres beaucoup plus compliqués. Un des leviers importants c'est redonner envie et dé-complexifier la démarche parce que chapeau à tous ces gens qui font cet effort-là.

Nicolas Raynaud : Donc il faut donner envie aux jeunes et pour donner envie aux jeunes il faut donner envie à ceux qui auraient envie de donner envie.

Patrick Gimat, Pyrénées Aventures : Je vais essayer un peu de faire un mix de tout ce qui a été dit. J'organise des séjours jeunes. Je suis opérateur de séjour, accompagnateur et guide de canyon. Il y a un truc qui m'a bien plu, c'est ce qu'a dit Boris, parce qu'en fait, ce qui est important aussi, c'est quand même d'amener ces jeunes à la montagne. On va arriver à la question du produit. Quel produit leur présenter ? C'est sûr qu'actuellement dans nos sociétés, le côté ludique et super important donc peut-être arriver à trouver des produits qui les attirent un peu plus. Là, avec cette idée, je pense que le côté ludique en hiver est plus facile à présenter, plus facile à vendre aux jeunes, dès qu'on parle d'une randonnée trappeur, d'une randonnée nocturne dans une cabane, aller à un refuge dans la neige. Je pense que c'est beaucoup plus attirant pour les jeunes. Une de mes questions, c'est, la montagne en hiver avec les jeunes, moi je pense que c'est très important, ça m'intéresse particulièrement avec les raquettes, bon bien sûr dans des parcours adaptés. Adaptés aux âges des enfants parce que l'on parle des enfants mineurs mais il y a différentes catégories en fonction de l'âge, du niveau sportif qu'ils ont. Pour faire le lien avec ce que tu as dit, le frein économique, c'est sûr qu'il existe. Je pense que ce serait important qu'il y ait vraiment une politique de tarification pour les jeunes, pour les groupes de mineurs qu'ils soient dans le milieu scolaire ou qu'ils soient dans le cadre de jeunesse sports ou dans le cadre club. Je pense qu'il faudrait faire vraiment un effort pour les amener à la montagne. Et les amener dans un refuge, c'est vraiment un objectif pour la montagne, à mon avis. Donc, faire un effort économique. Et maintenant, une autre piste, nous sommes ici entre Français et Espagnols. Il y a des refuges en France, en Espagne, je pense qu'il faudrait qu'on travaille, en plus de travailler entre les départements, qu'on travaille entre les deux pays ou les trois pays de la chaîne des Pyrénées parce qu'effectivement, la réglementation ce n'est pas du tout la même. En fait, je vais vous dire une chose, si vous voulez amener des groupes de jeunes en montagne, c'est plus facile d'aller en Espagne, dans les refuges espagnols. Donc étant à Luchon, on est attiré inévitablement vers les Encantats. Là-bas, il y a des supers refuges, il y a des balades. Donc, effectivement, c'est un peu ce que je fais. Donc travailler entre les pays, travailler entre les départements, les tarifs, des produits qui attirent les jeunes. Je pense que l'on peut y arriver mais l'objectif principal, comme a dit Boris, c'est de les ramener à la montagne. Il y a d'autres personnes ici qui ont des idées, qui travaillent sur des projets ? Juste pour finir, moi j'organise des séjours canyons donc bien sûr je vais plutôt en Espagne parce qu'il y a plus de canyons là-bas. Mais à travers ces séjours canyons, il y a un truc qui est incroyable, c'est qu'on fait de la montagne. Et grâce au canyon, je fais découvrir la montagne aux jeunes. C'est une idée comme une autre, merci.

Nicolas Raynaud : José tu veux intervenir ?

José Andres : On est dans la partie des Pyrénées centrales, ça correspond à l'Aragon que je connais mieux. C'est vrai que toutes les activités qu'on fait avec des mineurs, des gens, il faut être plus attentifs tout le temps même s'ils font des choses vraiment simples. Que ce soit plus facile d'aller en Espagne qu'en France, au niveau de la réglementation, c'est vrai qu'en France c'est un peu plus strict pour certaines choses. Au niveau des sorties, de la responsabilité, peut-être, de certains accompagnateurs ou responsables, chez nous ça existe aussi. Au niveau technique, d'accompagner, de faire des activités, on a toute une réglementation de guides accompagnateurs, de techniciens de toutes les activités sportives. On a les mêmes coresponsabilités qu'en France, plus ou moins, au niveau des diplômes, de la titularisation qu'on a. Notre région Aragon est, on peut dire, une des régions qui a le mieux travaillé au niveau technicien des activités de conduire à la nature. C'est un modèle, on peut dire, en Espagne. C'est vrai que ça n'a rien à voir avec ce dont vous parlez ici, les problématiques des refuges en hiver et tout ça. Pour nous, c'est un peu différent parce que la géographie est différente, c'est vrai. Et même au niveau de la capacité. Nous, on a aucun problème à faire que des groupes plus nombreux arrivent pour déjeuner dans certains refuges parce que ce n'est pas en conflit avec des places, avec d'autres groupe. Mais bon, si vous croyez qu'en France, c'est plus difficile, on va faire des jumelages. On est attentifs à vous accueillir chez nous.

Tu nous accueilles. Anne-Marie, elle a beaucoup travaillé sur l'envie et la curiosité. Grâce à elle, au sein de la fédération, j'aurais dû en prendre un, je suis désolé Anne-Marie, est sorti un petit livret pour les jeunes qui s'appelle « curieux de montagne » pour justement redonner envie aux jeunes d'aller en montagne et puis envie aussi à ceux qui ont envie de donner envie. Tu veux nous parler de ce sujet peut-être.

Anne-Marie Reboulet : Moi, je veux rebondir justement sur donner l'envie. Donner envie, je crois qu'il y a deux pistes, soit on donne envie directement aux jeunes, soit on passe par leurs encadrants. Donc moi, j'ai exploré la piste par ce petit bouquin, donner quelques pistes pour qu'on ait envie d'y aller parce que on a été curieux, éveillé par ce bouquin par exemple. Mais ça peut être par tout autre chose. Moi, j'ai fait quelques, avec d'autres copains, j'ai fait quelques interventions dans les écoles où je ne parlais pas à l'institut' ni aux encadrants mais je parlais directement en langage que peuvent comprendre des enfants. Là, c'était plutôt des CM1, CM2. Et je pensais que ce bouquin-là, il était bien accueilli par les CM1 et CM2. Et je me suis rendu compte en présentant des images de ce bouquin que les enfants, ils étaient bien attentifs à ça mais par contre, il fallait surtout passer par une approche ludique de la chose. Donc, la deuxième fois, je suis arrivée avec des jeux et ça s'est passé beaucoup mieux. Par contre, je me suis rendu compte que les encadrants, eux, en étant chez des institut' qui viennent de différentes formations et parfois, la montagne, ils ne savent pas du tout ce que c'est que la montagne. Donc, c'était intéressant aussi avec eux d'avoir une réunion pour les rendre un peu curieux de ce milieu parce que vous, vous êtes tous en montagne peut-être mais moi, je suis sur Montpellier et je travaille avec des instituteurs

de Montpellier. Beaucoup avec des instituteurs de mes petits-enfants en Provence, c'est des gens qui ne vont pas forcément en montagne et qui n'ont pas dans leur éducation ou leur scolarité, croisé la montagne. Il est vraiment important de parler de la montagne aux responsables de nos enfants, aux responsables de l'éducation de nos enfants. Voilà, je crois que c'est tout ce que j'ai à dire.

**Nicolas Raynaud** : Merci. D'autres pistes d'actions pour donner envie ? Ou des petits trucs qui marchent et qui font que ça change tout.

**Isabelle Roux** : Petit truc, c'est sur le fait de l'encadrant qui connaît la montagne ou pas. Juste une anecdote sur laquelle il faut qu'on soit tous vigilants du coup. Il y a une opération qui s'appelle « destination refuge » dans les Hautes-Alpes. 1 000 enfants chaque année qui vont en refuge au mois de juin dans le cadre de l'école primaire. Autant qui y vont en dehors de l'opération, tellement ça marche. Il y a des enseignants qui s'inscrivent pour avoir trois sous mais comme c'est conditionné, il y en a même autant qui y vont hors programme. En fait, il y a un bilan à chaque fois et le dernier bilan, c'était super succès pour tout le monde sauf pour une classe. Un enseignant qui avait fait quelque chose de très négatif en retour : ce n'était pas bien, c'était dur, c'était machin ». Du coup, grosse interrogation, pourquoi, lui ? Il a expliqué qu'en fait, ça avait été très dur pour lui parce que lui-même n'était jamais aller en refuge avant et il avait dû gérer sa propre découverte, ce dont je parlais, la rupture là, il avait dû gérer ça lui déjà pour lui-même alors il avait expliqué : « mais comment je peux gérer celle des enfants ? Alors que moi, la mienne, je n'arrive pas à la gérer. » Donc l'importance que ces gens-là aient déjà fréquenté les refuges avant de les emmener. C'est tout bête mais n'empêche que ça peut faire des sacrés gâchis de séjours. J'en profite, je parle de « destination refuge », je voudrais dire puisqu'on parle un peu politique de massif, c'est un peu le but aussi du séminaire. L'importance pour remobiliser un peu tous les acteurs y compris les enfants, des programmes comme ceux anciens des Hautes-Alpes et de la Savoie avant le REF7 qui étaient « ton collègue à la montagne » qui s'appelle « plan montagne » ou « destination refuge », quand on voit le nombre d'enfants qui sont aujourd'hui passés là-dedans, quand on voit combien maintenant y vont dans d'autres cadres où les écoles les envoient hors programme, ou ils vont l'été d'après. Ils ont pu le mesurer, 40 % qui retournent avec les parents l'été d'après pour dire : « regarde, je suis allé dormir dans ce refuge, je t'emmène ». Le levier économique que ça représente, je pense qu'il y a vraiment quelque chose d'intéressant sur ces opérations structurantes. Elles permettent de mobiliser les collectivités, les gardiens, les enseignants, tous les corps intermédiaires, les fédérations. Il y a vraiment quelque chose de très fort, là-dedans. Par contre, ayons en tête de bien réfléchir parcours éducatif du jeune. C'est-à-dire, de la même manière qu'il y a des plans pour dire qu'il faut que tous les gamins, une fois dans leur vie scolaire ou temps de loisir, il faut qu'ils soient allés en station et qu'ils aient fait du ski pour la culture montagnarde et un peu pour le développement économique des stations. Il faut de la même manière, il faudrait qu'ils aillent aussi montagne printemps automne, en refuge. Il faudrait que ça

fasse partie du parcours éducatif de l'enfant. Si on généralisait ça, vous imaginez le levier économique, vous imaginez la culture de la montagne qu'on recrée, la mobilisation et la synergie des acteurs autour de ces projets-là. Il me semble que ça, en termes de politique des massifs, il y a une piste vraiment intéressante.

**Nicolas Raynaud** : D'autres actions innovantes, structurantes.

**Jean Tardos, UNAT Occitanie** : Juste pour dire que c'est sûr, le frein économique est important. Mais puisqu'on a des personnes qui organisent des séjours et pour en côtoyer moi, à l'UNAT. Quand on compare les prix d'aller en refuge, de faire une sortie en montagne dans un refuge ou de faire une sortie voile qui est un peu le milieu de la mer puisque maintenant avec l'Occitanie, on a aussi le littoral. On peut très bien voir ça. Bien sûr, ça a un côté un peu élitiste mais quand on a des prescripteurs, notamment des gros comités d'entreprises, ils sont prêts s'il y a un produit, entre guillemets qui tient la montagne pas qui tient la route, de mobiliser des financements. Quand il y a des colos à thème, je pense que sur 4 ou 5 jours, ou 8 jours, on doit pouvoir aussi monter des produits montagne qui soient accessibles. Pas à tout le monde malheureusement, mais pour pouvoir faire venir des jeunes à la montagne. Il faut avoir déjà l'attrait et l'envie, du prescripteur déjà.

**Nicolas Raynaud** : Est-ce qu'il y a des gens qui veulent rajouter quelque chose avant qu'on fasse une petite récréée bien méritée.

**Roger Foucault** : Une dernière intervention, à côté du public encadré on a aussi le publique famille. Donc on a fait un document qui s'appelle « refuge en famille » en Savoie qui marche très très fort. Et on a constaté une augmentation très significative à la fois de la fréquentation puisqu'on a fait, fréquentation globale, on a fait plus 23 % en quatre ans. Et une fréquentation des moins de 18 ans, David tu me diras si j'ai raison, 40 % je crois bien. Voilà, 40 % de moins de 18 ans en quatre ans, je pense que c'est une action qui marche pas mal.

**Nicolas Raynaud** : Isabelle, tu voulais rajouter un mot ?

**Isabelle Roux** : En conclusion, on a beaucoup parlé méthodes, techniques, etc. il y a quelque chose qui a été vraiment relevé par tous les acteurs et on n'en a fait d'ailleurs une rubrique spéciale dans le guide. C'est la notion de plaisir, surtout pour la première sortie. De cultiver ça, et de faire très attention que la première sortie soit réussie, à ne pas être trop ambitieux et à créer des conditions de plaisir maximum pour les enfants. Cette première sortie, elle va être fondatrice. Et d'ailleurs, dans cette opération « destination refuge », je voudrais citer une jeune mais une très très jeune, une maternelle qui a dit, elle s'appelle Mélusine et elle a dit à sa maman en rentrant : « Le soir dans mon lit, j'étais tellement heureuse au refuge que je n'arrivais pas à m'endormir ».

Nicolas Raynaud : Après ce serait un autre atelier, est-ce qu'on dort vraiment en refuge ? Merci pour cette petite heure passée ensemble. C'était court mais on a essayé de faire le tour et de dire l'essentiel.

# Innovation des hébergements de montagne : à côté des refuges classiques, quelles formes innovantes d'hébergements de montagne ?

## Participants :

- Fred Pinna, Directeur de Chemin Faisant
- Jean-Luc Rouquet, Ex chef de produit à l'ONF, Circuits Retrouvance
- Bernard Fraisse, Gérant du gîte la maison du Valier en Ariège,
- Jean-Luc Grimaldi, Ecole-refuge d'Alquézar en Aragon
- Michel Rouffet, modérateur

## Michel Rouffet

Notre table ronde va s'intéresser à des innovations, ce n'est peut-être pas le mot juste, mais à d'autres formes d'hébergement ou de regroupement d'hébergements qui servent la montagne, la moyenne montagne naturelle et la haute montagne naturelle aussi. On ne traite pas dans cet atelier des hébergements en station. On est un peu dans l'idée de comment accueillir les gens dans les espaces naturels mais on a très volontairement, ouvert cette réflexion aussi à la moyenne montagne. Parce qu'on oublie des fois que la moyenne montagne est souvent en connexion aussi avec la haute montagne. Du côté des touristes, peut-être ils commenceront par goûter la nature dans la moyenne montagne avant d'aller ensuite en haute montagne. Pour cela, on a sélectionné un certain nombre d'expériences qui ne sont pas nécessairement très récentes, mais qui sont porteuses d'avenir, nous semble-t-il et qui viennent renforcer l'offre de refuge proprement dite. Des fois, ils l'intègrent d'ailleurs. Nous allons avoir quatre intervenants. Je vais demander d'abord qu'ils se présentent très, très rapidement. Et après, je leur redonnerai la parole pour qu'ils expliquent ce qu'ils font.

Jean-Luc Rouquet, je suis ex-chef de produits tourisme à l'ONF. J'ai créé et je m'occupais du développement et de la gestion d'un produit qui s'appelle Retrouvance. « Ex » parce que j'ai arrêté mon activité professionnelle il y a quelque mois.

Fred Pinna, je m'occupe de Chemin Faisant qui est une agence de voyage spécialisée dans la rando sur un nombre très limité de circuits puisqu'on a, un phare et puis, deux ou trois qui gravitent autour. On est en Ardèche, on a commencé en 1997.

Bernard Fraisse, je suis cogérant de la Maison du Valier, nous sommes situés au pied du mont Valier dans l'Ariège. La Maison du Valier, c'est un gîte d'étape, auberge de montagne. On a, en parlant poliment, le cul entre plusieurs chaises, on est situés dans

une réserve naturelle, la réserve naturelle du mont Valier, une des plus vieilles réserves de la chaîne des Pyrénées avec des paysages magnifiques. Au-dessus de nous, nous avons le refuge des Estagnous dont j'ai été gardien pendant 10 ans. Je connais bien la problématique des refuges parce que j'ai été aussi Président du syndicat national des gardiens de refuges pendant quelques années.

Jean-Luc Grimaldi, je suis un Français qui travaille pour la Fédération aragonaise de montagne et qui gère l'école refuge d'Alquezar, ville située en Sierra de Guara, elle est connue énormément par les Français pour le canyoning puisque c'est la Mecque du canyoning. Je suis responsable de cet hébergement qui est un hébergement atypique parce qu'il est en priorité une école de montagne.

### Jean-Luc Rouquet

Retrouvance, c'est un mot, un néologisme qui qualifie une randonnée à la semaine. Pourquoi l'ONF s'est lancé là-dedans ? L'idée première a été de faire quelque chose des maisons forestières qui étaient en déshérence dans la montagne en forêt, qui avaient parfois une grande valeur patrimoniale mais qui pourtant n'avaient plus que vocation à s'écrouler. L'idée est née dans les Hautes-Alpes où on avait un certain nombre d'anciennes maisons villageoises, avant l'acquisition des terrains par le service de restauration des terrains en montagne. On avait cinq bâtis qui étaient assez harmonieusement disposés de façon à pouvoir être rejoints les uns des autres par un itinéraire très intéressant, dans le massif du Buëch en Dévoluy, particulièrement tout le versant sud du Dévoluy. Ça c'était la première idée, rénovation, valorisation patrimoniale. La deuxième était le développement local. C'est resté comme ça. Donc nous avons lancé la première opération dans le Buëch. Comme ça marchait bien, comme tout s'était bien passé, on a dit pourquoi on n'en ferait pas une autre. Et puis, il y en a eu une autre dans le Haut Verdon dans le Val d'Entraunes, côté Mercantour. Ensuite, il y en a eu une autre dans la Drôme. Ensuite en Ariège, ensuite une deuxième en Ariège. Tout ça, pour arriver à cette année où le dixième va ouvrir dans le massif des Monges dans les Alpes de Haute-Provence.

Si les premières opérations consistaient en la rénovation des maisons forestières appartenant à l'État via l'ONF, de proche en proche on a ouvert le concept aussi aux communes rurales qui avaient des bâtis, qui le moulin, qui l'ancienne école, qui la cure dont elles ne savaient que faire et qu'elles ne voulaient pas abandonner. Elles voulaient les garder dans le patrimoine public donc communal. Dans les derniers produits nés, par exemple le Haute-Loire qui date d'il y a deux ans, toutes les maisons appartiennent à des petites communes rurales. Il n'y en a aucune de l'ONF. Dans le tout dernier qui est en cours de finition, dans les Monges, il y a deux maisons forestières et trois maisons communales. En quoi c'est innovant quelque part. C'est que sur la base de ces maisons qui ont une capacité d'accueil maximale de 15, qui ne pouvaient pas loger un gardien, qui sont à l'écart de tout parce qu'une des particularités de Retrouvance, c'est de se développer dans des coins complètement

reculés et a priori en dehors de grands flux touristiques. On ne pouvait pas faire vivre un gérant dessus. On me disait c'est absolument impossible de construire et de vendre un circuit tout compris sur des gîtes non gardés. En fait, on a contourné l'obstacle en affectant à chaque départ de randonnées non seulement l'accompagnateur en moyenne montagne dédié mais aussi un logisticien qui suivait le groupement et qui jouait en quelque sorte, qui joue toujours, en quelque sorte le rôle d'aubergiste itinérant. De proche en proche, ce travail de logisticien a été pris par les accompagnateurs. Ça fait partie de leur boulot. Ça fait que sur un circuit on fait travailler deux accompagnateurs une semaine. Donc au fil du temps pendant quasiment 20 ans, on n'en a produit 10. Pour en produire 10 il a fallu travailler sur 20 et 10 n'ont pas abouti pour des raisons diverses et variées, variables d'ailleurs selon la région. Les Savoyards avaient des raisons pour ne pas faire aboutir, les Corses en avaient d'autres, on peut les imaginer et d'autres en avaient d'autres.

Maintenant, j'en arrive aussi à la notion de refuge. Ça, c'est assez délicat. Il s'est avéré, j'ai appris pourquoi ce matin, les Pyrénéens ont tendance à appeler tous nos gîtes des refuges. Alors que parfois ils sont accessibles en voiture, non gardés et ce sont toujours des refuges. Les gens des Alpes de Haute Provence les appellent des cabanes mêmes s'il y a sept chambres, sept salles d'eau, c'est quand même une cabane. D'autres les appellent autrement, d'autres simplement gîtes, parfois, refuges. Là, on va dire refuge, c'est dans le thème ?

**Michel Rouffet** : Ce n'est pas évident parce que ce serait contraire au décret qu'on a contribué à mettre en place qui dit que des refuges, c'est des bâtiments à usage collectif, qui sont non accessibles aux touristes par une voie carrossable ou par une remontée mécanique. En l'occurrence, les bâtiments dont tu parles ne sont généralement pas accessibles aux touristes en voiture. Par contre, au service logistique, oui. C'est là, toute l'astuce.

**Jean-Luc Rouquet** : Certains ne sont pas du tout accessibles en voiture. C'est quand même une minorité. La plupart sont accessibles par des pistes forestières parfois fermées à la circulation publique. Pour revenir à notre sujet, je vous ai dit qu'il y avait maintenant 10 Retrouvance. On les décline Retrouvance Monts Jura, Retrouvance Haute-Loire. Là, on a mis circuit de randonnée, c'est une question de mots clés paraît-il. Donc, on a enlevé Retrouvance, mais c'est ça. Et vous voyez, il y a un circuit Retrouvance Valier, et Retrouvance Vicdessos. Sur le Vicdessos par exemple, lorsqu'on crée un circuit on est pas égo-centrés, on le crée en partenariat avec toutes les compétences locales et les envies locales. Et sur le Retrouvance Vicdessos par exemple, le circuit passe quand même par un vrai refuge, cette fois, de la haute chaîne, le refuge de Bassiès. Dans l'opération Retrouvance par exemple on avait fait rentrer le refuge de Bassiès et on a permis de faire en sorte qu'un bâtiment annexe soit construit pour augmenter leur capacité d'accueil. Il s'agit d'un bâtiment à deux dortoirs de six avec les sanitaires dédiés à ces deux dortoirs. Nous, pour le produit Retrouvance, ça nous arrangeait bien puisque nos groupes sont de 12 maximums. Ça veut dire que

lorsqu'ils font leur circuit le groupe qui devient un groupe convivial, bien que ce soit des individuels regroupés, ils pouvaient de cette façon garder leur intimité de groupe, si je puis dire. Donc, ça a arrangé le refuge de Bassiès. Pour ce qui est de Retrouvance Valier. Valier c'est un demi échec dans le sens où dans un premier temps, nous devions avoir deux étapes en Espagne, avec nos amis espagnols, de l'autre côté de la frontière et puis les choses n'ont pas pu aboutir. D'ailleurs, je ne saurais même pas trop dire pourquoi.

Michel Rouffet : Bernard peut-être nous le dira ?

Bernard Fraisse : Le Fournet était fermé à l'époque.

Jean-Luc Rouquet : Eux, on les engageait à provoquer l'ouverture, d'ailleurs en engageant des travaux, etc. Puis, ça ne s'est pas fait, donc semi-échec. Il reste la moitié, demi-succès ! Dans l'opération on a fait rentrer justement la Maison du Valier et c'est à l'occasion du Retrouvance que l'opération Maison du Valier a pu se monter, parce que c'est sur un terrain domanial. Il y a un arrangement avec la communauté de communes qui a pris la maîtrise d'ouvrage et qui a créé la Maison du Valier. On va vous en parler tout à l'heure. Pour ce qui est du circuit Valier, pour rester pyrénéen, au niveau de son fonctionnement, c'est aussi un semi échec dans le sens où on fait relativement peu de départs, trop peu de départs. Pourquoi ? Parce que c'est un circuit qui est difficile. Nous, même si on inclut un sommet, des refuges de la haute chaîne dedans, les gens qui viennent ce sont des urbains donc dès qu'on atteint une certaine difficulté, c'est un repoussoir. C'est systématique. Là, c'est un petit peu le cas, on espère que ça va se développer.

10 produits, ça fait environ 50 gîtes. Les circonstances ont fait qu'on se retrouve avec des propositions qui n'ont pas du tout le même confort. Confort avec des guillemets. En gros et pour simplifier, on va dire que plus on monte en altitude, plus le confort baisse. Pourquoi ? Parce que par exemple, sur le circuit Haut Verdon Val d'Entraunes, il y a deux étapes qui sont en zone centrale du Parc national. Là, le bâtiment était ce qu'il était, on ne pouvait pas faire la moindre extension, du moindre centimètre carré, donc il fallait rester dans les murs. Donc là, on est un petit peu plus collectif en hébergement, en unité de couchage. Ensuite, ces gîtes sont situés à 2 000 m avec des voies d'accès qui ne vont pas à la porte la plupart du temps. Donc là, le confort est un peu moyen. Ensuite il y a les gîtes, tout c'est dans la catégorie gîte Retrouvance. Là, on peut avoir des bâtiments très confortables c'est-à-dire chambre double avec cabinet toilettes mais autonome en fourniture d'eau potable et autonome en énergie. Donc on est passé soit par des turbines soit par des panneaux solaires photovoltaïques. Cela induit des contraintes qui vont jouer sur le confort tel qu'on peut l'entendre. Et ensuite, on a les gîtes forestiers qui eux sont plus sophistiqués, qui s'apparentent à des gîtes de France trois épis. Des gîtes forestiers aussi confortables que ça, il y en a sur les randonnées Retrouvance Limousin, Retrouvance Haute-Loire parce qu'on est dans des zones que l'on a appelées ce matin la campagne pentue. Là,

on a un niveau de confort supérieur. Pour finir, la réponse de la clientèle à ces différents niveaux de confort, même les clients qui passent d'un Retrouvance à l'autre, on a des aficionados. En fait, ils le prennent si bien qu'ils n'en parlent même pas. Ça veut dire que quasi intuitivement, ils comprennent que quand on est haut, en altitude, qu'il n'y a pas énergie nucléaire qui arrive dans la maison et bien, c'est un peu moins confortable. Et quand ils sont en altitude, c'est quelque chose qui est tout à fait bien perçu par les clients sur des produits exactement de la même gamme avec la même offre, sous la même marque. Même marque, mais malgré tout chaque pays dans le Vicdessos, dans le Valier ou dans la Drôme, la construction s'est faite avec les us et coutumes locaux à chaque fois, dans le fonctionnement et dans l'organisation.

Avant de passer la parole à Fred. Fred, le produit Retrouvance Mont d'Ardèche. Le piémont ardéchois, est aussi dénommé Retrouvance Mont d'Ardèche pour une de ses déclinaisons donc on est très fortement partenaires.

**Michel Rouffet** : Merci Jean-Luc. Donc en termes de confort, même si ce n'est pas un confort homogène sur tout le circuit, en termes d'assistance puisque généralement les gens n'ont pas de gros sacs, en termes de repas, les repas sont amenés par le logisticien souvent achetés chez les traiteurs ou restaurants locaux, pas consommés sur place ce qui fait que si je me rappelle bien on ne paye pas la TVA au prix fort et sont amenés par le logisticien tous les soirs. Tout cela fait que c'est un produit un peu plus confortable. Il ne nous a pas encore parlé des résultats commerciaux mais il semble effectivement qu'il y ait une clientèle en face de ce projet.

**Jean-Luc Rouquet** : Oui, pour le produit le plus ancien ; d'ailleurs le plus ancien est celui qui marche le mieux. Pour vous donner une idée tout à fait précise, le Retrouvance Buëch – Dévoluy fait 30–35 départs de 10 personnes en moyenne par saison au bout de 20 ans d'exploitation.

**Michel Rouffet** : Donc ça fait 300 personnes départ multiplié par cinq jours.

**Jean-Luc Rouquet** : Par 6 jours.

**Michel Rouffet** : Ça fait 1500 nuitées.

**Jean-Luc Rouquet** : Par cinq nuits, oui d'accord, 1500 nuitées. Mais, les nuitées, on en fait par ailleurs. C'est-à-dire quand un bâtiment n'est pas occupé par le passage des randonnées, il est loué dans son entier, comme un gîte rural. Mais il est loué par qui, par les professionnels locaux aussi parce qu'il n'empêche qu'à chaque fois, ça bouche parfois des trous dans des zones blanches, Ce qui permet aux professionnels locaux, si cela s'y prête, au tourisme équestre, ça s'y prête toujours aux accompagnateurs en moyenne montagne, de développer des produits, tels les raquettes, d'ailleurs pourquoi pas, parce que Fred va en faire un cet hiver, ou de monter leurs propres produits en court séjour sur la base non seulement des hébergements mais de l'organisation qui est déjà en place autour. Ça veut dire que si un accompagnateur

vient avec 10 clients et ne fait que deux étapes et après va ailleurs, il n'empêche que sur le gîte qu'il a réservé, on peut lui proposer également la fourniture des repas, etc. Tout ce qui fait qu'il peut proposer très facilement, une rando tout compris. Et évidemment on a aussi mis en place des tarifs préférentiels pour tous les professionnels du tourisme qui peuvent en profiter.

**Michel Rouffet** : Coût moyen de la semaine ?

**Jean-Luc Rouquet** : Randonnée ? On est dans les prix du marché, c'est en moyenne 570 € la semaine par personne en tout compris. Tout compris, y compris boissons, si tu te rappelles bien. Tout compris c'est-à-dire que pendant la semaine on peut ne pas mettre du tout la main à la poche et avoir tout ce qu'on veut.

**Michel Rouffet** : Y compris l'expert de l'ONF qui vient faire un petit discours.

**Jean-Luc Rouquet** : Y compris l'intervention d'un agent ONF pendant la saison, sachant que l'ONF, évidemment, ne fait pas d'accompagnement, ce sont les professionnels locaux.

**Michel Rouffet** : Super Jean-Luc. Donc Fred... J'ai eu la chance d'y aller avec mon épouse, de tester en quelque sorte le produit Buëch et puis après, on est allé chez Fred.

**Fred Pinna** : Je ne sais pas si je vais être aussi bavard que Jean-Luc. Je vous disais que nous, on était en Ardèche. A la base, je suis accompagnateur donc évidemment, l'idée de départ, c'était de faire un séjour accompagné sur le secteur autour duquel on habitait. La petite particularité, peut-être de Chemin faisant, c'est que tout de suite on est rentrés en mode agence de voyages classique. Par contre, je n'avais pas trop envie de développer des circuits à droite, à gauche et d'étoffer un catalogue. Mais plutôt de me concentrer sur quelque chose en logistique qui soit... qui nous ressemble un peu plus. Ce qui voulait dire de travailler plus justement sur la partie hébergement et repas. C'est vraiment pour moi un peu les deux nerfs de la guerre. Arriver à gérer ce qui était les repas. Pour ça, on travaille avec des cuistots qui produisent 80 % des repas et tous les pique-niques sur l'ensemble du séjour itinérant. Le problème qu'on a eu au départ c'est l'hébergement ; bien sûr, quand on est arrivés en Ardèche 'on n'était pas de là à la base .... On a travaillé avec les hébergements, les gîtes d'étape qui existaient à l'époque mais qui n'étaient plus forcément adaptés à de la rando itinérante, en particulier du fait que par exemple sur toutes les périodes très chargées, genre les week-ends du mois de mai, les Pentecôtes, les Ascensions et puis l'été, il y a plein de gîtes d'étape qui nous disaient vous êtes bien gentils mais nous, juste pour un passage itinérant, on ne va pas vous bloquer la structure. Très vite, on s'est dit, il faut arriver à faire du volume sur un circuit. Et certainement maîtriser une partie de l'hébergement pour avoir un petit peu de souplesse dans l'organisation de séjours. Le travail ça a vraiment été ça, de travailler sur la notion d'hébergement, avoir des hébergements, quand c'étaient des hébergements extérieurs à notre structure

auxquels on pouvait garantir un certain volume de manière à ce qu'ils ne se sentent pas frustrés à l'idée de nous laisser prioritaires sur les passages. Aujourd'hui, c'est un circuit... Le piémont ardéchois a également reçu, ce que disait Jean-Luc, une forme de labellisation Retrouvance parce qu'on a intégré dans ce circuit une maison forestière et la rénovation par le biais de Retrouvance, et deux autres maisons privées qui sont totalement dévolues à l'organisation des séjours itinérants.

**Michel Rouffet** : Dans le circuit que nous avons pratiqué, il y a donc différents types d'hébergements. Pourrais-tu dire un peu comment ça s'est passé et quels sont les hébergements que vous avez.

**Fred Pinna** : Dans l'état actuel, on travaille grosso modo avec trois maisons qu'on gère directement. Soit qui sont à nous, soit qu'on a en location à l'année, sur lesquelles on est totalement prioritaires. Et trois autres maisons qui sont à des privés. Une qui est un gîte d'étape classique, une auberge hôtelière, donc hôtel mais qui fonctionne en auberge et une chambre d'hôte. On passe vraiment sur des types de maisons qui sont totalement différentes, par contre, le point commun, c'est que chaque fois qu'un groupe passe dans l'une de ces maisons, que ce soit à l'hôtel, que ce soit dans les chambres d'hôtes ou chez nous, exactement comme sur les circuits Retrouvance, le groupe est tout seul dans l'hébergement et se sent comme chez lui.

**Michel Rouffet** : Le label Retrouvance vous a donné une notoriété et de la fréquentation ?

**Fred Pinna** : On s'est rapprochés de Retrouvance à un moment parce que le Piémont ardéchois était antérieur, je pense, aux Retrouvance. On avait tout un réseau de clients qui nous disaient, « qu'est-ce qu'on peut faire à côté qui soit un peu dans le même état d'esprit ? ». Une fois que le Retrouvance Buëch a été créé, ils nous ont dit, « c'est le même truc dans le sens où on est dans les gîtes comme chez nous. ». Donc on a rencontré Jean-Luc et après quelques années de dur labeur, on a réussi à intégrer le réseau Retrouvance. Mais, je crois qu'on est l'exception, au sens où on est les seuls privés de la gamme. La gestion est faite par Chemin Faisant. Et la différence avec les circuits Retrouvance tels qu'en parlait Jean-Luc, c'est que nous, chaque circuit est encadré par un accompagnateur sauf exception pour ceux qui veulent faire tout seul et au niveau logistique, on a un logisticien qui est un de nous, un des accompagnateurs aussi et qui va faire la logistique pour tous les groupes. Ça, c'est une autre particularité du séjour. Sur une même date, on peut faire partir 5 voire 6 groupes en même temps. Sans que les gens ne se rencontrent jamais. Donc, ils vont tourner. Ce qui veut dire, je reviens sur la problématique des remplissages d'hébergements, tous les gens avec qui on travaille, sur les périodes estivales et au printemps, on se retrouve tous les soirs avec un groupe qui passe. Là, ça devient intéressant pour eux.

**Michel Rouffet** : C'est très intéressant. C'est-à-dire que c'est les mêmes hébergements mais ils n'y sont pas en même temps. Donc, il y a des chemins qui sont

prévus pour ne pas qu'ils se rencontrent. Ça boucle et on arrive à faire tourner tous les jours les hébergements.

**Fred Pinna** : Tout à fait.

**Michel Rouffet** : C'est intéressant. Merci. Pour la petite histoire, du temps où j'étais au ministère du tourisme, il y avait ce projet de créer une espèce d'auberge de fond de vallée, dans une vallée, il faut le dire, assez austère. Avec une route qui doit faire 4m de large maximum et qui amène au pied du Valier. La route s'arrête à peine 1 000m d'altitude et le Valier fait 2 800m. Là, sur le chemin du Valier, il y a le refuge des Estagnous qui sert d'étape sauf pour les gros mollets extrêmes, pour monter au Valier. Personnellement, je ne croyais pas trop que la création d'une auberge en bout de route puisse marcher au niveau économique. Je n'avais pas compté sur les capacités de Bernard que je connaissais comme gardien de refuge, qui fait que finalement, cet hébergement marche très bien. Comme quoi, il ne faut surtout pas écouter les gens plus ou moins experts. Après, il y a la qualité humaine qui intervient énormément.

**Bernard Fraisse** : La maison du Valier, c'est une aventure qui a commencé en 1998 lorsque j'étais gardien de refuge, j'ai été impliqué dans une réflexion avec la communauté de communes du Castillonais. Nous avons repéré qu'il y avait un manque sur le GR10, entre le gîte d'étape d'Eylie et le gîte d'étape d'Esbints. Ensuite, un manque aussi au niveau de l'accueil puisque nous sommes sur le point de départ du Mont Valier et à côté d'un parking où il vient entre 40 et 50 000 personnes de juin à septembre. A l'époque, avec le directeur de l'ONF et le Vice-Président de la communauté de communes, on avait réfléchi là-dessus. On a exposé le projet à la communauté de communes qui l'a pris en charge. Toute une réflexion a été menée avec une étude de faisabilité, des études de marché. On est arrivé à mettre en place ce projet, avec des soucis majeurs qui étaient l'intégration, le développement de ce secteur de la réserve du Mont Valier puisqu'on est situés en plein cœur de la réserve du Mont Valier. Le refuge des Estagnous, qui était déjà une belle structure, avait été rénové en 2000. Il fallait animer en bas. Le projet s'est mis en place avec la communauté de communes. Il a fallu choisir l'emplacement.

On est situés sur le GR10, maintenant sur la boucle de Pass'Aran. Je vous en parlerai un petit peu après. On est situé sur un itinéraires Retrouvance. On est le point de départ du Mont Valier. Il y avait une réelle opportunité pour faire quelque chose là. Certains étaient un peu sceptiques dont Michel. C'est le choix des orientations qui a été prépondérant avec la communauté de communes. Au départ, c'était prévu pour être un gîte d'étape pur et dur mais personnellement, connaissant les chiffres d'affaire des gîtes d'étape et le montant du loyer qu'il allait nous incomber puisque c'est une structure qui aura coûté quand même 1,5 millions d'euros, vous voyez quel est le loyer à peu près à verser. Si c'était pour faire un gîte d'étape, ce n'était pas rentable. En relation avec la communauté de communes, on a amené la notion aussi de restaurant et évidemment, bar, etc. Le restaurant, en fait, il nous a amené rapidement beaucoup

de monde. On faisait 65 % du chiffre d'affaire et on fait quasiment toujours 65 % du chiffre d'affaire avec le restaurant. Au départ, les orientations par rapport au restaurant ont été, comme celles du refuge. Mais, ensuite, il s'est avéré qu'on avait une clientèle un peu plus exigeante. En fait, on a toutes les clientèles dans cet établissement. On a aussi bien le randonneur, que la famille qui vient pour pique-niquer au bord du torrent du Riberot. On a les gens qui montent au Mont Valier, qui sont sur le GR10. On a des pêcheurs, on a un petit peu toutes ces clientèles. Donc il fallait se positionner par rapport à notre gastronomie. Rapidement, il s'est avéré que c'était large comme amplitude et comment est-ce qu'on allait faire ? On a évolué au fur et à mesure, aussi au niveau du personnel. On a commencé tous les deux avec Annie ma compagne. Nous sommes maintenant 7 à travailler. On est 2-3 en cuisine, 3 en salle et un autre pour le nettoyage et les chambres puisque nous avons aussi 10 chambres.

Dix chambres de 2 à 9 avec un dortoir. Au restaurant on tourne autour de 50 couverts. Les clientèles sont variées. On a aussi des gens qui viennent et qui couchent dehors et qui viennent manger chez nous. On a des gens qui vont juste manger une bruschetta, on en a qui vont prendre le menu gastronomique avec entrée, plat, dessert et qui vont arriver à 12h30 à table et qui vont repartir à 5h30. Tout ça, ça n'a pas été facile à mettre en place. C'est beaucoup de travail évidemment, vous le comprenez. C'est aussi un travail de mise en réseau. La mise en réseau, c'est un travail avec l'Agence de Développement Touristique. Je remercie Caroline, d'ailleurs au passage. On a travaillé sur un réseau Qualité Outdoor avec des formations sur le webmarketing, sur beaucoup d'autres choses et surtout la mise en réseau avec les autres professionnels du tourisme. Ça peut être les accompagnateurs, les gardiens de refuge mais aussi on est en relation avec des gens qui ont des centres équestres, avec des gens qui font du kayak, du canyoning, etc. C'est une dynamique qui est initiée au niveau de l'ensemble du département avec une promotion et une communication que nous, on ne pourrait pas assumer en tant que privé.

Ensuite, on a le circuit, la boucle Pass'Aran qui s'est mise en route. La boucle Pass'Aran est une boucle avec 5 hébergements qui démarre en Espagne, du refuge de Montgarri, qui va ensuite au refuge des Estagnous, ensuite on descend à la Maison du Valier, on repart vers le gîte d'étape d'Eylie, on monte à au refuge de l'Etang d'Araing, et ensuite, on revient sur Montgarri, si on démarre en Espagne. Les gens peuvent démarrer de la Maison du Valier ou du gîte d'étape d'Eylie. Sur cette boucle qu'on a créée tous ensemble, c'est une boucle privée. Ce ne sont pas les pouvoirs publics qui ont mis en place ça, ce sont les 5 structures. De suite, on a travaillé avec Carros de Foc, avec la centrale de réservation de Carros de Foc qui est en Espagne à Vielha. Il font aux alentours de 20-25 000 nuitées dans la saison. On a commencé à faire 150-200 nuitées avec eux. Et là, on est actuellement à plus de 500 nuitées sur la saison par hébergement. Tout ça avec une clientèle à 90 % espagnole, le reste Français et quelques étrangers.

Ensuite aussi, on est sur le circuit Retrouvance qui nous a permis d'avoir des relations très importantes avec l'ONF, qui a été acteur du projet de la maison du Valier. On travaille aussi avec la CCI sur la route des saveurs, voilà, un autre réseau. On est aussi hébergement de pêche et on fait partie du réseau des gîtes d'étape de l'association AGESPYR. Tout ça, ça a été un travail de mise en réseau, hors saison qui est assez important, même pendant la saison. On se posait la question de savoir comment on allait valoriser tout ça le jour où on allait partir puisque nous sommes en délégation de service public jusqu'en 2014, vous savez qu'on ne pouvait pas avoir de fonds de commerce en étant en délégation de service public. Mais la réglementation a évolué et donc, à partir de 2017, nous aurons un fonds de commerce.

Une des questions que nous nous sommes posées, c'est la synergie qu'il pouvait y avoir entre nous tous, les gîtes, les refuges. Nous sommes étapes sur le GR10. Comme je vous l'ai dit tout à l'heure entre le gîte d'étape et le gîte d'Eylie, le circuit Pass'Aran, le circuit Retrouvance, point de départ du Mont Valier vers le refuge des Estagnous, ce qui nous permet d'être un point d'accueil pour les gens qui viennent d'un peu loin, de Bordeaux, de Montpellier. Ils viennent coucher le vendredi soir chez nous. Et le lendemain, ils montent au refuge. Ensuite, le refuge est très fréquenté souvent les gros week-ends, les gros samedis soir et le dimanche après-midi quand tout le monde redescend, le refuge, c'est 80 couchages. Donc, quand tout ce beau monde descend, ils viennent boire un demi chez nous. On a l'aller, on a le retour avec un impact assez important sur notre chiffre d'affaire. On sert également de point de relais pour le refuge, par exemple pour les équipements de la Via Ferrata, pour d'autres choses, on est en contact permanent avec le refuge des Estagnous.

Un réseau important, c'est le réseau des parcs naturels régionaux. Nous sommes aussi maison du parc. Le Parc Naturel Régional des Pyrénées ariégeoises a choisi non pas d'avoir une maison du Parc mais plusieurs maisons du Parc. On est 9, je crois, actuellement, on devrait passer à plus prochainement. Chaque maison du Parc a un thème. Nous, nous sommes sur un thème montagne et saveurs. Saveurs puisque maintenant on travaille la gastronomie, on travaille beaucoup avec des produits locaux. On met en valeur tous les produits locaux et les fournisseurs locaux. Avec le PNR, nous avons une charte de qualité pour la maison du Parc mais aussi on est labellisés « gîte d'étape maison du Parc » donc avec une charte de qualité. Là aussi, avec le PNR, ça nous amène une promotion et une communication relativement importantes. Le Parc nous aide à mettre en place des actions promotionnelles. Nous en avons deux qui sont essentielles, « viens goûter à la maison » et « viens te réchauffer à la maison ». Cette année, j'ai fait des formations d'ateliers pâtisserie pour les enfants. On a eu des soirées, des après-midis conte. Cette année, je me suis vraiment régalé avec les enfants à faire des petites pâtisseries et ensuite de les déguster ensemble avec un bon chocolat chaud. Le PNR nous aide aussi par la formation à nous développer. En action-formation, cette année, nous avons développé une stratégie de

marque pour la marque collective « Parc ». Ensuite, la mise en place du tourisme de nature dans le PNR qui est une action en cours avec la Région Occitanie.

Michel Rouffet : Merci beaucoup. Vraiment, c'est une expérience très intéressante dont on sent qu'elle pourrait être extrapolée avec un peu de volonté. En attendant, vous avez remarqué, il y a un facteur dont il a parlé mais pas vraiment, notre ami Bernard est un cuisinier hors pair, en plus d'un homme au contact fantastique, cuisinier hors pair donc c'est vrai que c'est un atout important.

Jean-Luc Grimaldi, école refuge d'Alquezar : Je suis désolé, on n'est pas du tout dans le même domaine que les confrères. L'école refuge comme son nom l'indique c'est avant tout une école. Le nom de refuge, c'est un peu prétentieux parce que nous sommes à 650m d'altitude, en plus dans un village touristique. Il a le nom de refuge uniquement parce qu'il fonctionne comme un refuge, parce que la gestion est la même qu'un refuge. C'est avant tout une école de formation.

D'un côté, c'est avant tout une école de formation de la Fédération aragonaise de montagne qui a voulu ce centre de formation pour éduquer les enfants, les affiliés à la fédération à tout ce qui est montagne. En priorité, ça aide à former ; les clubs de montagne viennent pour donner des formations. En second lieu, c'est un centre officiel également pour tout ce qui est Brevets d'État des guides. Comme on est en Sierra de Guara et à 650m d'altitude, c'est plus tourné vers le canyoning et l'escalade, puisque la fédération aragonaise de montagne a une autre école un peu plus haut à Bénasque où là, tout ce qui est moyenne montagne et haute montagne est pris en compte. C'est très joli Alquezar. L'école dispose d'un certain nombre d'installations telles que salles de cours, salles de conférence, bibliothèque, infirmerie, gymnase, un mur d'escalade de 12m de haut et 104m<sup>2</sup> de superficie.

D'un autre côté, c'est un refuge. Étant donné qu'on est situés dans un village touristique, on va plutôt parler d'auberge que de refuge. Elle dispose de 75 lits qui sont séparés en deux étages où nous avons 40 places en dortoir commun comme tout refuge mais en revanche, nous avons les 35 places restantes en petites chambres de 3, 4, 5 personnes, avec sa propre salle de bain, comme si vous étiez à l'hôtel, avec tout le nécessaire de draps, de couvertures, de serviettes de toilette, etc. Le refuge est ouvert toute l'année, chose rare, surtout dans un village touristique comme Alquezar. Il y a des refuges qui ne peuvent pas être ouverts en hiver en haute montagne, c'est compréhensible mais au pied de routes, comme ça, dans un village touristique, c'est assez rare d'avoir des établissements commerciaux qui restent ouverts toute l'année. Parce qu'il profite de la saison haute du canyoning, je rappelle qu'on est en Sierra de Guara, qui va du mois de mai jusque fin septembre début octobre. Cet établissement est ouvert toute l'année et tous les jours de l'année. Ce qui lui confère également une autre fonction.

En plus d'école et de refuge, il a un peu la vocation d'être le local social du village. Alquezar est un village maintenant très connu au niveau européen et maintenant au niveau mondial parce qu'il est à l'origine du boum du canyoning. Ce village est typiquement touristique donc le restant de l'année, en dehors de la saison haute, il y a simplement 150 personnes qui vivent dans ce village. Mais l'école refuge reste ouverte pour ces personnes-là. On profite des installations qui sont laissées quasiment gratuitement à la mairie du village pour tout ce qui est gymnastique douce pour les personnes du troisième âge, tai-chi, également école de langues. Il y a des cours de français qui sont également diffusés pour les personnes. On fait également de l'initiation à l'escalade pour tous les enfants du village, il y en a pas beaucoup, 7 ou 8, mais il y a des villages aux alentours, ce qui permet d'avoir une activité toute l'année et faire fonctionner cet établissement tout au long de l'année. Honnêtement, ce n'est pas un établissement qui a une vocation commerciale. L'argent que la fédération gagne durant la période d'été, c'est vrai qu'en période d'hiver, elle a tendance plutôt à le perdre. L'important est d'équilibrer les comptes en fin d'année. C'est pour cela qu'on essaie de dynamiser d'une autre manière, cet établissement.

Le refuge est ouvert à tout le monde, qu'on soit affilié à un club de montagne ou qu'on soit particulier, il est ouvert à tout le monde. On accueille le particulier, on accueille des familles, on accueille des groupes. Et essentiellement en été, comme il y a une concurrence très active en Sierra de Guara au niveau des établissements et des hébergements, nous, on a plutôt la vocation de se tourner vers les groupes scolaires. C'est pour ça qu'on essaie de faire des camps, on en a un peu parlé, qui sont des mini-colonies de vacances qui durent 10 jours où on a toute une démarche d'éducation aux enfants au niveau de la montagne et de la sécurité en montagne, tout en étant ludique, tout en essayant de permettre qu'ils en profitent au maximum. Ça permet, parce que à Alquezar, entre hôtels 3 étoiles, il doit y en avoir 3 ou 4, auberges, il y en a trois sûrement et maison de tourisme rural, il y a environ 3 000 lits en Alquezar sur un village qui n'est pas énorme. On a essayé de diversifier ce mode de fonctionnement.

Les atouts sont le magnifique mur d'escalade qui, chose rare, a été fait en roche reconstituée. La collégiale a été classée monument historique en 1966. Le village lui-même d'Alquezar est connu au niveau historique et artistique depuis 1982, surtout des Français depuis cette date-là pour le canyoning. On voit également des nouvelles installations qui ont été faites parce que ce village a été développé au niveau touristique. Il a profité du boum du canyoning pour après se diversifier au niveau de la randonnée. Il y a les dernières installations telles que des passerelles qui longent le lit du rio Vero, avec des installations telles que des miradors pour regarder les oiseaux et pour diversifier l'offre touristique.

**Michel Rouffet** : Merci beaucoup Jean-Luc. Voilà, ces quelques expériences un peu nouvelles, vous voyez que la nouveauté vient à la limite au départ plus des produits que des hébergements proprement dit mais c'est intéressant de se poser la question toujours qu'est-ce qu'on peut développer comme activités, comme produits en

essayant d'être proches de ce que le lieu propose, bien sûr, ce que le lieu peut proposer. On avait en tête de vous proposer d'autres exemples en particulier l'hôtel refuge de Bénasque et puis les chalets d'Iraty mais malheureusement les gens se sont désistés. Tout ça pour illustrer qu'on peut avoir de l'imagination et créer de nouveaux types d'hébergements dans les zones naturelles et se regrouper pour monter des circuits et des produits touristiques intéressants. On a quelques minutes encore pour des questions. Est-ce que certains sont intéressés d'avoir des précisions ?

**Dominique Giard, Commissaire du massif des Alpes** : C'est juste une question sur le dernier exposé de Jean-Luc Grimaldi. Quel a été le maître d'ouvrage de cet aménagement, de ce bâtiment et son coût d'investissement ? Très bel équipement.

**Jean-Luc Grimaldi** : Oui, un très bel équipement qui appartient à la Fédération aragonaise de montagne qui est le propriétaire de cette école. Le financement, ce sont des subventions obtenues du gouvernement aragonais. Il ne faut pas oublier qu'en Aragon dans les années 60-70, le tourisme de montagne n'était pas connu, n'était pas développé. Imaginez-vous que l'Aragon, on est au centre de l'Espagne, l'Aragon n'a pas de mer donc ils n'ont pas pu développer un tourisme de Méditerranée, de plages, etc. La seule option qu'ils avaient c'était de développer le tourisme de montagne. A côté de ça, pour développer le tourisme de montagne, il fallait aussi penser à la sécurité, à l'aménagement, etc. Donc c'est vrai que le gouvernement d'Aragon a potentialisé ce développement de tourisme de montagne en créant des infrastructures comme celle-là. Des coûts, je ne pourrais pas vous dire. Si je peux vous donner un coût. La dernière innovation qui a été faite dans cette école, c'est de faire une terrasse parce qu'elle manquait dans cette école. En été on s'est aperçus que les gens venaient dormir à l'école parce que c'est un produit relativement bon marché également mais par contre, ils allaient dîner dans les restaurants avec terrasse, etc. Donc le dernier investissement qu'a fait le gouvernement d'Aragon dans cette école, c'est de créer une terrasse relativement simple qui est très important pour cet établissement. Le coût, il n'y a rien à cacher, est de 30 000€ environ.

**Bernard Fraisse** : Je voudrais rajouter juste quelque chose que je n'avais pas dite tout à l'heure. C'est qu'on est en bout de route, on est à 12km du village le plus proche. En Espagne, il y a beaucoup d'hébergements comme le nôtre en bout de route donc on est entre refuge et auberge donc ça, c'est important. Ensuite, un deuxième point que j'ai oublié d'aborder, c'est l'importance de la collaboration qu'il y a eu entre la communauté de communes qui est propriétaire de la structure et nous, dès le départ du projet. Ça a été important, ça a évité certaines erreurs. Et ensuite l'autonomie qu'on nous a laissé dans la gestion et dans le choix de nos orientations. Ça a été un élément primordial dans la réussite de notre projet. Voilà, je voulais rajouter ça.

Il est vrai pour les refuges mais aussi pour les hôtels ou pour les villages vacances que des fois, des établissements se sont construits sans connaître le gestionnaire et que le

gestionnaire est venu après. Ce n'est pas une très, très bonne pratique effectivement parce qu'il est semble-t-il préférable que l'on sélectionne le gestionnaire et qu'on travaille après au projet avec lui, puisque lui, il a une partie très importante dans le succès du projet. Pour les refuges, par exemple, je crois que désormais, de plus en plus, on essaie pour les projets de modernisation des refuges de tenir compte de l'avis du gardien en place, par exemple. Ça paraît tellement évident mais ce n'était pas nécessairement toujours le cas avant. Et maintenant, ça commence à rentrer dans les mœurs.

## Les Refuges face aux enjeux environnementaux : répondre aux enjeux en termes de fréquentation et de fonctionnement tout en limitant les impacts environnementaux.

### Participants :

- Joël Combes, chargé de mission Tourisme durable, Parc National des Pyrénées
- Thierry Percie Du Sert, ARPE
- Olivier Lefevre, APEM
- Jésus Tartera Orteu, Parc National d'Aigüestortes et le lac Saint-Maurice
- Soize Le Floch, gardienne du refuge d'Ayous
- Christian Comte, club FFME Luchon Haute Montagne
- Matthieu Cruège, Directeur du Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises, modérateur

### Matthieu Cruège

Je suis Directeur du Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises. L'idée de cet atelier est de prendre connaissance des pratiques des collègues, sur d'autres refuges et territoires, et essayer de se trouver des fils conducteurs pour des actions collectives.

Quand on décide d'étudier les problématiques qui font lien entre refuges et environnement, on s'aperçoit assez vite que les thématiques sont très nombreuses. Entre les thématiques classiques, liées à l'eau, à l'énergie, aux déchets, et puis les autres sujets, liés aux matériaux, aux paysages, à la biodiversité, ça nous fait énormément de points d'entrée sur lesquels nous pourrions échanger.

En termes d'objectifs, de mon point de vue on est face à un certain nombre d'objectifs assez nombreux, qui demandent nécessairement des compatibilités entre eux. Entre les objectifs de limitation des impacts, de maîtrise des coûts, maîtrise des charges en temps de travail pour les gardiens de refuges par exemple, on est sur des problématiques qui sont assez diverses, avec des compromis à trouver ; les objectifs de valorisation des refuges sont même une finalité. Se poser la question des impacts, c'est aussi renvoyer à l'action de tous les acteurs qui de près ou de loin sont partie prenante à la vie, à l'activité, au fonctionnement des refuges : gardiens, propriétaires, usagers, les collectivités pour ne citer qu'eux. On a un ensemble d'acteurs qui ont à un moment donné un impact ou une responsabilité sur ces problématiques

d'environnement. Ce sont des acteurs qui interagissent entre eux, avec des impacts sur l'environnement qui sont à prendre en compte.

### Joël Combes

On va évoquer des enjeux mais aussi de la prospective pour arriver à concilier ces nouveaux enjeux, cette évolution des fréquentations, des périodes d'ouverture des refuges plus larges, l'accueil de nouveaux publics, avec la limitation des impacts sur l'environnement.

Pour répondre à ces enjeux, on pourrait partir du principe de travailler à partir d'un positionnement évidemment pour la partie refuge, ce sera l'objet de ma première partie et de décliner ce positionnement sur les équipements, le fonctionnement du refuge. Mais aussi à travers ce positionnement il faut pouvoir avoir des actions en faveur de la sensibilisation des usagers, de la clientèle. A partir de la mise en tourisme ou de la création des produits à partir de ce positionnement, tant au niveau des équipements, des fonctionnements, de la sensibilisation ou de la mise en production, on aura un objectif, de part ce positionnement, de limitation des impacts sur les milieux.

Pour information, le territoire du Parc National des Pyrénées compte 65 communes, réparties sur le département des Hautes-Pyrénées et des Pyrénées-Atlantiques, une zone cœur d'environ 45 000 hectares. Le PNP est propriétaire de 4 refuges, et il y a 18 refuges en zone cœur. Sur ces 18 refuges, il y a environ 40 000 nuitées en 3 mois d'été. La fréquentation est plutôt stable, voire en légère augmentation. On note une évolution des publics, avec une augmentation du grand public, voir du public familial, qui côtoie maintenant le public plus historique du randonneur de montagne.

C'est une offre importante pour le territoire. Il convient de qualifier cette offre, de trouver un positionnement clair et partagé par l'ensemble des acteurs, gardiens, propriétaires, services instructeurs, etc. pour répondre au double objectif de prise en compte de l'environnement et de sensibilisation et de valorisation du patrimoine. Le positionnement à notre avis du produit refuge, c'est que c'est un abri et un hébergement de montagne, mais surtout un produit d'écotourisme ou de tourisme durable, pour nos vallées, nos territoires. C'est une offre complémentaire du tourisme que l'on retrouve dans nos vallées, que ce soit au niveau des stations, du tourisme d'hiver, de ski, ou du bien-être et du thermo ludisme. Sur cette offre estivale voire hivernale, il faut qu'il y ait vraiment une déclinaison de ce positionnement clair autour d'un écotourisme à développer en montagne.

On va pouvoir décliner ce positionnement en termes d'équipements, de fonctionnement, de prestations et de produits, un ensemble d'actions qui va de fait contribuer à la préservation des patrimoines et à leur valorisation.

Exemples :

- Au niveau des équipements. Si on travaille sur ce positionnement d'écotourisme, on va plutôt travailler avec des énergies renouvelables, on va avoir un mix énergétique sur les bâtiments avec différents types d'énergies renouvelables. On va aussi travailler sur la non utilisation des énergies fossiles, sur de nouvelles actions autour de l'isolation des bâtiments, notamment pour des ouvertures hivernales. En déclinaison de ce positionnement il est nécessaire d'utiliser plus de matériaux naturels et locaux, afin d'être vraiment en lien avec l'environnement dans lequel se situe le refuge, et aussi dans un objectif d'intégration de ces bâtiments.
- Avec l'exemple de l'eau, si on veut avoir un positionnement plus favorable pour l'environnement, on peut s'engager dans des dispositifs un peu alternatifs en matière d'assainissement, je pense à l'assainissement écologique avec le développement de toilettes sèches. On est cohérent sur créer ce type d'équipements qui vont limiter certains impacts sur les milieux comparés à des interventions un peu plus traditionnelles en montagne.
- Sur le fonctionnement des bâtiments, notamment tout ce qui relève de l'écoresponsabilité au niveau des refuges, avec un travail au niveau de l'économie de la ressource, que ce soit de l'eau, de l'énergie, un travail au niveau du traitement des déchets. Le PNP a initié une expérience avec l'installation d'un composteur pour tous les déchets organiques produits par le refuge, et le retour d'expérience semble intéressant. Ça évite certaines pratiques qui ne sont pas cohérentes avec les milieux. C'est aussi une réduction des déchets à la source, il y a un gros travail à faire sur les produits, les emballages utilisés, les techniques qui sont proposées dans les refuges. Il y a aussi toute une réflexion au niveau de l'approvisionnement, je pense que le client va à partir d'un positionnement affiché dès le départ, qui vise à limiter son impact et à prendre en compte l'environnement, il va comprendre des dispositifs particuliers et mis en place sur les bâtiments, autour de l'économie de l'eau, de l'énergie, de la production de déchets.
- La notion de sensibilisation des clientèles qui est très importante. L'objectif est que la clientèle prenne conscience qu'elle peut participer à la préservation des patrimoines, limiter son empreinte sur les milieux. Elle peut avoir des comportements ou des éco gestes lors de son séjour en refuge, qui vont permettre de moins consommer, lors de la nuitée ou lors de son séjour. Cela suppose de mettre en place des outils de communication, de bien informer avant l'arrivée au refuge, de faire comprendre ce qu'est le produit refuge à la clientèle. Cela peut être par des espaces d'informations au sein du bâtiment, des panneaux explicatifs. Si le client prend conscience de la difficulté pour un refuge de fonctionner, des contraintes environnementales présentes, il est prêt à faire des efforts et à participer à cette préservation de l'environnement et à la limitation des consommations, donc par ricochets des impacts.

- Tout ce volet accueil, sensibilisation doit être mis en place pour avoir des effets sur la prise en compte des patrimoines et qu'on tienne la promesse. On offre un produit d'écotourisme, de tourisme durable, on souhaite que la fréquentation n'ait pas d'incidences notables sur l'environnement ; il faut informer pour que les usagers adhèrent à cet objectif et que la promesse soit tenue dans la prestation qui leur est proposée.
- Le PNP a mis en place des panneaux qui expliquent le volet environnemental dans les refuges et le métier de gardiens. Publics intéressés. Il ne faut pas hésiter à informer, proposer des contenus.

Pour être cohérent avec ce positionnement de produit d'écotourisme, il faut le décliner sur les prestations et les produits proposés au refuge. On n'a pas assez de produits en lien avec l'environnement, la découverte des patrimoines, il y a des initiatives : observation du ciel étoilé (réserve internationale de ciel étoilé sur le territoire du PNP). Il y a une mise en production de thématiques environnementales et naturelles à mettre en place pour être en conformité avec le positionnement et que l'utilisateur s'y retrouve lors de son séjour.

Ça passe par les productions locales, et les mettre en avant avec une restauration à base de produits locaux. Ça peut passer par la décoration intérieure qui fait écho au patrimoine environnant, des informations, des animations, et des équipements particuliers (zone d'observation), qui vont permettre de valoriser les patrimoines et d'avoir des thématiques spécifiques autour des patrimoines et de correspondre bien au produit d'écotourisme sur nos vallées.

L'objectif était de partager avec vous ce positionnement, afin qu'il soit adopté et décliné dans les aménagements, les fonctionnements et les produits proposés. L'ensemble fera qu'on limitera les incidences sur les milieux et les patrimoines.

#### Question n°1, Julien Militon, gardien du refuge d'En Beys :

J'aimerais que tu développes un peu l'idée qu'il peut y avoir des complications entre la réalité du terrain et l'administration. Au niveau environnemental, je prends cet exemple qui me tient à cœur, c'est comment on peut d'un côté demander aux gardiens de refuges de limiter leurs héliportages (un héliportage par saison dans le Parc, avec peu de stockage) et leur proposer du ravitaillement en mule et d'un autre côté ne pas autoriser la construction d'abris pour les mules ou pour le ravitaillement ? Il y a quelque chose au niveau administratif qui ne colle pas dans la gestion de terrain.

Joël Combes : c'est deux périodes d'héliportage, une en début de saison et une en fin de saison avec les héliportages nécessaires pour approvisionner le refuge. C'est lié aussi à la capacité des refuges du parc qui sont de 2 000 à 3 000 nuitées. Soize qui gère un refuge du Parc pourra dire si c'est contraignant. Pour les abris pour les mules je ne suis pas sûr, au contraire. Notre position vis-à-vis des héliportages et au fait

d'essayer par du stockage de limiter l'hélicoptage dans nos vallées, et dans le cœur de Parc, ça passe par du transport autre, par les mules ou l'homme. On va plutôt favoriser ces équipements qui visent à développer ce type d'approvisionnement.

Question n°2, Thomas Dulac, gardien du refuge des Cortalets :

Je trouve que l'écologie est très importante mais si on fait de l'hélicoptage on fait pas du produit local parce que forcément on fait de la boîte de conserve. Et forcément quand on fait du produit local, c'est du frais, ce qu'on achète dans la région. Pour moi faire du produit local c'est très compliqué, je suis en train d'ailleurs de parler avec un micro local qui doit venir de Chine et on a dû manger à midi du produit local qui vient du Nord de la France. On essaye de parler écologie, c'est assez complexe, on est dans une salle où il fait très chaud, je pense qu'on devrait baisser la température et mettre un pull. Je pense que le problème de l'écologie n'est pas forcément lié à la montagne. Quand il y a 110 personnes qui dorment dans mon refuge ou 110 personnes qui dorment dans un hôtel en bas, je pense que la pollution elle est beaucoup plus complexe dans l'hôtel en bas et je pense que c'est très difficile de mettre des contraintes sur un refuge qui dépense déjà très peu d'énergie par rapport à la plaine. Moi pour faire des produits locaux, j'ai une piste de 21km qui amène jusqu'à mon refuge, je fais 2 allers-retours par semaine pour faire vivre les locaux. De ce fait j'ai dû frais, des légumes, du vin... tous les refuges sont différents mais je pense que si vous voulez faire des produits locaux ça va être très complexe.

Joël Combes : ça montre qu'il y a du travail à faire entre les filières, le tourisme et l'agriculture. Un exemple sur le PNP. Il y a un réseau de 80 éleveurs, ils disposent d'une conserverie. On va prochainement proposer aux gardiens de refuge, en hiver, de venir faire leurs recettes grâce aux carcasses de ce réseau d'éleveurs. De mettre sous vide car ça pèse moins, pour avoir du stock en recettes et en produits locaux. C'est un exemple de synergie entre deux filières sur les territoires. C'est une question de volonté, il y a des contraintes mais on peut y arriver.

Question n°4, Eric Courgeon, gardien du refuge d'Arrémoulit :

C'est un refuge qui se trouve sur le territoire du Parc mais qui ne lui appartient pas. Joël tu nous parlais des énergies renouvelables, qu'est-ce qu'il en est de l'éolien et des pico centrales ?

Joël Combes : l'éolien je crois que ce n'est pas une technologie qui satisfait pleinement, dans nos vallées pyrénéennes, même si des petits dispositifs d'éoliennes rotatives en fonction des directions du vent mériteraient peut-être d'être testés. Je crois qu'il ne faut pas hésiter dans l'avenir à expérimenter ce moyen de production d'énergie. Pour les pico centrales elles sont possibles dans le cœur de Parc avec un débit autorisé au niveau de l'eau. C'est possible si c'est nécessaire, si on a les besoins en énergie.

### Question n°5, Christian Comte, utilisateur de refuges :

Est-ce que dans les cas où cela pourrait être possible, un transport par câbles serait envisageable ? peut-être pas dans le Parc, car il y a une réglementation particulière, mais ailleurs ? on le voit beaucoup dans les Alpes, en Italie notamment. Ils ont des petits téléphériques.

Joël Combes : je sais qu'il y avait un monte-charge entre le Pic du Midi de Bigorre et un bâtiment qu'il y avait en dessous, donc il risque d'être restauré pour acheminer du matériel à partir de la piste jusqu'au bâtiment. Il faut évaluer les impacts, les travaux, le visuel, l'équipement et le fonctionnement car ça ne tourne pas tout seul.

Julien Militon : pour information, l'EDF dans ses rénovations de barrage, ou de construction, réfléchit à ce qui coûte le moins cher. Des fois ils sont à deux doigts d'installer un téléphérique plutôt que des rotations d'hélicoptères. Du coup la réponse elle est là. Nous en refuge ce qu'on utilise en hélicoptère, financièrement vis-à-vis d'un monte-charge c'est inintéressant.

### Jesus Tartera Orteu

Je vois qu'on a des problématiques très similaires des deux côtés des Pyrénées. Mon intervention va être similaire sur la gestion environnementale des refuges de montagne et on va parler du cas concret du Parc National d'Aigüestortes. Pourquoi est-ce qu'on pense que c'est nécessaire d'avoir une gestion environnementale des refuges de montagne ? J'ai noté 5 points, même s'il y en a beaucoup plus :

- Tous les refuges des Pyrénées se trouvent dans des environnements fragiles, qui se trouvent dans des endroits d'intérêts naturels, avec beaucoup de faune, flore et paysage et reliefs qu'il faut protéger.
- Il y a un nombre assez important de visiteurs et donc les impacts potentiels sont réels
- Les normes sont de plus en plus nombreuses c'est une réglementation complète, précise, exigeante on s'occupe du fait
- Une surveillance plus importante de la part des administrations
- Socialement il y a un refus de la part de la société de consommer des produits qui vont dégrader l'environnement, surtout des gens qui vont dans les espaces naturels et qui sont très conscients. On doit tous faire une gestion environnementale précise.

Le Parc National d'Aigüestortes se trouve à 300km d'ici à vol d'oiseau, versant sud, on est très proche de Luchon. Le parc national à 41 000 hectares, dont 14 000 se trouvent dans une zone protégée, et les 26 000 autres hectares se trouvent dans une zone périphérique de protection qui serait comme un parc naturel. La réglementation est

plus souple, on peut chasser, pêcher, avoir des exploitations forestières de façon contrôlée. Dans la zone de cœur, la réglementation est beaucoup plus importante, il y a beaucoup d'activités qui sont interdites.

Il y a 600km de sentiers balisés. Chaque année on reçoit plus de 500 000 personnes, l'année dernière c'était 550 000, cette année il y a eu une forte augmentation et on pense qu'on va compter 600 000 personnes. Il y a 11 refuges de montagne à l'intérieur du parc, qui sont gardés. Nous avons 3 refuges non gardés. C'est un large réseau de refuges pour 40 000 hectares. Ces 11 refuges reçoivent environ 33 000 nuitées par an. On a environ 500 places.

Ces refuges sont importants à l'intérieur du parc, d'abord parce que ce sont les seules infrastructures qui se trouvent à l'intérieur du parc. Il y a quelques points d'informations. La plupart des visiteurs peuvent entrer dans le parc et la seule chose qu'il verront sera les refuges et les gardiens, ils ne verront pas d'autres personnes des collectivités. Les refuges sont des points très importants pour la sécurité en montagne, ils sont fondamentaux pour les services aux visiteurs et pour nous ça signifie une concentration des impacts des visiteurs. Ce réseau des refuges permet que ce soit interdit de camper et qu'on puisse dormir seulement à l'intérieur des refuges, comme cela on évite les impacts. Il faut être très attentif pour que la gestion aide à maintenir un bon état du parc naturel.

Pour cela depuis 10 ans, on est certifié EMAS. EMAS c'est un outil de gestion, pour les entreprises et les organisations, c'est volontaire, nous nous le sommes imposés nous-même. Cela permet d'évaluer, de faire connaître le comportement environnemental et cela signifie une amélioration continue. On a des audits tous les ans qui vont contrôler le comportement environnemental du Parc. Tous les éléments du Parc sont certifiés EMAS , et également sont certifiés 3 refuges qui sont propriété du Parc.

Ce système de gestion environnemental implique directement 3 refuges, Estany Llong, Pla de la Font, Ventosa i Calvell qui sont dans ce système. Ça implique aussi les autres refuges qui sont propriété ou de la FEEC, ou des régions, car nous devons garantir que toutes les activités qui se font à l'intérieur du Parc ont une bonne gestion environnementale. Donc on va impliquer les autres refuges.

Il est important de connaître les aspects environnementaux des refuges. D'un côté on a la consommation des ressources naturelles, l'eau, l'énergie électrique qui peut être solaire ou du réseau, la consommation de combustible, propane, bois, gasoil, ensuite on doit gérer les déchets non dangereux. On génère aussi des déchets dangereux pour l'environnements : des tuyaux ultraviolets, huiles de cuisine, graisses du décanteur, batteries épuisées, emballage vides contaminés. Il y a aussi le bruit, beaucoup de refuges ont des générateurs en complément qui génèrent beaucoup de bruit. Ça génère des gaz de combustion atmosphérique (propane, bois, gasoil).

Quant aux énergies, c'est là-dessus qu'on est les meilleurs. Nous avons des plaques photovoltaïques dans la plupart des refuges. Il y en a seulement 2 qui sont connectés au réseau électrique. Il y a un refuge (Josep Maria Blanc) qui a installé en 2014 des panneaux photovoltaïques pour éliminer une ligne électrique qui fournissait le Parc. C'était la seule qui restait dans la zone du cœur du Parc. Ce refuge a dû changer ses sources d'alimentation pour pouvoir retirer le réseau électrique. Beaucoup de refuges ont installé des chauffages. Par exemple un chauffe-eau à bois au refuge d'Amitges.

Le cheval de bataille de la gestion environnementale des refuges c'est la gestion des fosses septiques. C'est là-dessus qu'on a le plus travaillé ces dernières années. Il y a 10 ans on avait encore des refuges qui ne traitaient pas les eaux usées. Mais actuellement tous les refuges possèdent une fosse septique, ont des décanteurs pour les eux, des plans de maintenance pour les fosses septiques, font des vidanges pour les graisses. On regarde de près que la gestion des résidus soit faite correctement.

Ce n'est pas suffisant, malheureusement on n'arrive pas à limiter complètement les déversements, on n'en est pas loin, par rapport à nos objectifs. Actuellement dans les refuges certifiés EMAS, on a encore beaucoup de travail pour limiter l'ammoniac et le nitrogène. Il y a des différences entre les refuges du Parc et les autres. Ceux du Parc comme ça fait plus longtemps qu'ils ont la permission de déversement on a réussi à avoir une augmentation des limites. Par rapport au déversement on n'arrive pas à accomplir ce qui est demandé légalement et dans ce système de gestion environnemental c'est ce qui nous tracasse le plus. La maintenance est un travail quotidien du gardien de refuge, il faut vider les fosses septiques, le décanteur de graisse, si c'est obturé ça fait plus de travail. On cherche les meilleures solutions techniques adaptées au problème qu'on a dans les refuges.

On a une concentration de visiteurs très élevée, dans une période très courte. Les fosses ont une période d'activité longue, la température baisse, les fosses septiques traditionnelles n'ont pas le même comportement en bas qu'à 1 000m. Nous n'avons pas assez d'énergie non plus pour avoir des systèmes plus optimaux. On va faire des expériences, et nous aimerions essayer de l'aération avec des sources d'énergie renouvelables ou des activateurs bactériens. Ce qu'on a fait jusque-là c'est des études du milieu récepteur c'est-à-dire des cours d'eau proches des fosses septiques, des études des micros et macro invertébrés pour voir si avant et après la fosse septique il y a un impact négatif. Si les paramètres du déversement ne sont pas optimaux, il faut qu'on regarde si on infecte l'environnement ou pas. Nous gérons aussi les résidus, les déchets, tous les déchets sont triés, certains refuges contrôlent et analyse les pesages de chaque type de déchets (plastique, papier, etc.) et on regarde quel est le volume et on propose un objectif de réduction. Il faut être très conscient de ce qu'on produit pour pouvoir diminuer. On regarde également les déchets dangereux pour être sûr qu'ils soient bien stockés et qu'il y ait un bon étiquetage. On regarde qu'il y ait une bonne gestion de ces refuges, des registres pour être sûr que les huiles soient amenées là où il faut...

Un autre sujet, l'eau de consommation. Sanitairement il faut que l'eau soit potable et suive la réglementation. Il y a des refuges où on a opté pour le chlore, mais ça ne nous semble pas la meilleure méthode dans un Parc National. On a réussi à utiliser les ultraviolets pour rendre l'eau potable, ça nous oblige à faire d'avantage d'analyse car ce n'est pas garanti que l'eau soit potable à la sortie. Il y a toutes une série d'actions à faire cette année, mettre des filtres plus épais, pour s'améliorer là-dessus. Chaque année on fait un suivi environnemental des refuges, les gardiens du Parc, pas ceux des refuges, visitent les refuges et ont une check-list pour connaître le comportement environnemental concernant la gestion des déchets, des énergies, la sécurité, les extincteurs... on va voir les propriétaires des refuges et on leur communique les résultats de cet audit. Les auditeurs pour la certification audient aussi des fois certains refuges internes ou externes au Parc. Ces suivis d'auditeurs externes au Parc sont sur la base du volontariat, le gardien qui ne veut pas le faire, on ne peut pas rentrer dans le refuge, c'est évident. Nous mettons à disposition des gardiens de refuge tous les protocoles, les fiches, pour la maintenance du refuge, des fosses septiques, des consommations, la sécurité, l'urgence... On a travaillé ces documents avec eux et avec la Santé Publique sur des plans d'autocontrôle de l'eau, de nettoyage, des infections, sur les produits, ... Le Parc a beaucoup aidé financièrement pour l'installation des fosses septiques, les énergies renouvelables, des conteneurs pour les déchets pour les refuges qui l'ont souhaité, des analyses des eaux usées. Nous faisons aussi des formations sur des sujets environnementaux, sur la maintenance, et beaucoup d'orientations environnementales.

Nous faisons les travaux préalables pour candidater au Starlight pour le tourisme lié aux étoiles. Merci

#### Question n°6 (gardienne espagnole) :

Quant aux eaux de consommations, pour les refuges qui ne sont pas à l'intérieur du Parc National, ils se sentent un peu seul à défendre les ressources, dans ce cas l'eau de consommation, là on nous demande qu'elle soit potable, avec du chlore ou avec de l'ozone, mais de mon point de vue, le fait de traiter ces eaux, à la fin ce qu'on fait c'est la maltraiter. De fait dans la législation espagnole, le décret royal sur les eaux de consommation, il y a un petit volet qui dépend de la quantité de débit de la source ou de la consommation des personnes qui peuvent boire par jour et dans ce cas-là on n'est pas obligé de rendre cette eau potable. Mais on se sent seul par rapport à l'autorité sanitaire, il est très difficile quand il n'y a pas une union avec d'autres refuges ou à l'intérieur d'un syndicat qu'on n'a pas. Par exemple est-ce que vous rendez potable toutes les eaux de tous les refuges même si le débit est inférieur à 10m<sup>3</sup> et la consommation inférieure à 50 personnes par jour, même si ce n'est pas obligatoire ou est-ce que c'est l'administration qui le demande ?

Jesus Tartera : on doit suivre les normes de la Santé Publique et il nous demande que les refuges, les installations où on donne des repas et qu'il y a des services de ce genre,

l'eau doit être potable, donc je ne pense pas que toutes les eaux de tous les refuges soient traitées, je pense que certains ne le font pas, mais si la Santé Publique vient voir, ils vont faire traiter.

Gardienne : moi je ne la traite pas, la santé publique est venue et ils ont dû se taire car eux-mêmes ne comprenait pas leur propre législation. On n'est exempté, à moins ce que ce soit une obligation expresse

Jesus Tartera : nous on fait ce que la Santé Publique dit. Ce qu'on a proposé c'est les UV. Elle n'aime pas trop car il n'y a pas de vérifications.

Gardienne : est-ce que vous proposez une aide économique pour mettre ces appareils ?

Jesus Tartera : certains sont du Parc, mais d'autres se sont les refuges qui l'ont payé eux-mêmes. De la même façon qu'il faudrait mettre un appareil à chlore.

#### Question n°6, Eric Courgeon, gardien du refuge d'Arrémoulit :

Depuis que je suis gardien, je n'ai plus le temps d'aller dans les refuges espagnols. Vous parliez des résidus, des poubelles, je voulais m'assurer qu'il ne s'agissait que des poubelles issues du refuge, de son activité, et non des randonneurs ?

Jesus Tartera : la plupart des refuges traitent seulement leurs propres déchets. Mais il est vrai que certains refuges ont des accès plus faciles et sont d'accord pour que les randonneurs laissent les déchets. C'est surtout des randonneurs qui font plusieurs jours, de l'itinérance. Et certains refuges permettent que le randonneur laisse son petit sac. Dans le Parc il n'y a pas de conteneurs accessibles, c'est-à-dire qu'il faut descendre ses propres déchets.

#### Question n°7, gardien espagnol :

Ce matin nous avons parlé de l'ouverture des refuges, de l'augmentation de leur ouverture en hiver. J'ai une question très simple, les dommages de la quantité de nuitées pendant l'hiver, vous diriez que ça affecte plus parce que c'est l'hiver ou ça ne change pas ?

Jesus Tartera : dans la manière d'affecter l'environnement, certains refuges ouvrent déjà l'hiver, on n'a pas fait d'études sur ce sujet à dire vrai, mais je pense que vu la fréquentation actuelle il y ait beaucoup plus de problèmes que l'été, vu l'affluence qu'il y a l'été.

#### Question n°8 :

Beaucoup de refuges espagnols, notamment ceux des Parcs sont construits près de barrages, est-ce qu'au niveau de l'énergie ça facilite pas mal les choses, c'est-à-dire qu'on peut utiliser cette énergie, peut-être électrique.

Jesus Tartera : au niveau du Parc National, depuis le début, on a interdit l'utilisation des eaux des barrages pour produire de l'énergie hydro-électrique. On a voulu promouvoir l'énergie photovoltaïque et on n'a pas autorisé de micro centrale hydro électriques.

Thierry Percie du Sert et Olivier Lefevre

Thierry Percie du Sert

Nous allons vous présenter un peu le travail fait avec plusieurs gardiens, du suivi quotidien de la gestion environnementale au niveau des refuges. Ça concerne le gardien mais ça concerne aussi le propriétaire. L'ARPE suit l'approche refuge depuis 20 ans, on a eu plusieurs opérations avec le département des Hautes-Pyrénées, Randonnée Pyrénéenne, le CETIA, ... ça a abouti à une base de données et un guide environnemental qui a eu un certain succès et qui a été utile pendant un moment. Il commence à dater maintenant. Et puis on était passé à une phase très pratique de 2011 à 2014 avec une démarche collaborative et des journées techniques qui permettaient d'échanger. Le but c'était d'accompagner les refuges dans cette mise en place d'une gestion environnementale pour arriver à terme que le refuge avec son gestionnaire limite ses impacts sur l'environnement et qu'on puisse utiliser une série d'outils adaptés et simplifiés. L'intérêt pour les partenaires est d'arriver à mettre en place un suivi pratique dans le temps.

Très vite, car on l'a vu avec Jésus, un refuge il y a une série de facteur, énergie, eau, alimentation, équipement. C'est des flux qui passent à travers le refuge qui peuvent avoir en partie des impacts. Et puis des approches très quantitatives, intéressantes à mesurer. Il y a eu 3 ans vraiment de travail. Pour cette démarche on s'est adapté à la saisonnalité de la vie des refuges et à la disponibilité des gardiens, parce que c'est sûr ce n'était pas l'objet principal pour eux. L'approche était de chaque année travailler sur un thème, l'eau, puis l'énergie, puis les déchets... il y a eu 16 refuges, ils ont très bien joué le jeu. L'intérêt c'est qu'on a abouti à une série de documents dans une application de management environnemental certes simplifiée mais classique. On s'est rendu compte que c'était un peu compliqué de le gérer pendant la saison, de le transmettre ... On a fait un exercice en fin d'expérience pour voir qu'est-ce qu'on pouvait en tirer. Vous avez l'exemple des données qui avaient été transmises à l'époque par le refuge d'Ayous, Pierre-Jean et Soize. Ce qui est intéressant c'est d'avoir des repères, pour nous par exemple de voir qu'elle était la consommation par nuitée. La vie d'un refuge représente 25L par nuitée. Ensuite, au niveau énergie, j'ai fait un travail de tout transformé en KWatt, quelque soit la source d'énergie, parce que ça donne un point de repère et ça permet de comparer entre les sources d'énergie. Par exemple avec l'électricité, on n'arrive à 160 Watt par nuitée, le gaz presque 1Kwatt par nuitée. C'est arriver à donner des points de repères qui servent au refuge, de pouvoir les comparer. Au niveau des déchets on a transformé les approches déchets

en volume ou poids par nuitée. Par exemple si on prend le total des déchets déclarés par le refuge, ça génère 220g de déchets/nuitée.

Il faut voir ce qu'on peut en faire et comment le recueillir de la manière la plus simple. On a travaillé avec l'APEM qui a créé un site où on peut aller poster des données. Pour nous il est tout à fait expérimental, il est resté très discret, ce n'est pas encore mis sur la place publique. Le but c'est qu'il soit un outil de travail pour tous les partenaires, avec des parties de données et des parties d'informations qui puissent être utiles aux gardiens, propriétaires, partenaires... Actuellement on essaye de voir une solution où le gestionnaire peut rentrer très vite ses données et ensuite l'outil numérique peut aider à traiter la donnée.

Olivier Lefevre : L'APEM, nous sommes l'Assemblée Pyrénéenne d'Economie Montagnarde. L'idée avec l'ARPE c'est de développer des outils qui vont répondre aux besoins terrain. Les avantages d'un tel outil c'est que c'est accessible en ligne, simplement avec un navigateur web. La contrainte : il faut que le refuge soit connecté à internet. De plus en plus c'est le cas. Il permet une utilisation partagée, 2 ou 3 acteurs peuvent le faire. Le but c'est qu'il facilite la saisie et la consultation des données.

Pistes de travail. C'est d'avoir l'outil de collecte le plus simple possible, avec des formulaires que l'on remplit par rapport à des consommations. Ça va permettre des suivis en ligne des consommations et de pouvoir visualiser et suivre ses données. On va avoir des représentations graphiques et suivre en réel sa consommation. Il faut pouvoir faire des comparatifs facilement, par exemple au bout de plusieurs années, au sein d'un même refuge ou de plusieurs. Ça permettra également d'avoir une valorisation des bonnes pratiques.

Tableau de bord dynamique, accessible à toutes les parties prenantes : le gardien, le gestionnaire, le propriétaire et que chacun puisse avoir les infos qu'il cherche. Ça permet d'avoir un retour sur les technologies utilisées en refuge : pico-centrales, etc. Outil qui doit permettre d'avoir un suivi tout au long de l'année, et pas qu'en fin de saison.

Exemple en Italie des objets connectés pour la collecte des données, à voir également.

#### Question n°8, Julien Militon, Gardien du refuge d'En Beys :

Etre vigilant sur les chiffres qui ne sont pas toujours représentatifs, les manipuler avec prudence.

#### Soize, gardienne du refuge d'Ayous

Après les institutionnel, ce sont les paroles d'une gardienne. Vous expliquez ce qu'on a fait, je travaille au refuge d'Ayous, refuge du PNP. On travaille beaucoup avec le propriétaire pour mettre en place des fonctionnements écoresponsables. On a une

problématique, le fait de pouvoir descendre les déchets. Au refuge d'Ayous on fait 3 500 nuitées cette année, ça procure beaucoup de déchets. L'année dernière, on essayait de faire redescendre les déchets par les randonneurs. Il s'avère qu'il y a beaucoup de déchets qui montent avec des plastiques, qu'on ne peut pas trop enlever de nos produits parce que quand on hélicoptère les produits arrivent en haut abimés s'il n'y a pas de plastique. On composte le carton, on essaie d'avoir le moins de déchets à descendre. On a mis en place une procédure : tous les matins, on fait des paquets. Je recycle tout, je mets dans des sachets des déchets « propres » pour les faire redescendre par les randonneurs. C'est chacun qui s'investit, pas d'obligation. Ces paquets font 300 400g, ils ne coulent pas. On met ça sur la terrasse le matin. Il faut une explication pour que ces sachets soient descendus de manière autonome. Tous les soirs au refuge on fait une information sur le refuge, le fonctionnement, les problématiques liées à l'électricité (portable) ; les déchets, l'eau (pas d'eau au refuge). On se rend compte qu'il y a beaucoup moins de questions récurrentes, qui prennent du temps. Notre énergie est moins prise. Ça sensibilise les gens.

Le matin les déchets sont redescendus et très souvent les gens viennent nous demander en cuisine si on n'a pas d'autres choses à descendre. Ça fait 3 ans qu'on a mis ce dispositif en place, ça marche très bien. Ça prend du temps mais gérer les déchets au quotidien aussi, il faut les redescendre à dos de mule, ça prend du temps.

Le PNP a fait un travail collectif avec des jeunes de la mairie de Tarbes, sur un projet de composteur. On est à 2 000 m d'altitude. On a réfléchi avec le Parc sur l'endroit. Ça composte moyennement, car il faut un peu de temps, de réflexion. Certes on composte, mais qu'est qu'on fait du compost ? ça évite de disperser la matière dans la nature. Il y a des projets de réutiliser le compost pour un potager d'altitude.

Ces projets nous permettent de réfléchir pour moins impacter le milieu.

#### Question n°9, Eric Courgeon, gardien d'Arrémoulit :

On voulait faire ce système. Est-ce qu'il y a des poubelles à l'arrivée du chemin de randonnée ?

Soize : on est un refuge familial, 47 places, on a beaucoup de gens qui passent sur le site car on est en face du Pic du Midi d'Ossau. Les études montrent qu'il y a 140 000 personnes qui passent sur le site l'été. La communauté de communes a fait le choix de ne pas faire de tri sélectif en bas, c'est surprenant. Le PNP travaille à ce changement. Dans les petits sacs que l'on fait, il n'y a pas l'alu ou le verre que l'on assume. On ne trie pas ces sachets car en bas ce n'est pas trié, sinon on le ferait. Pour tous les gens à la journée, ils passent systématiquement devant les poubelles, donc c'est assez simple pour eux. On a un agrément scolaire et Jeunesse et Sport, on essaie de sensibiliser, à laisser cette montagne propre.

Eric Courgeon : pour échanger les idées. Nous depuis des années on utilise une marmite norvégienne. Ça permet d'énormes économie de gaz. Ce sont des caissons ultra isolés, construits à la dimension des plus grandes cocottes de la cuisine. Par exemple une cocotte que je devrais utiliser trois quarts d'heure, je ne l'utilise qu'un quart d'heure. La marmite je la laisse à l'intérieur de la cocotte ce qui m'évite de devoir réchauffer la marmite pour le soir. On reste au-dessus des températures de 70°C qui nous permet de rester dans les normes HSCP.

Julien Milton : depuis 2007 j'utilise ce système et chaque année j'ai économisé 16 bouteilles de gaz.

### Christian Comte

La sensibilisation est essentielle pour les randonneurs. Je n'ai pas compris comment de l'eau pouvait être potable jusqu'à 50 utilisateurs et pas après.

Il y a une grosse différence entre les refuges français et espagnols. A mon avis les refuges français ont pas mal de retard. En Espagne tous les gros refuges ont des petits dortoirs, des douches, lavabos...

Au période d'ouverture l'hiver, c'est quand même plus facile et agréable.

Eric Courgeon : des petits dortoirs de 4 lits, c'est un boulot énorme pour le gardien (exemple ménage). Nous on travaille sur la rénovation de notre refuge, avec des petits dortoirs, et on va être obligé d'embaucher quelqu'un et ce n'est pas au SMIC. Ça va se répercuter sur le coût de la demi-pension.

Dans les Pyrénées il y a la diversité et ça fait partie des Pyrénées.

# Ateliers technologiques

## Atelier communication et promotion des refuges

### Participants :

- Patrice Gaut, Directeur de l'Office du tourisme Pays de Luchon et Julie Pradem, Commune de Bagnères de Luchon
- Florian Chardon, Directeur du Syndicat Mixte du Canigó
- Miquel Sanchez, Fondateur de « Carros de Foc » y Guarda de Refugio
- Sergi Rivas, Fédération Aragonaise de Montagne
- Philippe Jugie (modérateur), Directeur développement Hautes-Pyrénées Tourisme Environnement

### Patrice Gaut

On appelle les refuges toutes les semaines pour avoir des informations sur notamment les chemins, c'est le cas en fin d'hiver ou on a la problématique neige et parfois on ne sait pas quel est l'état des chemins parce qu'on n'y va pas de manière régulière. Les refuges nous servent de relais d'information pour l'office. On est en train de travailler avec eux sur les nouvelles technologies, notamment les webcams. On va pouvoir dans l'avenir grâce aux webcams et aux gardiens, avoir des images comme on a dans les stations de ski aujourd'hui. Les skieurs ont l'habitude avant d'aller en station d'aller consulter les webcams, c'est le déclenchement du séjour, de l'activité. Pareil sur l'activité, on a des météo très sensibles, très changeantes et variables selon nos vallées donc tous ces cotés numériques et webcams vont voir le jour rapidement, comme tous les réseaux sociaux, Facebook et Twitter, donc on a une vraie connivence avec tous ces refuges. Alors on a voulu dans le cadre du Poctefa continuer à développer ces technologies. Je vais faire la transition avec ma collègue Julie sur un programme Poctefa, cette fameuse Route 3404 qui nous permet aussi de faire le lien et de pouvoir aller au-delà de ces refuges. Je resterai à votre disposition puisqu'on aura un échange avec la salle.

### Julie Pradem

Je vais vous parler plus particulièrement d'une application numérique qu'on a mise en œuvre à l'occasion d'un programme Poctefa antérieur. Il s'appelait le programme Aneto. C'est le point culminant des Pyrénées, je ne vous apprend rien mais c'est un sommet que l'on partage avec les espagnols de Bénéasque. On a voulu recréer le sentier historique qu'empruntaient les habitants, les commerçants et toutes ces personnes qui transitaient entre l'Espagne et la France au début du siècle dernier. On a recréé le sentier historique qu'on a appelé Route 3404. On a souhaité faire une

application numérique, une sorte de topo guide qui est géo référencée. Il est sorti en 2012. C'est une application que l'on peut télécharger via les smart phones, des technologies Androïdes et iPhone. Il est au départ de Luchon, il passe par le port de Vénasque et il redescend Vénasque en passant par l'Hospital de Bénasque. Aujourd'hui, on commence par 3 refuges, l'Hospice de France, le refuge des lacs des boum ou le refuge de Vénasque, et l'Hospital de Bénasque. Je vais vous expliquer rapidement en quoi ça consiste.

Côté français on a créé 3 itinéraires. Les espagnols de leur côté ont fait également pareil. Il y a 80 points d'intérêt. Je vais vous faire circuler les smartphones. C'est destiné essentiellement aux touristes, aux randonneurs moyens. En général un randonneur qui veut aller vite, il y a trop de points d'intérêt. Toutes les 10 min il se met en marche et il explique un certain nombre de chose. C'est du patrimoine, de la nature, de la géologie, c'est très varié, dans les 3 langues, français anglais espagnols. C'est un itinéraire qui se fait essentiellement l'été puisqu'au port de Vénasque il y a de la neige jusqu'à fin juin. Il est utilisé et utile pour les scolaires. Aujourd'hui il y a une vingtaine de tablettes qui sont disponibles dans les offices du tourisme des 2 cotés. On se met également à disposition des écoles parce que c'est un très bon support technologique dans la mesure où c'est à la fois en français en anglais et en espagnol. On le télécharge aussi sur son iPhone, sur Google Play, sur iTunes, et on peut partir avec son propre smart phone. Il y a une borne à l'office pour le récupérer. Je vous invite à le télécharger en rentrant à l'hôtel. Ça s'appelle Route 3404. On a décidé de créer une boucle en partant de Luchon jusqu'à l'Hospice de France. Ensuite il y a une boucle faite pour les enfants qui dure environ 1 heure et qui fait le tour de l'Hospice de France en passant par la cabane de la Frèche et la cabane du Paisson. Il y a la balade qui est très connue pour nous les luchonnais entre l'Hospice de France et l'Hospice de Bénasque. Sur les points d'intérêts, il y a des commentaires audio, des interviews, des vidéos ou des choses à lire. Le bémol avec les commentaires écrits c'est qu'en plein soleil l'été on a du mal à voir ce qu'il y a sur les tablettes.

Démonstration avec les tablettes.

**Philippe Jugie :** est-ce que vous avez quelques indicateurs sur l'utilisation de ces tablettes, le nombre de téléchargement, ... ? est-ce que vous êtes satisfait et est-ce que cela correspond à vos objectifs ?

**Julie Pradem :** C'est le début de l'utilisation, on l'a lancé officiellement en 2012, mais on a eu une inondation en 2013 qui a détruit une partie de la route, ce qui nous a empêché de la commercialiser en 2013. On manque un peu de retours d'expériences. Et il y a quelques problèmes technologiques, c'est-à-dire qu'il y a des endroits en forêt où ça ne fonctionne pas bien. On est re-entré dans un programme européen qui s'appelle le Royaume de l'Aneto, et on est en train de travailler sur des améliorations technologiques. Pour répondre précisément, on n'a pas encore trop de retours, on peut regarder sur internet combien il y a eu de téléchargement.

Philippe Jugie : dans le retour client, quand les gens vous ramènent ces tablettes, qu'est-ce qu'ils vous disent ?

Julie Pradem : Ils nous disent que ça manque un peu de signalisation à certains endroits, et ça fait partie du nouveau programme pour lequel on a été retenu. Ce qui est intéressant, c'est qu'on est reparti sur ce programme de 3 ans Le Royaume de l'Aneto, et y a également la commune de Vielha qui est dans ce programme européen ce qui fait qu'on va agrandir le territoire du projet à Vielha, ce qui fait qu'on sera tout autour de l'Aneto. Aujourd'hui, il y a encore des écueils technologiques surtout côté français dans les offices de tourisme. En tous les cas à chaque fois qu'on le présente ça a beaucoup de succès, et c'est repris par les écoles, collèges et lycée des deux côtés, car c'est un vrai support pédagogique, très riche en termes de contenu. Toutes les 10 minutes un point d'intérêt, ça parle d'hydroélectricité, géologie (la formation des glaciers), d'histoire avec les guerres civiles, les évadés... il y a un très beau contenu.

Patrice Gaut : je voudrais rajouter que c'est un public essentiellement familial puisqu'on le voit c'est très ludique, et que dans le montage du produit de la route 3404 il y a aussi un service de navette. Les gens qui vont aller jusqu'à Bénasque peuvent revenir en navette ou inversement de Luchon vers Bénasque. C'est une facilité car faire l'aller-retour demande des efforts et tous les clients ne peuvent pas le faire.

Philippe Jugie : donc ça promeut aussi un circuit, quand on veut y aller seul on y va seul, quand on veut y aller avec un accompagnateur on y va avec, et entre les deux il y a cet outil qui est complémentaire en quelque sorte ?

Patrice Gaut : oui on est sur du ludique, si on est seul on reste autour de l'Hospice de France. Si on veut aller plus loin il y a le bureau des guides, et entre les deux il y a cet outil.

Eric Beauvallet et Sergio Rivas :

Sergio Rivas : Entrepyr est né d'un projet avec l'esprit de collaboration transfrontalière, avec la FFCAM et la FAM. Après plusieurs années à penser et voir comment on pouvait faire. On a commencé en 2013 au dernier appel à projet de POCTEFA, on a pu le faire mais avec un projet plus petit que notre premier objectif, car sur ce dernier appel à projet il y avait peu de financement. Mais ça nous a permis de collaborer ensemble et de mettre en pratique un travail souterrain de techniciens, d'informaticiens, qui nous a permis de montrer le produit que nous voulions pour pouvoir ensuite l'élargir.

Ce premier projet est surtout une collaboration. Il y avait 12% de français dans nos refuges alors qu'ils étaient à côté de chez nous. On pensait qu'il y avait certaines barrières pour connaître le territoire de l'autre côté. Peut-être pas le public des vallées mais des gens de Madrid par exemple qui ne connaissent pas les refuges français ou

qui ont un problème de langue pour réserver. On s'est dit qu'on allait utiliser les technologies qui sont à portée de notre main, comme internet, pour développer ça.

D'abord il faut choisir un espace géographique, et unifier la cartographie numérique pour permettre à l'utilisateur de choisir sa route à partir de l'ordinateur. On a situé les refuges, l'information qui les concerne, les réservations sont en ligne pour tous ces refuges, les données météorologiques... en ce qui concerne la cartographie nous avons proposé tous les itinéraires possibles entre les refuges et surtout les connexions transfrontalières, c'était ce qui nous intéressait. Pour l'utilisateur ça lui permet de localiser un point de départ, on a environ 30 circuits, avec des itinéraires alternatifs pour un même départ. Le randonneur peut choisir une date et voir les disponibilités pour chaque refuge et il peut organiser son circuit ou sauvegarder ses données. On a beaucoup travaillé avec l'entreprise XSALTO pour développer ce site internet et la centrale de réservation. La FAM et la FFCAM avait chacun son système de réservation et il fallait qu'on puisse les connecter, car sinon pour les gardiens ça aurait été compliqué et l'utilisateur aurait dû payer deux fois, pour les refuges français et pour les refuges espagnols. Grâce à ce site on peut faire une seule réservation sur les refuges des deux pays. C'est un plus pour les usagers. Les circuits existaient déjà mais cet outil c'est une valeur ajoutée. On a passé beaucoup de temps pour décrire les circuits et les routes, pour penser aux usagers un peu plus lointains qui peuvent trouver des difficultés à trouver une carte et pour qu'ils puissent savoir où ils vont, quel est le niveau de difficulté, comment ils vont trouver le refuge, quel dénivelé... tous ces détails sont dans la description des circuits.

C'est un projet qui a été très enrichissant pour le travail de collaboration que nous avons fait sur la partie technique et la partie plus générale, on a beaucoup travaillé ensemble ce qui nous a permis de faire ce premier pas pour ce produit plutôt rustique et de sports de montagne, comme un axe fondamental. On cherchait à ce que ce soit transfrontalier ce qui était le premier objectif. Ce projet est plus petit que ce qu'on aurait voulu mais c'est un premier pas. Il y a un nouvel appel à projet, on va déposer ENTREPYP II et on voudrait que ce produit soit un programme touristique et sportif de toutes les Pyrénées. Il y a de nouveaux partenaires au projet. Du côté de l'Aragon c'est la FAM qui est propriétaires des refuges, en Catalogne c'est la Fédération des Entités Excursionnistes de Catalogne (FEEC), en Andorre le Gouvernement d'Andorre et en France la FFCAM. Il y a aussi l'université de Toulouse comme partenaire pour faire un observatoire des refuges.

ENTREPYP c'est un acronyme pour Emploi de Nouvelles Technologies dans les Refuges des Pyrénées. Nous voulons élargir ce site à tous les refuges Pyrénéens mais aussi pour gérer d'autres aspects des refuges : les rendre plus durable avec le traitement des eaux et des déchets, faire des analyses sur les profils d'utilisateurs, ce sont des aspects qui s'ajoutent dans le projet ENTREPYP II pour améliorer le produit.

Pour nous c'est une grande opportunité pour ajouter tous les autres refuges. Un autre élément est que n'importe qu'elle entité ou particulier qui voudra ajouter son refuge sur ce site le pourra, même s'il n'est pas partenaire du projet. Et c'est très intéressant.

**Philippe Jugie** : 3 autres refuges dans le Néouvielle ont adopté le système proposé par Xsalto, en plus des 2 autres refuges Caf qui sont dans le Néouvielle, donc effectivement ce genre de produit s'étend. Vous aviez un objectif qui était de capter de nouvelles clientèles, plus lointaines des Pyrénées ou qui ne les connaissaient pas, il y a donc un outil qui facilite la réservation, comment est-il connu de ces nouvelles clientèles ? car dans la forêt vierge que représente internet, on peut mettre un site en ligne, si on ne sait pas que ce site existe ça sert pas à grand-chose. Comment vous avez-fait pour communiquer et avez-vous des résultats ?

Le premier Entrepyr a été mis en ligne en fin de l'été 2015, c'est un site très nouveau, on a fait des efforts de promotions : dépliants, affiches mais le principal c'est par les sites des fédérations ou des sites spécialisés dans la randonnée et la montagne qui renvoient vers le nôtre. Le site est en français, espagnol et anglais. Le site va fonctionner petit à petit une fois que tous les sites verront son intérêt et le reprendrons. C'est un peu tôt aujourd'hui pour avoir des données fiables car ça date de 2016 pour la saison entière mais il y a des expériences antérieures. Par exemple le site de réservation de refuges d'Aragon qu'on a créé en 2010, cette année on a 2 500 visites du site par jour alors que nous sommes sur une seule région. Donc l'utilisation des réservations par internet c'est 45 000 nuitées. Les gens avec les mobiles sont beaucoup connectés. C'était difficile d'avoir internet en montagne, il n'y avait pas de réseaux aujourd'hui c'est parfois possible. Il faut pouvoir utiliser ces technologies sans perdre la philosophie des refuges. Je crois qu'il n'y a pas de problème à utiliser internet pour la promotion des refuges sans perdre leur esprit.

**Eric Beauvallet** : il faut accompagner ces développements d'outils comme ces sites, il faut une communication ciblée importante qui soit réfléchie. Sur le premier projet on a fait un peu dans l'urgence et on a peut-être pêché de ce côté-là. Ces projets doivent être accompagnés d'une animation humaine, travailler avec les gardiens, faire vivre ces sites, au quotidien, pour qu'ils restent attractifs. Dans le projet ENTREPYR II c'est une phase qu'il faudra plus soigner. Sur la mise en réseau des refuges du club alpin, on a mis deux personnes, aussi bien pour aider les gardiens que les personnes réservant en ligne. Malgré l'outil internet qui fonctionne la hot line n'arrête pas du matin au soir pour renseigner les gens sur pleins d'aspects en soutien de l'informatique. Je pense que c'est quelque chose qu'il faudra vraiment prendre en compte pour la suite.

**Philippe Jugie** : je précise qu'il y a Jérôme Vial dans la salle qui travaille chez XSALTO, la société qui fournit ENTREPYR et la FFCAM pour la réservation en ligne ainsi que l'association de valorisation du massif du Néouvielle. Vous pouvez donc le solliciter

pour qu'il vous en dise plus. On va passer la parole à Miquel Sanchez, de Carros de Foc. Il va nous expliquer ce drôle de nom qui a maintenant une certaine notoriété.

### Miquel Sanchez

Carros de Foc est une route de montagne qui traverse un parc national (parc national d'Aigüestortes), cette route s'est développée en 2000. Elle a été créée sur l'initiative des gardiens de refuge. Chaque refuge dépend de différents propriétaires, il y a le parc national, la FEEC, entre autres. Les gardiens, quand ils ont eu une faible fréquentation surtout dans certains refuges, ont pensé qu'une route qui passerait par tous les refuges ne serait-ce que pour dormir serait quelque chose d'intéressant. C'est comme ça que ça a commencé, de façon très spontanée sans trop y penser et le succès que nous avons eu nous a tous surpris. Il y a 9 refuges sur le circuit, à l'époque ça nous paraissait compliqué mais finalement c'est assez facile de réserver. Il y avait un forfait pour chaque refuge et une fois le circuit terminé il y avait un prix de finaliste.

En fait les gens valorisaient cette centrale de réservation. Donc on a favorisé ces réservations et on a fini par faire ce moteur de réservation ce qui est un support à la route mais aussi pour beaucoup d'autres refuges. C'est une route en boucle, on peut commencer par où on veut, il y a 3 vallées, 3 zones d'entrée, on peut commencer par n'importe laquelle et le faire dans sens que l'on veut. C'est intéressant parce que ça redonne vie à beaucoup de vallées qui étaient un petit peu éteintes. On a eu 3 300 personnes qui ont fait le tour cette année, et le succès nous vient du parcours en fait. Il est circulaire, dans un parc national, avec des refuges qui permettent de répartir les étapes, c'est très beau. Si on veut aller plus vite il y a des étapes plus longues, si on veut aller tranquillement il y a des passages plus courts. Ça nous a permis d'être le circuit le plus emblématique des Pyrénées, et aussi parce qu'on a été les premiers à proposer ça. La centrale de réservation fonctionnait au début par téléphone, et après on a fait un système de réservation en ligne. Donc on peut décider de son circuit par internet et si on a des problèmes on peut appeler. Parfois le client est un peu bloqué, il n'arrive pas à réserver son refuge donc il peut appeler et on cherche avec lui une solution pour trouver le meilleur circuit possible. Le financement dépend des gardiens, on essaye de s'améliorer, de penser à de nouveaux produits. On a créé Carros de Foc Kids pour les enfants, pour développer la fréquentation des enfants en montagne. Les enfants ne sont pas obligés de faire tout le tour, ils ont un forfait, ils ont 2 ans pour l'utiliser en entier et on leur donne une petite bande dessinée aussi et un conte à la fin qui est l'histoire de la route de Carros de Foc.

Philippe Jugie : vous donnez plus qu'un itinéraire, plus qu'un outil de réservation, avec les bandes dessinées, les contes, le prix...

Miquel Sanchez : Les grands on leur donne un prix de bienvenue quand ils arrivent, et les enfants on leur donne un conte, des choses sur l'histoire du parc national, des choses didactiques pour qu'ils apprennent à connaître la montagne. Il y a des enfants

qui ne connaissent pas le fonctionnement des refuges. C'est très ludique, pas compétitif.

Philippe Jugie : le succès tient aussi au fait que la route soit dans le Parc National d'Aigüestortes, mais d'où vient la notoriété de Carros de Foc, le succès ?

Miquel Sanchez : Ça vient du paysage. Il est spectaculaire. Ajoutée à ça un nom dont on ne sait plus trop l'origine mais c'est un joli nom Carros de Foc. On a commencé à un moment clef, quand le développement de la montagne commençait pour tous les publics. On est passé d'un usager montagnard à un néo-montagnard, je crois que c'est aussi pour ça le succès.

Philippe Jugie : il va du débutant jusqu'aux experts ?

Miquel Sanchez : C'est une route pas compliquée, il n'y a pas de glaciers, mais il faut marcher, savoir s'orienter, aller à plus de 2 800m. L'altitude moyenne est de 2000m ce n'est pas quelque chose de très difficile mais il faut un minimum de préparation physique.

Philippe Jugie : tous les tours que vous avez, ne sont pas balisés en tant que Carros de Foc ?

Miquel Sanchez : Non, c'est signalisé avec les mêmes marques qu'il y a toujours eu, il y a les marques de peinture, quand c'est un chemin du parc national, il y a le signe du parc national, on n'a pas voulu marquer la route car nous pensons qu'un des attraits de la montagne c'est trouver le chemin justement, se perdre un peu pour trouver donc on a rien ajouté.

Florian Chardon

Pour l'anecdote, on est le seul grand site de France des Pyrénées, et le seul grand site catalan d'Occitanie. Je vais vous parler du tour du Canigó qu'on a mis en place avec beaucoup d'acteurs et sur lequel nous communiquons depuis cette année vu qu'il est en service depuis cette année.

Le massif du Canigó se situe au cœur d'un triangle métropolitain, à 2h des trois capitales régionales ce qui lui confère une situation tout à fait intéressante. On met en œuvre un projet de territoire autour de cette montagne emblématique de Méditerranée qu'est le massif du Canigó et qu'on a accompagné et qu'on mène dans le cadre d'une démarche de grand site de France, d'abord autour de la gestion des flux touristiques sur des sites patrimoniaux et qui petit à petit nous a permis de structurer toute une logique de destination touristique autour de cette montagne.

On a aujourd'hui un réseau de tours et rondes du Canigó qu'on a développé avec le département. L'effort s'est d'abord porté sur l'infrastructure et le réseau d'itinéraires. L'offre tours et rondes du Canigó, en 4 points :

- Le tour du Canigó, 68km sur 5 jours avec l'appui de 5 refuges.
- La ronde du Canigó, qui passe par le piémont dans les villages, 150km, 9 jours, 9 gîtes et refuges.
- Le tour du Vallespir, tous ces tours ont été développés avec le département dont c'est la compétence, ce sont des GRP, localement des opérateurs dont la communauté de communes du Haut-Vallespir pour ce tour du Vallespir qui passe par la commune la plus au sud de France, et qui s'appuie sur 3 refuges et 3 gîtes.
- Le tour des réserves naturelles, vu qu'on a 4 réserves naturelles sur ce secteur, c'est un haut lieu patrimonial et de biodiversité et donc il y a un itinéraire qui les sillonne et permet de les découvrir.

Quand on parle d'itinérance, encore faut-il s'appuyer sur un réseau de refuges. Le notre est composé de 5 refuges, certains très anciens. Les Cortalets, plus d'un siècle, d'autres plus récents, Batère, une ancienne cité minière, les Conques, un ancien centre de ski aujourd'hui démantelé, le refuge de Mariailles et le refuge de Sant Guillem qui était le dernier maillon manquant, dont l'inauguration a été faite l'année dernière, le portage par la communauté de communes. Nous avons depuis août 2015 un tour qui est bouclé. Nous avons les infrastructures, il y a encore un travail de qualification pour homogénéiser cette offre. Il y a des sentiers, des refuges mais surtout il y a des hommes et des femmes. Ce réseau des gardiens de refuges dont on est animateur au sein du syndicat mixte, qui travaillons au développement durable de cette montagne. Pas un ne manque à l'appel quand on les réunit, on se réunit 2 fois par an à peu près pour coproduire des supports et garder ce lien, ces remontées d'informations, cette facilitation, cette mise en réseau. Ce réseau fonctionne aussi l'été, on passe dans les refuges, on se rencontre, on se connaît, on se fait confiance, on se dit les choses et parfois ça pique mais le reste du temps ça permet d'avancer beaucoup. Je crois que l'homme dans tout ça c'est très important.

### La mise en marché

On a mis en place un portail web des itinérances qui pour nous permettait d'avoir un outil de développement à l'échelle de la destination touristique. Cette destination s'étend sur 3 communautés de communes, 80 communes et permettait d'imaginer une mise en tourisme de toute une offre en cohérence avec un positionnement touristique basé sur l'itinérance et qui permet d'intégrer pas uniquement l'offre de refuges mais aussi l'offre des gîtes, des transporteurs, des restaurateurs voir même des sites touristiques ou toute autre prestation qui rentre dans cette chaîne de prestataires. L'entrée est opérationnelle pour permettre à l'utilisateur de préparer son séjour et de le réserver ainsi que réserver des activités supplémentaires. Il y a une carte interactive avec la possibilité d'exporter un road book.

On a procédé en 3 phases, on vient d'achever la première qui est le tour du Canigó et ses refuges, avec une première année de retours vu que tout ça a été finalisé et mis en ligne en juin dernier, donc on a une saison de références. On s'attaque aux autres itinéraires présentés plus haut et on va passer à la mise en tourisme de la destination avec la solution retenue qui est celle d'Alliance Réseau. Alliance Réseau nous propose d'avoir une place de marché touristique sur l'ensemble du territoire et qui est un système qui a fait ses preuves sur le Mont Blanc, sur le Queyras et bientôt sur les Ecrins. On fait son panier comme sur les autres sites de réservation. Par rapport à la notion de réseau, notre réseau de gardiens de refuges on l'articule avec des offices de tourisme qu'on réunit depuis 3 ans. On est parti à 17 offices de tourisme et avec les effets de l'intercommunalité nous avons 4 interlocuteurs forts. On a structuré un comité de destination, qui est une gouvernance de destination, et qui permet de nous projeter dans l'avenir sereinement entre l'articulation entre les refuges et les prescripteurs en bas que sont les offices de tourisme et au-delà les prestataires. Vous verrez un certain nombre d'actions par rapport à des éduc'tours ou ce genre de choses pour que localement on s'approprie cette offre.

Ce portail web qui pour nous est la pierre angulaire de toute l'animation et la structuration de ces itinérances est <http://www.montourducanigo.com>. Comme pour un site classique, l'onglet refuge permet de réserver selon les disponibilités dans les refuges et d'avoir des informations sur l'itinéraire. La logique est de passer plus tard vers une logique de place de marché en tant que telle.

### **Les premiers résultats**

On a pu équiper 4 des 5 refuges du massif du Canigó, et ont été réalisées 874 réservations cet été, ce qui fait à peu près 2 700 nuitées. Ça ne veut pas dire que tout le monde a fait le tour du Canigó mais ça a permis déjà d'équiper les refuges d'un système de réservation harmonisé à l'échelle de la destination. On va se réunir bientôt pour savoir combien il y a d'hébergements sur le tour du Canigó en tant que tel mais il y a eu un vrai frémissement. Ça fait environ 25% des nuitées réservées en ligne, donc pour une première année on est relativement content. Dans le groupe des gardiens il y en avait des très moteurs et d'autres un peu moins. Surtout on n'avait pas la plus grosse structure qui est le Cortalets donc on va croiser les doigts pour qu'avec tous les acteurs concernés une belle passerelle soit construite entre le système développé par Xsalto et le système d'Alliance Réseau, je crois au bénéfice de tout le monde.

### **Actions promotionnelles**

On a mis en place une carte froissable du tour du Canigó, qui est un support qui se froisse, se déploie, ne craint pas l'eau et qu'on peut utiliser dans toutes circonstances et qui permet de mettre en avant le tour du Canigó.

Ensuite le topo tour et rondes du Canigó, avec la fédération de randonnée et le département.

Des sets de tables dans les refuges pour donner envie à ce qui viennent dans le refuge, pour que la prochaine fois ils fassent le tour. C'est demandé, et on va le dupliquer probablement en piémont.

On a mis en place également le passeport sur le principe d'un tampon spécifique à chaque refuge, et qui est tamponné en passant dans le refuge. C'est un petit outil mais qui vise à être petit à petit l'indispensable du randonneur.

On va déployer toute une logique de secteurs touristiques, cela participe aussi à la logique de grands sites de France de répartir les flux, et notamment on est progressivement en train de passer à une hégémonie du pic du Canigó à un massif qui a 6 secteurs touristiques et 5 pics de références. On déploie ça sur chacun des secteurs, l'année prochaine probablement sur 2 secteurs supplémentaires, ce qui permet plus de répondre à la demande de destinations refuges à la journée ou sur deux jours.

On a mis en place des opérations presse. Echanges de documentations, informations/formations des offices de tourisme du massif, on a fait des salons (Nantes, Rendez-vous en France, Barcelone) pour promouvoir ce tour du Canigó dont ont été très impatient qu'il puisse sortir avec l'inauguration de ce dernier refuge. On fait depuis deux ans des conférences de presse de lancement de saison essentiellement à vocation départementale pour que les gens s'approprient progressivement cette destination. Car il faut avoir en tête d'où on part, c'est-à-dire on est dans un département où on a une hégémonie du ski et de la mer et un énorme ventre mou qui avait du mal à se structurer et qui aujourd'hui est en train de se structurer. On se différencie naturellement du fait qu'on est dans une logique de Grands Site de France, sur la base de tourisme durable et d'éco-tourisme et qui nous amène petit à petit à gagner en audience et les catalans se réapproprient le Canigó. On a aussi des reportages, on est souvent sollicités, on essaie d'y répondre et on amène les journalistes le plus souvent possible dans les refuges pour que chacun puisse vivre cette expérience. On fait également des accueils presse dans les refuges, on en a eu un avec une dizaine de médias en juin et un autre avec les présidents des clubs de la FECC pour que les catalans, nos voisins, s'approprient vraiment la destination.

**Philippe Jugie** : on voit qu'il y a des outils, qui sont très bien décrits, et on voit au fur et à mesure des interventions comment on emballe les clients. On est parti sur des outils pour des clients qui sont sur place pour aller faire une randonnée, monter au port de Vénasque, et puis on arrive avec un outil qui sert une destination et qui sert tout ce qu'il y a dans cette destination, puisqu'on a parlé de refuges, de gîtes mais aussi de tout ce que raconte la destination. On voit bien aussi avec les interventions sur Carros de Foc et Entrepuy que si on ne met pas en œuvre d'autres outils de promotion, si on cible pas une clientèle pour lui dire tu as ça, ces besoins et on te met des produits à disposition, c'est pas le site tout seul qui va faire connaître la destination

ou les refuges. Je voudrais vous faire part d'une expérience que nous vivons dans les Hautes-Pyrénées, avec le Néouvielle et Xsalto. On bénéficie de l'expérience de la FFCAM avec Xsalto et Entrepyp. Le site qui va sortir, il est pratiquement terminé, il faut plus que le remplir, il va sortir au mois de janvier, il parle de l'outil, il va parler des refuges du Néouvielle, de leur mise en réseau, mais il va aussi beaucoup parler, dans une ligne éditoriale, des gardiens, de leur histoire, de qui ils sont, de leurs bons plans. Il va aussi mettre en avant des produits, qui sont quelques fois juste une tarte aux myrtilles que l'on peut manger au refuge de l'Oule, et qui va aller bien évidemment jusqu'au tour du Néouvielle qui s'adresse à l'expert. Je voulais vous dire ça car ça paraît important de quand on pense à l'outil de réservation pur de penser à tout ce qu'il y a autour. Et pour être provocateur, je vous avais promis qu'on parlerait marketing et finalement on a assez peu quelques fois parler marketing. On a parlé marketing de l'offre, on a dit quel outil on met en place. Avec le Canigó on a un petit peu plus parler des clients. Peut-être que les refuges ont à travailler sur cette question de marketing de la demande, de réfléchir encore plus à ce que sont ces clients. On voit bien que les clients ils sont multiples, de la rando pour les nuls jusqu'à l'expert qui vous dit « votre système j'en ai pas besoin je me débrouille ». La question du marketing de la demande, que veulent les clients, qui sont-ils, me paraît essentiel, et il faudra y répondre aujourd'hui plus qu'avant.

**Florian Chardon** : au niveau des grands sites de France on est très marketing de l'offre, qu'est-ce qu'on a à proposer ? comment on l'organise ? Cela s'explique. On a des sites, par exemple le pont du Gard, la dune du Pyla, Carcassonne, qui du fait de leur notoriété, leur valeur patrimoniale ont subi le tourisme, pendant des années. C'est toute une logique de remise en fonctionnement d'une structure qui était complètement déséquilibrée. Le Canigó c'était le royaume du 4\*4. Cette image nous colle encore un peu à la peau, même si ça fait 15 ans qu'on s'y emploie. Pendant des années c'était « on a des millions de personnes qui viennent se doré la pilule sur la plage » et donc on leur offre leur shoot d'oxygène à la journée, avec un réseau de pistes bien rôdé. Nos refuges c'était des bistrot, des snacks, ça sentait plus la frite que l'esprit de la montagne. Bien sûr il faut être attentif à la demande, mais surtout avec la démarche qu'on a mise en place, on s'est réapproprié notre potentiel de territoire. On veut choisir un peu notre clientèle, on ne veut plus la subir. Ça peut paraître provocateur, mais quand on voit les démarches de marketing expérientiel ou de 3.0 c'est des valeurs qui sont mises au cœur du système et au cœur de ce qui va vraiment donner la satisfaction. Depuis qu'on a fait ces choix-là, la montagne respire mieux, les authentiques pratiquants s'y retrouvent, ce qui est important car une montagne elle doit pas être que mise en tourisme, elle est surtout vécue et une montagne comme le Canigó elle est intensément vécue par les habitants. Bien sûr soyons attentifs à la demande mais ne cédon pas à ses dictats.

Philippe Jugie : vous avez fait un vrai travail de positionnement qui consiste à dire qu'est-ce que je peux et qu'est-ce que je peux être, dans l'esprit des clients, à 5 ans, 10 ans, 20 ans. Et dans les clients il y a aussi les habitants.

### Question n°1 :

Question pour Miquel. Vous avez parlé de Carros de Foc, d'un côté vous avez la réservation en ligne et aussi une réservation par téléphone. Nous on a parié sur la réservation en ligne, est-ce que tu connais les pourcentages entre la réservation en ligne et la réservation par téléphone ?

Non je n'ai pas de chiffres, mais on a commencé seulement avec le téléphone, et de passer en ligne ça a été tout un processus. On a un peu plus des réservations qui se font en ligne. Il y a une personne présente tous les jours, 7j/7 par téléphone. Tous les jours il y a des personnes qui ne s'en sortent pas trop bien sur internet, qui n'aiment pas payer par cartes bleues et qui préfèrent appeler. Si c'est clair le circuit que tu veux faire c'est très facile de faire de la réservation en ligne mais dès qu'on a un doute on appelle les bureaux et là on te donne des conseils en fonction de la forme physique, et les personnes font la réservation avec toi.

### Question n°2 :

Question pour Miquel aussi. On se connaît un peu à travers Pass'Aran. Je voudrais remercier Miquel et Carros de Foc de nous avoir accueilli pour la boucle de Pass'Aran qui décolle cette année. Je voulais savoir si Miquel pensait qu'on va pouvoir connecter les deux itinéraires, Pass'Aran et Carros de Foc ?

Ça a été un vrai plaisir de collaborer avec vous, c'est quelque chose dont on a déjà parlé de faire une grande route où les deux circuits se rejoignent. On a essayé une fois pour voir ce que ça donnait mais je crois qu'il faut qu'on s'assoie ensemble et qu'on en parle. Je pense que ça fonctionnerait très bien. Ce sont des routes différentes qui se complètent. On devrait en parler le plus tôt possible, dans un mois, ça me paraît très faisable.

### Questions n°3, Stéphane Amiel, refuge des Estagnous :

Plus qu'une question, une remarque. On est en train de travailler sur un tour du Vallier, demain on rejoindra un autre itinéraire en boucle qui est le chemin de la Liberté, on peut imaginer dans peu de temps des trekkings dans les Pyrénées, aussi long que les trekkings qu'on fait au Népal ou au Maroc, c'est une destination d'avenir, je pense qu'on partira bientôt dans les Pyrénées pour faire 15 jours ou 3 semaines de treks, de refuges en gîtes. C'est une première remarque et je pense qu'on a une clientèle intéressée par ça. Ensuite, j'espère qu'il y aura bientôt une Fédération des boucles de randonnée dans les Pyrénées, parce que le client ou l'utilisateur qui vient faire une randonnée dans une boucle facile, peut l'année d'après faire une boucle plus difficile, et ainsi de suite. Donc j'espère qu'on aura l'occasion d'organiser une offre plus globale

à l'échelle des Pyrénées. Une espèce d'associations des boucles de randonnées qui pourrait proposer à nos futurs clients une offre un peu plus élargie, adaptée à chaque public. J'aimerais bien connaître vos avis.

**Sergio Rivas** : C'est ce qu'on espère tous. En tout cas pour Entrepypyr, comme on essaie de l'élargir, on aimerait avoir un produit de toute la chaîne des Pyrénées, et que ça vienne de ce qui existe déjà et qui fonctionne. On ne veut pas arriver sur le territoire de Carros de Foc et l'éviter évidemment. On veut en tenir compte et proposer les circuits qui existent déjà et leur donner une plus grande ampleur.

#### **Question n°4, Pierre Torrente :**

Une remarque, ou plutôt deux sentiments de satisfaction. Premier sentiment de satisfaction par rapport à la qualité des interventions et des actions qui sont conduites, j'ai le souvenir en 1998, on avait réalisé les premières formations des professionnels de la montagne à l'informatique. Je me souviens de la galère parce que devant la salle de classe il y avait un cerisier, et tous les professionnels nous disaient « le mieux c'est d'aller manger des cerises, les prendre dans l'arbre parce que cette formation ne sert à rien » ; et quand je vois aujourd'hui ce qui se fait je me dis quel chemin parcouru et quelle qualité et quel professionnalisme. Deuxième élément de satisfaction, avant on avait l'habitude que le montagnard dise « la Montagne elle est pour moi et je me la garde et surtout je n'en parle à personne ». On voit aujourd'hui cet effort de démocratisation, de permettre à l'autre de venir découvrir la montagne. Je crois qu'on est sur un élan qui est socialement plus que positif. Par contre un élément de prudence. La haute montagne c'est pas n'importe quoi dans un territoire montagnard, c'est cet espace emblématique qui travaille dans l'imaginaire de chacun, et grâce à ça on valorise dans les vallées de la production touristique et génère de la valeur économique. Aujourd'hui il va falloir imaginer et se projeter dans les 20 ou 30 ans. Si tout ce travail marche bien, est-ce que la haute montagne ne va pas être trop colonisée et trop désacralisée et on n'aura plus de quoi générer de la valeur ajoutée en vallée. Comment doit-on gérer les flux, comment on va limiter cet élan d'accès à la haute montagne ? je pense qu'il ne faut pas l'oublier, car si on regarde dans l'histoire du tourisme, on a quand même, par exemple Gavarnie, ou Luchon, qui étaient un haut lieu du pyrénéisme et avec une dynamique d'accès et de développement de l'offre on a désacralisé ces lieux et aujourd'hui il y a des efforts pour revenir vers de la sacralisation. Les interventions de toute à l'heure l'ont montré mais je crois qu'il faut se projeter à 20 ans.

**Florian Chardon** : Parler Tourisme et Label environnemental c'est pas un gros mot, c'est pas incompatible de parler écologie et marketing, c'est pas encore dans les mœurs ou dans les habitudes pour tout le monde mais on voit aujourd'hui que le meilleur moyen de préserver cette valeur patrimoniale sur nos sites c'est d'avoir à la fois un cadre réglementaire, et la force des refuges c'est qu'on est tous dans des territoires d'exception, pour beaucoup dans des parcs nationaux ou dans des sites

classés, des sites à haute valeur patrimoniale, voir Natura 2000. Certains sont excédés des contraintes que ça implique pour sortir un projet de requalification de refuge, et d'autres se disent que oui ce sont des contraintes à prendre en compte mais qui d'une certaine manière nous permettent de ne pas réitérer les erreurs du passé. Cet automne on a fait un petit film, 120 ans de tourisme et d'aménagement sur le Canigó, pour essayer de décrypter d'où on partait et comment on pouvait se projeter, car on est en train de redéfinir un projet à plusieurs années. Et clairement on s'est rendu compte que les 15 dernières années ont été les moins mauvaises pour le massif. Sur l'aspect imaginaire, deux points très rapides. Le premier, quand on a réfléchi au logo de la destination on a pris le dragon en partant sur la logique de la légende du Canigó et de Pierre III d'Aragon qui terrasse le dragon. On déroule ce fil imaginaire et on vient d'arriver à être lauréat d'un appel à projet Interreg Med dont on est à l'initiative, qui s'appelle EMbleMatic, réseau des montagnes emblématiques de la Méditerranée et qui nous permet d'échanger sur toutes ces questions sur le symbolisme et le tourisme avec le Mont Etna, le Mont Ida, l'Olympe, avec les grands sommets de la Méditerranée qui ont tous une grande dimension mythologique ou légendaire.

#### **Question n°5, Christophe Réveret, Versant Sud Développement :**

Une question simplement sur le financement de la vie de ces outils-là, pour assurer la maintenance et éventuellement assurer des ressources, est-ce qu'il y a des frais de services facturés à l'internaute, des commissions, est-ce que ce sont les collectivités qui ont monté ça qui ont budgété la maintenance. J'aimerais avoir des précisions à la fois des espagnols et des projets français.

**Sergio Rivas :** On a fait la mise en marche au moyen d'un financement Poctefa pour Entrepvr. Pour le site de réservation d'Aragon (<http://www.alberguesyrefugiosdearagon.com>) il est financé quotidiennement à travers des commissions prélevées sur les réservations en ligne. C'est une commission que paye les gardiens et la fédération, ce n'est pas l'utilisateur qui la paye. Avec la commission que paye le gardien, on paye les frais bancaires, et on a comme ça une bourse économique pour pouvoir gérer cette page internet, améliorer le moteur, la webcam.

**Miquel Sanchez :** C'est une initiative qui est venue des gardiens de refuges de la zone, c'est la même chose c'est nous qui payons une commission pour pouvoir financer tous les aspects marketing, sites internet, bureau, les personnes qui s'occupent des réservations... nous on est autonome. La commission est de 10%.

**Julie Pradem :** Dans la route 3404, c'est une application portée dans le cadre du projet Poctefa précédent. Il y avait eu 65% de financement européen, 12,5% de la région Midi-Pyrénées, et 22,5% de la ville de Luchon. Et effectivement là où on pêche un peu, c'est qu'on n'a pas anticipé les frais de gestion web. C'est des frais qui reviennent chaque année, donc on ne les a pas prévus au départ et là il nous a manqué un petit

peu pour assurer la gestion du site internet. Là on est reparti sur un nouveau programme avec une plus grande amplitude. L'application est totalement gratuite.

Eric Beauvallet : Pour les refuges de la FFCAM, les gardiens participent pour 60€ annuel et tous les autres frais liés à la maintenance du système et au coût de fonctionnement sont pris en charge par la fédération.

Philippe Jugie : en résumé des outils qui sont effectivement innovants, et quand on dit innovant on sait que c'est déjà trop tard, car si c'est utilisé ça veut dire que ça fait quelques temps que c'était attendu. Des outils qui nécessitent d'être eux même promotionnés. On invente un truc qui répond à un besoin, mais si on le dit pas à la personne qui en a besoin « tiens je l'ai, je te le donne, ça ne marche pas. Effectivement on est sur un terrain fragile mais tout ce qu'on engage, même en ville et je vais être provocateur, même Disneyland a du sens, même lui recherche sa cohérence. Et nous particulièrement parce que on est attaché à ce lieu, au Canigó, au Néouvielle, Aigüestortes, etc. quelques fois on regarde les choses trop globalement, peut-être qu'il y a des sites qui nécessiteraient de redescendre un petit peu dans le nombre de personnes qu'ils accueillent mais y en a d'autres qui au contraire ont de la marge. Tout est question d'équilibre et de voie médiane. Merci à tous, bonne continuation.

## Construction et rénovation

### Participants :

- Lionel Lafosse, responsable patrimoine bâti FFCAM
- Josep Bunyesc, architecte
- Jean-François Rodriguez, architecte pyrénéiste
- Gérard Veciana, Arteks Arquitectura
- Raymond Courtial, Vice-Président de la FFCAM au patrimoine bâti, modérateur

### **Raymond Courtial**

Je m'occupe du Patrimoine bâti à la Fédération Française de clubs alpins et de montagne.

La question que l'on peut se poser aujourd'hui dans le cadre de cet atelier construction est : construisons-nous encore aujourd'hui des refuges ? Ou ne sommes-nous pas plus dans une démarche d'actions de réhabilitations de l'existant ? Comment construire ou réhabiliter avec une architecture du 21ème siècle et des nouveaux matériaux en intégrant les freins culturels d'une architecture et des matériaux traditionnels montagnards ? Quelles connaissances avons-nous de la longévité de ces nouveaux matériaux ? Comment intégrer les contraintes d'une construction en site isolé ? Comment pouvons-nous répondre dans la répartition des espaces de vie, les espaces de travail du gardien, aux attentes des usagers traditionnels et des nouveaux venus en montagne, les nouveaux publics ?

Pour essayer de répondre à ces questions et à vos questions peut-être, les participants à cet atelier, si vous voulez bien vous présenter :

Je m'appelle Gérard Veciana je suis architecte en Andorre avec Luis Ginjaume et nous avons fait un projet de refuge et de vie à 2 500m en Andorre.

Josep Bunyesc, je viens de l'autre côté des Pyrénées, les Pyrénées catalanes. Nous avons eu un projet d'agrandissement et nous allons en faire un autre, et c'est ce que nous allons vous montrer.

Lionel Lafosse, responsable du patrimoine bâti FFCAM et ce soir je vous parlerai du projet de la Brèche de Roland, que je suis depuis 2010.

Jean-François Rodriguez, ; je suis architecte et je me suis occupé du refuge d'Ayous dans les années 2002-2004.

Je vais commencer par m'adresser à vous et je vous propose que l'on partage le temps de cet atelier en exposé pendant une vingtaine de minutes et la deuxième partie en

questions réponses. Toutes les questions sont bonnes à prendre et intéressantes en termes de ce que l'on peut retirer de cet échange pour l'avenir.

**Gérard Veciana.**

- Vous avez réalisé beaucoup de construction en montagne ?
- 2.
- ça fait beaucoup. Est-ce que c'est vous qui avez fait le refuge de l'Illa ? vous en avez fait une bonne partie en bois ? vous avez rehaussé ce bâtiment ?
- Oui
- Quelles connaissances avez-vous sur la longévité des matériaux que vous avez utilisés ? Quelles sont à votre avis les avantages et les limites de ces matériaux ? et vous avez parlé de bâtiment passif. Comment définissez-vous un bâtiment passif ?

On va commencer par la dernière question. Un refuge de montagne est un bâtiment déconnecté. Le principal c'est de descendre la demande de chauffage de ce bâtiment. Un bâtiment passif, l'objectif est de baisser la demande en chauffage de ce bâtiment. La première chose à faire c'est d'augmenter au maximum les apports journaliers en soleil et réduire au maximum les pertes. Cela se conçoit au niveau de la conception, le bâtiment est orienté sud, la façade sud est très ouverte et la façade nord très fermée. Nous avons essayé également de faire des apports avec des puits de lumière sur la partie supérieure. Tous ces apports permettent que le bâtiment consomme moins. De fait la section du bâtiment est donnée par l'inclinaison optimale des plaques situées sur la couverture, aussi bien des plaques photovoltaïques, que des plaques thermiques.

Ce qu'on essaye de faire dans un bâtiment passif, c'est un bilan entre les gains et les pertes. Un point important, c'est l'isolation. Il faut qu'il soit entouré, isolé de 30 cm. On a de ponts thermiques, des appuis sur la structure du bâtiment ancien existant, que l'on trouve au début et la décision principale de ce projet a été le poids. Dans la construction d'un refuge, 30% à 40% des coûts sont dus à l'héliportage. Ce bâtiment peut peser environ 40% de moins qu'un bâtiment conventionnel.

Tout est fait avec du bois, aussi bien la structure du bâtiment que la partie alentour. Le bois est un matériau, qui par exemple, travaille de la même façon, en compression ou en traction et nous pouvons le laisser nu. Pas besoin de le protéger du feu et de fait la partie en bois du refuge nous fournit une protection contre le feu. Actuellement la partie en bois peut se faire avec un système préfabriqué.

On peut avoir une rapidité de montage à 2 500m très importante et cela permet de réduire le nombre de personne qui va travailler et le nombre de déchets. Sur les travaux il n'y aura pratiquement pas de déchets. Sur les travaux cela nous permet

d'éviter au maximum les problèmes. On ne peut pas résoudre les problèmes à 2 500 m. On doit descendre, le transport est très cher. Le préfabriqué est une réponse à ces besoins.

Le bois est un matériau qui réduit les émissions de CO2 diffusées et c'est un matériau noble. C'est une option personnelle aussi. On pourrait l'avoir construit avec une structure métallique qui est beaucoup plus légère aussi mais ce n'était pas pertinent.

Au niveau des résultats des matériaux c'est le premier bâtiment que l'on fait à 2 500m. Nous avons l'habitude de travailler avec des bâtiments de basses demandes énergétiques. Il faut protéger le bois de l'eau. A ces altitudes et ces températures, les bestioles ne vont rien faire. Il faut surtout le protéger contre l'eau. Le bâtiment est recouvert entièrement de zinc. C'est imperméable et il y a des lames imperméables à l'intérieur. Toute l'étanchéité est garantie : ceci permet le travail du bois et c'est rapide à faire.

Il y a eu d'importantes négociations avec l'administration qui voulait que l'on fasse un refuge en pierre. Nous avons discuté au niveau de l'assainissement. La partie antérieure au refuge a été protégée par la convention de Ramster et le refuge est situé dans la vallée de Madriu, classée au patrimoine mondial de l'Unesco.

La construction a duré une année. Le 1er été nous avons construit les fondations et l'assainissement, puis durant les 4 mois d'hiver nous avons construit les préfabriqués que nous avons monté le 2ème été au refuge.

**Raymond Courtial** : Comment avez-vous traité l'isolation thermique et phonique avec le bois ?

**Gerard Veciana** : Pour l'isolement acoustique nous avons fait des divisions dans les chambres entre la structure et les finitions. On a séparé les éléments entre eux et inséré une lamelle de 3mm de cortio ce qui fait une isolation phonique.

Pour l'isolation thermique il y a 30cm d'isolation plus l'ouverture de la façade sud au maximum et la façade nord est opaque.

**Raymond Courtial** : A votre avis quels sont les avantages et les limites d'une construction en bois ? quels sont à votre avis les critiques qu'on peut formuler d'un bâtiment passif et aussi les confusions qu'il peut y avoir entre les normes de haute qualité environnementales (les 14 cibles) et les cibles à atteindre pour être un bâtiment passif ?

**Josep Bunyesc**

Je vais vous montrer plusieurs exemples réalisés dans les Pyrénées. On essaye qu'un bâtiment passif puisse être confortable à l'intérieur sans aucune ressource d'énergie autre que le soleil, l'orientation et l'isolation, en hiver comme en été.

Pour le bois, le premier agrandissement qu'on ait fait c'est le refuge de Colomina à 2 400m. Ce bâtiment en bois a été construit il y a 100 ans. Un bâtiment en bois qui a déjà passé 100 ans, c'est déjà une garantie que le bois, ce n'est pas une mauvaise idée. Il est léger, ça facilite le transport jusqu'à 2 400m, mais il faut bien l'accrocher car le vent peut l'emporter. Si pendant 100 ans il ne s'est pas envolé, c'est qu'il est accroché par terre avec des câbles comme une tente. La structure en bois est rapide à construire. Cet agrandissement de Colomina, a été transporté avec l'hélico en 2h de vol. Pendant une heure, on a installé les 8 panneaux de murs et l'heure d'après les 4 panneaux de façade donc une demi matinée suffit pour la structure bois.

L'après-midi on a mis les tôles du toit et le soir. Il a plu mais ce n'est pas grave car le bâtiment était déjà fermé. Avec des matériaux que l'on appelle de structure sèche (pierre, brique, béton), on ne peut pas aller aussi vite. A 2 400m le climat est rude il y a beaucoup de vent sur ce site avec une mini-crête où il y a une exposition au vent du sud et du nord. Le vent du nord balaye la neige du lac derrière et le bâtiment fait blocage au vent.

Les conditions climatiques ne sont pas faciles, mais depuis 2013 le bâtiment n'a pas souffert. Sur la photo de la construction avec le graphique, la ligne rouge indique la température à l'intérieur. Il fait entre 10° et 22°, même si la température extérieure (ligne bleue) ne dépasse pas 0°. C'est vraiment sans chauffage, il n'y a même pas d'arbres aux alentours pour faire du bois de chauffage. C'est un bâtiment passif. Dans la ville, on parle beaucoup du peu d'énergie que ce bâtiment consomme. Ici il n'y a rien à consommer, on peut voir jusqu'où on peut aller au niveau du confort et combien on peut chauffer à l'intérieur, sans rien.

**Raymond Courtial** : comment vous intégrez des ouvertures de cette taille par rapport aux normes d'un bâtiment passif ?

**Josep Bunyesc** : Il y a un double vitrage et l'avantage de ces fenêtres côté sud, c'est qu'en plein hiver après une journée de soleil on fait un bilan thermique positif et il y a beaucoup plus d'énergie qui rentre par ces vitres que celle qui s'échappe toute la journée vers l'extérieur. Même en plein hiver s'il fait -8°C dehors, le soleil est tellement puissant que le bilan énergétique est positif comme on le voit dans le graphique. Si les volets sont fermés il n'y a pas de soleil et la température baisse.

**Raymond Courtial** : les panneaux de bois sont fabriqués en Espagne ou importé d'Autriche par exemple comme c'est le cas en France ? Quel est l'impact environnemental ?

**Josep Bunyesc** : Les panneaux sont fabriqués en Espagne à 30km de cet endroit. C'est du bois local, la scierie fait tout le processus : scier, découper, contrôle numérique de l'assemblage et transport avec l'hélicoptère. Les panneaux OSB sont importés car il n'y a pas de fabricant en Espagne mais la structure et les poteaux sont locaux. Le bois est du sapin.

Le processus d'assemblage n'est pas facile. Les panneaux font entre 700 et 800kg et tournent avec le vent lorsqu'ils sont attachés à l'hélicoptère. Il faut se dépêcher de les attraper et de les poser au bon endroit avec l'hélicoptère car on ne peut pas les manœuvrer sans lui.

Le bâtiment est aérodynamique. Le toit arrive par terre sur un côté pour que le vent passe dessus.

Aujourd'hui, on prépare le second agrandissement que l'on va construire au mois de mai 2017 où on va agrandir la salle à manger, la salle de bain et les chambres. Ce qu'on fait, c'est gagner de la place dans tout le refuge. Les couchettes seront plus larges car elles sont trop étroites et on va faire une chambre pour le gardien qui dort dans la cuisine. On agrandit le refuge mais on n'augmente pas les places c'est pour gagner en confort.

Exemple d'autres bâtiments bioclimatiques : avec la réverbération du soleil sur la neige, il n'y a plus de 30% d'énergie en plus, c'est un gros avantage.

Ce modèle est extrapolable dans tous les bâtiments pyrénéens. L'avantage du bois, c'est qu'il ne craint pas le froid et l'assemblage est possible même à -10°C.

Les panneaux photovoltaïques sont idéaux l'hiver. Il faut qu'ils aient une pente de 70° par exemple avec un grand refuge de 5 étages.

Curiosité des bilans thermiques : chaque personne dégage environ 100 watt. Donc pour un refuge de 100 personnes il y a 10 000 watts. Si c'est un jour sans soleil ça compense et il n'y en pas besoin. Il faut récupérer la chaleur dans la ventilation et c'est les utilisateurs qui chauffent le bâtiment. Il y a juste l'eau chaude à compenser.

**Raymond Courtial à Jean-François Rodriguez** : alors vous, vous avez travaillé dans la conception en respectant les normes ERP, et là on va parler construction mais surtout disposition des espaces. Comment concilier l'hébergement des randonneurs, des jeunes, des familles, des alpinistes ? Comment organiser l'espace détente, la salle commune, les dortoirs ? On a besoin de tout ça. Comment concilier l'espace du gardien et des aides qui vivent là tous les jours pendant la saison et facilitent l'accueil en respectant les normes ? Car le code du travail impose des normes pour le personnel des refuges. Et comment faciliter la vie du gardien dans la gestion du refuge ? Il y a de plus en plus de techniques et de technologies, comment peuvent-elles faciliter le travail du gardien ? Disposition des espaces et concilier l'hébergement des nouveaux randonneurs, des familles, des jeunes, des alpinistes ?

**Jean-François Rodriguez** : nous avons mené ce projet avec Alain Baïlo, qui est ici aussi. Au départ il y avait un refuge existant et le projet était une mise aux normes de sécurité incendie, mais ça a été aussi l'occasion de répondre à toutes ces questions. Ça c'est traduit par un agrandissement du volume. On voit ici le volume d'origine du refuge qui date de 1973 avec une structure en bois et un volume simple, compact avec

un dortoir en haut. Le gardien a une petite chambre à côté de la cuisine, un petit sas d'entrée et une grande salle commune. La question des sanitaires était anecdotique.

Le projet était basé sur l'agrandissement qui a d'abord été de rester dans la forme existante pour rester avec une ossature bois et ça nous a permis de répondre à une autre question normative, celle de la sécurité incendie et de créer un volume accueil qui est obligatoire dans un refuge ce qui permet s'il y a un incendie d'évacuer la totalité des gens du refuge.

Ça voulait dire utiliser un matériau coupe-feu, léger à cause du transport hélico. Nous avons utilisé du Suporex qui a été plaqué contre la façade arrière et après, nous avons couvert avec du bardage de cèdre rouge. Ce nouveau volume a permis à la fois à l'étage, de créer un logement pour le gardien (petit logement avec une chambre, salle de bain et une chambre pour l'aide gardien) et dessous de faire des sanitaires (WC, lavabos qui sont fermés pour la toilette intime car il n'y a pas de douche).

Cela a été l'occasion de refaire l'intérieur de la partie existante : restructuration. Prévoir pour le randonneur un couchage, non plus dans un grand dortoir, mais dans un petit dortoir de 8 places avec lits superposés, tablette, petit banc pour s'asseoir, dans un espace restreint. Ça a été l'occasion de restructurer l'entrée en agrandissant le sas d'entrée qui permet même quand il fait mauvais de se mettre à l'abri et d'enlever ponchos, chaussures et ensuite de rentrer dans un espace avec des casiers qui permet de ranger son matériel et d'accéder à la salle commune du refuge.

Pour le gardien ça a été l'occasion de faire une cuisine très fonctionnelle, avec un équipement digne d'un petit restaurant dans la vallée, avec une consommation d'énergie panachée entre le gaz et l'électricité, ce qui permet de répondre aux besoins de 47 personnes (capacité du refuge).

Dans nos préoccupations, ce qui est important de dire, c'est que dans notre démarche, il y avait la commande du propriétaire (Parc National des Pyrénées) mais notre démarche se basait sur une concertation avec la gardienne pour comprendre ses besoins et ceux de son équipe, mais aussi ceux de la clientèle qu'elle connaît et de la gestion quotidienne du refuge. La cuisine a été mise en place en fonction de sa demande en tenant compte des contraintes techniques. Quand on avait des choses qui supposaient trop de circulation de fluide, trop d'alimentation, d'évacuation d'eau, on discutait et elle voyait comment elle pouvait s'adapter et nous aussi. La discussion s'est faite aussi par rapport à l'imaginaire des gens, par rapport à ce qui les attirent à cet endroit-là (la vue est magnifique). Le refuge existant n'avait pas de terrasse et au départ le propriétaire ne voulait pas de terrasse non plus car ça fait « guinguette » et puis de fil en aiguille, il s'est avéré que cela ne nuisait pas à l'image du refuge d'avoir une terrasse qui est appréciée et qui est un atout pour ce refuge.

La concertation des uns et des autres y compris des administrations, notamment des services de sécurité (on est allé voir les pompiers pour voir comment on pouvait faire

la disposition, comment organiser le volume recueil, il fallait que l'escalier soit isolé avec en hauteur une trappe de désenfumage, mais la disposition n'était pas facile à faire). Tout s'est fait en trouvant des accords qui permettent aux uns et aux autres de répondre aux contraintes qui sont imposées d'un côté par les normes et de l'autre par les besoins de fonctionnement et d'usage du refuge.

Il y a eu aussi une concertation avec l'Architecte des Bâtiments de France car le refuge est en zone protégée du Parc National des Pyrénées, qui a eu un regard inquisiteur sur l'esthétique, ce qui nous a amené à faire des choix de forme de matériaux mais aussi à utiliser le cèdre rouge qui n'est pas utilisé dans les Pyrénées à cette altitude, qui n'a pas de réglementation DTU mais on a assumé le risque de l'utilisation de ce matériau.

Il manque l'enregistrement de la fin de l'intervention de JF Rodriguez

**Raymond Courtial** : est-ce que vous pouvez nous parler de la rénovation du refuge de la Brèche de Roland ?

**Lionel Lafosse** :

- Dimensions du bâtiment :

La première difficulté a été de donner au bâtiment des proportions en cohérence avec le site. Nous avons un ratio de 2,8m<sup>2</sup>/personne sur le bâtiment existant. Les besoins actuels conditionnés par le confort et la réglementation nous amènent à un ratio de 6,5m<sup>2</sup>/personne. Le projet prévoyant (seulement) 13 places de plus, nous a amené à augmenter la surface de 2/3 (504m<sup>2</sup> pour 176 avant). D'agissant d'une extension, il a fallu travailler sur une volumétrie en cohérence avec cette dernière.

- Couleur du bâtiment :

Nous savions que nous étions attendus sur ce sujet. La première réflexion a été de dire qu'il fallait essayer de trouver une solution alternative à la pierre. Cette technique pose des problèmes de main d'œuvre (compétences techniques), de lieu de prélèvement (dans le PNP) et de coût sur le projet. L'architecte a proposé l'acier Corten qui rappelle très bien le site minéral qui entoure le refuge.

Le refuge existant ne sera pas modifié à l'exception des encadrements et des volets, qui resteront pour moi, un petit regret. Le refuge existant dispose d'encadrement de fenêtres en blanc et les volets sont en rouge. Ce choix de couleurs permettait de mieux repérer le refuge en cas de mauvais temps.

- Aménagement des espaces extérieurs :

Dans ce domaine aussi il a fallu travailler sur le sujet. Il fallait assurer une protection des personnes présentes sur la terrasse, contre le risque de chute. Cela induit la mise

en place de gardes corps qui se fondent dans la façade, mais qui soient résistants ou démontables aux avalanches pour l'hiver

Raymond Courtial : avez-vous été confronté à des choix dans les matériaux constructifs ?

Lionel Lafosse

- Façades (esthétique, avalanche, bilan carbone, Parc National, ...) :

Les façades et la couverture ont été les premiers sujets sur lesquels nous nous sommes posés beaucoup de questions.

Tout d'abord pour la couverture, il fallait quelque chose qui résiste à la pression de l'avalanche qui arrive en façade Sud (3t/m<sup>2</sup>). L'acier Corten, comme vu précédemment, répondait à cette contrainte.

Concernant la couverture, le point sensible se porte sur les panneaux photovoltaïques. Il a fallu trouver des panneaux qui puissent reprendre la charge de neige et le souffle de l'avalanche.

D'autre part, l'isolation par l'extérieur avec du verre cellulaire permettait d'obtenir un meilleur résultat au niveau du bilan carbone et du bilan thermique.

Enfin, tous ces choix ont permis de répondre aux besoins d'impacter le moins possible le site naturel sensible, dans lequel travaillons.

- Structures (avalanche, séisme, acoustique, bilan carbone, coûts) :

Le bâtiment est situé dans un environnement des plus hostiles : altitude de 2 587m, fort vent, variations de températures importantes, avalanches, séismes.

Si par le passé le CAF a pu construire des bâtiments avec les matériaux du site (donc en pierre), les derniers refuges ont été construits en bois (Preset, Col de la Vanoise, Goûter, Aigle, ...). Malgré cela la solution proposée par le MOE et validée par la FFCAM a été celle du béton armé.

Une solution bois nous a été proposée au moment de la consultation, mais elle n'était pas économiquement la meilleure et posait des problèmes techniques. Nous aurions préféré retenir cette proposition car elle nous aurait permis d'améliorer le bilan carbone.

- Aménagements intérieurs (esthétique, acoustique, hygiène et entretien, punaises de lits) :

Enfin, un travail a été réalisé sur le choix des matériaux intérieurs, car il faut prendre en compte les éléments suivants :

- Bilan carbone,
- Acoustique de la salle de restauration et isolement des locaux à sommeil,
- Matériaux faciles à entretenir,
- Dortoirs les plus simples possibles pour éviter l'installation de nuisibles comme les punaises de lits.

Raymond Courtial : avez-vous été confronté à des options dans la gestion des espaces (gardien, usagers) ?

### Lionel Lafosse

- Accessibilité des personnes en situation de handicap

Nous avons fait le choix, même nous n'y étions pas contraints, d'appliquer tout ou partie de la réglementation handicapée.

Le traitement auditif et visuel a été prévu en revanche, nous n'avons traité que partiellement la mobilité réduite. Une ou deux personnes en situation d'handicap moteur (fauteuil roulant) pourront être accueillies au rez-de-chaussée du refuge de façon à bénéficier de la quasi-intégralité des services.

- Dortoirs (groupes, familles, ...) et espaces de vies

Enfin, les usagers doivent se trouver à l'aise dans le refuge, sans pour autant tomber dans le fonctionnement de l'hôtel.

Le refuge doit permettre de conserver son « âme ». Le partage (de l'expérience de la montagne, d'un bon repas, ...) doit rester au cœur du refuge.

Dans un refuge on doit pouvoir s'ouvrir à l'autre, rêver d'aller plus loin, rêver de devenir un jour alpiniste alors que l'on est un humble randonneur, ...

- Logement gardien et aides-gardiens

Concernant le logement gardien et aide gardien, nous avons été très attentif à ce que ceux-ci bénéficient d'un maximum de confort pour pouvoir effectuer leur métier correctement. Cette notion de confort passe par l'isolement acoustique de leur chambre, des espaces suffisamment grands, une machine à laver, des sanitaires, ... Cela passe aussi par un outil de travail bien agencé et équipé (cuisine et accueil).

Raymond Courtial : comment avez-vous répondu à la mise en sécurité des usagers en cas de sinistre incendie ?

- Eviter le départ de feu et sa propagation (matériaux, ...)

Il faut éviter les départs de feu et surtout sa propagation. Cela passe par le choix des matériaux, la mise en place d'un désenfumage des locaux, locaux à risques bien identifiés et équipés, ...

- Informer

Un incendie doit être déclaré rapidement à l'ensemble des occupants de l'établissement. Il faut donc pour cela un système d'alarme en cohérence avec les dimensions et les risques présent dans l'établissement.

- Faciliter l'évacuation (largeur et aménagement des dégagements)

La distribution intérieure, le nombre de dégagements, l'éclairage de sécurité, la signalétique et le désenfumage sont des facteurs importants pour garantir une bonne évacuation.

- Mettre en sécurité (volume recueil)

Dans le cas spécifique des refuges, il faut que les usagers qui sont isolés de tout autre bâtiment puissent se réfugier dans un endroit sûr quelle que soit la météo extérieure. A cet effet, la réglementation a prévu un volume dans lequel les usagers sont en sécurité pendant deux heures au minimum.

- Faciliter l'intervention des secours

Enfin, l'établissement doit disposer d'une radio secours pour alerter ces derniers. Pour le cas des refuges, il faut espérer que tout aura été mis en œuvre pour qu'il ne reste plus personne dans la zone sinistrée.

**Raymond Courtial** : Pensez-vous que ce bâtiment répondra aux normes HQE ?

**Lionel Lafosse**

- Qu'est-ce que la démarche HQE ?

La démarche HQE vise 4 objectifs : qualité de vie, performance économique, respect de l'environnement et management responsable.

- Objectifs retenus

Les thématiques de la qualité de vie, de performance économique et de respect de l'environnement ont fait l'objet de toute notre attention.

- Les cibles sont-elles ou seront-elles atteintes ?

Nous avons retenu fort logiquement les cibles qui concernent les 3 premières thématiques. Cependant, il faut être clair cette démarche HQE n'est qu'une mise en forme de ce que nous aurions fait « naturellement ».

A noter que la 4ème thématique n'est apparue que récemment et n'existait donc pas au démarrage du projet.

- Le bâtiment vise-t-il la certification ?

Nous n'avons pas visé la certification.

Raymond Courtial : pourra-t-on le qualifier de bâtiment passif ?

Lionel Lafosse

- Qu'est-ce qu'un bâtiment passif ?

L'habitat passif est une notion désignant un bâtiment dont la consommation énergétique au mètre carré est très basse, voire entièrement compensée par les apports solaires ou par les calories émises par les apports internes (matériel électrique et habitants).

- Contrainte pour y arriver sur ce projet

Le bâtiment étant situé dans un milieu où les températures peuvent être très basses et où le bâtiment existant ne nous a pas permis d'aller très loin dans l'isolation, ce bâtiment ne sera pas passif.

Questions dans la salle

Questions n°1 :

C'est très intéressant ce qui s'est dit sur le refuge de Colomina, le fait de mettre des grandes ouvertures au sud et de fermer au nord, mais pendant la nuit il doit y avoir beaucoup de perte d'énergie ? Comment le bâtiment peut-il être bioclimatique ?

Josep Bunyesc : le bâtiment répond à des normes très précises, il a reçu une certification pour être bioclimatique. La déperdition de chaleur la nuit est moins importante que l'énergie qui rentre avec le soleil. L'été le soleil est haut et l'ensoleillement réduit, ce qui fait qu'il ne fait pas trop chaud.

Question n°2 :

Les opinions des gardiens ne sont pas toujours prises en compte dans la rénovation/construction de refuges et des fois le bâtiment final n'est pas fonctionnel. C'est dommage qu'il y ait beaucoup de choses qui ne fonctionnent pas. Ce serait intéressant d'avoir les conclusions de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas et avoir un référentiel des refuges. Un document de ce qui fonctionne au niveau de l'assainissement, de l'énergie, ...

Raymond Courtial : je peux apporter 3 types de réponses. La première est sur le refuge du Goûter. Il y a des nouvelles techniques notamment pour l'assainissement.

Les 3 premières années ce fut difficile, surtout pour les gardiens, et la quatrième année (cette année), le refuge est opérationnel. Je ne dis pas ça parce que c'est un refuge de la FFCAM. On fait 10 000 nuitées. Si ça marche c'est aussi parce qu'il y a une personne responsable de toute la partie technique du refuge. Il y a aussi une équipe de bénévoles qui ont des compétences techniques et qui viennent. C'est pour répondre aux besoins du bâtiment. Un bâtiment à 3 700m.

La seconde partie de votre question, est sur les retours d'expériences sur le fonctionnement des édifices. Cela fait plusieurs années que nous réfléchissons à comment capitaliser ce qui fonctionne bien ou pas. On ne sait pas comment faire car à des altitudes plus basses il n'y aura pas de problèmes avec les matériaux, alors que plus haut cela peut arriver.

En ce qui concerne la mutualisation des données (3ème partie de la question), nos clubs sont tout à fait sensibles à cela et nous mettons en place un extranet pour échanger les données.

Comment préparer les gardiens à l'évolution des technologies ?

On peut actualiser la formation des gardiens avec des modules techniques. Au niveau du club alpin, on a une formation spécifique.

Lionel Lafosse : pour rebondir je vais dire qu'en 2010 j'ai passé 2 semaines avec les gardiens de la Brèche pour bien comprendre le fonctionnement du refuge.

## Atelier Energie

### Participants :

- Serge Fernandez, Enedis
- Pedro Caseron, Fundacion Hydrogeno de Aragon
- Jean-Michel Amaré, Président Atawey
- Julien Militon, Président AGREPY

### Serge Fernandez, Enedis

Qu'est-ce qu'Enedis prend en charge dans la concession ? L'énergie du générateur qu'il soit éolien, hydraulique ou photovoltaïque, tous les éléments de gestion et de transformation de l'énergie, tous les parcs de batteries, l'onduleur, jusqu'au point de livraison. Enedis est l'exploitant. Ce sont les collectivités locales qui sont chargées de financer ces points là avec un accord préalable qui va permettre de définir si la solution réseau est plus ou moins onéreuse que la solution photovoltaïque.

Les parties prenantes ce sont la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR), les propriétaires des réseaux sont les collectivités locales. A ce même titre ils sont propriétaires des générateurs et nous le remettent pour l'exploitation. Nous avons 800 clients en France, alimentés par ce type d'énergie. Les autres parties prenantes sont les bureaux d'études, les prestataires internes ou externes, les institutions de l'énergie solaire, le ministère de l'écologie, la DREAL, la préfecture, toutes les institutions.

### Nos missions :

- A l'intention des clients : exploiter et maintenir la qualité d'expertise
- Décider et mettre en œuvre les investissements de renouvellement
- Etre à l'écoute pour guider chaque client à la gestion et à l'utilisation de son installation (je tiens au passage à dire tout mon respect pour les gardiens de refuges quant à l'utilisation de l'énergie car vous en avez très peu pour faire tourner un refuge avec l'accueil du public). Les clients chez Enedis ont bien sûr une facturation, en fonction de la puissance installée et non des consommations.
- Accompagner les projets d'électrification dans sa dimension de maîtrise de l'énergie, la première chose est de savoir comment ne pas utiliser l'énergie et après calculer comment on fait un système solaire.
- Prescrire des solutions techniques adaptées aux exigences d'exploitation et contractualiser avec le client ou le prestataire.

- Avec les propriétaires faire évoluer le cadre général de la FNCCR, c'est au niveau national de définir qu'est-ce que c'est un ouvrage qu'on prend en concession et dans quelles conditions. C'est toujours cet équilibre d'investissement réseau ou d'investissement sur le générateur qui va définir s'il va rentrer dans le système d'exploitation Enedis.
- Développer une coopération avec chaque partie ou autorité concédante et décider du maintien du périmètre de la concession. Il s'avère qu'en 1999 le site isolé n'avait pas du tout la même signification qu'aujourd'hui. Il se trouve qu'on a certains sites isolés qui n'ont plus lieu d'être avec l'évolution des réseaux aux alentours. Je pense aux refuges qui se trouvent à 2000m ou 3000m d'altitude. Parmi les 800 clients que nous avons, certains par leur configuration on les raccorde au réseau et on dépose les sites.
- Sélectionner, piloter et former les prestataires : nous sommes une agence d'exploitation mais nous prenons des prestataires, pour réaliser les gestes techniques, toujours dans l'esprit dans lequel Enedis exploite ses réseaux : actions réseaux, habilitations.... C'est un système extrêmement lourd. Tout ce volet là notre agence le prend en charge.

#### La mise en œuvre des projets de l'agence :

Un élément qui nous tient à cœur : la sécurité. Sur les gîtes il y a l'accueil du public et bien sûr la sécurité est très rigoureuse. C'est à ce titre que certains refuges ont été repris, on a mis en place des financements, ne serait-ce que l'exemple d'un parc de batteries sur lequel il y a un dégagement gazeux, quand on le retrouve au milieu du refuge on n'est pas au niveau de sécurité attendu. Avec le club alpin on a des accords. Nous construisons des locaux extérieurs et nous sortons l'ensemble du générateur.

Nous innovons un peu, on a fait quelques innovations qui nous concernent directement en termes d'exploitation, de régénération de batterie. On a un secteur d'innovation, un ensemble de documents de référence. On est une entreprise publique, on a des droits mais aussi des obligations notamment en termes d'accès aux ouvrages. Il faut savoir que lorsqu'on bénéficie de ce type d'installation qui est exploité par Enedis, vous n'avez pas accès à l'ouvrage (au même titre qu'un compteur électrique dans une maison). Même si certaines personnes s'en sentent capables ou s'en croit capables c'est un problème car la batterie est très puissante, on a des accès rigoureux.

Pour tout ce qui est réglage, on a plusieurs secteurs d'innovations, on a des repérages, des cahiers des charges, des documents de références, on a fait évoluer tout ça de façon à ce que nos intervenants puissent évoluer en sécurité et qu'on ait un schéma de cohésion sur l'ensemble du territoire national.

En France on a 800 installations en concessions dont 100 sont en cours d'optimisation. Les évolutions de batterie font parties de ces 100. 99% des installations sont des équipements photovoltaïques, 1% des solutions en éoliens et pico-hydrauliques. 70% sont des unités d'habitation. 95% des sites isolés sont installés sur une ligne sud Bordeaux Strasbourg. Sur l'ensemble des gîtes tout confondu ONF, Caf, et autres ruraux ou municipaux : 48 gîtes et refuges et 90% sont en zone rural d'électrification.

Si on regarde les diapos : zone Alpes il n'y a que 5 refuges ou gîtes, c'est relativement peu pourtant ce sont des zones de montagne, il y en a 8 dans les Hautes-Alpes, 1 dans les Alpes Maritime par contre 12 en Ariège et 1 en Haute-Garonne (Refuge de Vénasque).

### Notre avenir :

Notre agence est relativement jeune même si EDF, à l'époque, s'est lancée dans l'aventure dans les années 1990. C'est chaque entité locale ou départementale qui prenait en charge ces structures-là, il manquait un schéma de cohésion donc on a monté une agence dans les années 2010 et sur laquelle on a des missions nationales : opérateur de référence et réponse aux enjeux de développements économiques locaux puisqu'on est persuadé que les refuges de montagne ont un fort impact économique localement.

Faire évoluer des modèles économiques : éligibilité des sites, financement et devenir : le creuset de nouvelles solutions technologiques. Contact : 04 42 29 26 05. Nous sommes 8 chargés d'affaires sur le territoire national.

Question : J'ai cru comprendre que pour abriter les parcs de batteries, il fallait un bâtiment fermé à clef, uniquement accessible par vous. Ma question c'est que ce bâtiment qui n'existe ou n'existe pas serait souvent dans le refuge existant, il n'y a pas la place et il faut construire un refuge à côté, donc je ne parle pas de la difficulté mais du coût, il est pris en charge ou pas ?

Serge Fernandez : Enedis ne prend en charge théoriquement rien. C'est la collectivité locale (propriétaire du réseau) qui monte un dossier au niveau national. A l'origine les locaux n'étaient pas pris en charge. Malheureusement l'histoire a fait qu'on s'est trouvé par exemple avec un propriétaire du site qui mettait à disposition un local, qui était un morceau de cave, ou d'autres endroits pas adaptés, et quand on doit changer un élément qui doit peser 50kg et qu'on en change 24, il faut qu'on ait de l'aisance. Il y a des normes qui ont énormément évoluées, qui sont telles que maintenant on a de vrais locaux techniques. Théoriquement non, on ne prend pas en charge le local mais toujours est-il sur un dossier nouveau ça fait partie de la demande d'investissement et selon l'équilibre technico-financier ça va être pris en charge au niveau national. Si ce n'est qu'aujourd'hui on ne prend plus les batteries mises à disposition, si c'est un ouvrage neuf on applique la norme qui donne vraiment de l'espace, sur des bâtiments anciens on refait et on demande que nous soit remis le local. Pour en revenir aux clefs,

oui ce sont des clefs d'exploitation, il y a deux niveaux de clefs. Le local batterie c'est un local réservé aux électriciens habilités. L'autre local est celui de l'onduleur, avec des clefs remises à l'exploitant du site ou le client, par exemple pour que, s'il y a un problème, ils puissent appuyer sur le bouton, au même titre qu'un disjoncteur d'abonné. Par contre interdiction d'ouvrir le coffre, c'est du domaine de l'électricien.

### Question 1 :

- Même la commission de sécurité n'a pas le droit de contrôler cet endroit ?
- La commission de sécurité ne va pas rentrer dans un transformateur en ville. S'il le faut absolument elle fait une demande et nous l'accompagnons. C'est un lieu où il faut une demande d'habilitation. La commission de sécurité va pouvoir rentrer dans le local de l'onduleur, mais pas ouvrir le coffre qui est sous notre entière responsabilité.

### Question 2 :

- Est-ce que vous pouvez nous renseigner sur le coût moyen pour une toute petite installation solaire, juste de quoi alimenter une radio de secours et un peu de lumière ?
- Je vais utiliser mon joker. Un ouvrage qui est pris en concession répond à des normes très draconiennes. Il existe sur le marché des petits kits, pour un usage personnel entre 10 000 et 15 000 euros. Là vu qu'on est sur le domaine public, les prix sont plus conséquents.

### Question 3 (Julien Militon) :

- Pourquoi il n'y a pas plus d'hydraulique dans vos concessions, 1% seulement ?
- Aujourd'hui la filière que nous maîtrisons très bien est le photovoltaïque. En termes d'hydraulique, on a pas l'environnement nécessaire, ne serait-ce qu'en terme de conduite. Le marché éolien n'est pas bien, on a eu quelques entreprises très concurrentielles mais le petit éolien a été complètement absorbé par le grand éolien et on ne trouve plus d'entreprises. C'est vrai que dans le cadre d'un refuge, le premier réflexe naturel c'est que j'ai du soleil mais aussi beaucoup d'eau. On a réalisé des adjonctions de pico hydraulique mais on le sépare de la concession, c'est-à-dire l'énergie hydraulique viendra alimenter les batteries au travers d'un point de livraison, c'est une limite de concession (Julien Militon : c'est le cas dans mon refuge d'En Beys).

### Pedro Casero, Fondation Hydrogène Aragon :

Je vais parler de deux sujets, même s'ils sont très proches. Je voudrais vous transmettre ce qu'apporte la technologie de l'hydrogène pour les refuges et qu'elles sont les expériences que je peux vous raconter. Tout d'abord je ne suis pas alpiniste, je suis un randonneur et le premier refuge que j'ai visité est Bachimaña en Aragon. Nous y sommes allées avec une collègue et un gardien pour monter une technologie

d'hydrogène. Je travaille dans la Fondation d'Hydrogène d'Aragon, qui est un organisme à but non lucratif créé pour promouvoir l'énergie comme un vecteur d'énergie. Nous étions à Bachimaña pour un projet qui a commencé en juillet 2016 pour améliorer la durabilité des refuges. Les objectifs de ce projet sont de développer les énergies renouvelables dans les refuges, réduire les émissions de CO2 de 21 tonnes par an, les émissions de d'oxyde d'azote de 0,5 tonne par an et réduire la consommation d'énergie globale du refuge de 20% ainsi que les approvisionnements en hélicoptères pour les refuges.

Ces travaux vont être réalisés dans le cadre d'un projet européen dans 9 refuges. 5 en Espagne (Lizara, Bachimaña, Estos, la Renclusa et Cap de Llauset inauguré en juillet 2016), 1 en Italie, 2 en Slovénie et 1 en Roumanie qui est plutôt une maison de particulier située à 800m d'altitude.

On peut utiliser les énergies renouvelables dans un refuge. Normalement on utilise plutôt les énergies solaires, éoliennes. Avec une pico-centrale on peut utiliser directement ces énergies ou la stocker dans des batteries.

La technologie hydrogène ce sont plusieurs éléments. La technologie hydrogène va se substituer aux éléments des batteries. L'électrolyseur (à partir de l'eau) utilise les énergies renouvelables. Il faut stocker cette énergie sous pression. Ensuite quand vous en avez besoin, il faut de l'oxygène présent dans l'air qui va produire de l'électricité avec l'électrolyseur et rejette de l'eau. Ceci est la manière de stocker l'énergie avec l'hydrogène.

Cas de Bachimaña : nous avons décidé de l'utiliser car il y a une mini-centrale hydraulique de 30kilowatt/heure qui fonctionne 10 mois par an. Les autres mois de l'année le refuge utilise un moteur diesel. La première estimation qu'on a faite c'est qu'on a besoin de 60kilo watt/heure. L'objectif c'est de produire de l'énergie hydrogène avec l'énergie non utilisée durant ces 10 mois et de la stocker. On pourrait utiliser l'hydrogène pendant les 2 mois de l'année (avril mai juin) lorsqu'il n'y a pas de dégel et que l'eau est au minimum.

Quelques données :

60kilo watt/heure c'est les besoins d'une journée au refuge de Bachimaña.

On peut stocker l'hydrogène de plusieurs façons.

- L'industrie chimique utilise généralement une cage de 1 m<sup>3</sup>. Il y a 2 standards de pression. Le poids de l'hydrogène stocké dépend de la pression. 350 bars de pression, est égal à 21kg d'hydrogène, soit 7 jours d'utilisation. Avec 700 bars de pression, cela correspond à 40kg d'hydrogène pour 12 ou 13 jours d'utilisation.

Pour résumer : l'hydrogène a des caractéristiques appropriées pour gérer les énergies renouvelables dans des sites isolés. Il faut un électrolyseur, des batteries pour le stockage qu'on peut trouver dans le commerce.

Mais le produit que je vais vous montrer, vous ne le trouvez pas dans le commerce. Le prochain intervenant pourra nous dire quel est l'état de développement de l'hydrogène. Concernant la compétitivité, il n'est pas facile de fournir des chiffres, car on n'a pas encore dimensionné les retombées de l'utilisation de l'hydrogène. On commence l'étude et il faut étudier chaque cas pour voir qu'elle est la situation actuelle de chaque problématique et voir l'alternative avec l'hydrogène.

L'hydrogène commence à être compétitive dans une installation en site isolé. Etant donné la commercialisation des éléments principaux, la connaissance que vous avez de la gestion d'un refuge, utiliser l'hydrogène est moins cher que faire monter du gasoil par hélicoptère.

### Jean-Michel Amaré, Ataway :

La France a la chance d'avoir 2 intégrateurs dans l'hydrogène qui proposent des solutions commerciales depuis peu (2015) : Powidian et Ataway.

Ataway a fait l'installation du refuge du col du Palet (avec Powidian).

Je vais juste compléter ce que Pedro Casero a dit.

L'hydrogène est l'élément le plus léger et le plus abondant dans l'univers. Ça a des avantages et des inconvénients. L'inconvénient c'est qu'on est obligé de le comprimer, vous l'avez bien dit. Il y a différent mode de compression, à Powidian vous utilisez 30 bars, chez Ataway c'est 200 bars voir 700 pour les véhicules dans la mobilité puisque là on n'a pas beaucoup de place.

Ce sont des pressions qui peuvent faire peur. Sachez qu'il y a des centaines de milliers de réservoirs et de bouteilles qui sont installés partout et qui circulent sur nos routes et qu'on croise avec des camions qui contiennent de l'air liquide, du praxair et qui sont installés tous les jours, c'est extrêmement maîtrisé.

L'avantage c'est la volatilité. Quand on a un problème, une fuite avec l'hydrogène, pour qu'il y ait une concentration d'hydrogène et des conditions réunies pour qu'il y ait une explosion c'est très rare.

Cet inconvénient de la volatilité et de la compression fait que ça devient un avantage dès qu'il y a une fuite car l'hydrogène est partout. Pour vous donner un ordre d'idée je prends toujours la comparaison avec la mobilité : les constructeurs aujourd'hui qui vendent des véhicules qui circulent sur les routes s'appellent Toyota, Honda, Demler, ces véhicules sont au point et sont à 700 bars. Les tests fait dessus c'est du tir à l'arme pour vérifier comment se comporte le véhicule, les pompiers y mettent le feu. On n'est

pas en train de parler d'une technologie où on joue au petit sorcier et on verra bien ce qui se passe. Les technologies sont nettement industrialisées et totalement maîtrisées.

Le principe a été bien expliqué, de comment fonctionnaient un électrolyseur et une pile à combustible. Sachez que l'hydrogène, il a un seul rôle c'est de stocker l'énergie électrique. L'énergie électrique sous forme d'électrons on ne sait pas la stocker donc on est toujours obligé de la transformer. Avec des batteries, on la transforme sous forme d'électrochimie, avec l'hydrogène on va juste utiliser l'eau. On sépare H<sub>2</sub>O et les deux H<sub>2</sub>, les deux atomes d'hydrogène deviennent le moyen de stocker cette énergie. Et là on peut la garder, le gros avantage de l'hydrogène c'est que cette énergie est stable, elle ne bouge pas, on peut la garder plusieurs mois. Ensuite on va la retransformer avec l'oxygène de l'air comme ça a été très bien expliqué pour re-fabriquer de l'électricité et de l'eau.

Pour vous dire d'où cette technologie vient, elle a été utilisée pour la première fois pour les missions APOLLO quand on a envoyé des hommes sur la Lune. Il était nécessaire tout d'abord de les propulser, avec de l'hydrogène. C'est extrêmement dense et énergétique et comme on avait de l'hydrogène pour propulser la fusée on pouvait utiliser cet hydrogène pour créer de l'électricité et de l'eau (c'est le deuxième avantage). C'était plus simple d'embarquer de l'hydrogène sous forme liquide et de fabriquer de l'eau et de l'électricité qui était indispensable pour les hommes allant sur la Lune. C'était il y a plus de 60 ans, c'est le spatial qui a tiré cette technologie qui arrive maintenant dans le domaine civil avec la mobilité et les systèmes stationnaires.

Sur le concept du site isolé, j'ai pris un concept qui est une architecture qui est la nôtre, mais qui est la même pour celle de Powidian. Il faut voir qu'avec de l'hydrogène on ne peut pas créer de l'énergie, on la transforme. L'énergie elle vient soit du solaire, soit de l'éolien, soit de l'hydraulique et en effet, en montagne, l'hydraulique et le solaire sont à favoriser, l'éolien c'est plus compliqué. Ça demande de la maintenance pointue et des autorisations qui sont difficiles.

Pour stocker cette énergie les batteries restent le système numéro un, qui amènent un rendement et une réponse instantanée. L'hydrogène a des temps de réponse qui sont long, de 30 secondes à quelques minutes. Donc si vous appuyez sur un bouton pour avoir de l'énergie et que vous avez que de l'hydrogène, vous attendez 30 secondes pour avoir la lumière qui s'allume, c'est un peu gênant. Donc on couple toujours des batteries avec de l'hydrogène, c'est vrai dans le stationnaire comme dans les véhicules.

On hybride les moyens de stocker l'énergie. Les batteries, ce sont le compte courant énergétique entre le jour et la nuit. L'hydrogène c'est votre compte épargne, tout ce que vous ne savez pas mettre dans les batteries vous le transformez en hydrogène et vous le réutilisez quand les batteries sont trop déchargées. L'hydrogène joue le rôle du groupe électrogène. Et notamment quand vous allez vouloir stocker de manière

massive de l'énergie, le volume et la masse de l'énergie stockée en hydrogène si vous comparez avec des batteries c'est 4 fois moins. Vous allez garder 2 à 3 jours d'équivalent batterie et donc l'hydrogène va faire votre réserve de secours.

Eclairage sur les coûts :

Les technologies sont au point mais peu développées. On a un refuge équipé dans les Pyrénées espagnole et un dans les Alpes par Powidian au col du Palet. C'est le début d'une histoire. Donc forcément la technologie est très chère. Néanmoins le meilleur ratio qu'on ait fait c'est combien vous coûte votre litre de gasoil ou de diesel ou de fuel ou d'essences livré sur le site. En fonction de ce coût on saura vous dire s'il faut mettre une installation à l'hydrogène ou s'il faut rester sur votre groupe électrogène. Cela en mettant de côté toute la problématique environnementale, en ne considérant que la logique économique. Tant qu'il n'y a pas de règlement obligeant à passer sur un système totalement propre, mais ça viendra peut-être un jour. Ça ne pourra pas se faire sans un accompagnement financier.

Les deux projets, Bachimaña et col du Palet ont été très bien financés. Col du Palet à plus de 95% (propriétaire Parc National de la Vanoise).

On reste sur une technologie emblématique mais c'est une technologie :

- qui est au point
- avec des coûts élevés parce qu'on n'a pas un volume de masse fort
- mais même avec ce coût élevé ça peut être rentable en fonction du coût de livraison du litre de combustible sur site. Vous pouvez avoir une rentabilité d'exploitation sur la durée
- mais frais d'entretien négligeables
- des opérateurs se positionnent sur cette technologie à l'hydrogène et revendent l'énergie aux utilisateurs.

### Questions n°1 :

Quel est le coût pour un refuge de montagne ?

Pedro Casero : on n'a pas fait l'estimation encore, juste un devis de 90 000 euros pour tout ce système. Nous sommes en train de faire les calculs préliminaires, nous n'avons pas dimensionné le système. Je verrai dans le futur et je ferai d'autres présentations.

### Questions n°2 :

D'après vos présentations, sur un système déjà existant avec des panneaux solaires et un parc de batteries on peut adapter la technologie hydrogène ? En termes de coûts d'entretien va-t-on réduire énormément ?

Jean-Michel Amaré : c'est possible de venir s'intégrer dessus. Il faut bien calculer que le parc batterie va bien utiliser l'hydrogène que pour les périodes où on n'aura pas l'ensoleillement suffisant pendant plusieurs jours consécutifs. Il faut voir que dans les systèmes tels qu'on les développe avec Powidian il y a des logiques qui sont d'avoir les composants et aussi de les intégrer dans un système complet, c'est-à-dire qu'il faut venir gérer la sécurité. Gérer la sécurité, gérer le thermique il y a vraiment des sujets à traiter autour et on ne peut pas se permettre de ne pas gérer les problématiques de sécurité tels qu'un parc batteries qui bout dans un coin du refuge et qui lui-même est celui qui génère le plus d'hydrogène ; car c'est de l'hydrogène qu'on génère quand le parc batteries bout ou quand on le remplit. Quand on va intervenir sur une installation on va prendre en compte cela. On ne va pas dire je prends l'existant et rajouter un petit peu d'hydrogène. On va venir prendre l'ensemble, déménager le parc batteries, l'intégrer dans le volume et gérer sa sécurité et sa thermique. Même si les systèmes d'hydrogène qu'on va installer dégageront 10 fois moins ou 100 fois moins d'hydrogène que les batteries le font, on ne peut pas se permettre de pas traiter ce sujet. On l'a déjà fait par exemple avec un opérateur télécom qui lui aussi était en site isolé, avait un parc de batteries et des panneaux solaires, un groupe électrogène, au moment où il doit changer son groupe électrogène il a dit qu'on lui mette un système hydrogène à la place.

On sort du courant continu. Par contre un point très important : c'est très bien de faire de l'innovation mais y a une étape primordiale avant. Il faut chasser tous les gaspillages, les consommations inutiles, mettre juste ce qu'il faut de l'éclairage ; pour la consommation, utiliser des appareils qui sont triple AAA. Il n'est pas pertinent de venir mettre des systèmes hyper innovants et coûteux sur des passoires énergétiques ou des choses pas optimisées en termes de fonctionnement.

### Questions n°3 :

Je suis dans un refuge qui fonctionne avec une pico-centrale, et j'ai un groupe électrogène en complément, lorsque la pico-centrale ne fonctionne plus parce que je n'ai pas assez d'eau, il faut que j'aie un parc de batteries pour faire marcher l'hydrogène ?

Jean-Michel Amaré : Forcément mettre un petit peu de batterie mais votre énergie principale elle vient de la pico-centrale. Ça dure longtemps le moment où vous n'avez plus assez d'eau ?

- Cette année on a eu un manque d'eau pendant 15 jours sans électricité, donc est-ce que dans ce cas-là ça aurait pu fonctionner, sans parc de batteries ?

JMA : il faut coupler les batteries avec de l'hydrogène, ne serait-ce que pour avoir une réponse instantanée du système. Après c'est une question de dimensionnement, il faudra de toute façon pour fabriquer de l'hydrogène utiliser un surplus d'électricité à un moment de l'année. Par exemple ce qui est intéressant dans le cas de refuge c'est

valoriser tout ce qui se passe l'automne, l'hiver, le printemps et l'été utiliser tout ce que j'ai su mettre de côté ou alors d'un autre côté dire l'été je suis surproducteur d'énergies renouvelables et j'en stocke pour l'utiliser parfois l'hiver. Il est nécessaire de dimensionner à chaque cas l'installation et de regarder ce que ça vous coûte et de voir si ça vaut le coup de passer ou pas avec un système hydrogène.

Petite précision : systématiquement on refuse de mettre en place un système hydrogène pour assurer un chauffage électrique derrière. Pareil pour la climatisation, chauffage et climatisation sont deux sujets très compliqués.

### Questions n°3 (Julien Militon) :

Ce que je vois quand même c'est que dans un refuge espagnol il parle de 60kilo watt/heure /jour, moi j'en consomme 6,5 ça me paraît énorme. Est-ce que ça a été mis en œuvre ? Vous avez mis un système en place ?

Pedro Casero : 60kilo watt/heure, c'est l'énergie nécessaire pour un jour. L'idéal serait de pouvoir stocker 12 ou 14 jours.

JMA : mais ça fait 200 kg d'hydrogène ?

Pedro Casero : ça serait l'idéal mais on va réduire de 20% la consommation.

Julien Militon : je crois que 60 kilo watt/heure c'est pour alimenter aussi des fours électriques.

JMA : C'est énorme mais on voit certains refuges en Autriche ou en Suisse qui sont dans ces logiques de puissance. Il y a vraiment des logiques de refuges très très haut de gamme, même en site isolé, qui ont des consommations de ce type là, sur lesquels les dimensionnements qu'on fait où il faudrait couvrir des centaines de mètres carré de panneaux solaires pour arriver juste à produire l'énergie qui sera nécessaire en surplus pour venir la stocker. C'est très bien de dire qu'on a des solutions techniques pour stocker l'énergie, mais il faut la produire.

Julien Militon : quelles problématiques de l'altitude avec cette production d'hydrogène ?

JMA : c'est les problématiques en lien avec les rendements, c'est-à-dire qu'on a moins d'oxygène déjà, donc le rendement des piles à combustible est moindre. Y a des déclassements aussi en lien avec l'électronique. On perd en rendement donc on surdimensionne.

### Questions n°4 (Julien Militon) : Le froid ?

JMA : le froid on le gère, c'est-à-dire on est forcément dans des installations qui sont hors gel. Si vous ne traitez pas la température (en particulier les batteries), vous dégradez vos équipements. Ce que je voulais dire aussi c'est que souvent quand on a

un groupe électrogène et qu'on le couple avec des batteries, on a un réflexe tout à fait humain, qui est de vouloir faire tourner moins longtemps le groupe électrogène et donc de vouloir faire des recharges de batteries fortes. Les batteries n'aiment pas ça, il y a 3 choses que les batteries n'aiment pas et pour lesquelles vous dégradez leur durée de vie :

- La température
- La vitesse de recharge
- Les profondeurs de décharge

Avec les systèmes hydrogène, on fait en sorte qu'on ne décharge pas trop les batteries, qu'on les recharge lentement et qu'on traite la thermique et la température. Donc on allonge au maximum leur durée de vie. On arrive à avoir des durées de vie très proches de ce que le constructeur donne sur son catalogue.

#### Questions n°5 :

J'aurais aimé avoir une idée du chiffre du rendement ? Une autre question, pour un dimensionnement de batterie qui est pas trop mal, c'est le cas pour moi j'allume le groupe électrogène une fois par an, j'imagine que là ça sert à rien de mettre en place ce genre d'installation ?

JMA : non, si c'est une fois par an, il faut oublier. Le rendement du système y a 2 composantes. Le rendement global du système et le rendement de la chaîne hydrogène. Sur le rendement de la chaîne hydrogène j'aime bien d'abord sortir une question : est-ce que quelqu'un sait me sortir le rendement d'un groupe électrogène ? C'est 30% au normal (nos voitures) en altitude le rendement s'écroule. L'hydrogène normal, quand on a une chaîne complète, on est autour de 30% et en altitude autour de 20% donc on est équivalent au rendement d'un groupe électrogène. Par contre ce qui est intéressant et c'est pour ça qu'on le couple avec des batteries, c'est qu'elles ont des rendements à 85% - 90% en termes de stockage. Par contre elles ne savent pas stocker dans la durée c'est pour ça que c'est bien d'avoir les deux types de stockage. Donc quand on couple les deux, on arrive à avoir des rendements globaux du système qui sont autour de 50%. Ce qui veut dire qu'en fonction de l'énergie globale que vous allez vouloir utiliser sur l'année sur votre refuge, il faut que vous produisiez deux fois plus avec votre énergie renouvelable.

#### Questions n°6 :

On a des refuges qui ne sont pas utilisés l'hiver, donc il y a un surplus énergétique, est-ce qu'on pourrait imaginer de stocker l'hiver sans être à proximité du système ?

JMA : c'est le cas du refuge du Palet, qui était fermé jusqu'à maintenant l'hiver et souhaitait valoriser ce potentiel énergétique qui n'était pas valorisable à ce moment-

là car il n'y avait personne. Le système tourne tout seul, il est surveillé à distance. Quand on développe l'intégration on amène de la valeur ajoutée. Nous, chez Ataway c'est l'électrolyseur et dans l'intégration : soft, intelligence du système, etc. il faut une maintenance par an, sinon ça marche tout seul.

Questions n°6 (Serge Fernandez) :

Est-ce qu'on peut imaginer des livraisons de bonbonnes d'hydrogène, puisqu'on parle de systèmes qui sont de forte puissance ?

JMA : oui, mais livrez-vous du gasoil à ce moment-là. Avec le gasoil on a, à 700 bars la même énergie stockée dans le même volume. Si le pétrole s'est développé ces 100 dernières années c'est parce que c'était le meilleur ratio d'énergie stockée, de consommation donc il n'y a pas de gros intérêt à transporter l'hydrogène ; à moins d'être dans une logique environnementale. Tous les systèmes qui sont développés produisent l'hydrogène sur place, même dans la mobilité, nous développons des systèmes qui produisent l'hydrogène sur place et qui alimentent les véhicules qui passent. On est dans une logique d'énergie décentralisée avec la production et la consommation locales.

N'hésitez pas à contacter Powidian ou Ataway pour monter des projets. On peut aussi vous aider à monter des financements, ça fait partie de notre travail (financements régionaux, nationaux, ou européens).

# Compte rendu de l'atelier traitements des déchets

## Participants :

- Laure Pallec, responsable déchetterie Communauté de communes du Pays de Luchon
- Eloïse Deutsch, chargée de mission développement durable, Parc National des Pyrénées
- Régis Gatti, gardien du refuge du Portillon
- Thierry Percie du Sert, ARPE Midi-Pyrénées, modérateur.

## Action 1 : le compostage au refuge

Une expérience intéressante au refuge d'Ayous. La part des fermentescible représente 53 % des déchets. Les enseignements : adapter les composteurs (taille, forme) à la résistance au froid et à la capacité du refuge.

**Action 2 : la récupération des déchets des refuges par la collectivité** (communauté de communes, intercommunalités, syndicats) n'est pas simple et car elle nécessite une coordination avec l'hélicoptage des déchets (en particulier pour les déchets non triés).

## Action 3 : plusieurs pistes pour améliorer le traitement des déchets :

- Mise en sac transparent lors du tri au refuge, afin de permettre l'identification du type de déchets par le personnel de la collectivité lors du dépôt par l'hélicoptère (en général le gardien n'est pas présent au parking)
- Compostage sur place chaque fois que c'est possible (ne pas oublier que le compost peut rester sur place).

**Action 4 : remarque de Régis Gatti :** le tri et le compostage nécessitent du temps pour le gardien qui a de plus en plus d'occupations. Se pose toujours le problème des effluves des toilettes et cuisine (déchets ultimes). Les toilettes sèches pourraient être une partie de la solution.

## Compte rendu de l'atelier sur l'eau

### Participants :

- Guillaume Garin, Agence de l'Eau Adour Garonne
- Frédéric Prétou, consultant
- Fernando Garcès Gavas, PRAMES SA
- Christophe Merotto, Ecocentre Pierre et Terre
- Jacques Piétu, FFCAM, modérateur

Les échanges ont porté sur :

- L'eau potable : adduction, protection des captages, analyses, filtration...
- La dépollution-assainissement des eaux de toilette et de cuisine, les filières « toilettes humides » et « toilettes sèches »
- Les boues résiduelles et leur devenir, compte tenu de leur comportement en altitude et de la nature des sols

Guillaume Garin : présente les modalités d'aide financière pour l'assainissement et l'adduction d'eau potable dans les hauts bassins afin de les protéger de toute pollution. Il indique que la convention en cours est à renouveler, car elle va jusqu'à la fin de l'année en cours.

Frédéric Prétou a présenté l'intervention sur la restauration de l'AEP et de l'assainissement en cours sur le refuge de Pombie.

Il insiste sur la nécessité de protéger les captages non seulement en termes de quantité mais aussi de qualité car cela conduit ensuite à des travaux et dépenses importants.

Pour les toilettes un tri préalable est absolument nécessaire pour éviter le rejet des lingettes, piles, shampoings savons et autres indésirables qui se retrouvent dans les fosses de traitement. Réduire la pollution en amont est la première opération à réussir.

Les toilettes sèches

Christophe Merotto, a fait part des réalisations sur plusieurs sites, du recul de la barrière, psychologique et culturelle, du traitement des odeurs.... Il fait part de site montagneux où le compostage se fait en 4 mois.

Les échanges techniques d'expérience et d'arguments sur l'adaptation à la problématique de la dépollution font apparaître des remarques importantes.

Une personne du Parc National des Pyrénées, rappelle que la dépollution soit sèche ou humide il faut évacuer les boues et cela passe par une convention avec les services concernés. Certains sites peuvent accepter les boues.

Une personne de l'Andorre indique que des toilettes sèches sont ouvertes toute l'année en Andorre. Mais les tests ont montré qu'en altitude les stations de compostage ne marchent pas et la récupération des boues sèches et des eaux ménagères se fait dans des sacs descendus en hélicoptère.

Jacques Piétu fait remarquer que l'espace disponible dans les refuges n'est pas très extensible et que les toilette sèches consomment plus d'espace que la filière eau.

Guillaume Garin rappelle que les toilettes sèches peuvent traiter les eaux de WC, mais il y a aussi la réglementation sur le traitement des urines et des eaux ménagères. Cela entraîne la nécessité de mixer les 2 filières.

### Points divers

Filtre céramique : Frédéric Prétou signale qu'il est très performant et facile à entretenir ; s'il y a une pression naturelle suffisante aucun apport d'énergie n'est nécessaire.

Seul inconvénient, il lui manque un agrément officiel en France.

Pico centrale jointe à l'adduction d'eau potable : ce n'est pas interdit mais il y a des normes à respecter.

## Partie III : Plan d'Actions et propositions

### Restitution des travaux avec les grands témoins du colloque

#### Participants :

- Georges Elzière, Président de la FFCAM
- Frédi Meignan, Vice-Président du SNGRGE
- Dominique Giard, CGET Alpes
- Jacques Guiu, ex Commissaire du massif des Pyrénées et ex Président du Parc National des Pyrénées
- Luis Masgrau Gomez, Président de la FAM
- Jordi Merino i Urbano, Président de la FEEC
- Jaume Esteve, Président de la Fédération Andorrane de Montagne
- Michel Rouffet, modérateur

#### Michel Rouffet

Je vous rappelle que hier matin nous avons essayé de dresser un état des lieux, hier après-midi, nous avons multiplié les petits groupes de travail pour faire des constats et déjà commencer à élaborer des propositions, et ce matin c'est le moment de travailler à des propositions d'actions.

Pour cela il y a trois séquences de travail, la première avec les responsables associatifs des 3 pays France Espagne Andorre pour réfléchir au constat de la situation des refuges de la haute montagne pyrénéenne et déjà travailler sur des propositions sur la base d'une synthèse des 19 groupes de travail de l'après-midi que j'ai essayé de faire hier soir.

Ensuite sous la houlette de Jean-Marie Blanc, il va y avoir un éclairage sur les différentes politiques publiques d'accompagnement que pourrait avoir ce fameux plan refuges, qu'on commence à évoquer, à la lumière de quelques exemples dont ceux du directeur de la Communauté de Travail des Pyrénées qui est ici présent.

Ensuite, animée par Santiago Mendieta, journaliste et pyrénéiste reconnu, une table ronde avec les responsables officiels à la fois des deux Etats France et Andorre et aussi des autonomes d'Espagne qui sont présentes pour officialiser ce que pourront être les suites de ce colloque et nous donner notre programme de travail pour l'avenir.

## Présentation des partenaires de la table ronde

Luis Masgrau, Président de la FAM depuis l'an 2000 et également vice-président de la Fédération Espagnole de Sports de Montagne et d'Escalade (FEDME). La question des refuges en Espagne est déléguée aux fédérations autonomes. Nous sommes des fédérations territoriales ; la plupart du temps nous gérons les refuges, mais des fois ce sont des clubs. En Aragon, c'est la FAM qui depuis 30 ans a une large expérience dans la construction et la reconstruction de refuges.

Frédi Meignan. Je suis gardien de refuge dans les Alpes mais je suis surtout Vice-Président du SNGRGE. Je représente Véronique, qui est la Présidente du syndicat, qui voulait vraiment venir mais qui a un tout petit bébé, ce qui était trop compliqué.

Dominique Giard, Je suis chargé de mission pour le Commissariat à l'aménagement du massif des Alpes. Je travaille en particulier sur le tourisme. Les refuges font partie intégrante de l'offre touristique et de l'offre sportive dans le massif des Alpes. Les refuges représentent un enjeu important, c'est pour cela que je suis là. Précédemment j'ai travaillé pour le Parc National de la Vanoise, qui est aussi gestionnaire de refuges et dans lequel il y a une cinquantaine de refuges ; j'y ai acquis une expérience en travaillant avec l'ensemble des professionnels des refuges, de la montagne et de la haute montagne en particulier.

Georges Elzière, Président de la FFCAM. Je suis né dans les Pyrénées. La question que nous nous sommes posées depuis des années c'est comment faire de ces refuges de meilleurs outils pour la connaissance de la montagne et pour sensibiliser la population française aux questions d'environnement. C'est devenu aujourd'hui une des façons de poser le problème mais fondamentalement la question c'est comment faire de ces refuges de meilleurs moyens pour rendre possible cette expérience de la montagne qui nous a apporté à tous, tant de joie.

Jordi Merino, Président de la FEEC. Nous gérons 20 refuges dans les Pyrénées, 13 d'entre eux gardés, et 7 non gardés. Nous sommes le plus important gestionnaire de la Catalogne. En plus d'avoir un réseau important de refuges au service des montagnards, on s'interroge sur la question de la sécurité. En Catalogne il y a de plus en plus de gens qui sortent en montagne et nos gardiens sont préparés à cette réalité. On doit les former pour des situations d'urgence, ce sont les premiers référents.

Jaume Esteve, Président de la Fédération Andorrane de Montagne. Même si les refuges ne dépendent pas directement de la Fédération Andorrane de Montagne dans notre pays, nous sommes très près les uns des autres par notre dimension et nous arrivons à travailler très bien avec les autres gouvernements. On a des fonctionnements un peu différents, que ce soit avec la France ou l'Espagne, mais nous avons une partie importante que ce soit dans la gestion ou la promotion des refuges dans notre pays.

Jacques Guiu, J'ai travaillé pour le compte de l'Etat, il y a bien longtemps. En 1973, j'ai été en charge du lancement de la politique de la montagne dans les Pyrénées. Soutenir le projet de la Haute Route des Pyrénées, qu'avait lancé le célèbre Georges Véron aujourd'hui décédé ; nous avons monté l'association de « Randonnée pyrénéenne » pour tout ce qui était des traversées mythiques est-ouest des Pyrénées. Et puis après une carrière qui a beaucoup évolué, je suis resté très attaché aux Pyrénées j'ai depuis maintenant plus de 40 ans, été amené à présider le Parc National des Pyrénées, à susciter le classement mondial au titre du patrimoine mondial de l'UNESCO de l'ensemble des sites calcaires dits du Mont Perdu Gavarnie et je suis très heureux d'être ici, de voir comment les choses avancent et évoluent et continuer à pouvoir aider les Pyrénées.

### Michel Rouffet

Merci à tous, vous avez sans doute remarqué la qualité de nos intervenants. Je ne sais pas s'il y a eu souvent dans le passé un rassemblement aussi complet à la fois de gens qui connaissent la montagne, mais aussi de représentants officiels des associations et des autorités pyrénéennes de montagne. Je tiens à vous applaudir car c'est super. J'espère qu'on va bien travailler ensemble dans l'avenir car on ne fait que commencer.

Pour lancer cette table ronde, j'ai fait une synthèse de ce qui a pu être dit dans les 19 groupes de travail hier. Tout d'abord je dois vous dire que cette initiative, de faire travailler de petits groupes en parallèles sur le même sujet, n'a pas été facile à mettre en place ; je crois qu'elle a été ressentie très positivement. Certes les groupes n'ont pas pu chacun traiter de tous les sujets possibles, mais ils ont choisi certains sujets à partir du vécu de chacun et ça a donné lieu vraiment à des expressions très personnelles, à des contacts chaleureux...

S'il y a une grande diversité dans les rapports de ces groupes, il se dégage quand même, même des points communs que je vais essayer de vous énumérer.

L'équipement des refuges et des itinéraires, sur l'aspect des investissements en dur

Il n'y a pas de recettes générales. Chaque projet d'équipement sur les refuges, sur les itinéraires, doit s'adapter au site et aussi aux clientèles potentielles. Je rappelle une idée déjà évoquée par Olivier Hoibian hier matin, que les refuges selon leur altitude, peuvent donner accès plus facilement à certaines clientèles qu'à d'autres. Il y a les contraintes de site aussi. Il y a un travail à faire pour chacun des refuges pour connaître sa spécificité, en langage commercial on parlerait peut-être de positionnement, mais ça vaut aussi pour les équipements des refuges. Il faudra se poser la question de savoir comment ces refuges peuvent faire face aux demandes des différentes clientèles qui leur sont dédiées. On s'aperçoit qu'on assiste à une explosion des pratiques, allant de la pratique la plus tranquille au trail. Il y a certainement des cohérences à trouver, des adaptations, y compris sur les équipements. A noter que chaque gardien de refuge a aussi sa personnalité, son âme, et qu'il va imprimer au projet de son refuge une

caractéristique particulière. Cette idée de l'âme du gardien en cohérence avec l'esprit du site est très importante dans les valeurs que nous voulons développer. Bien sûr, il est utile et nécessaire d'intégrer aux aménagements les progrès technologiques et en particulier des innovations qui ont été exposées hier en matière d'énergie, d'utilisation de l'hydrogène et d'autres encore. Il faudra améliorer de façon spécifique le confort des refuges, il y a quand même un accord général pour dire que le confort général des refuges, en lien avec les besoins des clientèles qu'il attend, n'est pas le confort des hôtels de la plaine. C'est un confort un peu particulier, il faudra sans doute des plus petits dortoirs, sans aller jusqu'à des chambres individuelles, sans doute des sanitaires un petit peu plus personnels mais pas des douches partout. Au cas par cas il va falloir améliorer le confort des refuges de façon spécifique.

Aussi ne pas oublier l'espace de vie des gardiens, c'est très important. Les gardiens sont tenus réglementairement à bien loger les aides gardiens, ils ont des responsabilités de chef d'entreprise. Et même pour eux c'est important de pouvoir vivre correctement dans les refuges et c'est important dans le service qu'ils donnent au public. S'ils sont logés correctement, ils donneront un meilleur service aux usagers.

Communiquer aussi avec les clients potentiels sur le confort et les services qu'ils vont trouver au refuge. Les avertir à l'avance ; si on leur explique que pour telle ou telle raison ils n'auront pas des douches partout, ni des chambres individuelles, les gens le comprendront. Des raisons à la fois de contraintes de sites mais aussi de valeurs. Le tout c'est que le positionnement que l'on fait au public soit cohérent avec la promesse. Je rappelle aussi que quand on a des projets d'amélioration de refuge c'est nécessaire de consulter les gens qui connaissent les refuges, en particulier les gardiens. Les projets qui sont généralement menés par les propriétaires, il faut qu'ils tiennent aussi compte de l'avis de gardiens.

Quelqu'un a dit il ne faut pas nécessairement faire plus, mais faire mieux. Voilà pour le premier point qui est l'équipement des refuges.

### Activités autour des refuges :

Les refuges sont un but de promenade en eux même par le produit spécifique qu'ils offrent, mais c'est surtout qu'ils ouvrent à des activités, et là il y a peut-être un manque. Il faut mieux faire connaître et développer toutes les activités qu'on peut faire autour de chaque refuge. Les sommets, les lacs, les points d'intérêt qui peuvent être culturels souvent sont très peu promus. Cibler et développer les activités et les points d'intérêts autour de chaque refuge. Et peut-être même reprendre le contact avec le milieu pastoral. On a toujours dit c'est difficile de faire cohabiter les touristes et les bergers. Il faut savoir qu'il y a des nouveaux bergers en montagne, il y a des nouveaux gardiens et des nouvelles gardiennes, certains issus du milieu local et que le projet demeure et peut se revivifier. Il faut un contact chaleureux dans ces deux domaines, bien cadrés, bien limités, dans des horaires délimités. Et puisque l'animation des refuges est un

sujet à l'ordre du jour il faut peut-être commencer par cela. Les bergers pourront venir, expliquer leur histoire, ils pourront amener le public visiter leur cabane, tout cela est à mesurer et essayer de comprendre comment cela peut se faire. Finalement les refuges sont une espèce de lieu de cristallisation des histoires sur la montagne. Chaque protagoniste a son histoire de la montagne, les bergers, les gardiens bien sûr, les touristes, et ce lieu de confrontation des histoires c'est drôlement sympa et important.

### La communication :

Sur la communication, on se pose la question, faut-il beaucoup communiquer, est-ce que la montagne ne risque pas d'être saturée par les touristes ? Le risque existe et c'est déjà présent dans un certain nombre d'espaces limités. Je pense évidemment, au massif du Mont Blanc dans les Alpes. Et là nécessairement peut être que le dispositif sécuritaire devra être renforcé. On va réfléchir en s'inspirant peut être de ce qui s'est passé pour les stations. Comment mieux sécuriser au moins un certain nombre d'itinéraires grand public, mais d'une façon générale on n'en est pas là dans beaucoup de vallées pyrénéennes et moyennant certaines précautions, même s'il y a déjà certains lieux qui ont amenés à des réglementations, je pense à Ordesa, à Gavarnie. Dans la plupart des vallées, il y a la place pour accueillir un peu plus de public de façon tout à fait correcte et sans risque pour le milieu naturel.

Pour que les gens viennent il faut qu'on ait une image plus visible. Comment rendre plus visible l'offre de la haute montagne et des refuges. On reprend le terme de communiquer sur la montagne, ré-enchanter par ses valeurs, notamment auprès des jeunes. Les valeurs c'est la nature, la convivialité et une forme d'effort joyeux, pas nécessairement l'effort austère qui était à la mode dans notre génération. Ça peut paraître utopique, mais en France en tout cas, on a senti le besoin de refaire de la communication sur la citoyenneté, la convivialité, le vivre ensemble, pour des raisons autrement plus dramatiques que la montagne et peut être que on peut intégrer dans ce grand mouvement de communication, de vivre ensemble, quelque chose par rapport à la montagne et quelque chose par rapport aux jeunes.

Il est bon dans la communication d'expliquer ce qu'est la vie en montagne, la vie des gardiens, la vie dans les refuges. Il y a dans la communication tout un travail de pédagogie pour expliquer qu'on ne passe pas comme ça du milieu urbain au milieu montagnard, sans un peu d'envie de connaître.

Ne pas délaissé les relations humaines entre gardiens et publics. Il y a internet, c'est utile pour les tâches techniques et les progrès technologiques sont utiles pour les choses matérielles, mais il faut faire en sorte que ça dégage le gardien pour qu'il soit plus présent dans le contact avec le public, c'est très important. Les gardiens deviennent les principaux passeurs de la montagne auprès du public. Il faut aussi développer des événements spécifiques à la montagne, qui vont faire la promotion de la haute montagne. On a beaucoup discuté du trail, il y a en particulier des groupes

fanas de trail, qui travaillent avec des jeunes. Tous les traileurs ne sont pas uniquement des gens qui courent en regardant uniquement leurs chaussures, il y a des traileurs qui sont quand même pas des accros totaux de la course à pied, ils sont là quand même pour la montagne. Un traileur nous a raconté que la course en montagne, ce n'est pas une invention récente, dans toutes nos vallées il y a eu ce type de courses. Je l'ai connu au pays basque par exemple. Les événements autour du trail, à condition d'être un peu orientés autour des valeurs qui nous tiennent à cœur, ça peut être une bonne promotion de la haute montagne.

Comme on l'a déjà dit, il s'agit de développer un positionnement qui soit cohérente avec la promesse que l'on fait. C'est très embêtant quand les gens s'attendent à voir autre chose que ce qu'on leur a décrit.

Autre point, le développement de l'itinérance de refuges en refuges...sans oublier les sommets au passage. Vous le savez, il y a de plus en plus de circuits, c'est une demande de la clientèle de pouvoir trouver sur internet des circuits tout préparés et les clients ont à ce moment-là, la possibilité de réserver de refuges en refuges. Ça se fait déjà dans les Pyrénées et souvent il faut le reconnaître à l'initiative de nos amis espagnols. L'idée est quand même de conforter, voire de créer de nouveaux circuits. Par exemple le circuit autour du Pic de l'Aneto, qui n'était pas possible jusqu'à cette année, ou réservé à des experts, car il manquait des relais d'étapes. Il y a maintenant un nouveau refuge côté espagnol, à Llauset, qui permet ce tour de l'Aneto. J'espère que les amis de Luchon arriveront à se brancher sur ce tour et profiter de ce qui devrait être un phare des Pyrénées. Quand on regarde le tour du Mont Blanc ou le tour du Viso, on voit quelle force peut avoir un tour de l'Aneto. Parmi tous ces circuits, il y a certainement en termes de promotion des priorités à faire.

Autre sujet, la période de gardiennage des refuges. Nos amis Aragonais ont trouvé un mode de fonctionnement pour que les refuges soient gardés toute l'année. Cela permet notamment de répondre à la demande du monde scolaires, pour les sorties en montagne. Je pense qu'il faut que l'on regarde côté français, parce que si ce n'est pas possible partout, comment on peut garder en dehors de la période estivale un certain nombre de refuges. Cela en cohérence avec nos amis espagnols, qui nous attendent, pour développer des circuits ou des produits hors saison.

Il y a plusieurs initiatives, notamment sur internet, pour promouvoir des circuits. Mais ce sont des initiatives qui doivent être coordonnées. L'idée c'est qu'on puisse aller sur internet pour trouver des circuits, quel que soient les propriétaires des refuges. Tout le monde comprend bien que le public n'attache pas une importance particulière à savoir si le propriétaire d'un refuge est le club alpin français ou la fédération aragonaise. Ce qu'il veut c'est pouvoir faire le tour d'un massif de façon la plus agréable possible. Il y a lieu de coordonner ces initiatives de mise en place de ces différents circuits sur internet.

Le plus important, est que cette coordination, soit réfléchi au niveau des régions. Peut-être qu'avec le Parlement de la montagne il y aura plus une concertation à l'échelle des grandes régions. Il faut aussi que la coordination soit interfrontalière et se fasse au niveau du massif, mais je vais en parler dans le paragraphe suivant.

### Intégrer les refuges au territoire où il se trouve

Par exemple développer et mutualiser les circuits courts d'approvisionnement des refuges. Non seulement en produit d'alimentation, mais aussi en produits touristiques, cela permettra de faire connaître les produits des vallées dans les refuges et mutualiser l'ensemble.

Autre partenariat : les hébergeurs des vallées. Certains ont proposé, par exemple, d'intégrer dans les produits touristiques des vallées, une nuit en refuge. Il y a tout un travail à faire pour intégrer l'offre des refuges dans l'offre des vallées. Il serait bien que l'offre des refuges figure dans les documents produits par les offices de tourisme, ce n'est pas toujours le cas. On s'aperçoit que les responsables des offices de tourisme, ne connaissent pas forcément les refuges, il faudrait peut-être imaginer de les amener dans les refuges, pour qu'ils comprennent que les refuges font partie de leur territoire. C'est un atout, alors intéressez-vous, regardez ce que c'est.

Ce que je dis là au niveau d'une vallée, ou entre deux vallées française et espagnole, c'est valable aussi au niveau régional et au niveau du massif. Un certain nombre d'actions de la haute montagne vont se dérouler à un niveau plus vaste, au niveau du massif. Tout ce qui est formation, promotion, campagne d'image va se faire au niveau du massif. D'où l'intérêt absolu de faire un plan de développement durable, respectueux des sites, sur l'ensemble de la haute montagne pyrénéenne qui est transfrontalière, les gens passent d'un côté ou de l'autre très facilement. La réponse à cette demande de coordination est la mise en place d'un plan commun à l'ensemble du massif des Pyrénées.

### Tarifs, gestion et formation

Il y a certainement une harmonisation des tarifs car ils ne sont pas toujours cohérents. Il y a l'idée de développer des tarifs préférentiels pour les familles avec enfants et pour les jeunes. Pour ceux-ci l'aspect financier est important pour leur venue en refuge, ce n'est pas toujours facile et le tarif peut être prohibitif est rédhibitoire.

Continuer la réflexion pour que les gardiens et les propriétaires puissent mieux travailler au service d'objectifs communs : faire connaître les valeurs de la montagne, arriver à la meilleure économie globale des refuges, car il est toujours difficile de gérer l'économie d'un refuge. Une réflexion se fait entre la fédération des clubs alpins et ses gardiens, et je sais que le Parc National des Pyrénées fait de même. Pour le moment on est pas très avancé là-dessus, il faut réfléchir aux problèmes de contrats de

gardiennage, donner peut-être un peu plus d'autonomie aux gardiens, en termes de promotion, de gestion, tout cela nécessite encore une démarche de progrès.

### L'aspect formation

La formation des gardiens il faut l'enrichir avec des nouvelles avancées, et développer la formation des autres acteurs. Les propriétaires, les offices de tourisme locaux, les autres hébergements, gîtes d'étape, auberges côté espagnol. Tout cela fait un tout et il y a vraiment un programme de formation à joindre à notre plan Pyrénées. Tout cela va nécessiter qu'on suive nos actions, qu'un certain nombre de tabou sur publication de données, au moins dans un petit cercle, puisse sauter, qu'on puisse faire un système d'observation fiable de notre action.

5 minutes à chacun des grands témoins pour enrichir ces propositions.

### Frédi Meignan

Sur tout ce qui est ce plan, je voudrais insister sur deux trois choses même si j'ai envie d'applaudir des deux mains. La première c'est qu'il faut vraiment prendre le temps de travailler ensemble, avec les gardiens de refuges, pas simplement écouter. Les gardiens de refuges sont à la fois au cœur et vont l'être et en même temps dans la vraie vie ils sont un peu tout seul. Pour ceux qui ne sont pas gardiens de refuges, il faut juste se projeter. C'est un métier hors du commun avec des sollicitations hors du commun, dans le sens où, on travaille 7j/7, plusieurs mois, par tous les temps, parfois 16h-17h par jour, mais surtout il faut veiller à tout quand rien n'est simple : maintenance, approvisionnement, un hébergement alors que les gens ne sont pas habitués à être hébergés dans du collectif, il y a de la médiation en permanence, la restauration, le couchage, le lever.... C'est aussi l'ambiance, c'est-à-dire une expérience de vie unique qu'on vit en refuge, que ce soit sur le plan de la sécurité, l'accompagnement, la découverte, il faut être disponible et la tendance qui se dégage avec le public nouveau qui arrivent en montagne, c'est qu'il faut être de plus en plus disponible, il y a une sollicitation de plus en plus importante. Il faut s'en réjouir, mais objectivement, il faut en prendre conscience. Cela a des conséquences sur le cadre de vie du gardien, ce n'est pas un plus ; c'est pas un luxe, les gardiens ne sont pas en vacances là-haut. J'insiste là-dessus car parfois les gardiens sont dévalorisés, il faut pouvoir vivre avec un métier hors du commun. L'espace gardien notamment est important.

On a une évolution extrêmement rapide du métier de gardien de refuge. Si on regarde depuis 10-20-30 ans l'évolution est vraiment rapide. On a une chance, c'est que pour une part on a des dispositifs en place, notamment la formation des gardiens qui a été mise en place, mais on a une motivation d'une nouvelle génération de gardiens de refuges ; qui y met de la passion, de l'envie et c'est vraiment une chance. Il y a des freins. Il y a une histoire un peu compliquée des relations propriétaires - gardiens. Je pense vraiment que c'est une des clefs si on veut avancer. Tant que c'est la méfiance,

la défiance, qui dominant, ce n'est pas propice du tout à un partenariat, à une dynamique commune. Il faut vraiment lever cet obstacle pour avancer, sinon on butera dessus.

Sur re-enchanter et ce qui va avec, cela a été dit hier, il y a des choses qui m'ont bien plu dans le débat. Ce qu'il faut éviter c'est amener de l'ordinaire là où c'est extraordinaire, c'est-à-dire que ça me barbe un peu quand les partenaires institutionnels du tourisme nous disent et je l'ai pas trop entendu ici, c'est « la demande c'est ça, il faut faire ça ». Oui il faut connaître les clientèles, on les rencontre mais il faut se demander qu'est-ce que notre territoire a de particulier. Et si on ne porte pas ça, l'extraordinaire devient ordinaire. L'extraordinaire il faut arriver à le conjuguer. Est-ce que ce n'est pas la complexité de vivre en montagne qui fait l'intérêt. Prenons les choses avec une réflexion, ne pas se couler dans le moule. J'insiste, on a des atouts à utiliser.

Je suis complètement d'accord, il faut développer les activités. Il y aurait matière à faire quelque chose. Fondamentalement en montagne, il faut prendre, non pas le contre-pied, mais une complémentarité très forte par rapport au vécu de la ville. C'est vrai sur les 5 sens, il y a des sens en ville, par exemple un enfant en ville, il a une écoute sélective, il y a trop de bruit, il entend que ce qu'il veut entendre, on lui apprend à fermer l'oreille, en montagne c'est exactement l'inverse, on lui apprend à écouter le moindre son. En montagne il y a une infinité de choses à découvrir, parce qu'on est dans un milieu naturel. Je dis ça par rapport à la base d'activités, car il est clair que le gardien peut beaucoup ; il a cette sensibilité, il a envie, il est passionné, mais y a un moment quand il y a 2 000 personnes ça doit nous faire réfléchir à terme sur comment le refuge est comme une base avancée en pleine nature. Autour du gardien, à partir de lui, se développent pleins d'activités avec des professionnels, qui aident à enrichir cette vie en refuge.

Sur la saturation, la désacralisation de la montagne. Je crois qu'il faut y faire attention. Je me demande si un des atouts pour que la montagne ne devienne pas un objet de consommation commun, banal, est-ce que ce n'est pas justement l'atout refuge ? Pourquoi ? Pour les raisons que je viens d'indiquer avant. Pour qu'en ré-enchantant la montagne, en l'enrichissant du vécu, de choses fortes, pas seulement en achetant un Coca ou un Orangina, en faisant des choses sensibles en montagne, je crois qu'on en fera pas trop un objet de consommation banal. Je crois qu'on évitera la saturation et qu'on gardera le côté rêve et on pourra ouvrir la montagne dans toutes ses dimensions.

### Luis Masgrau

Pour nous les refuges de montagne sont un lieu de rencontre entre les montagnards mais aussi entre les gens de la montagne, les refuges doivent être un facteur de diffusion de la culture traditionnelle de la montagne. Dans les Pyrénées on parle de

Pyrénéisme, ce n'est pas seulement le geste technique de monter une paroi ou des crêtes, mais de connaître la culture de la montagne. C'est un fait de divulgation de la culture montagnarde, comprendre les modes de vie et les valeurs des gens qui y habitent toute l'année. Pour nous les refuges et c'est pour ça qu'ils sont gardés toute l'année, sont un élément très important de la sécurité. Hier on parlait de démocratisation de la montagne, les sports de montagne ont des valeurs de sacrifices, mais aussi de respect du milieu naturel. On adore que les gens viennent en montagne, mais les refuges sont aussi un facteur d'aménagement territorial et de canalisation des gens qui viennent en montagne. Les refuges doivent être un élément à intégrer à l'environnement et aussi pour dire aux gens qu'en montagne il faut savoir être un montagnard, respecter le milieu naturel, le patrimoine culturel et savoir bouger en montagne, avoir des connaissances techniques.

Les refuges sont des installations très importantes, du point de vue sportifs pour les fédérations de montagne et donc doivent être un facteur culturel et du savoir-faire montagnard. On est très préoccupé de l'image du gardien de refuge et on a fait beaucoup d'efforts ces dernières années, certains avec l'université de Toulouse, pour donner au gardien un statut professionnel. La formation est très variée car le gardien doit savoir faire beaucoup de choses, du point de vue administratif, informatique. En Aragon il doit savoir gérer la station météo car chaque jour on donne la météo et la nivologie aussi. On est soucieux aussi de la professionnalisation du gardien de refuge, de son statut, puisqu'on les « oblige » à être ouvert toute l'année et donc à avoir les ressources pour pouvoir maintenir cette activité à l'année. Les services qu'ils font pour l'organisme étatique de météorologie de l'Espagne signifient aussi une compensation économique.

On est préoccupé aussi au 21ème siècle, de faciliter l'accès aux itinéraires possibles par les réservations. Depuis 2010, nous avons un site web où il n'y a pas seulement les 15 refuges de montagne et les 2 écoles refuges de Bénasque et Alquézar, où on fait des formations, mais aussi toute une série de gîtes d'étapes, une centaine, tous sont proches de sentiers en plaine, moyenne ou haute montagne. Cette conciliation d'offres touristiques autour des refuges et des hébergements proches des sentiers est importante. En Aragon on l'a compris et on a de plus en plus de demande pour venir s'insérer dans ce site web, car la fréquentation est importante, environ 1 million de visiteurs annuels. Cela a eu des répercussions ces 6 dernières années : un flux croissant de réservation par internet. Certains refuges étaient très sceptiques par rapport à ça mais les réservations sont croissantes.

Puisqu'on est en Europe, on a travaillé avec le CAF et la FRP, pour faire des offres de circuits transfrontaliers avec le Poctefa et actuellement on continue de travailler sur le projet Entrepyr Il s'agit de proposer une offre pyrénéenne et pourquoi pas aussi avoir comme domaine de travail l'Europe, avec l'idée de promouvoir la chaîne pyrénéenne à ce niveau, pas qu'en France- Espagne- Andorre. On voudrait que le grand public, que l'Europe vienne rencontrer les Pyrénées, qui sont les montagnes les plus jolies

d'Europe, dans le sens où c'est une montagne à échelle humaine (pardon pour les alpins). Les Pyrénées c'est une montagne entre les montagnards et les gens qui y vivent, un sentiment de vouloir travailler tous ensemble. Ça a été fait dans le passé, les gens de Bénéasque, de Luchon, de l'Ariège ou de la Catalogne ou du Pays Basque, il y a toujours eu une volonté de travailler ensemble, alors faisons-le !

### Jaume Esteve

Je suis très content de voir le grand intérêt qu'il y a, à essayer d'unir ces trois pays, avec des cultures différentes, ces différentes façons de pensées, ces systèmes d'organisation différents et je comprends que vous parliez du massif des Pyrénées et je crois que c'est très important dans notre démarche et dans notre vision. Justement, ces différences font que nous rencontrons parfois des difficultés à mettre en place certains projets, à arriver à les concrétiser. C'est vrai. Nous sommes en Andorre un petit pays, mais nous sommes totalement intégrés dans ces Pyrénées. Depuis des temps plus récents, on a tendance à voir l'Andorre comme un centre commercial là-haut. Mais notre pays est très ancien, enraciné dans la montagne. L'altitude moyenne de notre pays est de 2 000m, vous voyez que c'est vraiment de la montagne, de la haute montagne et nos racines sont vraiment ancrées dans ce territoire. Pour cela nous avons toujours du, de par notre taille, nous adapter avec nos voisins. Nous connaissons bien la France, nous avons été par notre histoire, amenés à travailler en France et notre culture est imbibée de la culture française. Nous sommes aussi très près de l'Espagne, de la Catalogne en particulier, c'est nos voisins les plus proches et la culture catalane fait aussi partie de nos gènes.

Nous sommes capables de travailler d'une façon commune avec ces deux pays, nous sommes au milieu et nous avons toujours essayé d'avancer dans ce sens-là. Il est indispensable de pouvoir avancer dans ce sens-là. Nous l'avons fait, la preuve c'est que l'Andorre a un certain statut dans ces Pyrénées, et je crois que c'est l'image qu'on doit arriver à véhiculer, à progresser tous ensemble, nous pouvons le faire. Depuis notre position en Andorre nous sommes proches des différents organismes qui s'occupent de la montagne et nous pouvons aider dans ce sens-là. Vous étiez content de voir les intervenants qui sont ici aujourd'hui, je pense que c'est la preuve qu'en Andorre nous sommes impliqués et intéressés à avancer et à faire ce genre de projet. Notre statut au niveau de l'Europe est un peu différent de celui de la France ou de l'Espagne, il faut en tenir compte aussi dans ce que nous avons comme possibilité et moyens dans nos mains. Mais la volonté est d'unir pour que les choses se passent le mieux dans la réalisation de ce grand projet. Je crois que, de côté-là, il est important que vous comptiez sur l'Andorre comme partenaire dans ce grand projet et parce que nous sommes reliés à cette montagne, nous ferons tout ce qui est entre nos mains pour réaliser ce projet.

L'Andorre est en train de faire des gros efforts d'investissements sur des refuges gardés et je félicite le gouvernement d'avoir cette vision, de mettre beaucoup plus en

valeur les refuges qui ont été un peu oubliés au détriment d'autres choses. Je peux vous assurer que c'est aujourd'hui une priorité dans notre pays de revenir à ses origines et à nous investir dans cette tâche-là. Sachez que nous allons être près de tout ce qui se fait et que vous allez pouvoir compter sur nous.

Sans rentrer dans les détails de tous les thèmes abordés hier, avec des points de vue et des détails techniques qui étaient très intéressants, nous allons prendre note de ces propositions, afin de pouvoir les implanter au plus vite. Nous avons l'avantage d'être petit et très près les uns des autres et les différents organismes qui prennent des décisions sont proches, on peut prendre des décisions très rapidement. Nous allons le faire dans le sens de ce qui a été préconisé dans ce colloque et j'espère que nous allons pouvoir aider à ce que tous ces projets se mettent en place au mieux.

### Dominique Giard

Je voudrais revenir sur deux points qu'à citer Michel en conclusion des ateliers d'hier.

Le premier est l'intégration locale des refuges, avec ce qui me semble un point important, avec un plan d'actions à l'échelle du massif qui doit s'accompagner de mise en synergie à l'échelle locale, à l'échelle des vallées : connexion entre les refuges et les autres organismes touristiques, que ce soit les hébergeurs de vallées, dans les deux sens, c'est-à-dire en termes de renvoi de clientèles ou de synergie sur des produits, voir des séjours avec les offices de tourisme, la connaissance par leur personnel de l'offre refuges et inversement le souci des gardiens et des propriétaires de refuges de faire connaître cette offre aux personnes qui accueillent et conseillent les visiteurs et les séjournants. Ce qui serait l'idéal, c'est de faire monter les personnels des offices du tourisme dans les refuges pour bien leur faire connaître la réalité de l'accès et de l'offre physique, réelle du refuge dans sa spécificité et son originalité. Toujours dans le souci de ne pas banaliser cette offre mais au contraire de valoriser ce qu'elle a d'exceptionnel, de ce, en quoi, elle peut nous offrir, autre chose que ce qu'on trouve habituellement en matière d'hébergements touristiques. La relation économique, les circuits courts, comment organiser entre hébergeurs des circuits courts, d'approvisionnement en produits agricoles locaux, valorisés ensuite dans la cuisine proposée par le refuge et auprès des clients. Il faut de la synergie avec les prestataires d'activités qui gravitent autour de la montagne, des refuges, à l'échelle d'une vallée ou d'un massif au sens géographique du terme, le Néouvielle, le Balaïtous ou le Vignemale.

Le deuxième point, est l'itinérance, notamment l'itinérance locale qui complète les grands itinéraires transversaux du massif. J'ai le souvenir, d'avoir coordonné la mise en place d'un système de réservation par internet dans les refuges, en 2006-2007, c'était un des premiers, sur le tour des glaciers de la Vanoise. Ça ne concernait qu'une partie du massif de la Vanoise, 5 refuges privés, 2 appartenant au Parc National et 3 à la FFCAM. La mise en place de ce projet, s'est faite sur une opportunité de

financement européen. J'ai constaté que les gardiens concernés par la mise en place de ce projet d'itinéraire pas très long (4 ou 5 jours), ne se connaissaient pas forcément. Une des premières tâches a été de se faire rencontrer et connaître des gens qui avaient une proximité géographique et une clientèle commune mais pas une connaissance mutuelle. Avec une défiance au départ vis-à-vis d'un des refuges, qui est un peu atypique, assez confortable, plutôt refuge-hôtel près du bord de route et qui était vu, au début, comme le vilain petit canard, trop cher, trop luxueux... Au fur et à mesure du travail en commun avec l'agence de développement web, le coordinateur de l'opération, moi-même, les différents partenaires financiers, la mayonnaise a pris et le vilain petit canard est devenu le lieu des réunions parce que c'était là que c'était le plus facile à organiser. Finalement tout le monde était très content d'avoir pu lever les freins et d'arriver sur un système qui aujourd'hui a un peu vieilli c'est vrai, mais qui a le mérite d'exister et qui a fait un peu école en la matière.

### Jordi Merino i Urbano

Le public touristique de la montagne est différent, ce n'est pas du tout comme il y a 5 ou 6 ans. C'est un public qui n'a pas peur d'aller à la montagne, qui ne regarde pas les prévisions météo. Il veut aller au refuge et que le gardien lui donne toute l'information, tous les points touristiques qu'il faut faire. Les gardiens sont formés avec une formation continue, avec les pompiers pour être le premier agent en cas d'urgence. Et malheureusement en Catalogne il y a des accidents de montagne et nous faisons 1000 interventions. Dans ce sens, en Catalogne nous avons créé, ce que nous appelons une zone de territoire et nous pouvons traverser toutes les zones de la fédération et tous les sentiers qui existent en Catalogne. Il y a 14 000km et nous avons des refuges, des sentiers et un bel environnement. Depuis les 6 dernières années, nous avons créé et entretenu un lien avec les gardiens, nous parlons avec eux. Il y avait des gardiens qui ne se connaissaient pas. Le gardien est la personne la plus importante qui a une relation avec le client, que nous ne connaissons pas forcément car les gens qui vont dans nos refuges se sont 6% à 8% de nos licenciés. C'est bien, nous ouvrons la montagne à beaucoup de personnes. L'utilisateur n'a pas l'information nécessaire pour aller en refuge et nous sommes conscients qu'il faut résoudre ce problème.

Concernant la communication que nous faisons au niveau de notre fédération, nous avons une centrale de réservation, nous éditons des guides, des itinéraires, où nous montrons les refuges avec les différentes caractéristiques, les différents itinéraires, avec le niveau (pour la famille, ou des sorties avec beaucoup de difficultés, ...). Nous favorisons les familles, nous avons un tarif pour les familles. Nous favorisons les couples avec des enfants, pour qu'il y ait des jeunes qui puissent y aller avec leurs enfants. Nous avons eu une augmentation de la fréquentation avec ce tarif dans le territoire. Nous favorisons les différentes activités, la plus connue c'est Carros de Foc, elle est toujours sursaturée, le trail aussi, les randonnées... l'utilisateur investit beaucoup dans l'équipement mais le coût du refuge est souvent supérieur à la dépense que veut bien donner le sportif.

Mettre en avant les refuges où les gardiens ont une certification, ou offre des services supérieurs aux autres.

Il est important que nous soyons tous bien représenté au sein de la FEDME, pour avoir un lobbying important pour les refuges. Nous représentons une activité économique importante et c'est bien de nous réunir pour nous représenter au niveau européen. C'est pour ça que nous sommes ici.

### Jacques Guiu

Effectivement, sur un sujet bien centré, c'est la première fois que les acteurs nationaux, territoriaux sont tous présents, bravo. C'est plus réconfortant, c'est bien, c'est la première fois qu'en dehors des grandes réunions institutionnelles que peuvent être celles organisées par la Communauté de Travail des Pyrénées, les vrais acteurs sont au travail, sur un sujet, ensemble, encore bravo. Je me permets de remercier Michel là-dessus, car je sais qu'au-delà de la journée tu as comme ambition de travailler un an, sinon 18 mois, avec tous ces acteurs pour arriver à un grand plan, merci et bravo.

### Michel Rouffet

Tu me remercies et j'y suis sensible, mais y a un homme de l'ombre qui est le cœur de tout ce projet, c'est Xavier Basséras, il mérite nos applaudissements. C'est grâce à son relationnel que tout ça peut se faire.

### Jacques Guiu

Je voudrais aborder trois points.

Le premier résulte de ce que je sais et entendu hier. Quand on dit qu'environ 9% des personnes qui vont dormir dans un refuge, vise aller jusqu'à un sommet, qu'il soit facile ou pas facile. C'est évidemment une modification fantastique par rapport à ce que les plus anciens d'entre nous ont connu il y a 30 ou 50 ans. Je me pose la question, comment faire en sorte que la montagne, avec les symboles qu'elle représente, la peur qu'elle peut représenter, recommence à être réellement connue et aussi pratiquée ? Non pas pour que tout le monde aille faire des courses de très grandes difficultés, mais faire en sorte qu'au-delà de ce qu'est aujourd'hui l'activité de montagne qui est essentiellement une activité de randonnée, plus ou moins difficile, elle soit aussi une connaissance de la montagne au sens strict et général. Pour ce faire et on tombe dans la remarque que faisait Charles Pujos hier, c'est comment faire le lien entre les instances de tourisme, la montagne et la haute montagne. Pourquoi aussi peu d'informations, en bas, sur ce qu'il y a en haut ? Ne serait-ce que le nom des sommets, ce qui s'y passe, où et comment ? Je le mets sous forme d'interrogations et j'aborde immédiatement mon deuxième point.

Le deuxième point est la relation entre les refuges et la collectivité qu'il y a en dessous. Il me semble qu'un des cœurs du travail à faire et de clarifier la relation refuge-gardien

et territoire. En caricaturant je dirais, premièrement, sauf exception, investir ou construire dans un refuge n'est pas rentable, donc il doit être financé par la collectivité, qu'elle soit nationale, territoriale, intercommunale et l'investissement initial comme les investissements nécessaires et permanents de mise à niveau, compte tenu de l'évolution des choses, des mentalités, des besoins, est aussi à la charge de la collectivité. Cela en relation avec évidemment un gardien ou une équipe de gardiens qui aujourd'hui sont des vrais professionnels avec les systèmes de formation qui ont été mis en place. La caractéristique des hommes ou des femmes qui vont vivre là-haut dans des conditions extrêmement difficiles mais c'est qu'ils aiment cela. Clarifier la relation entre le propriétaire et l'exploitant. La logique serait du côté français, aujourd'hui, qu'il y ait une organisation claire de la collectivité qui passe un marché, un contrat, à mon avis à revoir, pour des relations de propriétaire immobilier à exploitant, qui soient des relations professionnelles et de confiance et non pas comme celles qui ont été dans le passé d'inquiétude, d'incompréhension. Le métier de gardien est un métier extrêmement dur mais ça peut demander de prendre modèle sur ce qui se passe sur le versant sud, avec des gestions de refuges qui puissent être sur des périodes plus vastes et avec des équipes de gardiens qui peuvent se relayer en changeant du modèle traditionnel français qui est un gardien = un homme ou une femme. Bien sûr il y a des refuges privés.

La non banalisation de la montagne et donc évidemment la non banalisation de ce qu'est le refuge, la vie du refuge est importante. Le refuge n'est pas banal, le gardien n'est pas banal, donc ayons en permanence à l'esprit, je reprends des mots qui ont été dit hier, « le refuge, les espaces qui l'entourent, sont des lieux de contemplation, de découverte, d'expérience, d'efforts, d'hébergement, lieux insolites et exemplaires ». Je crois que là, tout a été dit, mais cela ne pourra se développer que dans des relations clarifiées entre propriétaires et exploitants sérieux et professionnels.

### Georges Elzière

Ce qui m'a frappé, ce n'est pas tellement les nouvelles idées, mais c'est qu'elles sont partagées par une diversité d'acteurs que nous avons rarement autour d'une table. Je salue véritablement l'idée que j'ai trouvée géniale d'avoir une multiplicité de tables avec un nombre de participants qui permettait réellement un échange et non pas seulement une espèce de monologue. Je trouve que cette façon de travailler a été extrêmement positive.

Cette diversité-là, le fait que ce soit un travail international, m'amène à pointer une chose. Je crois que nous mesurons mal à quel point nous avons sous-estimé l'intérêt qu'il y a, à passer les frontières, c'est-à-dire à faire découvrir ces Pyrénées sur les deux versants. J'ai lu récemment cette phrase qui m'a frappée « on ne passe jamais impunément une frontière », j'ai encore vécu ça avec mon petit fils qui pour la première fois partait de notre maison en Vallée d'Aspe et qui descendait de l'autre côté en disant « c'est pas les mêmes Pyrénées ». Evidemment la découverte de la variété des

paysages est une spécificité particulièrement à cultiver. Le fait que nous soyons si nombreux et si divers autour des tables, m'amène à conserver dans l'idée que ce que nous avons à faire maintenant c'est véritablement à bâtir une ambition commune. De mon point de vue il n'y a qu'une ambition commune, partagée et construite ensemble, qui nous permettra à partir de projets concrets de dépasser les intérêts à court terme, qui peuvent être ceux de chacun pour une vision à plus long terme. Je pense qu'il y a dans cette ambition l'idée de développement, ce qui suppose qu'on n'accepte pas que la situation reste en l'état. Mais une des questions que je me pose, c'est, est ce que nous vivons pour développer l'économie ? La question c'est, pourquoi faisons-nous des refuges ? Est-ce que tout le travail que nous faisons a pour seul objet de rendre les refuges un outil économique efficace ? Je suis bien placé pour savoir qu'un euro ça ne s'invente pas, il faut le trouver, mais je pense que ce qu'il ne faut jamais perdre de vue, c'est pourquoi avons-nous des refuges ? Pourquoi faisons-nous l'effort de financer des refuges ? Il me semble que de ce point de vue la question de l'utilité sociale est une question que nous ne devons jamais perdre de vue. Si nous faisons ça, c'est parce que nous pensons que ça a de l'intérêt à la fois pour les individus, pour la valeur humaine, de l'expérience que nous pouvons vivre à partir des refuges et de l'utilité sociale globale. Je pense qu'une des questions à se poser c'est comment à partir des échanges qui ont eu lieu depuis 2 jours, comment faire en sorte que ce travail soit pérenne, qu'il soit réellement porteur d'une ambition que nous portons ensemble. Je pense que la notion de massif, réfléchir au niveau d'un massif, devrait nous permettre d'avoir des échanges qui, d'une vallée à l'autre poseront certainement les mêmes problèmes mais peut-être d'une façon diversifiée, variée. Je reviens sur ce que disait Frédi tout à l'heure, je crois véritablement que la force de notre engagement elle est fondée sur les hommes et les femmes qui, dans ces territoires, peuvent partager une ambition commune. Dans chaque territoire, on fera avec les gens qui sont là. Je suis persuadé qu'il n'y a pas de projet fort si c'est une approche uniquement technique et technocratique.

Clin d'œil à un berger disparu en vallée d'Aspe. C'est un berger qui au-dessous du col de Pau a détourné un GR qui passait à 100m de sa cabane, pour qu'il passe dans la cabane et à côté de son parc, de façon à ce qu'il puisse voir et discuter avec les gens. Je trouve que c'est complètement emblématique des possibilités que nous avons dans les territoires. La question centrale, à élaborer ensemble, c'est comment faire de ces projets là un vecteur qui soit pérenne et qui nous permette d'inventer ensemble un véritable avenir, pas seulement économique, même s'il faut qu'il soit économique.

Mais ce qui fonde l'engagement de la FFCAM, ce n'est pas un projet économique, même si nous avons à en tenir compte. C'est véritablement un projet d'utilité sociale, notamment auprès des jeunes, un projet d'éducation populaire. Il me semble que dans cette optique-là, les refuges sont des outils qui n'ont pas d'équivalent.

## Michel Rouffet

Question n°1, David Savoye, Chargé de développement au Comité Départemental de la FFCAM de Savoie :

Question pour Frédi. On voit bien que le projet doit être partagé, il faut qu'il y ait un travail d'acteurs. Je pense qu'il faut aussi structurer nos pilotages. Comment fait-on pour se concerter les uns et les autres ? On voit que des fois ce n'est pas si simple de s'adresser aux gardiens et il y a une multitude de personnes, qui sont plus ou moins dans des massifs différents, qui sont sur des tours différents, mais derrière, qui sont nos interlocuteurs ? On ne peut pas tout renvoyer sur le Syndicat National, il faut aussi de la structuration départementale, voire locale. C'est une vraie question et je pense qu'il ne faut pas l'éluder. Deuxième point, j'entends bien les fonctions un peu régaliennes de nos refuges, l'hébergement, la restauration et cette fameuse fonction d'animation. Tout ne passera pas non plus par le gardien. Pour passer de longs moments en refuge, je vois bien que des fois c'est saturé, il y a beaucoup de vie, ça court de partout. Je pense que quand on pense un refuge, il faut aussi penser les équipements qui vont amener ces fonctions d'animation autour du refuge : une table de paysage, des choses sur lesquelles on peut faire vivre des expériences aux gens. On réfléchit souvent à l'équipement, à l'accueil, mais il faut aussi réfléchir à l'équipement d'animation.

Julien Militon : la structuration des gardiens elle existe, notamment au niveau des Pyrénées et souvent au niveau des Alpes. Localement ou sur la chaîne au niveau global. Il y a déjà des interlocuteurs qui existent et sur chaque boucle dans les Pyrénées déjà structurée, les gardiens ont par boucle des interlocuteurs qu'on peut joindre très facilement.

Michel Rouffet : il y a peut-être des choses à améliorer sur d'autres secteurs.

Fredi Meignan : c'est vrai que la profession de gardien est assez jeune, c'est-à-dire qu'au niveau de l'histoire de la montagne, c'est assez récent. Il y a encore des fragilités, c'est vrai. L'AGREPY par contre, c'est presque un des endroits où c'est le plus structuré. En Savoie ça va venir David ! Sur l'autre question, je l'ai évoqué toute à l'heure, c'est clair que le gardien, surtout si ça se diversifie, il ne pourra pas tout faire. Donc, un équipement adéquat, oui, mais en même temps il faudra aussi réfléchir à une autre dimension, qui est un peu plus compliquée, si on parlait de l'émerveillement, de l'ouverture, de l'attention, il y a une série de professionnels, bien sûr les accompagnateurs, les guides, mais bien au-delà les gens des Parcs, pourquoi pas des écrivains, des poètes, des photographes... Des gens qui aident à partager, des artistes. Il faut mettre la montagne au bon niveau, c'est un lieu d'activités, bien évidemment, mais c'est un lieu de rêves. Là-dessus, il faut des équipements, mais aussi réfléchir, quand je dis c'est un lieu de base avancée en pleine nature, un jour on réfléchira à un modèle économique que ça puisse grouiller autour du refuge.

Dominique Giard : la dimension animation ne nécessite pas forcément des équipements supplémentaires mais par contre lorsqu'on réhabilite ou qu'on reconstruit un refuge, il faut intégrer cette fonction-là dans la conception des équipements de base, terrasse, toit du refuge. Je donne l'exemple de toit plat avec une forme incurvé et un parapet qui permet totalement de faire une animation de découverte du paysage à partir du toit plat du refuge, qui sert aussi de terrasse pour les consommations courantes. Intégrer ça dans la conception, c'est aussi une dimension forte de la fonction de médiation du refuge.

### Question n°2 (espagnol) :

Une question pour Jordi Merino. Je suis gardien d'un refuge appartenant à la FEEC. Concernant la formation, c'est ouvert à n'importe quel refuge. Comment peut-on avoir connaissance des cours de formation si on n'appartient pas à la Fédération.

Jordi Merino : la formation est ouverte à tous les gardiens. Qu'ils soient de la FEEC ou non. La formation se fait sur internet, il faut s'inscrire c'est tout. Il faut choisir si on veut faire avec les pompiers, ou le sauvetage, ou la croix rouge. Tous les ans, on fait des formations différentes. C'est des formations continues et ouvertes à toutes les personnes qui en ont besoin.

Michel Rouffet : Côté français, on différencie les formations diplômantes et la formation continue, qui vient la compléter mais qui ne donne pas de diplôme. La formation continue, c'est bien qu'elle soit organisée au niveau local, pas nécessairement de tout un massif. Par contre c'est intéressant que les formations diplômantes soient coordonnées. Exemple gardien catalan qui vient travailler en France.

### Question n°3, Isabelle Roux, Directrice du Réseau Educ'alpes :

Je voulais intervenir sur un sujet qu'on a pas vu dans le colloque et donc pas dans la restitution. C'est l'accès de la montagne et des refuges pour tous. Hier Christophe Réveret a présenté une analyse de la fréquentation des refuges et on a vu le taux énorme de CSP+, on le sait tous, mais là on a pris le chiffre dans la figure. Sur la question des valeurs, Fredi disait qu'elle est la place des refuges dans la société, je voudrais aussi savoir quelle est la place de la société dans les refuges. Vous avez dit les refuges ne sont pas banaux, mais finalement le public des refuges l'est. Est-ce que là-dessus on n'a pas un levier de progression, l'expérience fondatrice du refuge, la notion de nature, la remobilisation... on a beaucoup d'exemples là-dessus dans les jeunes en difficulté, en délinquance ou en dans la rue... Il y avait un événement « Montagne Partagée » qui s'est tenu au début du mois à Grenoble et il y avait un jeune qui avait témoigné, à quel point pour lui cela avait été très fort d'être en montagne et d'être en capacité de faire des choses exceptionnelles pour lui, de les réussir et d'être considéré au refuge, par tous les gens qu'il a rencontré, comme quelqu'un de normal. A tel point qu'il est redescendu, il a passé son bac et à trouver un emploi. Donc pour

lui il a eu une vie avant son expérience en refuge et une vie après. Il me semble que si les refuges sont des lieux d'exception il faut aussi qu'ils soient des lieux d'inclusion sociale et active. S'il y a un plan d'action, je trouverai ça intéressant qu'il y ait un axe là-dessus, une stratégie et quelques moyens pour ces publics-là.

**Georges Elzière :** je suis complètement d'accord. Les refuges pourraient être, y compris pour les publics en difficulté, des outils de reconstruction de soi. J'en suis convaincu. Aujourd'hui en matière de financement, nous avons des contrats d'objectifs etc... mais on nous donne des moyens uniquement pour les publics qui sont en difficulté. Je rappelle à tout le monde, qu'il y a une vingtaine d'années, il y avait un très grand nombre de collectivités qui avaient les moyens, par exemple la Banlieue Rouge, qui envoyait et finançait des séjours pour des tas de publics qui n'y auraient jamais mis les pieds. Sauf qu'aujourd'hui les finances locales ne permettent plus ça et donc ce sont des questions économiques et un choix de société. Les questions économiques font, qu'aujourd'hui, non seulement en montagne il y a des tas de jeunes qui, pour des raisons économiques n'accéderont jamais au refuge. De la même façon que vous pouvez regarder, même en moyenne montagne, à la campagne, qu'elle est la quantité de maison qui sont toujours la possession des communes qui étaient ouvertes pour des séjours de jeunes et sont aujourd'hui fermées car il n'y a plus les moyens ni d'entretenir ni de financer les séjours. De mon point de vue, ce n'est pas les refuges qui ne sont pas adaptés, c'est la volonté politique de reconnaître l'utilité de la fréquentation de la montagne, de la haute montagne ou tout simplement de la campagne. Il n'y a pas une véritable volonté politique. S'il y avait une volonté politique on trouverait les moyens financiers.

**Michel Rouffet :** est-ce que des associations comme les clubs alpins, c'est dans leurs objectifs, sont-elles en mesure de prendre des contacts avec des associations de jeunesse et de monter un projet concret ?

**Georges Elzière :** on a un grand nombre de clubs qui mènent de façon régulière des actions pour amener des publics en difficultés, handicap, public sous-main de justice... il y a des actions cohérentes. Mais il manque une ambition de société. Ce qui m'exaspère, c'est que nous sommes contraints, à la fois la FFCAM et les clubs, de bricoler pour faire ce qu'on peut faire avec nos petites mains. Il n'y a pas de volonté politique. Il ne peut pas y avoir d'actions réelles, de masses et significatives s'il n'y a pas de moyens. On a bâti des compléments de formation pour des BAFA, pour qu'ils puissent amener des gens en montagne. On fait ce qu'on peut. Aujourd'hui, je termine mon deuxième et dernier mandat, ce qui me désole c'est que nous n'arrivons pas à peser pour qu'il y ait une véritable politique de développement, notamment sur ces jeunes. Dans quelques départements où l'activité touristique d'été est une question économique forte, on n'arrive à avoir un engagement plus fort. Mais dans la plupart des départements, le cœur économique est en bas, il est dans l'industrie, le commerce... et on a du mal à impulser une véritable politique de territoire en faveur

des jeunes et de la montagne. On a des exceptions, en Savoie par exemple, mais on est dans du bricolage.

#### Question n°4 (gardienne espagnole) :

Ce n'est pas vraiment une question, plutôt une réflexion personnelle. Comme il s'agit d'un sujet de propositions et de plans d'actions. Il y a un dicton en Catalogne qui dit que « les montagnes ne marchent pas mais que les personnes se retrouvent ». Donc le seul fait qu'on soit ici est déjà un plan d'action. Exposer chacun d'entre nous, son information, a été une bonne proposition de marche. Il y a beaucoup de potentiels ici, qui vont faire marcher la montagne. Marcher avec tout ce potentiel, on va sans doute trouver des pierres sur le chemin, mais l'important n'est pas tellement là où on va arriver, mais continuer de marcher ensemble. Ma proposition est de continuer avec ces colloques, qu'on observe les conclusions ou les petits pas que chaque territoire pourra faire et l'unification, nous retrouver, même si les montagnes ne marchent pas. Merci beaucoup, je me suis sentie très bien, très accompagnée car quelque part, nous, les gardiens, on se sent un peu seul, donc là, ça a été comme une explosion de partage, donc merci beaucoup.

#### Question n°5, Bruno Marin, Randonades :

Excellente initiative, très bien organisée. Notre particularité : séjours 100% dans les Pyrénées. On travaille avec une quarantaine de refuges dans les Pyrénées, des 3 pays. Je voudrais aussi parler au nom des accompagnateurs, puisqu'on est un regroupement des accompagnateurs. Piste de réflexion : réhabiliter le métier d'accompagnateur en montagne, peu présents dans ce colloque. En perte de vitesse ces derniers temps. On a bien relevé la difficulté à faire passer l'information du refuge, les conditions de vie au client, le monde exceptionnel de la montagne, mais l'accompagnateur est souvent « le passeur de montagne ». On fait le tampon entre le client de plus en plus urbain et le monde exceptionnel de la montagne. Ce rôle de l'accompagnateur est crucial est permet une économie de temps au gardien et d'énergie. Il faut rapprocher AMM et les gardiens.

#### Question n°6, Denis Maubé, Comité Régional Occitanie FFCAM :

3 questions :

- Changements climatiques, comment vont s'adapter les refuges ?
- Langue : les enfants des vallées ne parlent pas la langue de leurs voisins, est-ce que les refuges ne peuvent pas être un lieu d'échanges scolaires ?
- Refuge de Barroude : cadre exceptionnel, animations, mobilisation des acteurs contre l'extension de la station de ski. Le refuge a brûlé, la question du financement, demain comment il pourrait y avoir un nouveau refuge ?

Eric Courgeon : ancien gardien du refuge de Baroude. Il y aura un nouveau refuge, c'est une histoire avec notre assureur (conflit). Suggestion pour de futures discussions : inviter des associations de défense de l'environnement, souvent en opposition ne comprennent pas l'utilité (FNE 65).

Joaquim Sanchez, gardien du refuge d'Estos : les échanges avec les enfants on le fait depuis des années avec les gens de Luchon, Saint-Béat (séjour de 3 jours, excursion au port de Vénasque). Mais les gardiens sont intéressés et travaillent dessus.

Thierry Percie du Sert, ARPE : Classe européenne en espagnol dans les lycées des vallées, bac espagnol.

Michel Rouffet : pratique sur la glace très localisée, ça ne changera pas trop. Information heure par heure de la météo souple de la réservation au refuge.

Question n°7, Gwenaëlle Plet, Réseau Education Pyrénées Vivantes :

Rendez-vous des cimes. Prochaines réunions, inviter : le monde de l'éducation à l'environnement.

Question n°8, Jean-François Rodriguez, architecte :

Architecte : acteur important, formalise les besoins. L'associer plus tôt, pas devant le fait accompli. Appui au maître d'ouvrage pour le cahier des charges.

## Politiques d'accompagnement publiques

### Participants :

- Nicolas Huguet, chargé de mission subventions FFCAM
- Sergio Rivas Chaverri, Comité de refugios, FAM
- Jean-Louis Valls, directeur de la Communauté de travail des Pyrénées
- Pierre Torrente, Directeur adjoint ISTHIA
- Jean-Marie Blanc (modérateur), Directeur programme inter-régionaux, Région Nouvelle Aquitaine

### Nicolas Huguet

Comment va-t-on faire pour financer toutes ces actions ? Certes certains gestionnaires de refuges peuvent mettre des fonds propres. On a entendu tout à l'heure que la nécessité de faire appel aux politiques publiques et aux partenaires institutionnels et aux collectivités, est aujourd'hui indispensable.

Pourquoi mobiliser des financeurs publics pour soutenir les refuges ? On a entendu hier dans les différentes tables que les refuges sont considérés comme des camps de base pour la pratique et la découverte des activités de pleine nature et que du coup, à ce titre, ils contribuent pleinement aux politiques de développement touristique territorial. J'espère que c'est déjà le cas et ça doit encore plus le devenir. On sait d'ailleurs tous très bien que les refuges jouent un rôle important dans le déploiement des secours et de la sécurité en montagne. Et puis pour reprendre les propos évoqués par mon Président Georges Elzière tout à l'heure, on sait aussi le rôle dans le développement sociétal, des valeurs que portent les refuges. Donc à ces différents titres, on peut penser que les refuges peuvent prétendre à des financements publics et on a la chance sur le territoire des Pyrénées, en tout cas pour mon expérience, d'avoir à faire à des collectivités et des partenaires institutionnels qui sont effectivement sensibles à ces questions, qui les inscrivent dans leurs différents programmes. Il est possible de mobiliser des financements publics pour les refuges.

Quand nous avons préparé le colloque, on s'est dit qu'on n'allait pas vous assommer avec une liste exhaustive de tous les partenaires mais essayer de vous présenter quelques cas concrets de financement.

On va vous parler de la rénovation du refuge de la Brèche de Roland, qui est un projet qui est en cour, côté français qui porte sur la partie hard, l'infrastructure.

Un exemple transfrontalier Entrepyr dont vous avez déjà entendu parler qui concerne la partie soft, la promotion, commercialisation des refuges.

Et puis mon collègue Sergio Rivas, vous présentera le cas du refuge du Llauset et d'une manière générale les financements espagnols.

Ponctuellement vous parler du financement de ce colloque, qui n'aurait pas pu se faire sans l'appui du FEDER POI à hauteur de 50% et des financements de l'Etat, du FNADT à hauteur de 30% et la FFCAM dans son ensemble, le Comité régional avec un autofinancement à hauteur de 20%. Un évènement comme ça a été financé à 80 % sur fonds publics et j'en profite encore une fois pour remercier encore les différents partenaires financiers du projet.

Pour en venir directement à la rénovation du refuge de la Brèche de Roland. Pour vous présenter l'opération, on attendait qu'elle soit une réponse efficace aux différentes attentes des clients dans un haut lieu des Pyrénées. C'est aussi un outil performant pour les gardiens. C'est un refuge conforme aux normes sécuritaires et environnementales. On est dans un site emblématique et on se doit d'être respectueux de ce site. C'est un projet qui est élaboré de manière concertée. Il y a eu une 1ère phase en 2012 sur l'assainissement et depuis cette année une pose de la 1ère pierre en juillet en présence des différents acteurs, on a démarré la seconde phase. Pour en revenir à ce qui nous intéresse aujourd'hui, un taux de financement global de 71%, c'est quand même important. Le montant global de 2,5 millions, c'était le coût prévisionnel de l'opération. Malheureusement pour nous, il est un peu plus haut au final donc on baisse en taux de financement mais au départ les partenaires se sont mobilisés pour 71% de financement. Il y a 7 ou 8 partenaires différents. Il y a une forte implication de partenaires divers. Je voulais souligner le fait qu'il y a eu un très fort taux de FEDER (Fonds européens), il apparaît à 34%. Le Programme Opérationnel Inter régional du massif des Pyrénées, alimenté par le FEDER, est géré par la région Occitanie, mais il soutient les projets sur tout le massif Pyrénéen français. Il y a une action spécifique qui concerne les refuges avec la requalification, la modernisation des hébergements type refuge ou gîte d'étape et qui sont en lien avec la pratique des activités de pleine nature. Aujourd'hui cette mesure est passée à 50%. Toutes les dépenses ne sont pas éligibles mais une grande partie des dépenses d'infrastructures sont éligibles. C'est très important en termes de possibilité de financement. Et s'il y a eu ce programme avec cette action, c'est bien parce qu'en amont les organismes qui contribuent à l'élaboration du programme, ont pris le soin de concerter les différents acteurs pour savoir quels étaient les besoins, s'ils y avaient des besoins pour essayer de les dimensionner et pour pouvoir élaborer un programme qui serait adapté à ces besoins. Le résultat c'est que le programme FEDER pour la partie française est un véritable levier pour la modernisation, la requalification ou l'adaptation des refuges aux attentes des divers publics.

Il y a eu de nombreux partenaires. Les partenaires étatiques, avec le FNADT et l'Agence de l'eau et l'ADEME qui ont chacun des spécificités et bien sûr un fort soutien des collectivités. Ça dépend des projets. Là c'était la région Midi-Pyrénées, le Conseil départemental des Hautes-Pyrénées, le Parc National.

Autre exemple, le projet « Entrepyr ». C'est un exemple de coopération transfrontalière qui ne concernait très peu le hard mais plutôt le soft avec des aides pour la commercialisation, la mise en ligne, les réseaux. C'était un projet mené en partenariat avec la Fédération aragonaise de montagne qui a été le chef de file et la FFCAM avec pour but de développer un tourisme durable de montagne avec des outils de réservation et le développement de l'itinérance. Il a été financé par le précédent programme FEDER POCTEFA 2007-2013 à hauteur de 65% et nous partenaires français on a pu en plus mobiliser des co-financements de la région Midi-Pyrénées et du département des Pyrénées Atlantiques et pour la FAM, la députation de Huesca. Pour vous montrer le plan de financement de cette action il y a un plus petit projet en termes de financement de 162 000€. On a eu 65% de FEDER, les co-financements nationaux de 11%. Ça fait un total de 76%. On pouvait aller jusqu'à 80% dans l'ancien programme. Sur le nouveau programme, dont Jean-Louis Valls vous parlera, on peut même aller jusqu'à 90 % de co-financement. Donc il y a des vraies possibilités de financement important à l'échelle des massifs.

Dernier point pour finir, ce qui est très important et ce que demande tous les partenaires, c'est d'être associés bien en amont. Ce n'est pas au dernier moment qu'il faut venir chercher les architectes, au dernier moment pour les partenaires c'est la même chose, ce n'est pas une fois qu'on a ficelé tout le projet qu'on doit venir les voir, c'est dès le début pour prendre en compte quel sont les axes de développement territoriaux et s'inscrire dans ces axes.

### Sergio Rivas Chaverri

Je vais faire une présentation de l'évolution des financements des refuges en Aragon surtout de la construction des refuges. Initialement on a commencé en 90- 91 et en 2000, il y a eu le 1er et le seul plan des refuges qu'il y ait eu. Les gouvernements autonomes et le gouvernement central à travers le conseil supérieur du sport ont fait des investissements dans l'Aragon. Ici je vous montre le financement de l'Aragon. Dans ce plan de l'Aragon on voit des actions des refuges, ou on a vu l'ouverture des refuges. Pendant toutes ces années, on a eu une réflexion dans la Fédération aragonaise de la montagne. On voit la trajectoire de l'évolution des refuges en Aragon et on va voir aussi tous les plans des refuges de la région ou de la province. D'un côté on voit que les refuges d'Aragon, lorsque vous les utilisez, dans les années 80, les gens venaient dans 2 ou 3 refuges, des aragonais et des étrangers. On a investi sur les territoires et la vallée pour que les personnes qui fréquentent les refuges viennent et dépensent dans la vallée. Nous avons fait des statistiques sur les 30 dernières années sur la provenance et pour connaître les usagers des refuges. La fédération ne peut pas financer la construction des refuges. Nous pouvons faire appel à la banque. On peut faire une gestion à notre convenance, mais il faut payer le crédit tous les mois. On peut faire appel au public aussi mais il faut offrir un service public, des éléments de sécurité.

La montagne, pour les personnes responsables d'alpinisme ou des sports de montagne, on devait la pratiquer l'été et l'hiver. Comme ils avaient des contacts aussi avec l'agence de météorologie, ils devaient jouer un rôle fondamental. C'est le pacte qu'on a proposé à l'administration pour obtenir de l'argent en Aragon, parce que nous avons mis sur la table des éléments qui étaient intéressants pour les gens qui venaient à la montagne mais aussi pour les territoires, on apportait un service supplémentaire de service public. Dans ces mêmes années, on a créé d'autres refuges en Aragon, on a fait quelques choses qui étaient très importantes.

En 1995, les refuges et les gîtes en Aragon devaient de qualité et durer dans le temps, avoir des prestations comme partager la salle à manger, des salles de cours, la possibilité de loger des jeunes pour avoir quelques activités. On a eu cette réflexion positive et valable pour les administrations, pour continuer le schéma 2004-2007. On a signé le 1er plan régional des refuges qui participent à l'éducation, à la culture et au sport pour la province de Huesca. L'administration a amené ses propres fonds pour les dépenses des refuges. Petit à petit on a associé de nouveaux refuges au réseau de la FAM et aujourd'hui on gère 16 refuges publics et 3 non gardés.

A l'école des refuges d'Alquézar, nous avons différents programmes de formations pour les scolaires, pour la haute ou moyenne montagne. Depuis 2008 à 2012, le 2ème plan régional on a les mêmes partenaires pour l'investissement, pour la construction du nouveau refuge de Bachimaña. On prévoit les investissements avec les nouvelles technologies. En 2009-2010 on a connecté l'internet, les webcam, etc... Lorsqu'on a fini les plans régionaux, on est passé par une période qui coïncidait avec la crise économique où on n'avait pas beaucoup d'argent pour les investissements des administrations. Il y a eu des accords plus spécifiques pour faire des investissements dans les différents refuges. On a signé 2 plans avec la province de Huesca. Pour le refuge de Llauset, la mairie apporte de l'argent pour que la fédération fasse un refuge de montagne dans sa municipalité. Dans ce plan il y a une part importante pour les énergies renouvelables en refuge. L'une des dernières conventions qui a été signées par le Parc national et la Fédération est destinée aux travaux du refuge de Goriz. Ceci a permis de constituer un réseau de refuges avec 16 bâtiments gardés dans les Pyrénées et cette vision qu'on a eu de l'aspect socio-économique où les étrangers et les autres personnes d'Espagne venaient pour la pratique de la montagne en Aragon. On peut voir dans ce graphique 86 000 nuitées. Cette année on va atteindre les 90 000. Nous avons le détail sur le profil de l'utilisateur de l'année dernière. Nous faisons des installations sportives destinées à l'utilisation de tous les espagnols et des étrangers qui fréquentent les refuges

### Pierre Torrente

Je ne suis pas un opérateur qui cherche des financements ni quelqu'un qui s'occupe de financement donc je vais essayer d'amener une réflexion, des pistes sur le thème qui nous anime, le dispositif du financement des refuges.

En préalable il y a un élément et une discussion à amener. Soit on considère que le refuge est un élément de l'offre touristique et auquel cas on réfléchira le financement comme tout projet touristique sans mettre en avant sa spécificité. C'est ce qui se passe aujourd'hui, ça fait partie de l'offre et on va déposer des projets dans ce sens. Soit il y a un certain nombre de spécificités liées à l'activité refuge et au refuge en lui-même. C'est un bâtiment en site isolé mais il doit être relié au reste du territoire. C'est à la fois une force et une faiblesse, être prêt et loin de tout. Si on doit réfléchir sur comment accompagner par les financements le développement des activités refuges, on n'échappera pas à mettre en place, à imaginer un dispositif spécifique. Chacun pense qu'il est spécifique et donc il lui faut une mesure spécifique. L'idée c'est de ne pas réinventer des choses qui compliqueraient toutes opérations de financement. On ne peut pas séparer le refuge de la politique de massif.

1er travail : quelle place du refuge dans la politique de massif ?

Et deuxièmement, à l'intérieur du massif il y a un certain nombre de territoires qui sont divers et variés ? Le territoire de base c'est la vallée, le deuxième niveau c'est l'inter vallée et il y a le territoire projet de tourisme de nature aujourd'hui et ça va faire appel à un certain nombre de choses.

Aujourd'hui quand on dépose un dossier de financement sur un refuge, est ce qu'à l'intérieur est intégré la question du sentier, de sa signalétique, de son entretien, etc... c'est un autre dossier à côté qui va avancer à une autre vitesse. Quand on parle refuge, il faut parler communication. C'est aussi un autre dossier porté par d'autres qui va avancer à sa propre vitesse dans sa propre politique, etc. ...

Je vais reprendre ma casquette de l'université. Quand on parle formation, il semblerait que la formation aurait un petit intérêt. Tous les ans, nous allons chercher à la pêche aux financements, dans chaque région, à l'Etat, dans les Parcs nationaux, aux clubs alpins. On est dans une précarité. Avec nos amis espagnols, on a mis en place 2 opérations dans le cadre de programmes Intereg, mais tant qu'il n'y en a pas, ça ne marche pas. Nous travaillons au niveau de l'Europe à l'ouverture des diplômes avec nos amis italiens, suisses, etc... Pour le moment ce qui bloque, ce ne sont pas les vellétés, ce ne sont pas la volonté des gardiens On n'a pas de dispositif financier et on n'a aucun dispositif pérenne. Si on considère qu'aujourd'hui on va être capable d'écrire une politique refuge dans le cadre d'une politique de massif, ça veut dire qu'il faut se mettre à la tâche, et c'est l'objectif du colloque. Il faut se mettre à la tâche de l'écriture de référence refuge mais pas qui se ramène à un document de programmation de construction de bâtiment parce qu'il y a des questions à se poser.

Est-ce qu'à chaque fois qu'on construit un refuge, il faut absolument augmenter sa capacité ? Dans le plan, intégrons la communication, la formation, la reconstruction des refuges, une réflexion sur l'évolution, l'animation. Ayons un plan refuge qui soit un plan de référence de politique des refuges sur les massifs dont le massif des Pyrénées

sans quoi on n'ira pas bien loin et ce sera difficile. En même temps à côté de ce plan de référencement refuge, il faut monter des outils de travail parce que la législation en place devra évoluer. Mais on pourra la faire évoluer que si on a de la matière à fournir. Aujourd'hui, on travaille sur des bâtiments, on est sur des normes proches de l'hôtellerie. Donnons de la matière pour que les financements soient encore plus adaptés et à horizon pluriannuel et non pas au coup par coup.

Un des grands enjeux, ce sera celui-ci. Relions le refuge à son territoire, donnons-lui sa fonction, son rôle, sa place, donnons la place aux gardiens et mettons en place ce dispositif global mais n'oublions pas les acteurs et n'oublions pas toutes les facettes du refuge, ne cloisonnons pas. Comment on peut sortir des lignes de financement et est ce qu'on est capable d'entendre que le refuge, au regard de son rôle sur le territoire et sa spécificité isolée peut bénéficier d'un dispositif particulier à qui on pourrait tordre le cou, aux règles sans être dans l'illégalité. Mais il y a un des enjeux majeurs, ça fait 12 ans qu'on parle d'un plan de référence refuge. Il faut que les acteurs soient capables de fournir de la matière et que les financeurs en écho, soient capables de trouver les bons outils pour y répondre. Ne soyons pas que des techniciens qui alignent des normes, alignons aussi une politique.

### Jean-Louis Valls

Je voudrais vous parler du POCTEFA. Mais avant cela, je voudrais vous parler de mon expérience dans les refuges à 11 ans, en colonie de vacances, dans un refuge près du cirque de Gavarnie. Après 6 heures de marche, 25 gars dans un même dortoir, ça sentait la chaussette. Ça reste une expérience inoubliable. Je tiens à tirer mon chapeau aux gardiens des refuges parce que vous êtes multi taches et la clé du développement des Pyrénées.

Le développement des Pyrénées c'est l'objectif du POCTEFA. Ça veut dire Programme Opérationnel de Coopération Transfrontalier Espagne France Andorre. Il existe depuis 1990, c'est un programme de coopération européenne. Pour cette période de programmation 2014-2020, la commission européenne lui dédie 10 milliards d'euros dont 6 milliards sont destinées à la coopération transfrontalière. C'est le 1er programme qui existe et qui a été mis en place dans la philosophie de faire tomber les frontières. Le but de ces programmes c'est de vous faire travailler ensemble pour que l'échange de bonnes pratiques se fasse, savoir ce qui se fait de l'autre côté de la frontière, savoir comment on le fait mieux, savoir si c'est possible de le transposer sur votre territoire. C'est avant tout une aventure humaine. Quand on y goûte, on y revient. Il y a la barrière de la langue, principal obstacle à cette coopération. A partir du moment où on a entrepris le projet, Entrepyr en est l'exemple, qui a été financé par le POCTEFA pendant la période de 2007-2013. Au départ c'était un projet de proximité, c'est-à-dire entre 2 territoires conjoints, les Pyrénées Atlantiques et l'Aragon. Ce projet est transposable à toutes les Pyrénées. On revient sur un projet transversal. C'est aussi l'intérêt du POCTEFA, que des initiatives locales deviennent

progressivement un intérêt commun pour l'ensemble du massif. C'est les 2 philosophies de projets que nous avons dans le POCTEFA. Sur la période de programmation 2014-2020, les programmations couvrent des périodes de 7 ans, nous avons déjà lancé 2 appels à projet. Il en reste un qui sera certainement ouvert à partir de 2018. Donc je vous invite et on sera là pour y travailler avec vous, que le plan d'action qui sortira de ce colloque, certaines actions pourront être financées à travers le POCTEFA.

J'ai entendu ce matin, l'intégration locale des refuges dans le territoire, c'est une action qui peut être financée dans le cadre du POCTEFA. Ou alors, les formations internes des gardiens, des bonnes pratiques entre les gardiens, c'est quelques choses aussi qui peut être financé à travers le POCTEFA. Un projet POCTEFA c'est 3 ans de durée, un financement d'un million d'euros, avec 6 partenaires. Sur 100€ dépensés, on vous rembourse 65€, les 35€ proviennent soit de co-financement public pour 25% et 10 % d'autofinancement (frais de personnel, le temps passé à développer le projet). Il y a des opportunités à saisir, vous avez une super dynamique, vous avez de super idées. Ce colloque doit être les bases d'un futur projet POCTEFA dans le cadre du 3ème appel.

### Jean-Marie Blanc

Conclusion rapide de cet atelier. Il y a 5 points qui se dégagent.

Il y a d'abord, un travail en cours sur les différentes facettes de ce qui est un refuge, ce travail doit se poursuivre me semble-t-il.

- De multiples acteurs aussi ont été signalés et qui travaillent de plus en plus ensemble et c'est une évolution qui a été notée dans les travaux.
- On note aussi l'existence de fonds européens et tout le monde a dit à quel point ils pouvaient intervenir. On a la chance d'avoir des fonds européens qui interviennent par pays et d'autres conjointement sur les 2 côtés de la frontière.
- Il y aura donc des investissements à faire de part et d'autre de la frontière, ce sera le rôle des autorités locales mais ne perdons pas de vue la nécessité de travailler ensemble.
- Il faut continuer le travail qui a été lancé. Pierre Torrente a parlé d'un plan de référence sur les refuges et qui prennent en compte l'ensemble des éléments qui font un refuge maintenant et les attentes que l'on peut en avoir.

Question dans la salle : est-ce qu'il faut que les refuges ou gîtes d'étape soient sur le GR 10 au titre du FEDER ?

Jean-Louis Valls : Il y a une lecture du programme opérationnel tel qu'il a été rédigé à l'heure actuelle qui peut laisser entendre que c'est très fermé. Nous allons devoir donner une peu de souplesse en fonction des demandes au programme

Pierre Torrente : Il y a un document du type plan de référence refuges. Il y a une guide aussi pour élaborer les prochains dispositifs. On parle du financement public. Il y a une révolution culturelle que nous devons faire. Une banque m'a appelé pour me dire nous changeons notre stratégie interne. Nous pensons qu'en zone de montagne, nous avons des clients qui connaissent des difficultés. Et ils ouvrent une réflexion sur comment une banque peut participer au développement territorial en se disant un territoire qui va mieux c'est un client qui va mieux donc une banque qui va mieux. Le partenariat public/ privé doit être recherché et ça amène à repenser la place du refuge dans le modèle économique territorial et pas d'entreprise sinon jamais personne ne viendra le financer

## Conclusions et propositions

### Participants :

- Romain Pagnoux, Président de ma commission montagne ruralité, Région Occitanie Pyrénées/ Méditerranée
- Bernard Uthurry, Vice-Président en charge du développement économique et de l'économie numérique, Région Nouvelle Aquitaine
- Charles Pujos, Commissaire du massif des Pyrénées, CGET
- Mariano Soriano, Directeur général des sports, gouvernement d'Aragon
- Gérard Figueras, Secrétaire général des sports de Catalogne
- Marc Rossell, direction de développement durable au Ministère de l'environnement de l'Andorre
- François Boya, Député du Val d'Aran, Président de l'association Es Montagnas
- Santiago Mendieta (modérateur), journaliste et écrivain

### Santiago Mendieta

Nous avons intitulé cette dernière table ronde, conclusions et propositions, puisqu'après tous ces éléments qui vous ont été donnés autour de ce plan coordonné des refuges sur l'ensemble des Pyrénées, dont vous a parlé Jean Louis Valls, tout à l'heure avec le POCTEFA.

L'histoire des Pyrénées est scandée par cette histoire des refuges. Un peu d'histoire avant de rentrer dans le vif du sujet, des conclusions et des propositions. Les premiers refuges dans les Pyrénées, c'était des grottes. Le comte Henri Russel avait fait creuser à ses frais des grottes sous le Vignemale. Dans son idée à lui, les refuges dénaturaient la montagne. Comme quoi selon les époques, on change de perspective. Le premier refuge des Pyrénées c'est celui de Tuquerouye qui a été lancé par le club alpin de Bordeaux en 1890. Le Club alpin des Pyrénées centrale de Toulouse a créé en 1893 le refuge de Pratlon, un refuge voute en pierre de 10 places sous le Maupas

Beaucoup de thèmes très riches ont été abordés tout au long de ces deux jours. Je vais résumer tout ce qui a été dit autour du positionnement des refuges, autour du marketing, de l'information, de la communication, sur le confort souhaitable et jusqu'où aller. On ne peut pas avoir un confort à 100% comme en plaine (exemple du refuge Hospital de Bénéasque qui a un spa), pour faire face à la multiplicité des demandes. Peut-être qu'il faut savoir dire stop. On est en altitude, il faut savoir garder cette magie. On a bien vu que le rôle du gardien est fondamental avec ce métier

extraordinaire, qui sort de l'ordinaire, ces servitudes, avec ces équipes qui entourent les gardiens. Ça a été abordé même s'il n'y avait pas de chapitre à ce sujet.

Sur la fréquentation, est ce qu'en été on peut aller plus loin sur certains refuges ? Est-ce qu'il faut ouvrir davantage ? Est-ce qu'il faut ouvrir l'hiver ? Jusqu'où on peut aller l'hiver et assumer les risques. Côté français ça paraît complexe. L'équipement, la rénovation des refuges, l'impact sur l'environnement montagnard avec les eaux usées, l'énergie et les nouvelles technologies qui arrivent l'hydrogène, les déchets, comment arriver à gérer tout ça. Il faut parler de l'animation que l'on peut faire dans les refuges pour toucher de nouveaux publics qui considèrent que le refuge est un lieu de randonnée. C'est peut-être des personnes qui n'iront pas plus loin ou qui resteront aux abords des refuges, le public familial, les enfants, savoir s'adapter, mieux communiquer et ré-enchanter la montagne, garder cette part d'imaginaire et de rêve.

Bernard Uthurry, qu'est-ce que vous pouvez nous dire de la notion de refuges, de tout ce qui s'est dit et de votre point de vue ? Nous parler de ce fameux plan dont on parle depuis 10 ans ?

### Bernard Uthurry :

La Nouvelle Aquitaine est la plus vaste région de France, elle est diverse dans ses paysages et son potentiel économique dont fait partie la montagne. Je m'occupe du schéma développement économique et de l'innovation. Les usages combinés sur les Pyrénées, sont l'agro-pastoralisme, l'hydro-électricité et le tourisme. Il y a le lycée des métiers de la montagne qui enseigne à côté d'Oloron, la manière de travailler dans l'agriculture, les rudiments du monde des chevaux pour améliorer les revenus des gens de la montagne. Les refuges sont à un carrefour des politiques territoriales de massif, des vallées qu'il faut harmoniser, aussi des politiques éducatives. Le but du jeu c'est que nos montagnes puissent profiter en matière d'épanouissement aux urbains sans tomber dans le piège, de trop connecter la montagne. Il faut en faire un enjeu éducatif, il faut améliorer le confort, à l'image de ce qui a été fait pour les bergers avec la modernisation des cabanes. Avec l'agro-pastoralisme, il y a autant de bergers que de bergère et les estives se font souvent en famille. C'est la même chose pour les touristes, pour les urbains, il faut améliorer l'accueil des refuges, le rendre sûrement plus confortable, plus connectés sans toutefois tomber dans la manière aseptisée de notre temps.

Il faut prendre en compte que l'éducation nationale, populaire, fertilise moins qu'auparavant, c'est le paradoxe, l'appétit pour la montagne. Cette fibre abondante de la montagne c'est un peu abîmé avec le temps. Il va falloir reconquérir cette dimension pédagogique, militante, citoyenne, de l'appropriation de la montagne. La pédagogie et la formation sont au centre de nos comportements. En Nouvelle Aquitaine nous sommes prêts à accompagner les sujets qui sont débattus. Nous allons construire des règlements d'intervention ouverts de manière à pouvoir accompagner,

ces projets, ce fameux plan qui date d'une dizaine d'années mais avec l'envie d'appuyer sur le caractère transfrontalier ce qui rajoute une notion d'attractivité supplémentaire pour les gens qui viennent dans les Pyrénées et les locaux. La barrière de la langue saute assez rapidement. Nous avons dans l'ex Aquitaine, construit avec nos amis Basques et de Navarre une expérience en cours au niveau de l'innovation, de la production industrielle, de la recherche dans une université, du tourisme et de la mobilité. Ce projet a un caractère transfrontalier pour le financement, pour pouvoir utiliser tous les leviers possibles, comme le POCTEFA, pour répondre à une véritable aspiration, pour que ça fertilise la montagne.

Santiago Mendieta : Mariano Soriano, avec ces massifs en Aragon, 17/18 refuges gérés par la FAM, ça montre qu'on peut faire des choses et faire avancer l'image des refuges ?

### Mariano Soriano :

Avec le réseau des refuges que nous avons en Aragon, notre volonté de dynamiser, d'encourager l'utilisation des refuges, des Pyrénées et de la montagne. Pour les Pyrénées, l'Aragon sont stratégiques au niveau du territoire, les caractéristiques géographiques, on est une communauté autonome intérieure, nous sommes un territoire de montagne. Depuis 1988, on a ouvert une ligne de collaboration et d'impulsion avec les gouvernements, avec la volonté de stimuler les Pyrénées, avec une utilisation ludique des Pyrénées, en respectant évidemment les questions territoriales et de l'utilisation raisonnable des montagnes. Dans ce sens nous avons commencé à faire des investissements avec la FAM, selon la tradition de gérer l'activité en montagne. C'est cette fédération qui gérait la maintenance des refuges, c'était le partenaire le plus approprié pour faire le travail. Ensuite nous avons établi une convention étatique et une régionale. Cela a fait ressortir 2 questions, la pluri-annualité et la stabilité concernant les investissements. Pendant ces 20 ans, on a créé un réseau de refuges de qualité stable et assez bien mis en valeur. On va essayer d'améliorer tout ça. Depuis 1988 jusqu'en 2012 quand le plan a été établi, on a investi 19 millions d'euros pour les refuges parmi lesquels, 50% viennent du Gouvernement de l'Aragon, le reste c'est des collectivités et municipalités. Le degré d'implication de la direction générale du sport, dans ce modèle d'organisation des refuges est de 40% parce qu'on considère que l'activité de la montagne est une activité sportive et les refuges de montagne sont des installations sportives de soutien.

Il est plus important de parler du futur, de ce qu'on veut faire avec ce réseau de refuge, la manière dont on pense que cela doit se faire. On veut améliorer ces refuges. On est très satisfait des derniers refuges qui ont été construits dans notre région, ils sont modernes, actuels, ils donnent un bon service aux montagnards, pas seulement de l'Aragon mais de tous les territoires. On garde en tête l'agrandissement du refuge de Goriz qui va être modernisé. On pense que ce qui arrive c'est une amélioration générale du système, des modèles informatiques, du respect de l'environnement, la

stabilité de la montagne. On améliore le confort dans les refuges, c'est important pour nous, on travaille très bien là-dessus, et on va maintenir l'impulsion dans ce sens-là. Avec Entrepyr II, on veut améliorer l'activité liée aux refuges, à proximité des refuges, les itinéraires, les circuits, les activités supplémentaires, les informations qu'il faut donner depuis ces refuges. On va améliorer les services. C'est un service public car la montagne, les Pyrénées sont un patrimoine important, on veut le lier au reste des territoires aux alentours. On va collaborer avec la FAM dans ce projet qui va être une impulsion forte pour l'élargissement de liens des 2 côtés de la frontière avec les communautés autonomes les plus proches.

**Santiago Mendieta** : Est-ce qu'on peut améliorer les choses ? un Entrepyr II d'ici 2020 ?

**Mariano Soriano** : Je pense que oui, on doit tendre à ce modèle unifié, que les barrières artificielles n'ont pas de sens. Ce modèle de gestion informatique, il faut l'améliorer, l'élargir, lier les efforts et coordonner les actions. C'est le futur.

**Santiago Mendieta** : Romain Pagnoux qu'avez-vous retenu de ces deux jours et je crois que vous avez des annonces à faire sur le Parlement de la montagne ?

**Romain Pagnoux**

Je me retrouve pas mal dans la problématique évoquée par la Nouvelle Aquitaine, puisque nous aussi on a 2 massifs, l'agriculture de montagne, le pastoralisme, on n'a pas mal de point commun. On coopère également à travers certains programmes, comme le programme opérationnel interrégional Pyrénées qui a été évoqué, qui est géré par la région Occitanie mais qui assure aussi la gestion pour la région Nouvelle Aquitaine. La région a profité d'avoir l'autorité de gestion de ces fonds pour les orienter également vers la réhabilitation et la rénovation de refuges. On l'a vu avec la rénovation du refuge des Sarradets de la Brèche de Roland. On a voulu mettre le plus possible les fonds européens pour cette politique de la montagne et les financements des refuges mais la région finance directement à travers ses fonds vers les refuges de montagne.

Ce que j'ai retenu de ces 2 jours c'est la nécessité d'avoir plus de concertation, de coordination entre les acteurs. Ça a été évoqué dans le groupe de travail auquel j'ai participé. On évoquait la difficulté de cohabitation avec le pastoralisme, surtout en moyenne montagne et avec les refuges, le manque de dialogue de ces deux univers et le manque de lien entre les refuges et la vallée (office du tourisme). Ce qui était noté c'était le manque de lieu, d'instance pour mener cette concertation. C'est ce qui a motivé le Conseil régional Occitanie et Carole Delga à mettre en place un parlement de la montagne.

On souhaite ce parlement comme une instance de concertation qui a vocation à fédérer l'ensemble de la communauté montagnarde, les acteurs, publics, les socio-

professionnels, les associations, pour mener des politiques coordonnées et concertées à l'échelle du massif. La région souhaite bâtir cette politique de développement de la montagne avec l'ensemble des acteurs locaux. Pour le calendrier on souhaite lancer ce parlement pour la fin 2017. On va lancer toute une phase de concertation sur le premier semestre. On va organiser des rencontres dans les différentes vallées de tous les départements pour bien mesurer les attentes sur ce parlement et voir comment on le constitue. On veut faire un travail collaboratif pour que ce nouvel outil, qui ne se substitue pas aux organes existants (Comité de massif et Conseil régional). C'est un outil qui se veut plus large pour fédérer l'ensemble de la communauté montagnarde. Ce sera des réunions décentralisées. On s'est inspiré du fonctionnement du parlement de la mer, basé à Sète. On souhaite qu'il soit itinérant pour toucher l'ensemble du massif mais avoir des réunions qui puissent rassembler des acteurs de la montagne, travailler de manière transversale sur les actions de la montagne. Pour donner du corps à ce parlement, on va lancer également un grand plan montagne 4 saisons qui souhaite aller faire une diversification des activités en montagne et les refuges rentrent complètement dans cette optique-là. Le contenu de ce plan montagne aura pour vocation d'être aussi discuté au sein du parlement de la montagne mais il va également s'inscrire dans les différents schémas régionaux. Il y a également le schéma du tourisme et des loisirs qui est en phase de concertation qu'on votera en mai en assemblée plénière. Tous ces différents schémas doivent s'intégrer pour répondre aux attentes du territoire. Justement une instance comme le parlement de la montagne permettra, je l'espère d'intégrer davantage et de se concerter pour arriver à des politiques plus efficaces. Tous ces acteurs de la montagne seront invités à ces réunions.

### Charles Pujos

Ce qui m'intéresse c'est de me projeter dans l'avenir, il faut qu'il y ait une suite qui nous satisfasse tous. Il faut sortir des logiques administrées des plans, cette obsession de penser avec des choses nouvelles. Si on fait un plan refuges, ça doit intégrer des concepts d'hébergement nouveaux, on a besoin aujourd'hui de repenser nos modes d'accueil, ne pas faire uniquement du neuf à partir du vieux. En France, on est friand de plans, de beaux documents. Ils doivent fixer des objectifs, savoir où on va (de fréquentation ou autres). Est-ce qu'on est capable lors de concertation de fixer des objectifs qualitatifs, quantitatifs, en termes de publics accueillis, des jeunes, d'ouverture en hiver ou pas. Il faut un outil à ce plan, il faut avoir une gouvernance pour que ce plan ne retombe pas, qu'il soit animé de manière régulière, franco-espagnole et andorrane ou franco française. Et savoir sur qui repose ce travail. Je suis intéressé par la suite et on fera tout pour donner une suite mais en y mettant quelques précautions ou conditions que je viens d'énumérer.

**Santiago Mendieta** : On va aller vers les refuges catalans, il y en a 20 dont 12 gardés. Pour parler de la redéfinition de la politique des refuges avec l'envie d'augmenter les

échanges des deux côtés des Pyrénées, l'harmonisation avec le site en commun Entrepyp.

### Gérard Figueras :

Nous nous occupons de la politique sportive sur le territoire Catalan avec une population de 7,5 millions d'habitants, 3 millions de pratiquants sportifs, de plus en plus de pratiquants de sports de montagne, 18 000 clubs sportifs, 72 fédérations sportives catalanes. Le sport est considéré comme une activité privée ou associative, un budget du gouvernement de 70 millions d'euros, 80% de ce budget est concerté avec le secteur privé avec les clubs et les fédérations catalanes. La politique sportive a deux grandes lignes de travail. La première, la promotion des activités sportives, la médecine du sport, la santé, le sport à l'école, les compétitions, le sport de haut niveau et la formation des sportifs. La deuxième concerne les équipements sportifs. En Catalogne nous avons recensés 40 000 installations sportives qui intègrent le PIEC (plan national des installations sportives de Catalogne). C'est dans ce plan qu'il y a les refuges. Ces refuges sont gérés principalement par la FEEC, Conseil général du Val d'Aran, des clubs.

La FEEC s'occupe de la rénovation, de la promotion. En 2017, nous actualisons ce PIEC, les priorités pour les refuges, identifier un rôle plus sportif, plus touristique, plus familial. Ces nouvelles orientations définies avec la FEEC vont permettre d'établir un plan financier spécialement pour la promotion et la rénovation des refuges de toutes les Pyrénées. Nous avons besoin d'avancer ensemble sur des projets transfrontaliers. Nous avons des expériences positives transfrontalière. Les administrations, les associations sportives sont prêtes

Pour faire de nouvelles collaborations transfrontalières. L'année prochaine le gouvernement va donner son soutien institutionnel et économique au travers de la FEEC à Entrepyp II, ce projet POCTEFA qui a déjà été mentionné. Ça peut être une véritable offre commune de tous les refuges sur le massif des Pyrénées, de dynamisation économique.

Santiago Mendieta : Question : L'Andorre a intégré les refuges dans sa stratégie de biodiversité adoptée la semaine dernière. Parlez-nous des 3-4 refuges, comment cela s'opère ce changement du tourisme blanc ?

### Marc Rossell

On a 22 refuges non gardés sur un territoire très petit et 4 refuges gardés, le quatrième en construction. Ces refuges gardés sont mis en concession. Ces refuges sont gérés par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable. Ce quatrième refuge de l'Illa permettra de faire une boucle sur différentes journées. Il faut travailler sur une politique locale, sur une promotion locale. Le projet refuges en Andorre est lié à la convention européenne du paysage, fait part de notre stratégie du paysage

pour la biodiversité, lié à la montagne, lié à ces valeurs plus spécifiques. Il faut qu'on s'adapte le plus rapidement possible avec la montée des températures et l'augmentation des touristes. Le service du tourisme du gouvernement a déjà une stratégie touristique importante pour la promotion du tourisme d'été et d'hiver, des refuges de montagne, c'est un atout touristique ou c'est notre intention. On est en pleine réflexion sur ce produit national et local sans oublier notre intérêt de travailler au niveau de la chaîne pyrénéenne. Il faut travailler ensemble. Je me félicite de la participation de ce colloque et je pense qu'il y en aura une prochainement en Andorre.

Il faut travailler ensemble en transversal sur ce plan de massif, de référence. Il est clair qu'on a les mécanismes avec les POCTEFA, les moyens financiers, on a des atouts, il faut qu'on les utilise et qu'on mette ces refuges à la portée de tout le monde. En tout cas c'est le souhait de l'Andorre. On a des refuges comme un produit familial mais aussi comme en très haute montagne avec des spécificités techniques poussées. Dans le prochain colloque il faut définir les prochains pas pour travailler tous ensemble. Le côté espagnol doit avoir aussi cette vision-là. On a des spécificités différentes, rien n'est incompatible, il faut ajouter des valeurs à tous ces produits.

**Santiago Mendieta** : Question : la politique des refuges dans le Val d'Aran, comment ça se gère ?

**François Boya**

Au niveau du Val d'Aran, c'est le Conseil Général qui gère la politique des refuges. Il y en a 6, et un dernier en construction. C'est le Conseil général qui fait les travaux, qui aménage tous ces refuges autour de moyenne et haute montagne. Le Val d'Aran c'est un pays de montagne. Les refuges font partie de sa stratégie touristique et de sa stratégie d'aménagement du territoire. Il faut une vision globale de nos vallées, pas uniquement les enjeux du marché. On ne peut pas regarder la montagne comme un scénario pour les activités sportives. Il y a beaucoup plus derrière la montagne. Les refuges ont un rôle essentiel dans la montagne mais il faut voir ce qui se passe à côté de ces refuges. On a 1 200 villages enclavés ou qui ne sont pas capables de s'intégrer dans une nouvelle dynamique du 21ème siècle. Ce colloque est intéressant pour les apports qu'on peut faire, pour la mise en commun de la montagne, penser que la montagne c'est aussi de la culture, de l'identité et qu'il faut bâtir cette identité en commun. L'idée est de faire un nouveau POCTEFA autour de Bénéasque Luchon et Viella, comment partager la montagne, nos vallées, nos valeurs, se mettre au défi dans le 21ème siècle, le changement climatique, l'économie, la globalisation, de le faire ensemble, de travailler, de donner un futur à nos vallées, une qualité de vie pour ses habitants.

**Réactions dans la salle :**

**Camille Caparros**, gardienne du refuge du Ras de la Carançà : Je voulais faire part de mon idée. Je vois qu'il y a beaucoup de choses qui se font à grande échelle, au niveau

des élus de tout le massif. Nous à une échelle plus réduite, on travaille avec les Catalans espagnols de l'autre côté de la frontière, on travaille sur de l'information, de l'éducation, sur un système écologique, économique et culturel. Mon outil est complètement obsolète, on n'a pas les armes pour aller jusqu'au bout de nos idées, Le refuge du Ras de la Carança est ancien, avec une gestion associative et on n'a pas beaucoup de force dans notre vallée, on n'est pas trop soutenu par la commune ou les collectivités, on fonctionne un peu tout seul. J'espère qu'on aura un retour sur tout ce qui a été évoqué pendant ce colloque au cœur de nos petites vallées, pour notre dynamisme qui est important dans nos localités

### Conclusion de Michel Rouffet :

Je voudrais remercier tous les élus qui ont fait le déplacement, qui sont des responsables politiques ou administratifs qui nous ont fait l'honneur de venir. Ça prouve l'intérêt qu'ils ont pour ce sujet. On va se mettre au travail très vite, en utilisant les structures de travail, qu'on a déjà mises en place pour le colloque autour du Club alpin puis on verra comment on les élargi. Il faut fixer des objectifs et des structures pour s'en occuper avec l'idée de se retrouver fin 2017 ou 2018 dans un lieu qui reste à préciser mais il y plusieurs propositions dans l'air, l'Aragon, l'Andorre, Luchon qui a pris goût. On verra en temps voulu.

Il faut remercier particulièrement les Elus de Luchon, Monsieur le Maire, le personnel de Luchon qui nous a accueilli et s'est mis à notre disposition.

Il faut remercier les responsables des 2 états, des régions françaises, des autonomies espagnoles, le CGET, on espère qu'ils vont continuer à nous soutenir parce qu'on ne fait que commencer. On va essayer de valoriser ce formidable élan qui s'est manifesté pendant ces 2 jours. Remercier aussi les intervenants, ils nous ont apporté leur connaissance, les exposants qui ont exposés du matériel et des documents dans le Pavillon Normand. Remercier aussi la FFCAM au niveau national avec le Président, régional, Xavier Basseras, tous les bénévoles et Marlène Agro qui a tout coordonné.

Ce qu'il nous reste à faire, c'est de mettre en place ces valeurs si importantes pour nous, qu'on les partage plus largement avec les populations qu'on va amener en montagne, leur faire découvrir toute cette richesse et la fragilité de la montagne. Merci à vous tous.